This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 08158289 6

Digitized by Google

Digitized by Google

Godey

BKM

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

MÉMOIRES

DU PRINCE

DE LA PAIX

DON MANUEL GODOY,

Duc de l'Alcudia, Prince de Bassano, Comte d'Evoramonte, Ancien premier Ministre du roi d'Espagne, Généralissime de ses armées, Grand-Amiral, etc.,

TRADUITS EN FRANÇAIS D'APRÈS LE MANUSCRIT ESPAGNOL,

PAR J.-G. D'ESMÉNARD,

Lieutenant-Colonel d'Etat-Major.

La Calumnia muere con el hombre obscuro, pero vive y subsiste en pie derecho sobre el túmulo del hombre público, si la dejan en paz y le dan tiempo à que prescriba.

TOME TROISIÈME.

A PARIS,

CHEZ LADVOCAT, LIBRAIRE,

RUE DE CHABANNAIS, N° 2.

LONDRES.

RICHARD BENTLEY, LIBRAIRE.

MADRID.

CASIMIR MONNIER, LIBRAIRE.

M DCCC XXXVI.

Digitized by Google

Digitized by Google

AU PUBLIC

LE LIBRAIRE-ÉDITEUR.

En publiant cette seconde livraison, nous avons besoin de dire à nos nombreux souscripteurs que nous n'avons pu restreindre en quatre volumes les Mémoires du Prince de la Paix. Certes nous ne craignons pas d'être accusé d'avoir ce qu'on appelle tiré à la feuille : notre livre est là pour répondre que nous avons employé une justification inusitée maintenant, et qu'il nous eût été facile, en prenant la grandeur des pages ordinaires, de faire au moins huit volumes avec les quatre que nous avons publiés.

Le Prince de la Paix, qui fait lui-même son livre avec tant de soin, ne pouvait non plus

Digitized by Google

calculer toute l'importance de ses matériaux historiques; le cinquième et dernier volume sera sans contredit la partie la plus curieuse de ces Mémoires, puisqu'il contiendra l'histoire des grands événemens de 1807 et 1808. Le rôle du Prince de la Paix, dans ce grand drame, fut trop important pour que ce récit n'excite pas un vif intérêt.

Nous donnerons avec ce dernier volume les portraits promis à nos souscripteurs.

LADVOCAT.

Paris, 25 décembre 1836.

Digitized by Google

AVERTISSEMENT

DU TRADUCTEUR.

Cette seconde partie des Mémoires n'a pas besoin d'introduction : le lecteur est déjà mis sur la voie par les deux premiers volumes. Ici les faits se développent et parlent d'eux-mêmes.

Il a paru convenable de publier en tête les deux lettres suivantes. Celle que le Prince de la Paix adresse à son traducteur allemand reconnaît l'exactitude et l'ingénuité de ma version française.

En approchant du terme de ces Mémoires, je suis encore plus avare de notes. L'importance et la multitude des faits qui occupent le quatrième volume ne laissent pas de place à mes commentaires.

Un cinquième volume indispensable délivrera

Digitized by Google

ma conscience. Tout ce qui concerne l'administration du Prince de la Paix se trouve à présent sous les yeux du lecteur. La conspiration de l'Escurial, la révolution d'Aranjuez, et les affaires de Bayonne, formeront un drame en trois actes : le dernier est d'un vif intérêt.

Les souscripteurs pardonneront au Prince de la Paix d'avoir ajouté un cinquième volume aux quatre premiers..... Ce prolongement est devenu indispensable.... E.

Digitized by Google

Monseigneur,

Je demande humblement pardon d'oser m'adresser à Votre Altesse par cette lettre. Mais peut-être Votre Altesse daignera recevoir ces lignes avec condescendance, quand elle aura appris que c'est seulement la profonde estime qui les a dictées.

J'ai traduit en allemand les *Mémoires* de Votre Altesse, ouvrage qui a été reconnu en Allemagne comme un chef-d'œuvre; et comme il y avait deux versions de ces Mémoires, en français et en anglais, j'ai fait usage de toutes les deux dans ma traduction. C'est ainsi que je crois avoir rendu le véritable sens des paroles de l'original. Si Votre Altesse daignait en accepter un exemplaire, je vous l'enverrais avec beaucoup de plaisir.

L'empressement du public en Allemagne à posséder la suite de votre ouvrage, c'est-à-dire la relation des événemens en Espagne du temps de l'avénement de Buonaparte au trône impérial, et surtout des événemens de 1808, est si grand, que j'ose demander à Votre Altesse si cet empressement sera bientôt satisfait. L'éditeur de ma traduction, M. Hayn, à Berlin, l'imprimeur de la *Gazette d'État de Prusse*, m'assaillit presque chaque jour par des questions à ce sujet. Je serais infiniment obligé à Votre Altesse, si elle daignait me répondre quelques lignes.

Je suis avec le plus profond respect,

de Votre Altesse,

Le très-humble serviteur

Signé, Dr F.-H. Ungewitter,
Rédacteur de la *Gazette de Spener*, à Berlin.

Berlin, 15 septembre 1836.

Digitized by Google

Digitized by Google

MÉMOIRES

DU

PRINCE DE LA PAIX.

DEUXIÈME PARTIE.

CHAPITRE PREMIER.

ANGOISSES DE L'EUROPE SOUS LA DOMINATION DE BONAPARTE. — ÉTAT DE L'EUROPE A CETTE ÉPOQUE.

Un nouveau siècle commençait : beaucoup de personnes voyaient déjà poindre l'aurore d'un beau jour ; « enfin le Ciel se radoucit ; il veut mettre un terme aux fléaux qui ont tourmenté le monde européen. »

A des intervalles marqués dans l'espace des temps, la Providence envoie des mortels extraordinaires pour consoler ou pour châtier l'espèce humaine.

Quelle fut la mission de celui qui, après avoir tué la République, s'en fit l'héritier universel?

Les hommes qui de bonne foi croyaient au perfectionnement progressif de la civilisation, saluèrent la

Digitized by Google

venue de Napoléon comme un présent de la Divinité, comme l'heureux enfantement de trois siècles de lutte et de travaux intellectuels; le prestige fut si éblouissant que dans les deux camps opposés, parmi les hommes du présent et les hommes du passé, amis ou ennemis du *mouvement,* presque tous les politiques conçurent de hautes espérances; et cette illusion n'était pas une chimère. Le nouveau chef de la France pouvait faire du *beau,* du *grandiose;* il pouvait opérer cette *réforme* dont les gouvernemens et les peuples semblaient éprouver un égal besoin; il n'avait qu'à prendre l'initiative. Il entraînait le monde à sa suite; nul ne pouvait comme lui, avec autant d'influence et d'autorité que lui, séparer l'or de l'alliage, raccorder le présent et le passé par une fusion où les incompatibilités réciproques fussent habilement amalgamées.

Appliquer sagement les principes hardis que la France avait proclamés, modifier les passions turbulentes, épurer le patriotisme, donner le spectacle d'un empire fondé sur la volonté de tous, puissant par les armes, mais plus encore par le développement des grandes idées de religion, de morale, de justice et de liberté dont l'Europe entière était vraiment préoccupée: c'était la mission de Bonaparte. Cherchez-en une pareille dans les fastes de l'histoire, dans la sphère de l'humanité; il ne tenait qu'à lui de changer la face du monde graduellement, sans secousse, et de ressusciter l'âge de Saturne et de Rhée. L'Europe n'avait jamais entrevu la possibilité d'une si heureuse régénération. Il paraît: à sa voix l'anarchie s'arrête comme

Digitized by Google

par enchantement; les décombres du *vandalisme démagogique* sont balayés; les bannis revoient le foyer paternel; la conscience agitée a retrouvé les consolations de la religion; l'union des peuples coalisés contre la République se dissout d'elle-même; les limites naturelles de la France ne lui sont plus contestées; elle peut développer largement tous les germes de sa prospérité; les États voisins se résignent à la voir heureuse, florissante. L'Angleterre même écoute la voix de la paix. Le temple de Janus est fermé.

Il fut donc permis de croire que la tempête se calmait; le souffle expirant d'un hiver si long et si sombre annonçait l'approche d'un beau printemps [1].

Le traité d'Amiens encourageait cette espérance. Anathème à celui qui désormais tenterait de rompre ce pacte, ou qui en provoquerait la rupture! Le chef de la République parut désirer vivement la paix : dès-lors on supposa que sa politique pourrait même consentir à des sacrifices, dans le cas où une conduite prudente et modérée de sa part ne suffirait pas pour en assurer la conservation.

Bien que j'écrive aujourd'hui après que les événemens ont passé comme une bouffée de vent, je ne veux

[1] La réserve de notre langue s'oppose à la traduction littérale de certaines métaphores dont les Espagnols aiment à faire usage. Voici la phrase du texte, que j'ai cru devoir simplifier : « *Que iba a salir una larga primavera de los suspiros postrimeros de un invierno tenebroso de diez años.* » Littéralement : « Qu'un long printemps allait sortir des derniers soupirs d'un ténébreux hiver de dix années. » Je n'ai point osé traduire cette métaphore si compliquée. E.

On la trouvera dans l'original espagnol.

Digitized by Google

point me défendre d'avoir partagé les illusions riantes que Bonaparte fit naître en Espagne, en France et partout. Il existe encore des personnes qui, à cette époque, entendirent mes paroles et connurent ma pensée.

Mais, dans les guerres civiles, le parti qui triomphe ne s'arrête guère dans les bornes de la modération. C'est la force exaltée par le succès ; et combien cette force est terrible dans les mains d'un soldat! Il n'y avait qu'à jeter un coup d'œil sur Napoléon : ses premiers exploits, ses talens, son ardeur guerrière, cette passion d'entreprises gigantesques, sa fierté, son emportement, son indifférence sur le choix des moyens pour arriver à ses fins, la souplesse et la dextérité de sa politique, ses proclamations, ses promesses à l'Italie, sa conduite à l'égard de Venise et dans l'affaire de Malte, son retour d'Égypte; tout cela devait frapper l'esprit le moins attentif.

Le guerrier victorieux venait d'ajouter un nouveau fleuron à sa couronne[1]; la paix de Lunéville fut signée. Ce n'était plus la paix que l'Espagne et la Prusse avaient su ménager et conclure si à propos, lorsque la France, déchirée par des factions intérieures, par des ambitions rivales, faisait d'elle-même toutes les avances pour se réconcilier avec ses ennemis du

[1] Il y a ici une autre figure de rhétorique qu'il m'a été impossible de conserver dans ma traduction :

La Paz (de Lunéville) cual la piña del Alerce, unida al guerrero prodigioso... Littéralement : « Unie au guerrier prodigieux comme la pomme du mélèze... » J'ai dû respecter l'original où cette *comparaison* sera mieux saisie par les Espagnols.

E.

Digitized by Google

dehors. (Malheureusement cette occasion fut dédaignée par les autres puissances de la coalition.).....

Les peuples prosternés devant le dictateur subirent la paix de Lunéville comme un nouveau châtiment infligé par la colère céleste. Paix étrange! Soleil perfide qui, après avoir jeté quelques rayons de lumière sur le crépuscule du siècle naissant, tout-à-coup disparut sous les nuages amoncelés! La foudre sillonna l'Europe dans tous les sens; sur les ruines des nations éplorées, bouleversées, s'élevait un empire colossal de cent millions d'hommes soumis au sceptre de Napoléon! Que de sang versé pour parodier la gloire surannée d'un siècle à demi barbare!.....

A la suite de cette gloire qui s'éteignit en un instant comme un feu d'artifice dont une averse imprévue a paralysé la circulation, vinrent toutes les hontes qui déshonorent l'époque actuelle, le découragement de la vertu, l'égoïsme effronté, la morale des intérêts, l'obéissance à contre-cœur, les méfiances des peuples, la verge de fer sous laquelle on veut les courber pour les empêcher de se mouvoir.....

Qui osera désormais justifier, louer le principe dont tout ce que nous voyons est la fatale conséquence? Dans quelle partie du globe le dominateur de la France a-t-il posé le fondement d'une prospérité durable? Non, ses drapeaux victorieux ne furent point salués par un enthousiasme sincère, par les bénédictions du cœur. Il avait dépouillé son pays de ses droits, de sa liberté: que pouvaient espérer de lui les peuples voisins livrés à sa discrétion? Au-dedans, la servitude; au-dehors, le fer et la flamme, un jeu de couronnes ôtées,

Digitized by Google

rendues, mutilées avec une insolente légèreté, des fiefs créés au dix-neuvième siècle, des rois vassaux, le gouvernement du sabre, la ruse auxiliaire de la force, rien de sacré, nulle prévision, presque tout abandonné aux chances du hasard.....

De là ces haines profondes, ces guerres sans fin, une chute terrible..... Des monumens immortels, des temples, des arcs de triomphe, diront à la postérité que la valeur française a long-temps repoussé les efforts combinés de l'Europe entière ; mais l'histoire inexorable dira aussi qu'à la fin la témérité du vain successeur de Charlemagne attira les hordes étrangères sur la France accablée.

Sans lui et avant lui, quatorze armées républicaines commandées par des généraux patriotes avaient défendu le territoire national, et même en avaient élargi l'enceinte : cette gloire appartient à la France.

Il n'y aura plus de Napoléon ; il sera le premier et le dernier de sa race. La civilisation actuelle n'offre pas de chances de réussite à un autre Alexandre, à des Attila, des Gengiskhan nouveaux. Météore lumineux et sanglant, assemblage confus de bien et de mal, Napoléon fut le prodige du siècle ; mais, appelé à faire une restauration universelle, il a trahi sa vocation ; il n'a laissé derrière lui qu'une vaine fumée de gloire, et, ce qui est pis, une conviction désespérante : « l'espèce humaine ne peut pas être complètement heureuse. »

Forcé de raconter ma vie politique dans les dernières années que je vais parcourir, je n'ai pu m'abstenir de toucher cette corde sensible pour la France ; mais loin

Digitized by Google

de moi la pensée de la blesser ou de l'accuser. Elle fut la première à subir le joug; elle eut sa bonne part des maux qui frappèrent les autres nations successivement écrasées sous les roues du char de la Victoire.

Napoléon n'était pas le produit naturel du sol, de la culture de la France; il fut le produit accidentel de la guerre obstinément prolongée contre la République, quand la Révolution semblait s'arrêter et vouloir se réconcilier avec les autres gouvernemens. Sans la prolongation de cette guerre inutile et funeste, le général Bonaparte n'aurait probablement fourni qu'une ligne à l'histoire, à l'occasion du 13 *vendémiaire*.

Je n'insisterai point sur cette circonstance aujourd'hui sans intérêt; je ne veux qu'indiquer le point de départ, afin qu'on puisse bien apprécier les hommes et les choses.

Des historiens, serviles échos du langage de mes ennemis et beaucoup trop indulgens pour d'autres ministres et d'autres gouvernemens, malgré les fautes et les erreurs qu'ils ont commises, ces historiens, la plupart Français, affectent de me traiter avec autant de rigueur que d'injustice. Je fus pourtant l'ami de la France tant que l'honneur et la sûreté de mon pays me permirent de suivre mon inclination; je signai le premier traité d'alliance que la France nouvelle parvint à conclure avec les rois de l'Europe; je travaillai constamment à maintenir cette union entre nos deux pays, pour épargner le sang de l'un et de l'autre. Ami de la France, je le répète, mais non pas son esclave; et l'Espagne, exempte de peur, incapable de bassesse, était une bonne alliée, non pas un fief de l'Empire : dans ce temps-là, éviter ou seulement diminuer la masse des fléaux qui

Digitized by Google

ravageaient l'Europe, n'était pas un si petit mérite. C'est par des faits incontestables que je réponds à mes détracteurs, quels qu'ils soient. Tant que je fus libre et maître de mes actions, a-t-on vu l'Espagne courbée aux pieds du colosse comme tant d'autres peuples de l'Europe?

La Hollande, cette nation généreuse qui fit de si grands sacrifices pour s'affranchir du joug espagnol, qui maintint si glorieusement sa nationalité, devint l'humble satellite de la République, changeant les formes de son gouvernement suivant les caprices de sa voisine : d'abord une branche feudataire de l'Empire, et finalement une province française comme l'État de Gênes, le Piémont, la Savoie, les Pays-Bas, et toute la rive gauche du Rhin.

La Suisse, tracassée, désorganisée, est soumise de fait à Napoléon, qui prend le titre spécieux de Médiateur;

L'Italie, un moment république et bientôt royaume de nom, se traîne à la suite de l'Empire.

Le pasteur des fidèles a vu rogner son domaine, décimer son troupeau; il n'en a pas moins pris sa houlette et traversé les monts pour aller assister au couronnement du prétendu successeur de Charlemagne.

Les deux grands empereurs du Nord ont-ils pu se soustraire à la commune loi?

Accouru de cinq cents lieues de distance et deux fois battu, le fameux Alexandre recherche les bonnes grâces de Napoléon. « Cette amitié, dit-il, est un bienfait « des dieux. » Il se joignit à lui contre ses propres alliés : il eût désiré que son nouvel ami acceptât la main d'une princesse russe.

Digitized by Google

Plus rapproché de la France et quatre fois désarmé par Napoléon, l'Empire germanique s'écroule; ses électeurs, ses landgraves, deviennent les humbles satellites de l'Empire français; et le successeur des Césars capitule; il donne sa propre fille au soldat heureux qui l'a dépouillé d'une partie de ses États. »

Naples a vu fuir sa dynastie; les débris de la Prusse et de l'Allemagne forment des couronnes pour les frères du nouveau César.

Les ministres, les capitaines de Napoléon deviennent des princes; Rome est une ville française; Paris, un bazar de couronnes : les antichambres du grand-suzerain de l'Europe sont pleines de rois qui attendent.

Et l'Espagne, où en est-elle ? L'Espagne est unie à la France par un traité dont les charges onéreuses sont également réparties; elle guerroie contre un ennemi commun; elle a conservé sa couronne intacte; elle n'a pas perdu un pouce de son territoire sacré.

Dans les autres pays monarchiques ou républicains, n'y avait-il pas aussi des directeurs politiques, des soldats, pour défendre leurs frontières, pour maintenir l'indépendance nationale?

Sans doute il y en avait, et qui tous ont louvoyé, résisté, combattu, négocié. Aucun n'a pu dominer les événemens.

Pourquoi donc, je le répète, a-t-on accablé de reproches, même d'injures, celui qui eut le bonheur de sauver son pays dans la conflagration générale ?

Quand toute l'Europe s'humiliait devant Napoléon, l'Espagne conservait sa dignité; ses relations avec lui ne dépassaient pas les termes fixés par un traité d'égal

Digitized by Google

à égal. Cette alliance avait été contractée avec la nation française bien avant le Consulat et l'Empire; alliance inoffensive pour le continent, utile à nos intérêts particuliers, nécessaire pour nous : car les Anglais nous en avaient fait une nécessité. En quoi l'Espagne sacrifia-t-elle ses engagemens au désir de complaire à Napoléon? Envers qui notre politique fut-elle injuste ou inconséquente? A qui donnai-je un prétexte pour se plaindre de nous? L'Espagne se montra-t-elle insensible aux désastres de l'Europe? non, certainement..... lorsque, plus tard, la marche audacieuse de Napoléon fut connue, je regardai comme un devoir de m'y opposer pour le salut commun, surtout pour le bien de mon pays; j'en appelai aux armes. Est-ce ma faute si mes desseins furent paralysés par des traîtres? Préférant à la conservation de leur pays le succès de leurs intrigues, l'assouvissement d'une haine aveugle, ils parvinrent à jeter la terreur dans l'esprit du monarque, à fausser l'opinion d'un peuple magnanime; ils calomnièrent mes intentions; au lieu de m'aider, de venir au secours de la monarchie en péril, ils appelèrent celui qui déjà songeait à l'envahir; ils allaient chercher le remède là d'où venait tout le mal. C'était pourtant l'occasion de frapper un coup décisif [1]. L'Espagne n'eût pas manqué d'auxiliaires; une lutte douteuse s'engageait dans la Pologne..... On laissa triompher encore une fois l'heureux Napoléon..... Victorieux dans le Nord, il tourna ses regards vers l'Occident. La trahison avait miné le terrain sous mes pas; les funestes dissensions de la famille

[1] Voir la proclamation de 1806. E.

Digitized by Google

royale rendaient la position d'autant plus critique, que, grâces au manége hypocrite des factieux, presque tout le monde refusait de croire à la réalité du danger. Si, dans ce moment de crise, il fut permis d'écouter un instant les paroles trompeuses de l'étranger (bien que je ne fusse pas tout-à-fait de cet avis), aussitôt que ses premiers mouvemens révélèrent ses projets, je voulus rompre toute négociation, lui tenir tête, et vaincre ou mourir les armes à la main.

Mais il fallait d'abord songer à la sûreté de la famille royale et contremander la marche des forces dirigées vers le Portugal.

Ces deux mesures étant exécutées, alors j'aurais parlé à la nation, j'aurais fait un appel énergique au patriotisme espagnol.

On ne m'en laissa ni le temps, ni les moyens; mes ennemis croyaient fermement que Napoléon, attiré par eux, ne menaçait que moi, et qu'il venait se mettre à leur disposition. Napoléon se faire l'instrument de pareils conspirateurs!

Charles IV fut renversé du trône : on me chargea de fers!

Et le roi qu'ils venaient de proclamer, et son auguste père et le reste de la famille royale, tout fut emballé, traîné, poussé à Bayonne, où Napoléon arrivait sans projets arrêtés, quoique capable de toutes les perfidies, mais craignant l'éclat d'une guerre qui pouvait être et qui fut en effet l'écueil de sa fortune et de sa gloire.

O ma patrie adorée! tu verras du moins quels furent mes efforts dans ces temps orageux pour t'assurer un meilleur avenir. Je voulais que l'Espagne n'eût rien

Digitized by Google

à envier aux premières nations de l'Europe, et j'avais presque atteint ce but auquel tendait toute mon ambition! Cette flatteuse perspective n'était plus un rêve.....

Tous les hommes qui bientôt après se signalèrent dans nos troubles civils, ces ardens patriotes dont les services et les talens furent méconnus, dont la vertu a été si mal récompensée, voilà les témoins que je cite, les moyens, les appuis sur lesquels je comptais : génération nouvelle, à peine formée par mes soins, et qui a disparu sous les ruines de l'édifice dont le trône de Charles IV était la principale base!

On a prétendu que j'entraînai l'Espagne dans ma chute : au fait, les malheurs de la monarchie et les miens datent de la même époque; mais je n'en fus point la cause : d'autres ruinèrent le pays; je fus sacrifié comme le pays. Son existence, il est vrai, tenait aux institutions, au système de progrès et de lumières dont j'avais favorisé le développement.....

Ils ont tout renversé, tout noyé dans le sang et les larmes....

Digitized by Google

CHAPITRE II.

ÉVÉNEMENS QUI PRÉCÉDÈRENT MA RENTRÉE EN ACTIVITÉ DE SERVICE. — MÉSINTELLIGENCE FACHEUSE AVEC LE NONCE DE S. S. — J'INTERCÈDE EN SA FAVEUR. — AFFAIRE DE TOSCANE.

Lorsque je quittai le ministère (en mars 1798), les uns croyaient que j'avais entièrement perdu la confiance du Roi; d'autres voulaient que ma retraite ne fût qu'un arrangement politique; ceux-ci ont prétendu que, malgré mon éloignement de la Cour, je n'avais point cessé de diriger les affaires de l'État.... Tous étaient dans l'erreur, bien que la première supposition parût en quelque sorte fondée sur un fait réel, ma sortie du Cabinet; quant à la seconde, rien ne la justifiait : au contraire, elle se trouvait amplement réfutée par les actes du nouveau ministère, qui adoptait un système en général contraire à celui que j'avais établi, surtout en matière de finances; il renvoyait, il persécutait les employés pour lesquels j'avais montré une bienveillance particulière; il négligeait l'armée; et, dans nos relations extérieures, il dépassait de beaucoup les limites du traité que j'avais conclu avec la République française sur le pied d'une parfaite égalité.

Digitized by Google

Ce pacte d'amitié réciproque devenait un engagement servile et onéreux pour nous. J'en ai déjà parlé aux Chapitres XLVIII et XLIX de la première partie.

Ce qui néanmoins a pu donner lieu à certaines gens de penser que j'exerçais toujours une puissance occulte, c'est un commerce épistolaire plus ou moins actif entre Charles IV et moi pendant que j'étais éloigné de la résidence royale. Ah! je voudrais bien retrouver aujourd'hui cette correspondance pour en faire part au public! Les lettres de S. M. et mes réponses (du moins les minutes de celles-ci) doivent exister encoré. Mes ennemis et mes assassins ont eu tous ces papiers (et aussi beaucoup d'autres) à leur disposition, et ils n'en ont point parlé! Tant de réserve prouve assez clairement qu'ils n'y ont rien trouvé dont il fût possible de tirer parti contre moi.

Depuis le mois d'avril de cette même année (1798) jusques en septembre 1799, ma correspondance avec le Roi fut complètement étrangère à la politique. Il n'y était guère question que d'intérêts privés et de confidences de famille. S'il arrivait parfois que S. M. me parlât d'affaires d'une autre nature, ma réponse était simple, conséquente à mes principes, toujours conçue en termes généraux, car j'évitais avec soin de blâmer les actes des nouveaux ministres, même lorsque je ne partageais point leur avis : d'abord parce que je devais ne pas me croire infaillible moi-même; ensuite parce qu'il y aurait eu de l'indiscrétion de ma part à faire naître des doutes dans l'esprit du Roi, et jeter, pour ainsi dire, des bâtons dans les roues du Gouvernement. Je ne dirai qu'une seule circonstance où je

Digitized by Google

crus pouvoir m'écarter de cette règle de conduite.

Le digne et pieux pontife Pie VI venait de mourir. Dans la situation des choses en Italie, il y avait à craindre : 1° le retard indéfiniment prolongé de l'élection du Pape ; 2° que les cardinaux étant dispersés sur le continent et soumis à diverses influences locales, il ne fût procédé à l'élection sans la liberté convenable, d'une manière contraire aux usages de l'Église, ou même, ce qui serait encore pis, qu'il n'y eût plusieurs conclaves et plusieurs papes à la fois, d'où résulterait un schisme scandaleux ; les intérêts des familles pouvaient être compromis ; il fallait rassurer les consciences troublées au sujet des dispenses et *indults* ecclésiastiques réservés au Saint-Siége, d'après la discipline moderne....

Le 5 septembre 1799, parut le fameux décret royal portant : « que, jusques à l'élection canonique du nou-
« veau pontife légalement publiée par le Gouverne-
« ment, les évêques, conformément à l'ancienne dis-
« cipline, exerceraient leurs facultés dans toute leur
« plénitude en matière de *grâces canoniques* et
« *indults apostoliques*, sauf la confirmation des Ar-
« chevêques, auquel cas, et sur d'autres points impor-
« tans qui pourraient se présenter, S. M. se réservait
« le droit de prendre une résolution, suivant les cir-
« constances, après avoir consulté la Chambre de
« Castille et pris les informations nécessaires. »

Cette mesure, vu son objet et la circonstance, était réellement nécessaire ; le Gouvernement fit ses réserves, et les Évêques y adhérèrent pour le bien de l'Église. En cas de fausse application de ces réserves,

Digitized by Google

quel que fût le motif et en l'absence du Régulateur Suprême des lois canoniques, l'autorité épiscopale, toujours *solidaire*, en cas d'urgence ou de nécessité, devait y pourvoir et user de son droit.

Par malheur, cette résolution, adoptée comme un moyen provisoire pendant la crise, réveilla l'esprit de parti et devint une matière de dispute dans les écoles. Les consciences délicates s'en alarmèrent; d'un autre côté, des esprits novateurs croyaient avoir trouvé, dans le veuvage de l'Église, une bonne occasion de réformer sa discipline : mauvaise manière de profiter d'une calamité vivement déplorée par la communion entière des fidèles!

Alors on fit circuler secrètement le *concile de Pistoie*, avec les dissertations et les écrits relatifs aux doctrines et modifications que ce concile avait proclamées. On distribuait également, sous le manteau, le traité du savant Portugais Pereira sur ces questions si scabreuses [1]. Les colléges, les universités, s'échauffaient; bref, cette mesure, qui d'abord aurait dû tranquilliser les consciences, devint un brandon de discorde, et ne servit qu'à exciter un parti d'autant plus remuant, qu'il était favorisé par le ministre D. Mariano-Luis de Urquijo [2], alors premier secrétaire d'État par *intérim*.

[1] Le chanoine Llorente fut chargé de traduire cet ouvrage en espagnol. Il ne mit guères plus de deux mois à terminer ce travail.

[2] Parmi les pamphlets publiés à cette époque, je me souviens de celui qui avait pour titre : *El pàjaro en la liga* (*l'oiseau pris à la glue*). L'auteur était le vieux marquis del Merito, très-connu par le titre ou sobriquet de *colonel du régiment de la Posma, de l'apathie, de la paresse, des ennuyeux*, etc.; car ce mot de

Digitized by Google

Bientôt le nonce apostolique, D. Philippe Casoni, jeta les hauts cris. Les explications ministérielles furent peu conciliantes ; l'aigreur s'en mêla de part et d'autre ; les choses en vinrent à tel point, que le nonce reçut l'ordre de quitter le royaume dans un délai prescrit : on lui envoya ses passeports.

Et le Directoire de la République ne fut pas neutre dans la querelle ! A cette époque, la constitution civile du clergé français était l'objet d'une discussion très-animée entre Paris et Rome. Notre ministre Urquijo avait une grande déférence pour le Directoire ; celui-ci désirait pouvoir opposer une autorité de plus, l'exemple de l'Espagne, aux prétentions du nouveau Pape qui serait élu. Tous les journaux de France, y compris le sévère *Moniteur,* prodiguaient les louanges au ministre espagnol. L'ambassadeur Guillemardet reçut l'ordre de le soutenir de tout son crédit auprès du roi Charles IV. C'est ainsi qu'avec l'intention de prévenir un schisme éventuel, on provoquait un schisme certain, par une scission que le Sacré Collége redoutait lui-même à cause des lenteurs de l'élection du futur Pontife.

Or, voici que le nonce vint à moi tout larmoyant ; il me suppliait d'intercéder en sa faveur. Je n'y trouvais qu'une difficulté ; je n'aurais pas voulu être soupçonné de saisir l'occasion de nuire au ministre, moins encore de chercher à le supplanter ; et il ne me convenait pas qu'une décision royale dictée par un esprit

posma veut dire tout cela... Le noble vieillard n'en était pas moins un grand disputeur ; on le soupçonnait fort de jésuitisme. E.

Digitized by Google

de religion ou par tout autre motif qui révoquerait un ordre déjà donné par S. M., pût être attribuée à mon ambition particulière.

Cependant, fort de ma conscience, je me décidai à écrire au Roi, en gardant beaucoup de ménagement pour le ministre, et, sans entrer dans le fond de la question, je me bornai à supplier le Roi de vouloir bien modifier sa première résolution et rendre ses bonnes grâces au nonce : tout cela me fut accordé sur-le-champ. Il n'en revint aucun dommage à Urquijo. Il conserva pendant plus d'une année encore le portefeuille dont il n'était chargé que par *intérim*, toujours bien traité par le Roi, peut-être mieux depuis qu'auparavant. Mais il ne m'en voulut pas moins d'avoir fait une démarche qui l'empêcha d'obtenir un succès peu regrettable; d'ennemi qu'il était de Cavallero, il devint son allié; tous deux crurent se venger de moi, en persécutant de nouveau les personnes que j'avais protégées : cette alliance ne pouvait durer. Cavallero creusait un abîme sous les pas de son imprudent collègue, et l'y fit tomber aussitôt que l'occasion se présenta.

Plusieurs mois s'écoulèrent sans que le Roi songeât à me consulter sur d'autres affaires politiques; S. M. savait très-bien que je n'aspirais nullement à rentrer dans le Cabinet. Néanmoins, vers le milieu de l'année (1800), Charles IV mit une sorte d'affectation à me parler de mon éloignement de la Cour; il m'engageait à m'y trouver plus souvent, et, pour ainsi dire, à me rapprocher de lui. Les fâcheux résultats du système de crédit public introduit par le ministre Saavedra, les embarras du trésor, les pertes énormes que l'État fai-

Digitized by Google

sait chaque jour, inspiraient au Roi de vives appréhensions. D'un autre côté, la marche qu'allait suivre le nouveau gouvernement de la France offrait un objet de doutes et d'inquiétudes graves. Toutefois, on était un peu rassuré par l'opposition déclarée du premier Consul à toutes les idées démagogiques; mais on ne pouvait se dissimuler qu'un immense pouvoir se concentrait dans les mains de cet homme entreprenant, et beaucoup plus redoutable que la République; des dangers d'une autre nature menaçaient l'Europe: car Bonaparte, fort de l'enthousiasme qui se déclarait en sa faveur, et de tous les moyens dont il disposait, ne devait-il pas être tenté par l'ambition d'étendre sa dictature hors des limites de la France? Quelques personnes croyaient néanmoins que le Consulat ne serait qu'une transition; que la France allait être rendue à ses rois légitimes; que l'ambition de son nouveau chef n'irait point au-delà de cette pensée généreuse. « Il « n'y aura, disait-on, qu'à faire de certaines conces- « sions aux progrès des idées, rétablir l'ancienne « royauté sur des bases plus larges, arrondir ses limi- « tes, et fonder son existence sur les principes tuté- « laires de la religion et d'une saine politique. »

Telle était l'utopie dont la plupart des émigrés surtout aimaient à bercer leur imagination, quand ils virent le nouvel ordre de choses se rapprocher des anciennes formes monarchiques. Chaque mouvement de Bonaparte leur faisait prendre l'objet de leur désir pour une réalité, et la première démarche du Gouvernement français vis-à-vis du nôtre sembla justifier leur manière de voir.

Digitized by Google

En ce moment, la deuxième coalition ayant été vaincue, on traitait de la paix avec l'Autriche ; déjà Bonaparte laissait entrevoir ses vastes projets. Puissant en Europe, espérant conserver l'Égypte, et de là se frayer le chemin de l'Asie, il voulait encore avoir un *pied à terre* sur le continent de l'Amérique. Pour obtenir ce point d'appui et planter ce nouveau jalon, il offrait une brillante couronne à l'un des infans d'Espagne, le duché de Toscane érigé en royaume, la patrie des arts, la perle de l'Italie, l'illustre berceau de Galilée, du Dante, de Pétrarque, et d'une foule de grands hommes, enfin la noble succession des Médicis; il ne demandait en échange que les déserts du Mississipi et du Missouri.

Je n'étais point à la Cour au moment où cette proposition fut mise en avant. Appelé par une dépêche très-pressée (*trois luegos* [1]), je me rendis au palais. Quelle joie brillait dans les yeux de Charles IV, lorsqu'il me fit part de cette heureuse nouvelle! « Félicite-« nous, s'écria-t-il, de ce brillant début des relations « de Bonaparte avec l'Espagne; le prince héritier de « Parme, mon gendre et mon neveu, un Bourbon, est « invité par la France à régner sur les bords délicieux « de l'Arno, sur un peuple qui, autrefois, étendit son « commerce dans tout l'univers connu, et qui était le « régulateur de l'Italie; peuple doux, civilisé, plein « d'humanité, terre classique des sciences et des arts. »

[1] *Trois luegos* : trois *bientôt*. Lorsqu'une dépêche ministérielle est pressée, on met sur l'adresse, en tête : *luego*, *bientôt*. Si la dépêche est très-pressée, on met trois fois *luego*, *luego*, *luego*, c'est-à-dire *bientôt*, *bientôt*, *bientôt*. E.

Digitized by Google

Le ministre Urquijo, très-favorable à ce projet, ne manquait pas d'exciter l'enthousiasme du Roi. Dans le premier mouvement de sa tendresse paternelle, Charles IV avait accepté l'offre, se réservant d'en référer cependant à son Conseil d'État, pour ne pas s'écarter de la forme usitée.

L'envoyé français (c'était le général Berthier) n'était venu à Madrid que pour cette affaire; il priait le Roi d'abréger autant que possible. « Le succès, disait-« il, dépend absolument du secret, et d'un secret si bien « gardé, que les Anglais ne puissent ni le pénétrer, ni « même en avoir le moindre soupçon. » Charles IV promit de n'en faire part qu'à un très-petit nombre de personnes sur la discrétion desquelles il pouvait compter.

La demande du premier Consul n'était point une chose nouvelle. Peu de temps après la cession de la Louisiane à l'Espagne, la France en éprouva des regrets; cette possession lui convenait à cause de sa marine. Le comte de Vergennes avait favorisé l'insurrection des Américains du Nord, moins par un esprit de vengeance contre les Anglais, que pour tâcher de ravoir le Canada, dont ceux-ci s'étaient rendus maîtres. La guerre n'ayant pas été heureuse, cette espérance fut trompée; la paix se fit; l'Espagne y perdit moins en Amérique, parce qu'elle obtenait la restitution des deux Florides. Vergennes, comptant sur l'union intime des deux cabinets liés par le pacte de famille, employa tous les moyens de persuasion pour déterminer l'Espagne, déjà si riche en possessions d'outremer, à rendre à la France son ancienne colonie. Charles III et le comte de Florida Blanca n'étaient pas

Digitized by Google

éloignés d'accéder à cette demande, mais sous la condition du remboursement des dépenses que nous y avions faites pour conserver et améliorer la Louisiane. Le manque d'argent fut la seule difficulté qui suspendit le cours de la négociation.

Douze ans après, lorsqu'en vertu de la paix de Bâle, la partie espagnole de Saint-Domingue dut être cédée à la France, la République aurait de beaucoup préféré la Louisiane; mais cette prétention fut aussitôt repoussée.

Lorsque ensuite, en 1796, il y eut un traité d'alliance entre les deux nations, le Directoire prit un autre chemin pour arriver au même résultat, si longtemps désiré. Il comptait sur le vif intérêt que je n'avais cessé de montrer en faveur des Bourbons d'Italie. L'État de Parme était le plus faible; il avait besoin d'appui, de secours, ayant de tout côté la guerre à ses portes. Mon intention était non-seulement de maintenir cette maison saine et sauve, mais encore de l'agrandir, si, au moment où il s'agissait de fixer le sort de ces contrées, il se présentait une occasion favorable. En effet, la France devint l'arbitre des pays conquis; elle se mit à créer des États nouveaux, des républiques; dès-lors il ne me parut pas impossible d'obtenir que le duché de Parme, Plaisance et Guastalla reçût une augmentation, et fût érigé en royaume. Ce calcul se trouva juste : les événemens successifs de la guerre et les triomphes de la France me permettaient de réaliser ma pensée; il ne tenait qu'à nous d'en profiter, si cela nous convenait. Le Directoire lui-même prit l'initiative, et nous offrit, pour les adjoindre au

Digitized by Google

duché de Parme et en échange de la Louisiane, les *trois Légations* [1] avec une partie du duché de Modène. Carnot et Barthélemy décidèrent leur gouvernement à nous en faire la proposition. J'aurais accepté certainement, si, au lieu de *provinces ecclésiastiques*, on nous en eût offert d'autres. La paix définitive de la France avec l'Autriche était assurée et prochaine. Sur notre refus d'accepter les trois Légations, le Directoire songeait à nous en donner l'équivalent, lorsque la journée du 18 *fructidor* fit sortir violemment du Directoire ceux de ses membres qui avaient proposé l'affaire. Peu de temps après, je quittai moi-même le ministère, et Bonaparte, qui s'était montré favorable à la négociation, partit pour l'Égypte [2].

A son retour en France, Napoléon ne tarda point, comme on vient de le voir, à remettre l'affaire sur le tapis avec toute l'ardeur dont il était animé, quand il

[1] La France avait acquis, peu de mois auparavant, les *trois Légations* par le traité de Tolentino, fait avec le Pape le 19 février 1797.

[2] Je dois rappeler ici, encore une fois, l'inconcevable légèreté de M. de Pradt, qui, dans une note (page 12 de ses prétendus *Mémoires historiques* sur la révolution d'Espagne, si souvent convaincus d'inexactitude), assure formellement que j'offris la Louisiane au Directoire, sans aucune compensation. Pour réfuter ce mensonge, il suffirait de lui demander : « Pourquoi ce cadeau ne fut-il pas accepté? » mais il y a d'autres moyens de confondre M. de Pradt. Le directeur Carnot a publié une apologie de sa conduite après le 4 décembre 1797. Il y parle très-explicitement des négociations entamées avec l'Espagne, pour tâcher de ravoir la Louisiane, de l'offre des Légations en échange, et de l'intention qu'il avait de donner, par ce moyen, une grande influence à la France, dans cette partie du monde, sur les États anglo-américains. A cela, que peut dire M. de Pradt? Mais quel intérêt avait-il donc à écrire contre moi tant de fausseté et de calomnies?

Digitized by Google

s'agissait de faire face à l'Angleterre. Berthier y mit en usage toute son éloquence; il alla jusques à la flatterie. « Le premier Consul, disait-il au Roi, veut prouver « à l'Espagne et à toute l'Europe que les temps du « délire républicain sont passés; que la France n'a « désormais d'antipathie pour aucune espèce de gou- « vernement, et que la maison de Bourbon n'est point « du tout l'objet de sa haine. Un ancien traité, auquel « Philippe V n'adhéra que pour complaire à la France[1], « fit perdre à l'Espagne le grand-duché de Toscane; « il s'est écoulé soixante-trois ans depuis lors : la « France veut vous le rendre, et la condition qu'elle « y met vous serait aussi très-avantageuse. L'Angle- « terre est là, devant nous; il faut, plus que jamais, « resserrer l'union de nos deux pays. La meilleure « manière d'assurer cette union est de confondre, « d'identifier nos intérêts mutuels; l'Espagne a besoin « de notre alliance, surtout à cause de ses possessions « d'outre-mer; la France vous aidera de toutes ses « forces maritimes; mais elle n'a rien à conserver sur « le continent américain pour elle-même, nul intérêt « direct à seconder vos efforts pour défendre vos « immenses possessions coloniales. Rendez-nous la « Louisiane; alors rien de plus simple, de plus na- « turel, que de former une triple alliance entre la « France, l'Espagne et les États de l'Union. Les An- « glais seront chassés du golfe Mexicain, peut-être

[1] Allusion au traité de 1735 entre la France et l'Autriche, par lequel les duchés de Bar et de Lorraine furent cédés au roi détrôné de Pologne, Stanislas Leczinski, et par l'Espagne, le grand-duché de Toscane en faveur du duc de Lorraine.

Digitized by Google

« aussi de l'Acadie et du Canada, s'ils s'obstinent à « soutenir leurs tyranniques prétentions. » Berthier parlait ensuite de la probabilité de faire entrer dans cette alliance les autres puissances commerçantes, qui avaient un égal intérêt à secouer le joug insupportable de la nation britannique.

« La France et l'Espagne, disait-il, auront la gloire « de marcher à la tête de cette noble et grande en- « treprise..... Quant au continent européen (ici le « général diplomate avait l'air de parler d'après sa « propre conviction), le vœu bien arrêté du premier « magistrat de la République est de conclure d'abord « une paix générale, ensuite de faire jouir la France « de la prospérité dont elle s'est rendue digne par sa « constance guerrière. Il reste beaucoup à faire : nous « avons besoin d'une longue paix. Ce premier but une « fois atteint, rassasié de gloire, le premier Consul « n'aura plus d'autre pensée que de faire le bonheur « de son pays et celui de ses alliés. »

Quand même on eût ajouté foi entièrement à ces belles paroles, et trouvé la proposition avantageuse, comme effectivement elle paraissait l'être sous certains rapports, une politique sage aurait conseillé de mettre moins d'empressement à l'accueillir, et de modérer l'expression de la joie qu'on en ressentait. Il était prudent de ne pas courir au-devant de celui qui venait demander une faveur ; il fallait la lui laisser désirer pour qu'il y attachât plus de prix. Urquijo se conduisit comme s'il était lui-même le *solliciteur;* cette facilité augmenta la confiance de Berthier, qui, donnant plus de latitude à ses prétentions, vou-

Digitized by Google

lut avoir, en sus de la Louisiane, *six vaisseaux de ligne,* dont l'équipement et l'armement seraient à la charge de la France. Le Roi ne vit pas sans quelque humeur cette exigence inattendue ; il craignit que, dans la suite de la négociation, l'ambassadeur français n'abusât de la noble franchise avec laquelle on avait d'abord répondu à ses propositions. S. M. me fit appeler pour savoir mon avis sur toute cette affaire ; Charles IV désira que je le donnasse par écrit et le plus tôt possible. Mon rapport fut prêt dans les quarante-huit heures, et je le remis moi-même entre les mains de S. M. Je vais parler de ce rapport, et de la convention ou traité qui en fut la suite ; il faut bien distinguer ce qui m'appartient et ce qui est l'ouvrage d'un autre dans ce traité auquel je ne concourus pas nominalement. M. de Pradt, au même endroit que j'ai déjà cité, attribue tout à Urquijo, et lui prodigue des éloges dont, certes, je ne suis pas jaloux. Mais un autre historien, qui ne soupçonnait pas même l'existence d'Urquijo, m'attribue *exclusivement à moi* le susdit traité, signé par ce ministre le 1er octobre 1800. Et à cette occasion, M. Barbé-Marbois, d'un ton passablement dédaigneux, dit : « Que Bonaparte entama une « négociation à Madrid, et qu'il *lui fut aisé de faire « entendre au Prince de la Paix, ministre tout- « puissant du Roi Catholique,* que la Louisiane, « redevenue française, serait un boulevard pour le « Mexique et un garant de la tranquillité du golfe. »

Le chapitre suivant contient une réponse à cette insinuation ironique, et, de plus, souverainement déplacée dans la bouche de M. Barbé-Marbois, historien

Digitized by Google

grave, et qui aurait dû montrer plus de circonspection. On va trouver aussi, dans le même chapitre, des faits importans qu'il effleure à peine ou qu'il a volontairement omis. J'ai cru devoir les consigner dans ces *Mémoires*.

Digitized by Google

CHAPITRE III.

CONTINUATION DU MÊME SUJET.

On est tenté de voir une sorte de fatalité attachée à toutes les entreprises qui avaient pour but de s'approprier, d'exploiter ce territoire immense et vierge désigné sous le nom général de Louisiane, baigné par le Mississipi et ses nombreux affluens.

Le premier qui découvrit la Floride et en prit possession pour le compte de l'Espagne fut mal récompensé de ses peines. Après trois années de recherches et de fatigues inouïes, de combats furieux contre les indomptables naturels du pays, Hernand de Soto parvint à explorer la partie méridionale du fleuve. La mort l'y attendait, et presque tous les braves aventuriers qui, au nombre de 1,200 ou 1,500, l'avaient accompagné, y périrent comme lui.

Ensuite vint le capitaine Moscoso, cherchant aussi des mines d'or, et qui bientôt, manquant de moyens et de bras, fut réduit à construire des barques pour descendre le fleuve jusqu'à son embouchure et regagna tristement la Nouvelle-Espagne, d'où il était parti.

Il s'écoula plus d'un siècle et demi avant que des

Digitized by Google

Espagnols ou d'autres songeassent à visiter de nouveau les contrées du Mississipi. Toutefois l'acte de prise de possession déposé dans nos archives attestait notre droit sur un pays sans nom et sans limites connues. Le droit du premier occupant faisait loi sur cette matière. Il restait à savoir néanmoins si un territoire d'abord acquis de cette manière, mais ensuite délaissé, appartenait toujours au premier possesseur, et si l'abandon de fait ne donnait pas lieu à la prescription. D'un autre côté, l'Espagne regardait cette ancienne découverte comme étant sa propriété en vertu de la fameuse bulle d'Alexandre VI [1].

En 1672, les Français du Canada suivirent, pour la première fois, le cours du Mississipi jusques à la rivière des Arkansas. Dix ans après (1682), nouvelle exploration de leur part : ils construisirent un fort dans le pays des Chickasas et débouchèrent dans le golfe. En 1684, Louis XIV fit jeter les premiers fondemens de la colonie en y envoyant 300 hommes, soldats ou colons. Lasalle, chef de l'expédition, s'em-

[1] « Motu proprio (disait le Pontife romain), non ad vestram « vel alterius pro vobis super hoc nobis oblatæ petitionis instan- « tiam, sed de nostra mera liberalitate et ex certa scientia ac de « apostolicæ pietatis plenitudine omnes insulas et terras firmas, « *inventas et inveniendas*, *detectas et detegendas* versus *occi- « dentem* et *meridiem* auctoritate omnipotentis Dei, nobis in « beato Petro concessa ac vicariatus Jesu-Christi quem fungimur « in terris cum omnibus illarum dominiis, civitatibus, etc. Vobis « hæredibusque et successoribus vestris Castellæ et Legionis re- « gibus, in perpetuam tenore præsentium donamus, concedimus, « assignamus, vosque et hæredes ac successores, præfectus, illa- « rum dominos, cum plena libera omni moda potestate et juris- « dictione facimus, constituimus et deputamus. »

Digitized by Google

para du pays au nom de la France, et fit aussi élever plusieurs forts, notamment celui de Saint-Louis à peu de distance de l'endroit où l'Illinois et le Missouri se joignent au Mississipi.

D'Iberville, fondateur d'un autre établissement au dessous du premier, étendit les limites de la Nouvelle-France depuis la rive gauche de la Mobile jusques à la baie de Saint-Bernard. Cette vaste acquisition amenait des Français dans notre voisinage, ce qui donna lieu à des plaintes de notre part. La propriété fut contestée tant que la dynastie autrichienne occupa le trône d'Espagne. L'avénement des Bourbons mit fin à la querelle, sauf quelques difficultés au sujet des limites qui ne furent jamais bien fixées.

Les premiers colons envoyés par Louis XIV n'avaient point prospéré. Il en vint de nouveaux : le Gouvernement français eut le tort de choisir des hommes condamnés à la déportation, des vagabonds, des prostituées, gens qui n'offraient aucune espèce de garantie, tandis que la révocation de l'édit de Nantes aurait pu fournir de si bons élémens de population. Des religionnaires repoussés du sol natal à cause de leur croyance n'auraient-ils pas accepté volontiers un asile où, réunis par les mêmes opinions et par un malheur commun, ils conservaient toujours le prestige de la patrie?

Les colonies anglaises, de l'autre côté des monts Alléghany, quoique fondées depuis peu de temps, formaient un merveilleux contraste avec ces faibles et malheureux établissemens français. On sait quels furent les efforts de Crozat pour leur donner de l'im-

Digitized by Google

portance et les déplorables résultats de l'administration de la Compagnie d'Occident; on sait aussi que La Nouvelle-Orléans ayant attiré une foule de crédules spéculateurs sur les mines d'or et d'argent qui leur étaient promises, la richesse imaginaire du pays servit de base au système insensé de Law ; on sait enfin avec quelle maladresse la Compagnie des Indes gaspilla toutes ces entreprises. Les bruits fâcheux qui en coururent partout et la misérable fortune des colons déçus, ruinés, qui revinrent en Europe, découragèrent les hommes réellement utiles et laborieux qui auraient pu féconder ce magnifique désert, dont la mauvaise renommée fut long-temps un épouvantail.

Enfin liberté pleine et entière fut accordée à tous les sujets du Roi qui voudraient aller s'y établir pour leur compte, sous l'administration directe du Gouvernement. Il y avait encore sur les lieux un petit nombre de colons français ou allemands ; quelques autres Français allèrent s'y joindre : le Gouvernement donna des facilités pour le voyage ; il y en eut même qui portèrent des capitaux pour exploiter les mines d'or et d'argent dont la chimère ne fut jamais abandonnée..... Mais la culture reprit une certaine activité. C'est là qu'était la véritable richesse ; il ne fallait que fouiller dans un sol vierge, inépuisable. Cependant les progrès furent lents. Tout dépendit des chefs auxquels l'administration était confiée : la colonie demeura soumise au régime du monopole, mauvais système ; mais alors on n'en connaissait pas d'autre.

Lorsqu'en 1763, la France nous céda la Louisiane, elle nous endossait un fardeau qui lui pesait, quoi-

Digitized by Google

que la colonie brillât d'un certain éclat. On y comptait plus de deux mille planteurs disséminés sur le territoire avec environ 12,000 nègres. La population de la capitale s'élevait à 6,000 habitans, presque tous adonnés au commerce, très-peu en gros, beaucoup de commissionnaires, courtiers, colporteurs, regrattiers, etc., à peine quelques artisans. Là se bornait le total de bras et de moyens pour fomenter l'agriculture, la circulation, l'échange des produits du vaste et riche territoire de la Louisiane.

La cour de Madrid eut le soin d'envoyer sur les lieux des hommes spéciaux qui joignaient à la connaissance du régime colonial des qualités et des manières propres à gagner la confiance des habitans. Par malheur, la répugnance de ceux-ci à se plier sous la domination espagnole mit les gouverneurs dans la nécessité de les y contraindre par la force. Il est vrai que le général O'Reilly, chargé de rétablir la subordination, au lieu de se conformer aux ordres qu'il avait reçus, employa la rigueur militaire sans beaucoup de nécessité; mais ceci fut une exception et de peu de durée. O'Reilly ne tarda point à être rappelé. Les intendans et gouverneurs qui le remplacèrent ne tardèrent pas à réconcilier les colons avec leur nouvelle métropole.

Quant au régime commercial et administratif, on chercha d'abord à modérer les droits de prohibition qu'on exigeait partout ailleurs. Le système des douanes reçut des améliorations. La liberté fut favorisée; la colonie obtint des concessions et des faveurs que le Gouvernement français lui avait refusées.

Dès que l'obéissance fut rétablie, la Louisiane eut la

Digitized by Google

faculté d'exporter ses produits en Europe moyennant le droit modique de 4 pour cent, réduit à 3, et même à 2, pour certaines denrées. Les marchandises venant d'Espagne ne payaient rien, et pouvaient même être vendues au dehors avec la même exemption de toute retenue.

Peu de temps après, lorsqu'il fut reconnu que la métropole ne consommait pas tous les produits de la colonie, celle-ci eut en outre la faculté d'en trafiquer avec les Français qui viendraient charger dans ses ports; et cette faculté n'ouvrant pas encore un débouché suffisant aux produits du pays, toute restriction fut abolie, l'échange avec des marchandises françaises pleinement autorisé, les objets d'importation et d'exportation payant un droit qui n'allait point à 6 pour cent.

Bientôt le fameux réglement du ministre Galvez étant mis en vigueur (1778), la Louisiane jouit non-seulement des mêmes avantages que les autres parties de l'Amérique espagnole, mais encore de priviléges particuliers qui contribuèrent beaucoup à sa prospérité : le commerce des pelleteries, libre de toute charge pendant dix années ; l'introduction des nègres qu'on pouvait recevoir des autres colonies sans aucun droit d'entrée ; la permission de trafiquer directement avec les îles françaises ; enfin il fut tellement dérogé à la rigueur des lois restrictives, que La Nouvelle-Orléans n'eut plus aucun intérêt d'utilité ou d'agrément à faire la contrebande. Son port fut ouvert aux bâtimens génois, hollandais et hambourgeois, qui pouvaient apporter toute espèce de marchandises, même celles prohi-

Digitized by Google

bées, illicites partout ailleurs. Le tarif des marchandises françaises devint la règle commune.

On voit que le Gouvernement espagnol voulut faire passer l'intérêt de cette colonie avant celui du fisc et même celui du commerce de nos autres possessions. Rien ne suffit cependant pour donner à la Louisiane la vigueur et l'accroissement qu'on cherchait à lui procurer. Très-peu d'Espagnols allèrent s'y établir; quelques étrangers irlandais, allemands, anglo-américains de l'opinion royaliste, un bien petit nombre de Français, voilà tout; plusieurs capitalistes négocians s'intéressèrent aux entreprises des planteurs et en firent un objet de spéculation. Les cultivateurs ne travaillaient guères que pour leur propre existence, c'est-à-dire avec le seul avantage de la vente assurée de leurs récoltes et peu d'excédant à économiser. Presque tous étaient réduits à recevoir des avances en argent, ce qui diminuait de beaucoup leurs bénéfices. Les négocians qui parvenaient à s'enrichir, aussitôt qu'ils avaient réalisé leur fortune, s'en retournaient chez eux. Pour le Gouvernement, la colonie n'était qu'une charge onéreuse : chaque année, il fallait envoyer des fonds supplémentaires destinés à payer les employés, la solde des troupes et l'entretien des fortifications de terre et de mer.

Ces dépenses jointes à d'autres indispensables pour la défense et la conservation du pays, s'accrurent beaucoup lorsque la révolution anglo-américaine eut éclaté. Avant l'existence de ce grand État indépendant, nous n'avions à surveiller d'autre voisin que l'Angleterre; mais l'émancipation des Américains du Nord fit surgir,

Digitized by Google

à côté de nous, une puissance inattendue contre laquelle il fallut prendre des précautions plus sérieuses : tant que ces provinces dépendirent de l'Angleterre, qui alors était maîtresse des Florides, la navigation fut libre tout naturellement jusque dans le golfe mexicain ; mais les deux Florides redevenant notre propriété, les États méridionaux de l'Union se trouvaient isolés, sans débouché vers la mer ; leurs prétentions à cet égard étaient fondées, même incontestables sous beaucoup de rapports ; ils ne tardèrent point à les manifester. Plusieurs questions s'élevèrent aussi au sujet des limites sur la gauche du Mississipi et sur la lisière des Florides.

Alors notre ministère se repentit d'avoir alimenté, excité un mouvement si dangereux. Florida Blanca n'osait plus accepter les conséquences naturelles du principe qu'il avait posé lui-même. Toute concession tendante à augmenter la prospérité des *indépendans* lui semblait un péril nouveau. Il se creusait l'esprit à chercher des moyens pour affaiblir, pour disloquer cette *union* redoutable ; il tâchait d'y semer la discorde, et crut y parvenir en ayant l'air de favoriser particulièrement les prétentions des États limitrophes. Il fit courir le bruit que la libre navigation du Mississipi et toute sorte de facilité pour arrondir leurs frontières avec un bon traité de commerce leur seraient sans peine accordées, s'ils voulaient former un État indépendant des autres situés sur l'Atlantique.

Cette tentative n'était qu'une perfidie maladroite. Plus tard il fut forcé de désavouer tous ces bruits en les attribuant à la malveillance. Le Gouvernement de l'Union en avait pris ombrage, et renouvela toutes ses

Digitized by Google

prétentions avec plus de vivacité, tant pour les états limitrophes que pour les autres. Florida Blanca, sans y céder tout-à-fait, essayait de gagner du temps sous le prétexte des renseignemens qu'il y avait à prendre au sujet des limites et des réglemens de commerce et de douane qu'il fallait préparer pour rendre la navigation du Mississipi entièrement libre. C'est en cet état qu'à mon arrivée au ministère je trouvai la négociation, dans laquelle le Gouvernement américain donna beaucoup de preuves de sa franchise et de sa modération..... La guerre étant presque aussitôt survenue entre l'Espagne et la République française, un nouvel incident fit craindre pour la Louisiane une grave commotion. L'envoyé français avait l'ordre secret de révolutionner la colonie et de la ramener sous les lois de ses anciens possesseurs. Il comptait sur l'appui des états limitrophes; il enrôla des soldats, souleva presque tout le Kentucky et le Tennessée; il promit à ceux-ci la liberté du fleuve et une partie de la conquête de la Louisiane; il insulta Washington, foulant aux pieds tous les droits, toutes les convenances. La sage fermeté de cet illustre président et l'attitude sévère du Congrès déjouèrent les plans du diplomate révolutionnaire. Cet homme turbulent fut rappelé sur la demande du Gouvernement américain. Mais les menaces et les criailleries des provinces de l'Ouest ne cessèrent pas; on persistait à demander la navigation du fleuve et la fixation des limites.

Je sentais la justice, la force des raisonnemens allégués par les Américains. La politique, la tranquillité de la Louisiane, la sûreté de ces mers, la nécessité de

Digitized by Google

se prémunir contre une attaque éventuelle de l'Angleterre à l'instant où elle ne serait plus notre alliée, la reconnaissance envers le Gouvernement des États-Unis, dont la conduite avait toujours été si loyale et si modérée, ces divers motifs me déterminèrent à faire approuver par le Roi un traité que je ménageai fort heureusement avec l'excellent citoyen Thomas Pinkeney, à Saint-Laurent-le-Royal (l'Escurial), le 27 octobre 1795. Par ce traité, furent fixées avec précision les limites réciproques à l'occident et au midi. Les Américains obtinrent la libre navigation du Mississipi depuis sa source jusques au golfe; la Nouvelle-Orléans fut l'entrepôt des marchandises qui remonteraient et descendraient le fleuve pendant trois années, avec la faculté de prolonger ce terme ou d'assigner tel autre endroit qui serait jugé plus convenable. Nous arrêtâmes les bases d'un acte de navigation dans ces parages qui équivalait, pour ainsi dire, à un traité d'alliance.

Nous voulûmes expressément nous abstenir de rédiger cet acte en termes plus explicites afin de n'éveiller aucune jalousie, afin surtout de ne pas fournir de prétextes à l'Angleterre; mais il fut bien convenu que dans le cas d'une invasion de la part de celle-ci, le Gouvernement fédéral interviendrait en faveur de la Louisiane, et que si l'Angleterre s'y obstinait on se joindrait à nous pour défendre la colonie [1]. Le traité

[1] Ce traité avec le Gouvernement des États-Unis, et la sincère amitié qui s'établit entre les deux nations, empêchèrent les Anglais d'attaquer la Louisiane et les Florides, comme ils en avaient eu d'abord l'intention. Il ne s'agissait pas seulement pour eux de nous faire du mal, mais surtout de bloquer les États confédérés

Digitized by Google

fut conçu de telle manière, que, tout en favorisant l'Espagne, il était encore utile aux Anglais eux-mêmes, pour leur commerce et l'approvisionnement de leurs îles. Ma politique ne fut jamais de renoncer à un bénéfice positif, parce que l'ennemi pouvait en avoir sa part. C'est à cette occasion que M. de Bourgoing s'explique ainsi :

« Le traité par lequel le Prince de la Paix et M. Pinkeney ont terminé, en 1795, une négociation très-épineuse qui durait depuis près de treize ans, aura eu cela de singulier, d'unique peut-être dans les annales de la diplomatie, qu'il n'aura été dirigé contre personne, et qu'il aura fait l'avantage de tout le monde[1]. »

La Louisiane y gagna beaucoup; sa capitale, La Nouvelle-Orléans, devint le centre d'un commerce considérable; il ne lui manquait plus que la franchise de son port, mesure de haute conséquence et que la guerre avec les Anglais ne permettait pas d'adopter immédiatement. On attendit le retour de la paix. L'agriculture, jusque là stationnaire, fit bientôt des progrès. Les désastres de Saint-Domingue poussèrent chez nous un assez bon nombre d'hommes laborieux; quelques émigrés vinrent aussi d'Europe. Mais ce

du Nord au Midi, et du Midi à l'Occident, pour leur fermer le débouché du golfe. Tout motif de mésintelligence entre l'Espagne et les Américains se trouvant écarté, leurs intérêts s'identifièrent avec les nôtres, et le Ministère britannique n'osa plus rien tenter de ce côté.

[1]. Tableau de l'Espagne moderne, tome II, chap. VIII. Le texte littéral de ce traité se trouve parmi les pièces justificatives de la première partie.

Digitized by Google

concours d'*auxiliaires* était bien faible, si on le comparait à celui des étrangers qui accouraient de partout aux États-Unis. Notre contingent fut tout au plus la centième partie de l'*immigration* attirée chez nos voisins, et pourtant le sol de ceux-ci n'offrait pas une culture plus riche, plus variée; il n'était pas baigné de plus belles eaux, ni plus rapproché du Mississipi, vaste récipient de tant de rivières et de lacs dont ce fleuve porte le tribut au golfe mexicain. La Nouvelle-Orléans était l'entrepôt naturel, le débouché des produits de toute nature d'un immense et inépuisable territoire prêt à payer avec usure toutes les avances, à satisfaire à la fois tous les besoins de première nécessité, même les caprices du luxe et des arts.

La Louisiane, riche en grains, en bestiaux, fournit les meilleurs bois de construction et de marqueterie, du lin, du chanvre, un miel délicieux, la cire végétale, des fruits excellens, le coton, la soie, le sucre, des gommes précieuses, des pelleteries, l'indigo d'une meilleure qualité que celui de la Caroline et des Antilles, le tabac supérieur à celui du Maryland, de la Virginie. Voilà un aperçu des richesses que la Louisiane offrait libéralement à toutes les nations..... Ceux qui voyaient de près la douceur de l'administration espagnole à l'époque de Galvez et sous mon ministère ne savaient à quoi attribuer l'indifférence dédaigneuse des Européens condamnés à chercher une patrie.

Plusieurs ont cru que c'était la suite du discrédit attaché à ces contrées depuis la chute du système de Law, et la banqueroute de la Compagnie occidentale;

Digitized by Google

d'autres l'attribuaient au souvenir récent des cruautés exercées par le général O'Reilly à l'époque où la colonie fut cédée à l'Espagne. On parlait aussi de l'insalubrité du climat, de maladies endémiques, surtout dans les terres voisines de l'embouchure du fleuve.

Aucune de ces causes n'était la véritable. Il y avait d'autres motifs de la préférence accordée aux États-Unis..... Ceux qui avaient la faculté de choisir (les conditions étant d'ailleurs à peu près égales) aimaient mieux s'établir dans un pays de lumières et de liberté, là où il existait un gouvernement local, indépendant, populaire par excellence, où les citoyens n'avaient pas besoin, pour obtenir justice, de traverser les mers; dans un pays d'égalité parfaite où la loi ne dépendait point des caprices d'un pouvoir arbitraire, où chacun avait sa part de souveraineté nationale; pays, enfin, où, la pensée et la conscience jouissant d'une entière liberté, chaque religion avait son culte, chaque doctrine une chaire publique.

La tolérance! quand il n'y aurait eu que cet avantage du côté des États-Unis, c'était bien assez pour attirer ceux que les préjugés et les tracasseries de la vieille Europe obligeaient à chercher un asile dans un monde nouveau. Notre Louisiane aurait-elle pu soutenir la concurrence? J'avais bien, dès 1797, obtenu (non pas sans exciter des murmures) le décret royal par lequel la porte de l'Espagne était entr'ouverte aux religionnaires industriels qui pouvaient nous être si utiles; c'était déjà beaucoup; c'était plus qu'on n'eût osé espérer : le bienfait s'étendit même à nos autres possessions d'Amérique! Mais qu'il y avait encore loin

Digitized by Google

de cette faible concession à une tolérance absolue, à la liberté d'adorer Dieu chacun à sa manière! Or le sentiment religieux est un besoin du cœur, d'autant plus exigeant que l'homme est plus recueilli, plus éloigné du tumulte des cités, des distractions de la vie sociale; c'est dans la solitude des champs que ce besoin devient impérieux; et ceux qui devaient exploiter les déserts de la Louisiane, s'ils ne suivaient pas le rite catholique, ne pouvaient avoir ni église pour s'y réunir les jours de fêtes, ni des écoles pour élever leurs enfans. Est-ce ma faute à moi s'il n'y eut pas moyen de parer à cet inconvénient? C'était la faute des siècles qui pesaient alors et qui pèsent encore sur l'Espagne.

Plus d'une fois, dans nos entretiens particuliers du soir, j'appelais l'attention de LL. MM. sur cette grande contrée de la Louisiane.

« C'est dans ces pays vierges qu'une royauté simple, « dégagée du luxe et de l'attirail des anciennes cours « de l'Europe, avec des lois appropriées aux circon- « stances, avec des institutions généreuses et patriar- « cales, rivaliserait bientôt avec le gouvernement de « l'Union américaine : elle aurait même sur celui-ci « l'avantage de l'énergie et de l'unité monarchiques.

« Sire, placez à la tête de ce peuple naissant un « infant de Castille; donnez-lui pour ministres des « hommes sages, vertueux, capables, tels qu'on en « trouverait aisément dans notre Espagne actuelle. « Les capitalistes étrangers s'empresseront de con- « courir à cette belle entreprise; ils associeront vo- « lontiers leur fortune et celle de leurs enfans aux « destinées de ce nouvel État, dont l'immense terri-

Digitized by Google

« toire, les communications faciles et les produits de « tous genres, promettent le bonheur à trente mil- « lions d'habitans qui s'y trouveraient parfaitement « à leur aise. Sans doute il serait impossible à l'Es- « pagne de faire elle-même les frais, les avances d'un « si grand établissement. L'Espagne n'a été que trop « saignée par de fréquentes émigrations; elle manque « de bras pour elle-même; plus d'un tiers de notre « sol est en friche. Mais combien de pays en Europe « regorgent de population! Combien de peuples op- « primés, combien de milliers d'hommes honnêtes, « laborieux, verraient avec joie s'élever un gouver- « nement tutélaire dans cette vaste Louisiane où la « richesse et la liberté combleraient tous les vœux des « colons! Ne sait-on pas que l'ambition de la pro- « priété, si naturelle à l'homme, est difficile à satis- « faire dans nos vieilles sociétés européennes, où la « masse embarrassante des prolétaires s'accroît tous « les jours par le perfectionnement même des arts et « des machines?.... Oh! Sire, n'en doutez pas, le « jeune royaume de la Louisiane ne manquerait pas « de sujets. Chacun y viendrait travailler à sa fortune « dont il serait lui-même l'arbitre et le régulateur, « suivant son industrie et son application au travail; « plus il arriverait de colons, plus tôt ils seraient ri- « ches; des siècles s'écouleraient avant que le sol ne « fût épuisé; enfin l'affluence des nouveaux venus ne « ferait que doubler les moyens d'existence et la pros- « périté de tous.

« Telle est, Sire, la perspective, l'avenir qu'offre « l'immense Louisiane depuis la rivière des Arkansas

Digitized by Google

« jusqu'aux sources du Missouri, dans les monta-
« gnes de las Rocas, et de là jusqu'à l'Océan; vastes
« solitudes auxquelles il faut ajouter encore toute la
« gauche du Mississipi, la proximité des Florides,
« leurs rivières navigables débouchant les unes dans
« l'Atlantique, les autres dans le golfe mexicain.....
« Ces riches déserts, des bras, l'industrie, l'énergie
« de l'homme peuvent bientôt les rendre habitables;
« cependant les parties qui sont le plus heureusement
« situées présentent des difficultés à vaincre : les
« débordemens des fleuves, les eaux stagnantes, des
« myriades d'insectes, les exhalaisons de la terre si
« long-temps oisive, et dont l'ouverture est souvent
« si funeste à celui qui l'attaque, et enfin la crainte
« continuelle des hordes sauvages dont il faut toujours
« être prêt à repousser les incursions.

« Il n'y a qu'un gouvernement souverain établi
« sur les lieux, disposant de capitaux assez considé-
« rables pour aider et soutenir les colons, ne crai-
« gnant pas de donner à son peuple des institutions
« libérales; il n'y a, dis-je, qu'un gouvernement
« ainsi fort et généreux qui soit à même de fonder un
« grand royaume dans ces lointaines régions. Sans le
« concours de toutes ces circonstances, elles resteront
« long-temps inhabitées, véritable fardeau pour la
« métropole, possession équivoque, précaire, à côté
« d'une puissante république qui, d'un moment à
« l'autre, aura la fantaisie de s'en emparer [1]. »

[1] Cette pensée venait de moi. Mais comment aurais-je pu la réaliser dans les temps orageux de mon ministère? Il n'était pas impossible de l'exécuter, si le ministre Florida Blanca y eût songé

Digitized by Google

Tout ce que je viens de dire, je l'exposais à S. M. dans un long rapport sur cet objet. Je présentais, en finissant, les questions à résoudre avant de répondre à la proposition de la France ou du premier Consul.

Voici ces questions :

1° *D.* La colonie en notre pouvoir court-elle des dangers de la part de l'Angleterre?

R. Sans doute ; l'Angleterre peut nous y attaquer, soit du côté de la terre soit du côté de la mer ; mais le gouvernement de l'Union est intéressé à se joindre à nous pour empêcher que la Louisiane et les Florides ne deviennent la proie des Anglais.

2° *D.* N'y a-t-il pas à craindre de la part des États-Unis eux-mêmes ?

R. L'esprit de modération et de justice dont ce gouvernement ne s'est jamais écarté jusqu'à présent, pourrait nous inspirer de la confiance ; mais les habitans du Midi, plus rapprochés de nous, convoitent la Louisiane, et nous causent des inquiétudes d'autant plus fondées que ces provinces ont très-peu d'égards

et s'il eût voulu s'en occuper, au lieu de s'associer à la France dans cette guerre insensée qui coûta si cher aux deux nations, qui, en dernier résultat, produisit à côté de nos possessions un gouvernement dangereux, et finit par semer l'esprit d'insurrection dans toute l'Amérique. Le comte Florida Blanca aurait mieux fait d'employer les trésors de l'Espagne à la colonisation de la Louisiane. En nous abstenant de prendre part à la guerre, nous pouvions réaliser ce magnifique projet sur une grande échelle ; alors, plus de dangers pour l'avenir ; nous serions rentrés dans nos anciennes limites sur la gauche du Mississipi. Loin de nous contrarier, l'Angleterre eût favorisé nos vues ; et, qui plus est, les Royalistes des Colonies insurgées seraient venus s'établir chez nous, et nous auraient apporté leur civilisation, leur industrie, et des capitaux considérables.

Digitized by Google

et de déférence pour le gouvernement général de l'Union. Au reste, ce n'est pas une attaque à main armée qui est à craindre, mais bien plutôt la séduction qu'on pourrait employer pour ébranler la fidélité de nos créoles.

3° *D.* Ceux de la Louisiane sont-ils contens du gouvernement de l'Espagne?

R. Du moins ils paraissent l'être : leurs paroles et leurs actions semblent prouver qu'ils sont contens de nous. Au fait, peu de charges, aussi peu que chez les Américains; leur industrie, leur commerce, n'éprouvent aucune gêne; on ferme les yeux sur la contrebande, qu'il serait d'ailleurs difficile de réprimer dans les circonstances actuelles. Je ne vois pas ce qu'ils gagneraient à changer de domination. En outre, ils ont grandement peur de l'anarchie; les désastres de Saint-Domingue leur ont donné de vives appréhensions. C'est un motif de plus pour ne pas avoir à craindre des projets de soulèvement et d'indépendance.

4° *D.* La colonie prospère-t-elle?

R. La colonie a vu tripler sa population; elle est riche d'hommes utiles, comparativement à l'époque où elle fut cédée à l'Espagne, et quoique le progrès, en général, soit lent, il ne peut pas être l'objet d'un doute. Tous ceux qui veulent travailler sont assurés d'être récompensés de leurs peines, et cela très-amplement.

5° *D.* Cette propriété est-elle utile à la métropole?

R. Jusqu'à ce moment, la colonie n'a point valu et on ne doit pas espérer qu'elle vaille de long-temps

Digitized by Google

ce qu'elle nous coûte. Notre commerce, disséminé sur les innombrables points que présente l'Amérique, fréquente peu la Louisiane ; il n'y trouve guères de sympathie ; il ne quitte donc pas, pour cette colonie, ses voies et ses routes accoutumées. Nos soldats ont beaucoup à souffrir dans ce pays plus ou moins insalubre pour ceux qui viennent d'Europe. Néanmoins la Louisiane a besoin d'une garnison assez nombreuse ; toute la population n'a pu fournir encore qu'un seul régiment de milice et sept compagnies de garde-côtes.

6° *D.* La position de la Louisiane est-elle bonne pour garantir ou défendre l'accès de la Nouvelle-Espagne (le Mexique)?

R. La colonie, bien gardée du côté de la terre et de celui de la mer (ce qui est très-coûteux), serait sans contredit un boulevard pour la Nouvelle-Espagne ; mais la défense ou la sécurité de celle-ci ne dépend pas absolument de la Louisiane. Il y a de vastes déserts intermédiaires, de grands fleuves à traverser, des positions avantageuses qui couvrent le Mexique [1].

[1] A propos de ces déserts qui séparent la Louisiane de la Nouvelle-Espagne, M. le marquis de Barbé-Marbois s'est mis à dire fort lestement, « que l'Espagne avait suivi la politique des « nations barbares, lesquelles ne croient leurs frontières bien « gardées que lorsque de vastes solitudes les séparent des peuples « puissans. » Je regrette de trouver une imputation aussi peu fondée dans l'*Histoire de la Louisiane*. Ces vastes solitudes dont parle M. de Barbé-Marbois, est-ce donc l'Espagne qui les a faites? Elles sont là depuis le commencement des siècles! Et la colonie espagnole ne s'étendit-elle pas plus loin que ses anciens possesseurs, les Français? N'y avait-on pas supprimé le monopole, les droits restrictifs qui s'opposaient à tout accroissement? Ne fut-elle pas ouverte aux étrangers, même aux religionnaires qui vou-

Digitized by Google

7° *D.* La rétrocession de la Louisiane à la France peut-elle compromettre le Mexique?

R. Ce serait bien assez pour la France de garder la Louisiane malgré les Anglais, ses voisins du côté du Nord. Mais en supposant que la France voulût tenter les aventures et se livrer à de grandes expéditions en Amérique, elle songerait bien plutôt à reprendre le Canada ou les autres pays qu'elle possédait autrefois jusqu'à la baie d'Hudson. Rien ne paraît impossible à l'ambition humaine, quand elle dispose de grands moyens et d'inépuisables ressources; cependant l'invasion de la Nouvelle-Espagne, outre qu'elle est au-dessus des forces de la France dans ces contrées lointaines, serait une expédition insensée à cause des obstacles de toute nature qu'il y aurait à surmonter. Une tentative contre le Mexique serait bien plus à craindre de la part des États-Unis, qui, sans avoir la mer à traverser, peuvent envoyer des armées, les alimenter par des renforts, en conservant toujours leurs derrières libres.

8° *D.* L'interposition de la France entre les possessions des États-Unis et les nôtres du Mexique serait-elle avantageuse pour nous? Conviendrait-il à l'Espagne de céder la Louisiane pour se débarrasser des frais que cette possession nous coûte annuellement?

R. Certainement, pour l'Espagne il y aurait une

draient s'y établir? Était-il en notre pouvoir de peupler ces déserts glacés, inhabitables, qui sont abandonnés encore aujourd'hui, et qui le seront encore long-temps? L'Espagne devait-elle s'épuiser elle-même pour y jeter des colons? M. de Barbé-Marbois m'a fait allonger ce chapitre; j'ai dû relever une insinuation peu obligeante pour mon pays, et entièrement fausse.

Digitized by Google

grande économie d'argent; en outre, les intérêts mutuels, plus puissans que les traités, nous offrent une garantie; il est à supposer que, soit en Amérique, soit en Europe, la France sera notre amie.

9° *D.* N'y aurait-il pas une sorte d'impiété à livrer à d'autres la possession ou la propriété d'une colonie qui n'est pas mécontente de sa métropole?

R. La politique a autorisé des transferts de cette espèce, d'autres même bien plus choquans. La plupart des Louisianais sont d'origine française; ils conservent la langue et les usages français. Ce sont bien plutôt les Anglo-Américains qui pourraient se plaindre et s'alarmer de cet échange et du voisinage des Français maîtres de la navigation et du Mississipi.

10° *D.* La rétrocession de la colonie peut-elle compromettre nos intérêts ou notre honneur?

R. Comme acte libre et volontaire de notre part, comme transaction qui nous convient, la cession de la Louisiane ne compromettra ni l'honneur, ni les intérêts de l'Espagne. En effet, pour ce qui est des intérêts, nous n'avons pas les moyens d'exploiter convenablement la Louisiane et de la mettre au niveau de nos autres possessions d'Amérique. Or, puisque cette colonie nous coûte plus qu'elle ne donne, tout échange pour d'autres possessions ne saurait être désavantageux. Ce n'est point faire un sacrifice que de s'en débarrasser.

11° *D.* Le grand-duché de Toscane avec le titre de Royaume serait-il un juste équivalent de la Louisiane?

R. L'érection de la Toscane en Royaume pour un Infant d'Espagne offre des avantages notables : 1° c'est augmenter le pouvoir, l'influence, l'éclat de la

Digitized by Google

Maison régnante dont la branche aînée a perdu la couronne de France; 2° c'est une espèce de dédommagement pour la Maison de Bourbon, qui aurait ainsi à sa porte un autre établissement de famille pour une branche qui doit nous être chère à plus d'un titre; 3° le nouveau trône de la Toscane serait même un appui pour le trône de Naples, surtout si l'on veut enfin prendre une meilleure position et suivre une politique plus sage; 4° la création de ce royaume ferait revivre notre ancienne prépondérance en Italie, où des flots de sang espagnol ont coulé pour disputer cette prépondérance à l'Autriche et à la France elle-même; 5° la Toscane serait le rendez-vous des Espagnols qui se livrent à l'étude des beaux-arts; ils y seraient comme chez eux; 6° enfin, le commerce espagnol jouirait amplement du marché de Livourne, l'un des plus fréquentés de l'Europe. Notre marine militaire aurait à sa disposition un port de plus dans la Méditerranée pour s'y abriter et s'y refaire.

Quant aux produits matériels, sans doute ceux de la Louisiane pourront s'élever très-haut par la suite des temps, si l'on parvient à tirer parti de la richesse du sol. Mais, auprès du grand-duché, la Louisiane n'est d'aucune valeur actuelle; il ne peut y avoir de comparaison : ici, tout est à faire; les germes d'une prospérité future sont cachés dans une terre vierge et sans habitans. En Toscane, tout est fait : l'agriculture, l'industrie, le commerce, y fleurissent; le climat est sain, délicieux; la civilisation, perfectionnée; le pays, riche en monumens, académies, bibliothèques; les arts y ont accumulé toutes sortes de chefs-d'œuvre; on y trouve

Digitized by Google

encore des restes précieux de l'antiquité; la population s'élève à près de deux millions d'habitans; le revenu public va jusqu'à quinze millions de francs; point de dettes et 6,500 milles de superficie.

Mais, pour cela, devons-nous être satisfaits d'obtenir la Toscane seulement? Je ne le crois pas; on vient à nous; on nous recherche. Si pour l'Espagne déjà maîtresse de la plus vaste et la plus riche partie de l'Amérique dans les deux hémisphères, la Louisiane n'est qu'un objet de peu d'importance, ou presque inutile; pour la France, qui n'a point d'établissement solide sur le continent américain, cette même Louisiane peut offrir d'immenses ressources à son commerce et à sa marine militaire; et quoiqu'elle ne soit pour nous qu'une superfluité, cela ne lui ôte point sa valeur intrinsèque. On vend des bijoux parce qu'on en possède beaucoup; mais ces bijoux n'en ont pas moins leur prix si l'on ne s'en défait pas par nécessité. Nous n'en sommes pas réduits là. C'est la France qui est dans le besoin; c'est elle qui demande; eh bien! qu'elle nous paie convenablement. De plus, la Louisiane a pour nous une valeur qui doit entrer en ligne de compte. L'auguste père de Votre Majesté la reçut de la France comme une compensation des pertes occasionées par la guerre avec la Grande-Bretagne; guerre à laquelle nous fûmes entraînés, en 1761, par le Cabinet de Versailles [1]. La France

[1] C'est pendant cette guerre si malheureuse que l'île de Cuba fut envahie; les Anglais s'emparèrent de La Havane et de tous les trésors qui s'y trouvaient, de neuf vaisseaux de ligne de 70, de trois frégates et autres bâtimens de moindre portée. A cette même époque, les Anglais prirent la ville opulente de Manille et les autres dépendances des Philippines. Ajoutez à ces grandes pertes

Digitized by Google

nous propose aujourd'hui le grand-duché; mais elle veut qu'on lui donne la Louisiane, et en même temps, elle prend les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla.

Mon avis, auquel je ne vois pas d'objection raisonnable, sera toujours que nous devons exiger l'adjonction de ces duchés au royaume de Toscane, ainsi qu'il fut réglé par le traité de Londres, en 1717, et ensuite par le traité de Séville, en 1729. Tous ces États furent reconnus appartenir à l'Espagne, pour qu'elle en disposât en faveur d'un Infant de Castille. Notre prétention, à cet égard, est d'autant plus juste, que le duché de Parme, avec ses accessoires, revient à une branche espagnole de la Maison de Bourbon par le droit du sang, et qu'elle en a constamment joui, comme de son légitime héritage, jusqu'à l'époque actuelle.

En admettant cette base, sur laquelle nous devons insister avec énergie, l'Espagne retire sans doute un très-bon parti de la négociation, et la France nous donne une preuve d'amitié véritable.

A ces conditions, payons-la de retour avec générosité, et cédons-lui les six vaisseaux de ligne qu'elle désire.

Ces bases une fois convenues, ajoutons une autre condition relativement à la Louisiane. Il faut que notre commerce y jouisse indéfiniment des mêmes avantages que les Français y ont obtenus jusqu'à ce jour; et de plus, qu'il soit bien déclaré que, dans le cas où la

celle du fameux galion d'*Acapulco*, chargé de plus de quinze millions de francs. La Havane ne fut rendue à la fin de la guerre, ainsi que les Philippines, que moyennant la cession des Florides.

Digitized by Google

France voudrait encore une fois renoncer à cette colonie, la rétrocession ne puisse avoir lieu, sous aucun prétexte, si ce n'est en faveur de l'Espagne, à qui elle serait rendue.

Quant à la Toscane, il faut stipuler que la propriété de ce royaume sera reconnue comme un droit inhérent à la dynastie et à la couronne d'Espagne, de telle sorte qu'à défaut par extinction de la ligne actuelle de Parme, un autre Infant devra lui succéder, au choix de S. M. C., à qui il appartiendrait, en tout temps, de donner l'investiture de ladite royauté. En outre, la France doit s'engager à mettre le prince de Parme actuel en possession du nouveau royaume, et à le faire reconnaître par les autres puissances amies ou alliées de la République française, et surtout par l'Autriche.

Cette importante affaire ainsi réglée, il faudrait encore en différer la conclusion définitive jusqu'à la paix, si elle a lieu entre l'Autriche et la France, afin que la cession de la Toscane fît partie du traité entre ces deux puissances, et contînt l'adhésion du Duc actuel et celle de l'Autriche, avec l'obligation d'indemniser ledit Prince. L'honneur et la dignité de la politique espagnole exigent que ces délais soient accordés. Nous

[1] J'avoue avec franchise qu'en indiquant cette clause, il n'entrait pas dans mon imagination qu'un homme tel que Napoléon fût capable de vendre la Louisiane, comme il le fit plus tard; politique mesquine et misérable! sans compter la félonie et le manque de foi envers l'Espagne. En vérité, je ne parlai de cette clause de rétrocession éventuelle que par une sorte de méfiance vague, mais assez naturelle à cause de l'instabilité des divers gouvernemens qui s'étaient succédé dans la République.

Digitized by Google

ne devons pas mériter le reproche d'avoir concouru précipitamment à la spoliation et spéculé sur le malheur du duc de Parme, en cherchant à glaner dans le champ des conquêtes de la France. Le grand-duché n'appartient pas encore à celle-ci, pas même par le droit de la guerre. La convention d'Alexandrie le laisse dans la ligne que doivent occuper les troupes impériales pendant l'armistice; et, en ce moment (septembre 1800), la Toscane est soulevée en masse contre les Français : quel que soit le résultat de ces hostilités, et en supposant que l'insurrection soit étouffée par les armes de la République, il reste toujours la paix à faire; l'Angleterre s'y oppose; l'Autriche est liée par un traité de subsides avec cette puissance. Ainsi notre négociation avec la France, au sujet de la Toscane, serait, en quelque sorte, prématurée, et pourrait nous attirer un affront, si, la guerre se rallumant de nouveau (comme il est à craindre), la fortune se montrait favorable aux ennemis de la République. Restons en paix avec la France, à la bonne heure! soyons ses alliés; mais ne l'autorisons pas à nous imposer ses caprices et ses volontés; plus nous nous tiendrons à distance, plus nous serons respectés. En politique, il faut ne céder que peu à peu; les faveurs trop faciles sont moins estimées.

Tel était mon avis assez amplement détaillé et bien positif.

Certes, on a bien tort de parler de mon influence toute-puissante dans le Conseil. Mon avis fut complètement dédaigné. Peu de jours après, on avait signé le traité : on cédait la Louisiane à la France,

Digitized by Google

ainsi que le duché de Parme ; on lui abandonnait en sus l'île d'Elbe, qui réellement faisait partie de la Toscane, les six vaisseaux de ligne en question, et même un présent de six magnifiques chevaux pour le Premier Consul.

Qui signa ce traité ? Le général Berthier, du côté de la France ; D. Mariano-Luis de Urquijo, du côté de l'Espagne, le 1er octobre 1800, à Aranjuez. On a dit qu'à cette occasion, ce ministre eut les moyens d'acquérir une inscription assez considérable sur le grand-livre de la dette publique de France. Je regarde cela comme une fable [1]. Deux circonstances firent presser la conclusion de ce traité dans les termes voulus par le Premier Consul : 1° l'inexpérience de notre ministre, qui ne savait pas résister à l'ascendant de Napoléon ; 2° la tendresse paternelle de LL. MM..... Peut-être encore faut-il ajouter l'espérance qu'avait Urquijo d'arriver à la possession définitive du ministère, dont il n'était pourvu que *par intérim*, et d'y arriver par l'appui de la France reconnaissante. Quoi qu'il en soit, la négociation fut conclue si secrètement, que LL. MM. ne m'en parlèrent qu'un mois après la ratification des

[1] Le Prince de la Paix ne songea point à placer de l'argent hors de l'Espagne. Il croit peut-être encore que tout le monde a fait comme lui. M. Urquijo, mort à Paris en 1817 ou 1818, n'avait jamais eu rien à laisser à ses héritiers, en Espagne. Je crois pourtant que ceux-ci ont trouvé quelque chose à Paris et sur le grand-livre, environ 50,000 livres de rente.

De tous ceux qui sont intervenus dans les traités avec les États-Unis, le Prince de la Paix est probablement le seul qui n'ait voulu accepter ni *terres* ni *argent*. J'aurai plus loin une autre occasion de parler de cela.... E.

Digitized by Google

parties contractantes. Alors j'insistai auprès du Roi sur la nécessité de ménager l'honneur et la dignité de l'Espagne : « Il faut au moins, dis-je à Charles IV, obte-« nir du Premier Consul, 1° que dans le traité de Lu-« néville il soit inséré un article relatif au grand-duché[1]; « 2° que le traité de Saint-Ildefonse (lequel demeu-« rait encore secret) soit renouvelé, en ce qui regarde « la Toscane, avec une date postérieure à celle du « traité de Lunéville, et avec des explications claires « et positives qui ne s'y trouvent point à présent, afin « de ne laisser aucun doute, ni motif de dispute à l'a-« venir. »

Ce nouveau traité, je fus chargé par S. M. de le faire avec Lucien Bonaparte; nous le signâmes l'un et l'autre, le 21 mars 1801, quarante jours après la paix de Lunéville. Il contenait huit articles. Le premier, à mon grand dépit, reproduisait la renonciation du duc de Parme en faveur de la République française, et l'érection de la nouvelle souveraineté du grand-duché

[1] En ceci, je ne songeai pas moins à l'honneur de l'Espagne qu'à la sûreté de la nouvelle acquisition. Ainsi garantie, elle ne dépendait pas désormais du caprice de la France, ni même de celui de l'Autriche qui n'avait plus de prétexte pour demander la réversion du grand-duché. L'article V du traité de Lunéville, signé le 9 février 1801, est ainsi conçu : « Il est en outre convenu « que S. A. R. le grand-duc de Toscane renonce pour lui, ses « successeurs et ayans cause, au grand-duché de Toscane et à la « partie de l'île d'Elbe qui en dépend, ainsi qu'à toutes prove-« nances et titres résultant de ses droits sur lesdits États, lesquels « seront désormais possédés en toute souveraineté et propriété « par S. A. R. l'infant duc de Parme. Le grand-duc recevra, en « Allemagne, une indemnité pleine et entière de ses États d'I-« talie; il disposera, à sa volonté, des propriétés et biens parti-« culiers qu'il possède en Toscane, etc., etc. »

Digitized by Google

de Toscane, à laquelle était appelé le prince héritier, son fils; le deuxième portait que l'Infant entrerait aussitôt en possession du grand-duché : le Premier Consul garantissait la consommation paisible de cet acte, et promettait d'y employer toute sa puissance; le troisième contenait l'érection du grand-duché en royaume avec tous les priviléges et honneurs de la Monarchie : le Premier Consul s'obligeait à faire reconnaître le prince de Parme roi de Toscane avant l'entrée et prise de possession du nouveau souverain; par le quatrième, la France cédait la principauté de Piombino, pour être incorporée à la Toscane comme compensation de la partie du grand-duché dans l'île d'Elbe qui était cédée à la France [1]. Le cinquième renouvelait et confirmait la stipulation du traité de St-Ildefonse (du 17 octobre 1800) relativement à la Louisiane; le sixième était ainsi conçu :

« La branche royale qui va s'établir en Toscane étant de la famille d'Espagne, ce royaume est considéré comme propriété espagnole, et ce sera toujours un Infant de Castille qui devra y régner. Dans le cas où la succession du Roi qui entre en possession viendrait à manquer, elle sera remplacée par l'un des Infans de la maison d'Espagne. »

L'article septième imposait aux parties intervenantes

[1] La principauté de Piombino appartenait auparavant au roi de Naples; après l'armistice de Foligno (le 6 février 1801), la France voulut que cette principauté lui fût cédée. C'était l'une des conditions de la paix, signée peu de temps après à Florence entre le roi des Deux-Siciles et la République. Ainsi réunie à la Toscane, si cette principauté changea de maître, du moins elle ne sortit pas de la famille.

Digitized by Google

l'obligation de se concerter entre elles pour assurer l'indemnité promise au Duc régnant de Parme, d'une manière convenable à sa dignité, soit en terres, soit en revenus.

Le dernier article fixait le terme de trois semaines pour l'échange des ratifications.

Ainsi fut réglée définitivement l'affaire de la Toscane, en vertu de ce dernier traité. On voit la part que j'ai eue à la négociation. Pour empêcher que l'Angleterre, si elle venait à découvrir le secret, n'envahît la Louisiane, la transaction demeura ensevelie dans un profond mystère..... De là vient que plusieurs personnes, manquant de données certaines, ont confondu les hommes, les actes et les motifs des deux traités de 1800 et de 1801. Celui qui me fut confié avait pour but spécial de lier à la paix de Lunéville l'acquisition de la Toscane, de réparer diverses omissions importantes qui s'étaient glissées dans le traité de St-Ildefonse, de tirer un parti plus avantageux de la négociation, comme en effet j'y parvins en obtenant l'aggrégation de la principauté de Piombino à la Toscane, enfin de bien cimenter les engagemens stipulés par la France, jusqu'à la mise en possession pacifique du royaume d'Étrurie.

Digitized by Google

CHAPITRE IV.

QUESTIONS ÉPINEUSES DE DISCIPLINE ECCLÉSIASTIQUE PENDANT LA VACANCE DU SAINT-SIÉGE. — LETTRE DU ROI AU NOUVEAU PONTIFE. — DISGRACE DU MINISTRE D'ÉTAT *par intérim*, D. MARIANO-LUIS DE URQUIJO. — DÉMARCHES QUE LE ROI M'ORDONNE DE FAIRE AUPRÈS DU NONCE DE S. S. POUR CALMER LA COUR DE ROME. — LA BULLE *autorem fidei* EST ADMISE. — INTRIGUES ET MENÉES DU MINISTRE CAVALLERO. — D. PEDRO CAVALLOS EST NOMMÉ MINISTRE D'ÉTAT A LA PLACE D'URQUIJO.

L'affaire de la Toscane fut le seul événement qui offrit au Roi quelque consolation au milieu des chagrins dont il se vit accablé depuis le commencement jusqu'à la fin de 1800. L'esprit le plus ferme aurait pu se laisser abattre..... Les embarras du Trésor public allaient toujours croissans; le malencontreux système des *caisses d'escompte* avait tué le crédit, *au lieu de le ranimer.* Les six premiers mois de l'année à peine écoulés, déjà toutes les caisses étaient vides, ou, pour mieux dire, encombrées de rames de *papier* sans valeur, dont on venait de partout réclamer la conversion en numéraire [1].

[1] Voir à ce sujet le chapitre L de la première partie.

Digitized by Google

A ces graves motifs d'inquiétude, ajoutez la désastreuse épidémie qui ravageait Cadix, Séville, tout le littoral de l'Andalousie, et le blocus impie de la première de ces villes par les Anglais, obstinés à se venger sur une population mourante de l'affront qu'ils avaient reçu devant Le Ferrol. Dans cette déplorable extrémité, ils ne rougirent pas de nous demander que notre marine leur fût livrée, vaisseaux armés ou non; ils nous menaçaient, à la fois, de bombardemens et d'attaques sur divers points de la côte, si l'on n'acquiesçait pas sur-le-champ à leur insolente réclamation [1]. La constance

[1] Suivant les rapports officiels de cette époque, les forces britanniques réunies contre Cadix et les points environnans se composaient de cent quarante-huit bâtimens de guerre stationnés au *Placer de Rota* dès le 4 octobre, avec 20,000 hommes de débarquement, sous les ordres du général Abercrombie; l'amiral Keith commandait l'expédition et l'armée navale. S'emparer de notre escadre, détruire la *Caraque* (arsenal de la marine), imposer à Cadix une forte contribution, en un mot, compléter la désolation et la ruine de cette ville : tel était le but du général anglais. Le gouverneur espagnol D. Thomas de Morla écrivit à l'amiral Keith, pour lui exposer la situation de la ville et de la province, en proie au fléau de la fièvre jaune. « Cette calamité contagieuse, « disait-il, menace tout le globe; l'Europe y est intéressée. Un « ennemi noble et généreux nous offrirait des secours. Ne vous « couvrez pas de honte en commettant des hostilités qui ne « serviront qu'à tourmenter notre agonie. Si vous persistez dans « votre impitoyable projet, la garnison et les habitans trouveront « peut-être des forces dans leur indignation; ils aimeront mieux « mourir en combattant avec gloire, que dans les angoisses de « l'affreuse maladie qui nous dévore. » L'amiral Keith, dans sa réponse, insistait sur l'abandon préalable des vaisseaux et de tous les effets de marine contenus dans les magasins et arsenaux. Cette cruelle intimation était accompagnée de terribles menaces. La seconde lettre de *Morla* (6 octobre) mérite d'être conservée pour l'exemple et l'honneur de l'Espagne. En voici la teneur : « Messieurs les généraux de S. M. Britannique, en exposant à

Digitized by Google

héroïque et proverbiale des Espagnols dans les dangers extrêmes surmonta toutes les difficultés : la ville de Cadix fut respectée. Mais que de sacrifices, que d'énormes dépenses il en coûta pour faire face aux besoins de la place et de la côte, au milieu du désordre et des ravages de la fièvre jaune !

Il ne manquait plus aux peines d'esprit de Charles IV que de voir s'élever des querelles de religion, des controverses fâcheuses, inopportunes, à l'occasion des *dispenses et réserves du Saint-Siége !* L'élection du nouveau Pape, le cardinal Grégoire-Barnabé Chiaramonte, sous le nom de Pie VII, se fit paisiblement à Venise dans le mois de mars. Ainsi les motifs qui avaient donné lieu au décret du 5 novembre de l'année antérieure n'existaient plus. (Ce décret autorisait les évêques à exercer la plénitude des facultés apostoliques, relativement aux *dispenses* et urgentes nécessités des

« VV. EE. la triste situation des habitans de cette ville pour « vous inspirer des sentimens d'humanité, il ne me vint point « à l'esprit que vous pussiez jamais regarder cette démarche « comme un acte de faiblesse ; ma pensée a été bien mal inter- « prétée. VV. EE. renouvellent une proposition plus déshono- « rante pour celui qui la fait que pour celui auquel on ose « l'adresser. Soyez bien persuadés, messieurs, que si vous tentez « de réaliser vos menaces, vous apprendrez à écrire dorénavant « avec plus d'égards à des généraux espagnols Si les leçons que « vous avez déjà reçues, en peu de temps, à *Puerto-Rico*, aux « *Canaries*, au *Ferrol*, ne vous suffisent pas, les troupes que « j'ai l'honneur de commander, soit dans cette ville, soit dans « la province, et tous leurs généreux habitans, sauront, par de « nouveaux efforts, se rendre encore plus dignes du respect et « de l'estime de VV. EE. Votre serviteur, Thomas de Morla. »

Cette réponse héroïque fit faire des réflexions à l'ennemi, et sauva la ville de Cadix de la brutale invasion dont elle était menacée.

Digitized by Google

fidèles, durant la vacance du Saint-Siége.) Dès que l'élection fut connue en Espagne, un nouveau décret, du 29 mars, ordonna que toutes les affaires ecclésiastiques fussent rétablies sur le même pied qu'avant la mort de Pie VI; mais il fut ajouté dans le texte du décret que, « après avoir offert des félicitations et « rendu l'hommage convenable au nouveau Pontife, « on continuerait à traiter avec S. S. des graves ques- « tions encore pendantes, afin de conserver la bonne « intelligence et les relations amicales entre les deux « Cours. »

Urquijo mit tout de suite la main à l'œuvre. N'eut-il pas été plus sage d'attendre l'occasion au lieu de la brusquer? L'affaire était grave sans doute; cependant il n'y avait pas d'urgence; mais on voulait absolument modifier certaines réserves de l'Église, surtout rétablir l'ancienne discipline, relativement à la confirmation des évêques, grand sujet de discussion au-delà des Pyrénées et prétexte du schisme qui avait éclaté parmi le clergé gallican. Un excès d'ardeur scolastique, quelques prêtres raisonneurs, parmi ceux-ci, le chanoine Espiga, fascinaient l'esprit du ministre..... Urquijo ne voulut pas comprendre que dans le premier moment des félicitations d'usage, à l'avénement d'un nouveau pontife, on aurait pu s'abstenir d'exiger d'abord du Saint-Siége l'abandon de plusieurs de ses prérogatives légitimées par une sorte de prescription séculaire. C'était vouloir profiter de la perturbation générale de l'Europe, ou, pour ainsi dire, de la faiblesse de la cour de Rome, dont l'existence même paraissait en danger. Cette seule considération aurait dû inspirer

Digitized by Google

des sentimens plus généreux et faire ajourner le projet de disputer à la cour de Rome ses plus chères attributions. Tout au contraire, Urquijo se hâta de faire au Pape une autre demande également inopportune : il exposait la pénurie de nos finances ; il prétendait qu'en sus des concessions déjà obtenues sur les *masses décimales,* il fallait accorder provisoirement à la couronne un *neuvième* de plus pour l'amortissement des Valès royaux.

Vers la fin de juillet, le Saint-Père étant de retour à Rome, son premier soin fut d'accorder à l'Espagne ce neuvième extraordinaire sur toute espèce de fruits décimaux, ainsi qu'on le voit dans la bulle du 3 octobre 1800 : concession généreuse à la fois et politique. Le souverain Pontife écrivit, en même temps, à Charles IV de la manière la plus affectueuse, mais cependant très-expressive. S. S. se plaignait « de l'esprit « d'innovation manifesté par de mauvais conseillers qui « abusaient de l'amour paternel du Roi pour ses peu- « ples : ces hommes dangereux, disait le Saint-Père, « professent des maximes impies, et affectent de les « publier au moment où la miséricorde divine semblait « annoncer des jours de paix à l'Église, après les longs « orages du siècle précédent. » L'invitation adressée aux évêques par le décret du 5 septembre n'était, aux yeux du Pape, qu'une démarche prématurée et intempestive. Ne fallait-il pas du moins attendre que les événemens justifiassent des appréhensions si légèrement conçues ? Il blâmait la précipitation des évêques ; plusieurs prélats, au lieu de se borner aux dispenses absolument nécessaires, n'avaient pas hésité à protéger des

Digitized by Google

doctrines dangereuses..... « L'Église disait le Pape « en finissant, fera des recherches minutieuses pour « s'assurer de l'orthodoxie de ces prélats et de la « nécessité des dispenses accordées et qui ne doivent « l'être qu'en matière grave. On examinera si les règles « ecclésiastiques n'ont pas été méconnues; on avisera « aux moyens de remettre en vigueur le principe de « l'unité catholique compromis par quelques-uns de « ceux-là mêmes dont le devoir est de le faire res- « pecter. » S. S. déclarait ensuite qu'à cet effet des instructions, avec les facultés compétentes, seraient adressées au nonce apostolique, et suppliait finalement S. M. de vouloir bien éloigner de ses conseils ces faux savans dont la vanité prétentieuse entraînerait la catholique Espagne dans une fausse route si heureusement évitée pendant une longue suite de siècles.

« Sire, fermez l'oreille à ces mauvais conseillers qui, « sous le prétexte de soutenir les droits de votre cou- « ronne, ne cherchent qu'à exciter un esprit d'insu- « bordination. Ils commencent par se soutraire au joug « paternel de l'Église; ils finiront bientôt par secouer « celui de l'obéissance à l'autorité temporelle avec un « grand préjudice des âmes dans ce monde et dans « l'autre. Les Rois sont responsables du maintien de « l'ordre social. »

On concevra sans peine que cette lettre contribua puissamment à la chute du ministre Urquijo.

Charles IV n'était ni un fanatique ni un hypocrite; il ne regardait pas la religion comme un instrument de police ni de tyrannie; mais, naturellement très-pieux, il était bon catholique dans toute la force du mot. Il me

Digitized by Google

fit appeler dans son cabinet et daigna me demander mon avis. « Mon intention, » me dit-il, « est d'abord « d'éloigner un ministre qui m'a si violemment com- « promis auprès du Pape. Ensuite j'enverrai à Rome « les évêques et ces autres ecclésiastiques désignés par « le Nonce, tous les provocateurs de nouvelles doctri- « nes; ils iront donner une satisfaction au Saint-Père « qui les jugera, et je priverai de leurs emplois civils « quiconque aura trempé dans ces disputes : il faut « en punir les auteurs et les fauteurs. »

C'est le ministre Cavallero qui avait mis tout cela dans l'esprit de S. M.

Je répondis à Charles IV : « Que sans vouloir en au- « cune façon prendre parti en faveur du secrétaire « d'état D. Mariano-Luis de Urquijo, ni contre lui, je « ne conseillerais jamais cependant à S. M. de révoquer « un ministre sur la simple insinuation, ni même sur « une dénonciation expresse venant d'une cour étran- « gère : je me garderais bien de fournir un pareil « antécédent, d'après lequel cette cour pourrait avoir « l'idée d'intervenir dans notre gouvernement inté- « rieur et d'attenter à notre indépendance. Au milieu « de toutes ces discussions de doctrine religieuse, on « n'a pas mis en doute la juridiction primatiale du « souverain pontife; la controverse n'est point sortie « d'un cercle très-borné; elle est restée dans l'intérieur « des écoles; quelques canonistes seulement y ont pris « part; mais nul évêque n'a méconnu ses devoirs en- « vers le chef de l'Église. Sire, je ne crois pas qu'il y « ait vraiment de reproches fondés à cet égard. »

Le roi m'interrompit vivement : « Tu es dans l'er-

Digitized by Google

« reur; demande-le à Cavallero; tu verras ce qu'il dit;
« il va te montrer des pièces, des lettres, des manu-
« scrits dangereux qu'il a dans ses mains; il te par-
« lera de Jovellanos, de Tavira [1], de Palafox [2], de
« Lisana [3], des deux Cuestas, d'Espiga, de Llorente,
« èt qui sais-je encore ?..... cette école de Jansénistes
« s'est formée à Saint-Isidore [4].

« — Mais pour Dieu, Sire, ceux qui ont la jaunisse
« voient tous les objets de la même couleur. Cavallero
« est injuste envers ces personnes. Jovellanos est un
« véritable royaliste, et quand on est royaliste, on
« peut très-bien ne pas accueillir certaines prétentions
« de la Cour romaine, sans blesser la foi ni le dogme,
« et tout en reconnaissant l'unité de l'Église. Ces
« prélats que V. M. vient de nommer sont révérés
« dans tout le pays comme de savans et bons catholi-
« ques, comme des modèles de vertu; ils sont adorés
« dans leurs diocèses. Que va-t-on dire, si on les voit
« quitter leurs siéges pour aller subir un jugement à
« Rome? Ces prélats, les autres ecclésiastiques ou sé-
« culiers qui ont soutenu le décret du 5 septembre,
« n'ont fait autre chose que repousser des opinions
« contraires à ce décret et aux droits de la Couronne.
« Si quelques-uns de ceux désignés sous le nom de

[1] Évêque de Salamanque; prélat que j'avais constamment favorisé, et pour lequel j'avais la plus grande estime.

[2] Évêque de Cuenca; prélat exemplaire, et mon ami particulier.

[3] Évêque auxiliaire de Tolède, appelé d'abord au siége de *Téruel*, et que je fis ensuite nommer archevêque au Mexique.

[4] Le chapitre ou le corps de chanoines de ce nom, à Madrid. E.

Digitized by Google

« Jansénistes, sans avoir rien de commun avec Ques-
« nel et Jansénius, se sont un peu trop avancés dans
« cette discussion, leur incontestable loyauté, leur
« dévouement à votre personne royale, doivent leur
« servir d'excuse. — Eh bien! soit, je veux le croire, »
répliqua Charles IV; « mais n'y en a-t-il pas plusieurs
« (Cavallero me l'assure et me le prouve par des pièces
« écrites), n'y en a-t-il pas plusieurs, te dis-je,
« qui, à l'abri du manteau de ces prélats, de ces sa-
« vans que tu cites, propagent des doctrines pernicieu-
« ses? Je ne veux pas de disputes, ni de subtilités
« en matières de foi, sous aucun prétexte; il ne
« manquerait plus que cela : nous avons eu le bonheur
« d'échapper aux disputes politiques; et les disputes re-
« ligieuses viendraient exciter le désordre! D'ailleurs
« il faut absolument donner une satisfaction au Pape,
« c'est indispensable. — Sire, est-il donc impossible
« de contenter un Pape aussi éclairé, aussi bienveillant
« que Pie VII, si ce n'est à force de châtimens et de
« mortifications? Tout cela ne nous donnera pas la
« paix; la rigueur a de grands inconvéniens : perse-
« cuter les opinions, ce n'est pas le moyen de les
« étouffer, c'est leur donner de l'importance, et peut-
« être une vigueur nouvelle. Dans les disputes de
« science et de doctrine, l'amour-propre a plus de
« part que la vérité même. Je ne suis ni théologien, ni
« canoniste, comme Cavallero a la prétention de l'être;
« mais je comprends mieux l'Évangile et je sais mieux
« que lui, d'après l'histoire de tous les temps, que les
« plus violentes hérésies répandues d'un bout du
« monde à l'autre auraient fait moins de progrès, si

Digitized by Google

« elles n'eussent pas été persécutées. Sire, qu'il n'y « ait pas de persécution sous votre règne paternel : « tels furent toujours mes sentimens et ma politique ; « V. M. le sait, et jusqu'à ce moment mes soins n'a- « vaient pas été perdus. Votre couronne n'en est « que plus respectée.

« — Mais j'ai promis de satisfaire le Pape, » s'écria le Roi. « Veux-tu te charger de cette affaire et parler « au Nonce? — Quand Votre Majesté prit la réso- « lution de le faire sortir de ses états, je vins, Sire, « implorer en sa faveur la clémence royale ; je sollicitai « la révocation de cet ordre ; Votre Majesté daigna me « l'accorder. Le Nonce m'a conservé quelque recon- « naissance. — Eh bien! » ajouta Charles IV, « je « t'ordonne de t'en occuper ; délivre-moi de ce poids « que j'ai sur la conscience et qui, la nuit, m'empêche « de fermer l'œil. »

J'acceptai cette mission avec plaisir, dans la fermé conviction que je pourrais éviter un éclat fâcheux et sauver beaucoup de gens de mérite..... En effet, le Nonce avait non-seulement de l'humeur ; il était menaçant, et se croyait assez fort pour opprimer ses ennemis, du moins ceux qu'il regardait comme tels. Je vis sur son bureau un tas de papiers, pamphlets, thèses scolastiques, consultations, et investigations critiques dont la cour de Rome était l'objet, et, ce qui est pis, des sarcasmes dirigés contre sa personne et même des caricatures blessantes.....

Je le laissai d'abord épancher sa bile ; ensuite je lui demandai tranquillement si, comme ministre de J.-C., comme négociateur au nom d'un Dieu de paix, il ne

Digitized by Google

voudrait pas terminer ces disputes, et contenter le Saint-Père sans bruit et sans trop de rigueur.

« Oh! si je le pouvais, » s'écria le Nonce, « je ne demanderais pas mieux; mais où est le moyen? — Je « le sais, moi, » lui dis-je.—« Donnez-le-moi donc tout « de suite, » répliqua Monseigneur Casoni, à moitié désarmé, entrevoyant déjà une espérance de réconciliation. « Nous admettrons la bulle *Autorem fidei* dans « le Royaume; le Conseil de Castille ne s'y opposera « pas; les évêques non plus, Monseigneur le Nonce; « mais toutefois, sauf les droits de la Couronne, et « ceux de notre législation canonique en ce qui est déjà « convenu avec le Saint-Siége ou d'après la coutume « établie. » Le soleil qui reparaît sur l'horizon après une obscure tempête ne produit pas dans le cœur des matelots découragés une joie plus vive que celle dont brillèrent les yeux du Nonce. « La bulle *Autorem fidei,* » continuai-je, « étant reçue en Espagne dans les termes « que j'ai dit, sera un témoignage éclatant de la bonne « intelligence rétablie entre le chef de l'Église et le « Clergé espagnol..... Cela vaut beaucoup mieux que « des rétractations imposées ou des poursuites bruyantes « contre des opinions. En général, ces opinions dé- « pendent du sens bon ou mauvais qu'on y attache « avec plus ou moins de discernement. — Mais n'y « aura-t-il pas ensuite des protestations, de nouveaux « écrits contre la bulle? — J'ai eu part au Gouverne- « ment, M. le Nonce, pendant quelques années. Je « connais assez bien ces prélats que des ignorans pas- « sionnés appellent des Jansénistes; je réponds de tous « et de l'Espagne entière, si vous écoutez mon avis. »

Digitized by Google

Le Nonce me pressa la main; il m'embrassa plus d'une fois, en m'assurant que mon idée était parfaitement juste, que tous les malentendus cesseraient par l'effet d'une mesure si simple et dont il ne s'était pas avisé lui-même. « C'est Dieu qui vous inspire, » ajouta-t-il. « Quel jour de bonheur pour le « Saint-Père, quand il recevra la nouvelle de cet « heureux accommodement! Je vais écrire à Rome, et « je dirai que vous regardez l'affaire comme terminée. »

Ainsi tout fut réglé à la satisfaction du souverain Pontife. Je conserve encore la lettre que Sa Sainteté m'écrivit à ce sujet pour me donner un gage de sa reconnaissance [1].

J'ai dû être prolixe dans ce récit : plusieurs per-

[1] En voici la copie :

Dilecte fili : l'infinita consolazione che il piissimo, religiosissimo animo di S. M. Cattolica, ci ha data coll'emanare il real decreto per la pubblicazione e piena osservanza in tutti i suoi domini della bolla *Auctorem fidei* del glorioso nostro antecessore, e riguardata da noi come un tratto della Divina Misericordia che si è degnata di darci questo grandissimo conforto in mezzo alle somme angustie ed amarezze, che da ogni parte ci circondano. Ne abbiamo percio fatti i dovuti ringraziamenti con tutta l'effusione del nostro cuore, prima al signore Iddio, poi con nostra lettera a la Maestà di così pio ed augusto monarca.

Noi conosciamo però, che dobbiamo moltissimo in così santa impresa alla di lei degnissima persona, e ci sono stati fedelmente riferiti tutti i tratti coi quali la di lei religiosa pietà ed insieme la di lei divozione verso questa Santa Sede, ha promosso e condotto a fine un così edificante suo impegno. Il sommo Iddio sia quello che la rimuneri di un' opera si utile alla sua Chiesa e sì gloriosa al suo nome. Noi, dal canto nostro, non dimenticheremo mai le obbligazioni che le professiamo per questo ed altri molti segnalati piaceri che da lei abbiamo ricevuti. Vorressimo ch' ella ci somministrasse qualche modo onde potrei a lei dimostrare ve-

Digitized by Google

sonnes ont blâmé l'admission de la bulle *Autorem fidei*, affectant de regarder cette condescendance comme un pas rétrograde dans la voie dès long-temps ouverte en Espagne pour combattre les usurpations de la Cour romaine. A cela je fais observer d'abord que la bulle ne fut admise que sous les réserves d'usage, sans déroger aux lois et règles établies relativement aux affaires ecclésiastiques et sauf tous les droits de la couronne; ensuite je dirai que les questions de discipline agitées ou résolues dans le Concile de Pistoie ne furent jamais l'objet de discussions formelles dans le Conseil de Castille, pas plus que les prétentions de notre Cabinet. En outre, il est bon de savoir que dans toute la Chrétienté, même en France où le Clergé gallican et les Cours souveraines se vantèrent de leur indépendance, en fait de concordats avec l'Église ou de droits royaux, il n'y eut jamais de libertés ni de priviléges aussi

ramente affezionato e riconoscente; per ciò l'invitiamo a *fornircene* gli opportuni mezzi.

Sapendo noi quanto ella è religiosamente devota delle sante reliquie per arrichirne la sua sacra Cappella, vogliamo enviarsene alcuna che ci rasmenti alla sua memoria quando in emsa esercita gli atti di religione verso il Signore comune. Quindi è che ci diamo già tutto il pensiero per fargliela pervenire, e non altro desideriamo se non ch'ella gradisca il pensiero; nè altro risguardi che il cuore del donante, della cui affezione vogliamo ch'ella sia sempre sicura. Le raccommandiamo vivamente di proteggere col suo credito e potere la causa della religione, e unione costante di codesto cattolico regno con questa Santa Sede. Noi abbiamo la giusta opinione della di lei religione non meno che della di lei sagacità e saviezza, ecc., ecc., ecc.

La relique dont il est question dans cette bulle est le corps d'un saint, renfermé dans une caisse doublée en velours cramoisi et galonnée en or. Je la fis placer dans mon oratoire.....

Digitized by Google

étendus que ceux dont l'Espagne jouissait paisiblement et sans aucune restriction. La confirmation des évêques par le Pape, objet principal des modifications que le ministre Urquijo et ses adhérens voulaient introduire, était un point sur lequel il n'y avait pas moyen de faire céder le souverain Pontife. Bonaparte lui-même, avec toute sa puissance, arbitre à cette époque de l'existence temporelle de la Cour romaine, n'exigea point cette innovation ; et s'il osa la demander, ses efforts échouèrent devant l'opiniâtre suprématie du chef de l'Église. Celui-ci ne fut point dépossédé de sa prééminence, consacrée par une longue suite de siècles. Plutôt que de reconnaître les évêques institués par l'élection populaire, Pie VII aima mieux voir interrompre un moment la succession de l'apostolat dans l'Église de France. Il exigea la démission de tous les prélats déjà institués par le S. Siége, et en même temps celle des évêques constitutionnels qui n'avaient point obtenu son approbation. Cette double exigence étant satisfaite, Pie VII reconnut, en faveur du chef du Gouvernement français, le droit de présenter les mêmes prélats démissionnaires ou d'autres, mais en se réservant la faculté de donner lui-même successivement l'institution canonique. En cet état de choses, n'eût-ce pas été une folie que de susciter en Espagne des prétentions auxquelles toute l'Europe catholique avait déjà renoncé? Finalement l'admission de la bulle *Autorem fidei* ne fut qu'un acte purement officieux, un acte de complaisance dont personne n'avait à souffrir, et qui rétablit le calme dans les esprits échauffés par de vaines disputes d'écoles : plus de choc avec l'Église

Digitized by Google

romaine; point de violences ni de persécutions en Espagne. Au reste, ce n'est point moi qui avais fait naître ni excité la querelle. Je ne m'en mêlai que pour l'apaiser et sauver des personnes respectables dont l'existence était compromise.

Tout cela ne se fit pas exactement comme je l'aurais voulu. De nouvelles tracasseries nous menaçaient encore: sans doute la paix fut rétablie par mes soins et la bonne disposition du Nonce; mais j'avais oublié qu'il n'appartenait qu'au ministre de Grâce et Justice, Cavallero, de régulariser officiellement cette affaire. Cet homme vindicatif ne perdit jamais l'occasion de maltraiter, de blesser de sa propre main les gens de lettres ou quiconque était accusé de les aimer. Au lieu de rédiger un décret modéré qui annonçât tout simplement l'admission de la bulle, il se plut à remplir l'ordonnance royale d'amertume et d'insinuations irritantes. Elle sortit des bureaux, ou plutôt de l'âme de Cavallero, qui se garda bien de me la communiquer préalablement. Néanmoins, et quoiqu'elle fût revêtue de sa signature, plusieurs de ceux qui avaient entendu parler vaguement de mes démarches de conciliation auprès du Nonce, pensèrent que le décret venait de moi, ou du moins que je l'avais approuvé. A chacun ses œuvres. Voici plus bas le texte de ce document; il fait bien connaître cet homme que, malgré tous mes efforts, je ne parvins jamais à démasquer aux yeux de Charles IV. Hélas! Sa Majesté ne fut détrompée que dans le mois de mars 1808[1]! Le Conseil de Castille

[1] Décret royal du 10 décembre 1800 (traduction littérale). « Comme le cœur religieux et pieux du Roi ne doit, en aucune

Digitized by Google

obéit; il fit imprimer et publier la bulle avec l'ordre du Roi, mais sans omettre les réserves d'usage en ce qui touchait aux droits de Sa Majesté, et respectant les formes tutélaires et la dignité du pays dont Cavallero

« manière, négliger l'exercice des facultés que le Tout-Puissant « lui a confiées pour veiller à la sûreté de la religion catholique, « que doivent professer tous ses sujets, S. M. n'a pu voir sans « un grave déplaisir certaines personnes, sous le prétexte d'é- « rudition ou de recherches littéraires, nourrir des sentimens « dont le but est d'écarter les fidèles du centre d'unité, de puis- « sance et de juridiction que tous sont obligés de reconnaître « dans le chef visible de l'Église, comme le véritable successeur « de saint Pierre.

« Au nombre de ces personnes sont celles qui affectent de « se montrer partisans du synode de Pistoie, condamné solen- « nellement par S. S. Pie VI dans sa bulle *Autorem fidei*, publiée « à Rome le 28 août 1794. S. M., voulant qu'aucun de ses sujets « n'ait la témérité de professer en public, ou *en secret*, des « opinions condamnées par ladite bulle, sa volonté royale est « que, sur-le-champ, le présent ordre suprême soit imprimé et « publié dans tout le royaume; les évêques et prélats réguliers « sont chargés d'inspirer à leurs subordonnés respectifs la plus « aveugle obéissance, et nous dénonceront les infracteurs pour « qu'il soit procédé contre ceux-ci sans la moindre indulgence, « en leur imposant les châtimens qu'ils auront mérités, et no- « tamment la peine du bannissement des États de S. M. Il est « bien entendu que ces diverses peines sont encourues également « par les évêques et prélats eux-mêmes qui, contre toute pro- « babilité et contre l'attente du Roi, agiraient, en cette circon- « stance, avec une artificieuse mollesse ou opposeraient la moindre « résistance. S. M. veut encore que le *tribunal de l'Inquisition* « prohibe et supprime tous les livres ou écrits quelconques déjà « imprimés, contenant des réflexions ou des raisonnemens à « l'appui de la doctrine condamnée par la susdite bulle, sans « aucune exception de personnes et de rang. En outre, il est « ordonné au Conseil de Castille de faire circuler la présente « résolution souveraine avec un exemplaire adjoint de la bulle « elle-même, en l'adressant à toutes les chancelleries et tribu- « naux du royaume, qui en surveilleront l'accomplissement, et

Digitized by Google

n'avait guères tenu compte. La dureté du langage fut remarquée et devint le texte de beaucoup de commentaires. On blâmait l'intimation si peu convenable adressée aux évêques, sans aucun motif qui justifiât une pareille mesure [1].

On ne blâmait pas moins l'insulte faite au Conseil de Castille, dont le ministre usurpait les attributions en adressant lui-même directement, par la voie réservée de son secrétariat, des ordres aux diverses autorités ecclésiastiques et aux Universités du Royaume, comme ayant l'air de se méfier des lumières et de la loyauté d'un corps aussi respectable.

Cet homme insensible n'était pas satisfait : jaloux de l'influence que je pouvais exercer en faveur de quelques

« empêcheront que dans les universités il soit admis et soutenu « aucune proposition réprouvée par la bulle ci-dessus. Le Conseil « en rendra compte à S. M., laquelle regardera comme un bon « service rendu tout ce qui contribuerait à la pleine et entière « exécution de cet ordre suprême, et procèdera contre les in- « fracteurs en vertu de la toute-puissance qui lui a été donnée.

« (Adressée au gouverneur du Conseil.)

« Ce que je vous communique par ordre de S. M., afin que « vous ayez à l'exécuter, et sachez que, par cette même voie (le « ministère de Grâce et Justice), j'en fais part aux évêques, « prélats réguliers et universités, en leur envoyant également « un exemplaire de la bulle, etc., etc. »

[1] Le Nonce lui-même en fut révolté, au point de ne pouvoir s'empêcher de se plaindre. « On croira peut-être, dit-il au mi- « nistre lui-même, que c'est moi qui ai provoqué cet ordre, et « on aura raison d'en réprouver le style. Le Pape est le chef « suprême de l'Église; cependant, lorsqu'il s'adresse aux évê- « ques, il n'emploie les menaces que dans les cas extrêmes, lors- « que tous les moyens de persuasion, de douceur, sont épuisés, « et quand il trouve une résistance obstinée : ainsi le veut la « charité; et, en outre, il convient d'inspirer aux subordonnés « le respect nécessaire à l'égard de leurs chefs spirituels, etc. »

Digitized by Google

hommes de mérite dont il avait à cœur de se débarrasser, il les calomniait sourdement : « Ces gens-là, » disait-il au Roi, « ne font que murmurer contre le dé- « cret royal et généralement contre toutes les résolu- « tions de Votre Majesté. » L'une de ses victimes fut l'estimable Melon, littérateur distingué, déjà persécuté pendant deux années entières, et finalement mis à la retraite, ou en demi-solde, vers le milieu du mois de décembre. Ceux qui échappaient à l'action directe et funeste de Cavallero, ceux qu'il ne pouvait pas tuer de sa propre main, il s'efforçait à les atteindre d'une autre manière. Le Saint-Office, dont il échauffait le zèle, se mit à l'œuvre et forgea tous ces procès qui éclatèrent quand le calme était rétabli, car il n'y avait plus de dispute nulle part. Je parlerai bientôt de ces déplorables tracasseries.

Cependant le Roi, tout en persistant à laisser une bonne partie du pouvoir à la discrétion de Cavallero, dont il croyait avoir absolument besoin pour le gouvernement et la surveillance de l'intérieur, désirait me confier de nouveau la direction du Cabinet, c'est-à-dire les affaires étrangères (le Ministère d'État). Des motifs qu'il est aisé de comprendre, un sentiment de dignité, de fierté même, si l'on veut, surtout l'opinion peu flatteuse pour moi de ceux qui, m'ayant cru véritablement disgracié lors de ma sortie du ministère, ne manqueraient pas de dire que je saisissais avidement l'occasion de me relever ; toutes ces causes réunies me rendaient peu sensible aux invitations de Sa Majesté. J'étais bien convaincu d'ailleurs que je rencontrerais des obstacles insurmontables suscités par le ministre

Digitized by Google

de *Grâce et Justice* ou par ceux qui le protégeaient. Ainsi contrarié, aurais-je pu retirer le char du Gouvernement des vieilles ornières dans lesquelles il était retombé ? Et c'est par là cependant qu'il aurait fallu commencer..... Je résistai à la tentation ; rien ne put vaincre ma répugnance. Le roi exigea que du moins je ne fusse plus avare de mes visites à la Cour, et d'abord que je lui indiquasse un bon ministre d'État. « La circonstance est grave, » disait Charles IV ; « il ne faut « pas s'éloigner de moi. » A cette époque, en effet, Bonaparte commençait à laisser entrevoir ses projets ; il voulait briser l'alliance du Portugal avec l'Angleterre et fermer à celle-ci tous les ports de la Péninsule.

Les premières personnes que je désignai à Sa Majesté à mesure que leurs noms s'offraient à ma pensée, furent D. Grégoire de la Cuesta, gouverneur du Conseil, en même temps capitaine-général de la Nouvelle-Castille, et D. Gonzalve Offaril, aussi lieutenant-général : « *Très-bons tous deux,* » dit Charles IV ; « mais je ne « sais, je n'ai de sympathie ni pour l'un, ni pour l'autre. « — Azanza conviendrait-il mieux à Votre Majesté ? — « Non, il est trop *Bonapartiste.* — Oui, Sire, mais il « aime encore plus sa patrie, » répliquai-je aussitôt. — « Passons, voyons-en d'autres. » — Je pris l'Almanach Royal (*Guia de Forasteros*), qui était sur le bureau, et je me mis à lire : « Duc d'Osuna, duc de Frias et « d'Uceda, duc del Parque, marquis de Santa Cruz, « comte de Noroña, marquis d'Iranda, D. Joseph de « Anduaga, D. Ignacio de Muzquiz, D. Nicolas Blasco « de Orozco, D. Joseph Onis, D. Joseph de Ocariz, « D. Juan de Bouligny, D. Leonardo-Gomez de Teran,

Digitized by Google

« D. Pedro Ceballos Guerra (tous Conseillers d'État).» J'allais continuer, et le Roi, m'arrêtant sur ce dernier, me dit : « Que penses-tu de Ceballos? — Sire, il est « mon cousin par alliance ; » ce fut là toute ma réponse. « Raison de plus, s'écria Charles IV, il n'en suivra que « mieux tes avis : ne crois-tu pas qu'il soit capable de « bien mener les affaires, de les mener loyalement?— « Sire, je crois que Ceballos est un homme d'honneur, « un bon montagnard (*Montañes*, c'est-à-dire né « dans les montagnes du nord de l'Espagne); il est as- « sez instruit, on lui a déjà confié des missions; mais « il n'est pas encore très-connu, et il y en a une « foule d'autres d'un mérite supérieur, et beaucoup « plus anciens que lui dans la carrière diplomatique; « si Votre Majesté venait à faire choix de Ceballos, on « supposerait qu'il y a de l'ambition et des vues inté- « ressées de ma part ; il me semble que ce pourrait être « un inconvénient. — Personne ne doit ignorer, ou « plutôt je veux que tout le monde sache, » répliqua le Roi, « que, pour la direction des affaires politiques, je « compte sur ton assistance comme Conseiller d'État, « comme un ami loyal, ou enfin, de quelque manière « qu'on l'entende; c'est toi qui, dans les circonstances « les plus difficiles, as préservé l'Espagne et la Cou- « ronne, malgré les bouleversemens de l'Europe; fais- « moi le sacrifice de tes scrupules et de ton amour- « propre même; tu vois les embarras, les soucis dont « je suis accablé.

« — Ah! Sire, ma vie, tout ce qui dépend de moi vous « appartient, disposez-en; mais lisons encore, si Votre « Majesté veut bien me le permettre. » Je nommai

Digitized by Google

plusieurs autres conseillers d'État, généraux, membres du Conseil de Castille, etc., etc.; lorsque j'achevai de lire, « Tu me jettes dans la confusion, » me dit Charles IV, « tes doutes font naître les miens; écris une « liste de noms, de noms qui vaillent, s'entend, j'y « réfléchirai; Dieu m'inspirera. »

Le sort en était jeté pour moi; on ne change pas sa destinée. Comment pénétrer dans les mystères de la Providence qui tient dans sa main la chaîne des événemens? Je refusai le ministère, et tout le fardeau en retomba sur moi à l'époque où les plus terribles dangers menaçaient de nouveau l'Europe et l'Espagne.

Ceballos fut nommé; Cavallero contre-signa le décret..... Sept ans après, l'un et l'autre concoururent à ma perte : Cavallero trahit son Roi et son pays; Ceballos trahit son ami et son bienfaiteur.

Digitized by Google

CHAPITRE V.

DE LA GUERRE DE PORTUGAL.

Depuis long-temps je voyais que le Portugal finirait par nous compromettre, et je ne cessais de le dire à Charles IV. La France et l'Angleterre se disputaient l'empire du monde; le contre-coup de la lutte se fit sentir dans toute l'Europe. L'Espagne n'avait qu'un seul moyen de sauver son indépendance : il fallait faire taire les vaines considérations de famille, soumettre de manière ou d'autre le Portugal à notre système politique, fermer ses ports à l'ennemi commun, et ôter à la France jusqu'au moindre prétexte de venir guerroyer chez nous. Ce résultat, nous aurions pu l'obtenir sans le secours d'autrui; l'occasion s'en était présentée plusieurs fois. Quand le Directoire donnait toute son attention à la guerre civile et à la guerre extérieure, il nous était facile d'occuper le Portugal; le Directoire lui-même n'eût pas été fâché de se voir, à l'occident et au midi, protégé par une nation amie et puissante, tandis que le commerce français exploiterait librement le double littoral de la Péninsule. Il ne tenait qu'à nous, je le répète, d'ajouter un assez beau fleuron à la couronne d'Espagne. Au pis aller, nous aurions pu retenir le Portugal comme un gage, en

Digitized by Google

attendant que les convulsions politiques fussent calmées. Les Anglais, dont la navigation marchande avait déjà beaucoup souffert, auraient encore perdu le point de communication par lequel ils arrivaient sur le continent pour nous inquiéter et nous menacer : dès-lors, plus de motifs de jalousie, plus de prétextes de la part de la France; nous y gagnions une augmentation réelle de pouvoir. La monarchie, compacte, arrondie en-deçà des Pyrénées, présentait une masse respectable. Si le salut de l'État doit être la loi suprême et le premier objet des soins d'un gouvernement, l'occupation du Portugal était nécessaire, juste, conseillée par la politique. Voisin dangereux, ennemi déguisé, toujours prêt à se déclarer contre nous, le Portugal, jadis province espagnole, devait rentrer sous l'autorité métropolitaine; c'était un droit de plus à faire valoir.

Mais Charles IV fut toujours inflexible : opposant la morale à la politique, il ne voulait pas se persuader que, dans un pays où sa fille était assise sur les marches du trône, on pouvait refuser sérieusement de s'entendre avec lui, de partager ses vues politiques; et le jour arriva où la force si long-temps oisive dans nos mains passa dans celles de l'étranger : celui-ci ne cherchait qu'à diriger, pour son compte et à son profit, l'entreprise que nous aurions dû achever nous-mêmes sans autre coopération.

A peine eut-on signé à Paris les préliminaires de la paix avec l'Autriche [1] que Bonaparte se vit désap-

[1] Préliminaires signés par le comte de Saint-Julien,

Digitized by Google

pointé par le désaveu de la Cour de Vienne : cette Cour exigea que l'Angleterre fût appelée aux négociations; le Premier Consul, dominé par le besoin d'une paix vivement désirée et qui affermissait son pouvoir, souscrivit à la condition imposée : 1° l'empereur d'Autriche, lié par un traité de subsides, ne pouvait agir sans le concours de l'Angleterre; 2° Bonaparte espérait obtenir un armistice qui, pendant la suspension de la guerre, lui donnerait le temps de porter du secours à Malte et à l'Égypte; mais le Cabinet anglais se refusa décidément à une trêve quelconque; le Premier Consul, cherchant alors tous les moyens de presser l'Angleterre, jeta les yeux sur le Portugal : c'était le seul côté faible par où il pouvait atteindre son implacable ennemi. La conduite du Ministère portugais fournissait des motifs suffisans. Sans remonter bien haut, sans rappeler sa déloyauté lorsqu'en 1797, il ne voulut point ratifier les conditions accordées par le Directoire (grâces à l'influence de l'Espagne [1]), et même sans par-

[1] Ce traité fut si avantageux que le Gouvernement portugais ne s'obligeait qu'à une simple neutralité vis-à-vis de la France et de l'Angleterre, sans aucune préférence en faveur de la première. Le Directoire permettait que le Portugal conservât ses rapports, ses relations commerciales, sans restriction. On avait eu égard à ce que les vins et autres productions du pays ne pouvaient avoir un autre débouché aussi profitable que les marchés d'Angleterre..... Même désintéressement de la part du Directoire dans la démarcation des limites de la Guyane; mais l'Angleterre, voulant une alliance et non pas une neutralité, força le Cabinet portugais à se dédire de sa parole donnée. L'Espagne et la France reçurent l'affront; celle ci voulut d'abord s'en venger; Charles IV détourna le coup tant que subsista le Directoire. J'ai déjà parlé de cela dans la première partie de ces *Mémoires*.

Digitized by Google

ler de la protection privilégiée que la marine anglaise trouvait constamment sur les côtes du Portugal d'où elle insultait chaque jour la marine française, Bonaparte ne pouvait oublier que le pavillon portugais se montra devant Aboukir et flottait encore devant l'île de Malte à côté du pavillon britannique. Le commerce espagnol n'avait pas moins à se plaindre. Les vaisseaux anglais se ravitaillaient dans les ports de notre funeste voisin, de là toujours prêts à s'élancer sur les nôtres.

Le Premier Consul nous proposa de joindre nos efforts aux siens pour contraindre le Portugal à renoncer à l'alliance de la Grande-Bretagne et lui fermer ses ports. Dans le cas où la persuasion et la menace n'obtiendraient rien, Bonaparte voulait employer la force des armes, s'emparer même du pays et le faire occuper par des troupes espagnoles et françaises tant que durerait la guerre. La proposition était si raisonnable et si juste qu'il n'y avait pas moyen de s'y refuser. Le Premier Consul se désistait de tout projet hostile, si les Portugais cédaient aux représentations des deux Cabinets. Il semblait ne vouloir la guerre qu'en désespoir de cause, à la dernière extrémité; et, dans ce cas, il nous demandait notre coopération, comme alliés de la France, à une entreprise dans laquelle nous étions les plus intéressés. En effet, de ce côté, l'Espagne était réellement plus exposée que la France par la coalition intime des Portugais avec l'Angleterre. Nos armes devaient nous suffire, et l'honneur national repoussait toute politique timide. Le Premier Consul nous invitait à marcher à la tête de l'entreprise; il se contentait de nous servir d'auxiliaire, et si l'Espagne, retenue par

Digitized by Google

des considérations de famille, hésitait à prendre part à la guerre, il permettait bien que nous restassions neutres dans la querelle, mais il demandait le passage libre, qu'en pareil cas des amis et des alliés peuvent et doivent s'accorder réciproquement.

Bonaparte mettait des égards, de la délicatesse, dans la manière de traiter la question. Il nous ménageait avec art, il évitait avec soin d'effaroucher notre susceptibilité, il demandait et priait en même temps: certes il ne fut pas toujours aussi gracieux pour les autres, je me plais à lui rendre ce témoignage. De prétendus historiens ont dit que le Premier Consul nous *intima un ordre impérieux de faire la guerre au Portugal*. Selon M. Viennet, Lucien Bonaparte, nouveau Popilius, apportant la guerre ou la paix dans les plis de sa robe, vint nous signifier la volonté souveraine de son frère [1]. Heureusement j'écris sous les yeux de témoins

[1] Dans le *Dictionnaire de la Conversation* (article *Badajoz*), M. Viennet parle d'abord d'une vive opposition qui choqua le Directoire. L'Espagne refusait de céder le passage demandé pour une armée française : « mais, dit-il, une volonté ferme avait suc-« cédé dans le Gouvernement français à la molle exigence des « cinq directeurs de la République; le vainqueur de Marengo, « *fortifié par la victoire de Hohenlinden*, ne voulut pas souffrir « plus long-temps que le Portugal fût une province d'Angle-« terre. » Ici M. Viennet renverse et confond toutes les dates; car la bataille de Hohenlinden ne se livra que le 8 décembre, et c'est en novembre, un mois auparavant, que Bonaparte avait adressé une proposition au Gouvernement espagnol. « Il n'at-« tendit pas même, ajoute M. Viennet, le terme des négociations « de Lunéville. Dès que les succès de Moreau lui furent connus « (l'armistice n'avait pas encore été dénoncé), il fit partir son « frère Lucien pour Madrid, et cet ambassadeur, à la façon de « la vieille Rome, y apporta les ordres du Premier Consul. » L'article de M. Viennet contient d'autres erreurs, que je serai forcé

Digitized by Google

encore vivans. M. Viennet aurait pu s'adresser aux contemporains de l'époque. Depuis la reprise de nos communications avec la France, Madrid n'avait point encore vu d'ambassadeur aussi poli, aussi mesuré que Lucien. Aucun de ses prédécesseurs n'avait moins laissé voir la rudesse ou l'orgueil d'un républicain. Pendant tout le temps de la négociation avec le Portugal, son esprit de justice et de convenance, ses intentions pacifiques, ne se démentirent pas : dès le commencement, il manifesta le désir d'arranger l'affaire à la satisfaction de l'Espagne; la conduite de M. Félix Desportes, premier secrétaire de l'ambassade française, mérita constamment les mêmes éloges. Tant de bonne grâce donnait encore plus de force à la proposition du Premier Consul; il devenait impossible de ne pas y acquiescer. Bonaparte l'avait prévu sans doute, lui qui connaissait mieux qu'un autre les grandes qualités et l'esprit séduisant de son frère. C'était en quelque sorte une finesse politique, une ruse de plus.

Parmi la suite de l'ambassadeur Lucien, on voyait des savans, des hommes de lettres, disposés à fraterniser avec les nôtres. L'Académie de Madrid accueillit avec empressement le poète Arnault [1], qui, dans son discours

de réfuter. On verra jusqu'à quel point ce pétulant académicien a poussé la légèreté, l'inadvertance, et surtout le manque de logique.

[1] Le poète Arnault-*Manlius* (à Minturnes), dès-lors membre de l'Institut, auteur des *Vénitiens*, etc., et qui plus tard a écrit, dit-on, l'*Histoire de Napoléon* et les *Mémoires d'un Sexagénaire*. L'avenir poétique d'Arnault ne pouvait pas être deviné quand il vint à Madrid en 1800; mais, à cette époque de renaissance ou de lacune littéraire, on le comptait. C'est en Espagne qu'il entreprit sa tragédie du *Roi laboureur*, dont peu de personnes se souviennent d'avoir vu la première et dernière représentation. E.

Digitized by Google

de réception, fit un éloge pompeux de Charles IV et de la Nation espagnole : prévenances étudiées, politique adroite du Premier Consul, si l'on veut; mais tout cela prouve qu'on ne venait pas *nous intimer les ordres absolus* dont parle M. Viennet.

D. Mariano-Luis de Urquijo était encore ministre des Affaires Étrangères; c'est avec lui que Lucien eut à se concerter pour les démarches à faire auprès du Cabinet de Lisbonne. On estimait impossible que ce Cabinet, à la vue d'un péril aussi pressant, voulût pousser à bout la longanimité de l'Espagne et de la France. Cependant le Portugal était sous le joug de l'Angleterre; il comptait sur la protection britannique; il se refusait à rompre une vieille alliance; il craignait de perdre ses possessions coloniales et tout ce qu'il avait de marine.... Charles IV fut profondément affligé : il vit bien que la guerre était inévitable, et, de plus, que rien n'était prêt en Espagne pour la faire; l'armée, considérablement réduite, le trésor vide, le crédit mort, la solde même inexactement payée, la plupart des régimens de cavalerie manquaient de chevaux; le matériel de guerre était dissipé, détruit, les arsenaux et magasins totalement dépourvus.

Telle était la situation ! Cependant lorsque je quittai le ministère, il y avait à peine trois ans, je laissai une armée brillante qu'on avait laissée dépérir! N'était-il donc pas évident que, sans une armée forte, bien exercée, toujours tenue en haleine, nous étions absolument livrés à la merci de l'Angleterre ou de la France? Dans cet état de faiblesse, comment oser se joindre, se montrer à nos alliés dans une guerre où l'honneur et la sû-

Digitized by Google

reté de notre pays nous ordonnaient de jouer le principal rôle, ou, pour mieux dire, de faire cette guerre nous seuls et pour notre propre compte? Nul général ne voulait se charger du commandement, si les services n'étaient point assurés; les inspecteurs de toutes les armes, voyant de près les choses, demandaient du temps pour remettre les troupes sur un pied convenable et à même de figurer sans humiliation à côté des troupes françaises.

Sur ces entrefaites, D. Mariano-Luis de Urquijo fut assez brusquement renvoyé. M. Viennet attribue cette disgrâce aux suggestions de la France, dont ce ministre contrariait les vues politiques; c'est une erreur: Urquijo ne fut jamais que le très-humble et très-obéissant serviteur du Gouvernement français.

M. Viennet dit encore ce qui n'est ni vrai, ni raisonnable, quand il nous représente, Urquijo et moi, comme les chefs de deux partis luttant l'un contre l'autre. Cette rivalité n'exista point, elle ne pouvait exister.

Il prétend que Lucien Bonaparte vint me protéger auprès du roi d'Espagne afin qu'à mon tour je protégeasse les intérêts de la France!.... Enfin, l'historien français n'ayant lu que de misérables gazettes, n'ayant recueilli que des nouvelles du coin de la rue, a saisi dans le traité de Badajoz l'occasion de me dire des injures: en quoi, du reste, probablement il n'a fait que remplir une mission commandée.....

J'ai déjà expliqué dans le chapitre précédent les circonstances et les motifs de la chute d'Urquijo: cela n'est ignoré de personne.

L'amitié que le Roi daigna me témoigner de bonne

Digitized by Google

heure et me conserva tant qu'il vécut, indépendante de tout esprit de parti, ne le fut pas moins de toute influence étrangère..... Je refusai de prendre la place d'Urquijo, comme j'eusse refusé la place de tout autre ministre. Le Roi désirait me confier de nouveau la direction des affaires publiques, c'est-à-dire le *Ministère d'État* ou des *Relations Étrangères*..... Je ne me souciais nullement de rentrer dans le chemin semé d'épines que Saavedra et Urquijo laissaient derrière eux. Cependant Charles IV, auquel je ne pouvais m'abstenir de dire mon avis quand il le demandait, voulut que je trouvasse une issue honorable pour sortir de l'embarras où se trouvait le Gouvernement.

Il s'était adressé à plusieurs membres distingués du Conseil d'État : tous s'accordaient à penser qu'on ne pouvait pas rejeter crûment les propositions du Premier Consul, d'autant plus que l'Espagne elle-même était forcée de prendre part à la guerre : 1° l'honneur national ne permettait pas d'abandonner à l'étranger l'invasion du Portugal, où la France disposerait ensuite de tout, arbitrairement et sans nous; 2° la sécurité de notre pays en dépendait : l'Espagne ne concourant pas à l'entreprise, le Premier Consul devait envoyer une armée beaucoup plus nombreuse; la Péninsule en serait inondée; les Français montreraient plus d'assurance; ils auraient une sorte d'autorité chez nous. Fallait-il laisser cette influence à un voisin tel que Bonaparte, dont la modération et la bonne foi n'étaient pas trop garanties par ses antécédens? enfin si l'Espagne se déterminait à jouer le rôle principal, les Français n'étaient plus que des auxiliaires; et le commandement

Digitized by Google

supérieur nous appartenait de plein droit. Les étrangers, reconnaissant un chef espagnol, seraient moins exigeans, plus soumis à la discipline, et la politique française restait en quelque manière subordonnée à la nôtre.

Parmi tous ces conseillers, le vieux Campomanès fit remarquer sa puissante logique et la fermeté de son caractère. « Dans les prétentions de la France, disait-« il, je ne vois rien de nouveau, rien de violent; le « même cas s'est présenté en 1762 : Charles III se joi-« gnit à Louis XV pour contraindre le Portugal à se-« couer le joug de l'Angleterre; c'était dès-lors le seul « moyen de lui faire suivre notre politique, et courir « la même chance que nous relativement aux colonies « que nous avions à conserver. Le Portugal aurait « trouvé des avantages commerciaux dans des rela-« tions plus franches, plus intimes, avec l'Espagne et « la France. En cas de refus obstiné, Charles III était « décidé à s'emparer du Portugal par la force des ar-« mes. Ce mince royaume, qui n'était jadis qu'une « fraction de la monarchie, ne peut pas se maintenir « indépendant par lui-même, et puisqu'il est con-« damné à subir les lois d'un maître, jetez un simple « coup d'œil sur la carte, toutes les incertitudes dis-« paraîtront; c'est à nous qu'il appartient, non pas à « l'Angleterre; la position géographique fait notre « droit. » Quant aux moyens pécuniaires, les conseil-lers du Roi proposaient un nouvel emprunt, s'il était possible de le réaliser sans violence, et sans trop sur-charger le pays. Campomanès soutenait même que l'emprunt serait facile et avantageux, en l'hypothé-quant sur les capitaux retenus en Amérique, d'où les

Digitized by Google

prêteurs nationaux et étrangers sauraient bien eux-mêmes les faire venir. Le comte ajoutait qu'en pressant cette négociation, il fallait s'occuper aussi avec ardeur de la réorganisation de l'armée, sans se hâter de rompre avec le Cabinet de Lisbonne, afin de ne pas l'exaspérer, et qu'il ne complétât pas avant nous ses plans de résistance ou d'attaque.

Pour mon compte, lorsque le Roi m'en parla, je répondis sur-le-champ que la guerre était inévitable, à moins que les Portugais ne consentissent à tout. Et lorsque je vis ensuite que les démarches diplomatiques ne produisaient aucun résultat, mon avis fut non-seulement de faire la guerre, mais de la commencer aussitôt, même sans attendre les Français. « Réunissons « nos forces, telles qu'elles sont : que le courage et la « loyauté des Espagnols suppléent à ce qui nous man- « que pour entrer en campagne. »

Autant j'avais insisté sur la nécessité de soumettre le Portugal et de nous l'approprier, quand cela ne dépendait que de nous, et que la France n'était pas disposée à s'en mêler, autant je trouvais de danger à tenter l'entreprise de moitié avec la France. Sans doute, l'occupation du pays par les forces combinées des deux nations serait une affaire de peu de jours, et la conquête infaillible; mais le Premier Consul voulait que les ports fussent gardés par ses troupes et par les nôtres! Dans ce cas, il fallait ouvrir notre frontière, accorder un passage libre à nos voisins, en un mot, une route militaire à travers nos provinces, et tout cela devait durer jusqu'à la conclusion d'une paix générale dont il était difficile de prévoir l'époque. On ne pouvait pas

Digitized by Google

non plus dire quelle tournure prendrait la guerre, si les Anglais venaient plus tôt ou plus tard au secours de leur allié..... Tant qu'une seule famille étroitement unie par les liens du sang et d'une politique commune régnait à la fois en Espagne et en France, il n'y avait rien à craindre du côté des Pyrénées; mais la France, aujourd'hui soumise à une dictature imprévue, n'offrait d'autre garantie que la volonté variable d'un chef dont l'ambition toujours croissante ne s'arrêtait point, tant que la fortune lui permettait de s'étendre : peu scrupuleux sur les moyens, la violence et même l'injustice ne l'effrayaient guère pourvu qu'il atteignît son but..... J'avais toujours présente à mon esprit sa conduite à Venise et à Malte..... Et même, en supposant que cette fois-ci Bonaparte voulût respecter sa promesse et les devoirs d'une alliance sincère, on savait bien qu'il ne ménageait guère ses propres amis, qu'il consommait volontiers leurs ressources, et que, soit en qualité de prêt ou de don, ce qui pour lui était à peu près égal, il les chargeait ordinairement de fournir à l'entretien de ses troupes.

A la vérité, la paix du continent semblait prochaine; toutefois, celle de l'Angleterre devenait très-douteuse... L'occupation du Portugal allait fournir à Bonaparte l'occasion de faire vivre une partie de son armée aux dépens de ce royaume et aux nôtres. En Italie, en Hollande, en Suisse et ailleurs, la méthode française était connue. « Et quel remède à cela? » disait Charles IV. « Il n'y a, Sire, qu'à nous charger nous-mêmes « de l'invasion; essayons de réduire le Portugal avant « que notre allié nous apporte son redoutable secours.

Digitized by Google

« Sa coopération sera la cause ou le prétexte de beau-
« coup d'accidens fâcheux ; entrons les premiers, toute
« la question est là ; saisissons-nous de l'objet en litige.
« Le Portugal n'a pas encore fait ses préparatifs ; peu
« importe que les nôtres soient incomplets ; les soldats
« espagnols savent faire des miracles : avec trois mille
« hommes seulement, et qui manquaient de beaucoup
« de choses nécessaires, nous envahîmes le Roussillon
« et nous obtînmes des avantages qui, plus tard, au-
« raient pu nous coûter cher. Sire, un coup de main !
« l'occasion est bonne : les Anglais sont occupés en
« Égypte ; ils ne viendront pas de si tôt défendre leurs
« amis ; ceux-ci, pris au dépourvu, ne tiendront pas. Ce
« coup hardi peut terminer la querelle, et l'interven-
« tion des Français devient inutile. — Fort bien, me
« dit le Roi ; mais l'argent ? où en trouver d'abord ? —
« L'Église est là, répondis-je à l'instant ; c'est ici l'af-
« faire du clergé ; il doit craindre plus que personne
« les allées et venues, le séjour des Français dans
« notre pays : leurs doctrines peuvent s'acclimater ;
« en France, on ne paie plus la dîme ; cet exem-
« ple doit alarmer nos bénéficiers. Demandons aux
« chapitres à compte du *neuvième extraordinaire*
« que le Pape vient de nous accorder ; ils ont le gage
« dans leurs propres mains, ils peuvent bien faire des
« avances. Leur loyauté va nous tirer de peine ; l'heu-
« reuse conclusion de cette affaire les touche de près.
« — Mais s'ils n'ont pas d'argent comptant, re-
« prit Charles IV, de quoi nous servira cette loyauté
« dont tu parles ? on aura beau les presser..... — Eh
« bien ! Sire, nous trouverons des prêteurs qui avan-

Digitized by Google

« ceront des fonds au clergé ; sa position est la meil-
« leure de toutes ; ses revenus surpassent de moitié les
« revenus de la Couronne ; le crédit de l'Église vaut
« mieux que celui du Trésor public..... En Espagne,
« on ne manque pas de capitaux, de grands capitaux
« sans emploi ; ce qui manque, c'est la confiance dans
« le Gouvernement. Mais le clergé est à peu près intact ;
« s'il veut *garantir* sur ses revenus, nous aurons de
« l'argent, et si cet argent ne suffit pas, donnons des
« remises sur l'Amérique. En dernière analyse, il faut
« finir par faire la guerre ; cherchons-en les moyens ;
« cherchons-les tout de suite, et nous gagnerons ce que
« de plus longs retards pourraient nous coûter. Occu-
« pons le Portugal, ne perdons pas une minute, pré-
« venons le secours des Anglais, prévenons également
« l'arrivée des Français ; soyons maîtres chez nous
« autant que possible.

« — Et si tu ne te mets pas à la tête, comment iront
« les choses? Veux-tu te charger de l'affaire? tu la mè-
« neras tout seul, je te donnerai tous les pouvoirs ; tu
« nous as bien tiré de la guerre contre la France ; qu'il
« en soit de même à présent : s'il ne suffit pas de t'en
« prier, je te l'ordonne. Tu me dois tout, comme tu ne
« cesses de le dire ; eh bien ! laisse là de vaines sus-
« ceptibilités, fais-m'en le sacrifice ; je compte sur
« ton dévouement. »

Ainsi la destinée m'enveloppa dans ses filets ; aurais-je pu m'en retirer? Qu'on m'accuse d'ambition pour avoir accepté ce fardeau ; j'aimais mon pays et mon maître : voilà ma réponse. Certes, l'ambition ne me poussait pas à me charger d'une entreprise dont la

Digitized by Google

reussite ne tenait qu'à un coup de dé ; il y avait mille chances contraires ; je devais échouer infailliblement, si la fortune ne venait à mon secours. Je fermai les yeux sur des dangers que d'autres plus avisés, plus égoïstes peut-être, ne voulaient pas courir [1].

Pendant qu'on s'occupait avec activité de l'armement et de l'équipement des troupes, surtout de trouver de l'argent, mon premier soin fut d'adresser au Gouvernement portugais de nouvelles instances, afin de n'avoir négligé aucun moyen de conciliation. Les Portugais connaissaient très-bien nos embarras et la faiblesse de nos moyens ; ils ne s'attendaient pas à voir le coup suivre la menace de si près. Ils appelaient en toute hâte les secours de l'Angleterre, des troupes, des subsides, et cherchaient à nous amuser par de feintes négociations. C'était réellement se moquer de nous. Dans les premiers jours de février, il était encore possible d'agir auprès de la France et de conjurer la tempête pendant quelque temps..... Charles IV écrivit de sa propre main à sa fille et au Prince-Régent, d'abord avec la tendresse

[1] L'un des généraux qui ne voulurent pas se charger de l'expédition contre le Portugal, fut D. Joseph Urrutia. C'était pourtant sur lui qu'on pouvait fonder les meilleures espérances. Il refusa, par la crainte de ne pas trouver ce qu'il fallait pour s'en tirer avec honneur. On a prétendu qu'il hésitait à servir sous mes ordres. Soit ! mes ennemis peuvent bien dire cela ; mais tout le monde a su qu'à cette époque les premiers généraux auxquels s'adressa le Roi pour organiser l'armée et en prendre le commandement (sous le ministère Urquijo), furent D Grégoire de la Cuesta, ami particulier de ce ministre, ensuite Urrutia, et que ni l'un ni l'autre n'accepta cette mission Le prince de Castel-Franco s'y refusa aussi. Ma nomination n'eut lieu que longtemps après, vers la fin de janvier 1801.

Digitized by Google

la plus cordiale; enfin il alla jusqu'à la menace; tout fut inutile : amitié, liens de parenté, rien n'y servit; il fallut donc recourir à la guerre; elle fut déclarée le 28 février 1801 [1]. La Cour de Lisbonne, d'abord indécise ou plutôt feignant de le paraître pendant qu'elle rassemblait ses moyens de défense, nous répondit à la fin avec une décision et une énergie qui nous étonnèrent. On appelait aux armes la nation tout entière. C'était une levée en masse, comme dans les temps d'autrefois. On convoquait les *milices;* on ressuscitait les *vieilles ordonnances* (le ban et l'arrière-ban [2]). L'Angleterre envoya d'abord un subside de 300 mille livres sterling; les églises, le Roi lui-même, firent porter des chariots chargés d'or et d'argent à l'hôtel de la Monnaie.

[1] Parmi les fausses assertions insérées dans l'ouvrage posthume du général Foy (*Guerre de Napoléon dans la Péninsule*), on trouve celles-ci : *Le Prince de la Paix empêcha un arrangement pacifique entre l'Espagne et le Portugal.* C'est au contraire pour conserver la paix, et surtout pour éviter le danger d'ouvrir notre frontière à une armée française, qu'on perdit deux mois de plus en négociations inutiles; délais qui donnèrent le temps aux Portugais de se préparer à la défense et de recevoir des secours. On connaît assez les démarches officieuses de notre Cabinet auprès de celui de Lisbonne, pour l'amener à des sentimens plus raisonnables. Tous les moyens de douceur furent employés pour temporiser, malgré les instances du Premier Consul qui voulait absolument la guerre.

[2] En vertu des lois fondamentales du royaume, tout Portugais doit être soldat jusqu'à l'âge de soixante ans, dès qu'il s'agit de la défense du pays. La population mâle se divise en compagnies de deux cent cinquante hommes. Chacun doit se pourvoir d'un bâton ferré garni d'une pointe en fer (*chuzo*), sans compter les autres armes qu'il peut se procurer. Presque tous ont des fusils. Occupant les hauteurs, les gorges, les défilés, les terrains boisés, difficiles, ils font volontiers une guerre de partisans, ennemis

Digitized by Google

L'armée, ravitaillée avec prodigalité, reçut une augmentation de solde. « Portugais, » disait le Prince du Brésil dans son arrogant manifeste, « on veut vous « humilier, s'emparer de vos ports, de votre com- « merce..... Une nation qui sut résister aux Romains, « conquérir l'Asie, s'ouvrir des routes nouvelles sur les « flots de l'Océan, briser le joug de l'Espagne, recou- « vrer son indépendance et la conserver à force de « combats, cette nation saura braver aujourd'hui de « nouveaux périls et reproduire les hauts faits de son « histoire ancienne : aux armes, Portugais! faisons « voir à nos ennemis que les enfans ont hérité du cou- « rage de leurs pères!!! »

L'armée portugaise conservait sous le drapeau une bonne partie des vétérans qui étaient venus combattre avec nous dans les Pyrénées. Lorsque ensuite, après la paix de 1795 (toujours grâce à notre médiation), la France condescendit au traité de neutralité signé à Paris par D. Antonio Araujo de Azevedo, le Cabinet de Lisbonne refusa de le ratifier. Crai-

plus dangereux que la troupe de ligne. Dans la guerre d'*acclamation*, en 1641, le Portugal ne dut son salut qu'à cette milice populaire dont l'ardeur ne se ralentit pas durant vingt-sept campagnes consécutives. Dans la guerre de *succession* de 1704 et 1705, cette même milice paralysait tous les efforts de Philippe V. On leur prit beaucoup de places, mais on ne put jamais posséder le pays ouvert. En 1762, le marquis de Sarria, le prince de Beauveau, le comte d'Aranda, éprouvèrent les mêmes difficultés. L'unique succès de quelque importance obtenu par les armées réunies de l'Espagne et de la France fut la prise d'*Almeida*. Le général portugais, comte de la Lippe, se borna constamment à faire une guerre de *positions*, de *marches* et *contremarches* multipliées; mais la milice populaire ne cessa de nous harceler, et nous causa des pertes considérables.

Digitized by Google

gnant alors le ressentiment de la France, et décidé à ne point se séparer de l'Angleterre, ce Cabinet s'occupa sérieusement d'augmenter ses forces militaires. Le ministre D. Louis Pinto compléta l'organisation de l'armée; le pays fut mis sur un très-bon pied de défense. Quarante mille hommes de toutes armes composaient l'armée régulière ou de ligne, sans compter les milices. Il y avait en outre à cette époque quatre régimens d'émigrés français, Dillon, Castres, Mortemart et Loyal-Émigrant, avec un détachement de dragons anglais. Le duc d'Alafoëns fut chargé du commandement général. Parmi les autres chefs, on citait avec distinction le général Frazen, sous les ordres duquel servaient les troupes étrangères; les généraux João Dordaz, Miguel Pereyra, Forjaz Gomez Freyre d'Andrade, le marquis d'Alorna, le comte Goltz, Carlet de La Rosière, Jules-César-Auguste de Clermont, Mathias-Joseph Diaz Acedo, et beaucoup d'autres officiers qui avaient acquis de la réputation dans les campagnes de 1793 à 1795. On pressait l'Angleterre d'envoyer au plus tôt les secours promis; mais l'attention du Cabinet de Saint-James était absorbée en ce moment par ce qui se passait en Égypte : il tâchait d'éluder ses engagemens; il affectait d'exiger pour première condition que toutes les forces nationales ou étrangères fussent commandées par un général anglais. L'amour-propre des Portugais repoussait une prétention aussi humiliante. Les deux Cabinets discutaient encore cette question délicate, lorsque le signal de la guerre fut donné par nous.

Digitized by Google

CHAPITRE VI.

SUITE DU PRÉCÉDENT. — MARCHE VICTORIEUSE DES ESPAGNOLS. — TRAITÉ DE BADAJOZ. — DIFFICULTÉS SUSCITÉES PAR LE PREMIER CONSUL. — LE GOUVERNEMENT SOUTIENT LE TRAITÉ QU'IL A FAIT AVEC LE PORTUGAL, ET S'OPPOSE A DE NOUVELLES HOSTILITÉS DE LA PART DE LA FRANCE. — ACQUIESCEMENT DE BONAPARTE. — LA COUR DE MADRID DEMANDE L'ÉLOIGNEMENT DES TROUPES DE LA RÉPUBLIQUE. — CES TROUPES SORTENT DE L'ESPAGNE. — OBSERVATIONS.

Quand le Prince Régent publiait son manifeste (26 avril), déjà nos troupes bordaient la frontière du Portugal et menaçaient à la fois les Algarves, l'Alentejo et le Minho, n'attendant plus que l'ordre de marcher en avant. La droite du Tage, vis-à-vis du Beira et du Tras-os-Montes, était réservée aux Français; ils n'avaient point encore passé la Bidassoa.

Tout ce qu'on avait pu rassembler de forces disponibles, sans dégarnir les places ni le camp de Saint-Roch ou le littoral de l'Andalousie, s'élevait à soixante mille hommes, en comptant les chasseurs et les grenadiers des milices provinciales.

Voici quel était l'emplacement de nos troupes :

En Galice, vingt mille hommes, sous les ordres du marquis de Saint-Simon, devaient, au besoin,

Digitized by Google

suivre le mouvement général et observer l'allure des troupes françaises, dès qu'elles entreraient en ligne.

Sur les confins de la province de Séville (Ayamonte), dix mille soldats, commandés par D. Joseph de Iturrigaray, prêts à s'élancer sur les Algarves. Ces deux corps d'armée recevaient leur direction de mon quartier-général.

En Estrémadure (point central de la ligne), un corps de trente mille hommes, sous mes ordres immédiats.

Bonaparte aurait bien voulu diriger cette guerre à sa fantaisie : Gouvion-Saint-Cyr reçut le titre d'ambassadeur extraordinaire, avec la mission ostensible de nous aider de ses lumières et de son expérience. Il devait, en même temps, conseiller Leclerc, général de l'armée auxiliaire. La haute réputation de Saint-Cyr semblait lui donner des droits au commandement supérieur, ce qui aurait placé notre armée sous sa main; telle était certainement la pensée du Premier Consul; mais Sa Majesté devina les prétentions qui pourraient s'élever à cet égard, et songeant bien plus à l'honneur national et à la sécurité du pays qu'à relever ma personne par une dignité nouvelle, Charles IV, afin d'écarter toute espèce de rivalité, toute idée de prééminence de la part des généraux étrangers, se hâta de me conférer le titre et le rang de Généralissime [1].

Saint-Cyr déjà si distingué dans la carrière des armes, n'était pas moins recommandable par la sagesse de son esprit et la noble simplicité de ses manières. Il

[1] Ainsi s'explique et devient toute simple cette dignité de *généralissime*, sur laquelle on a fait tant de mauvaises plaisanteries. E.

Digitized by Google

nous communiqua son plan de campagne, sans prétention, sans air de supériorité, avec une confiance modeste, mais puissamment raisonnée. Nous adhérâmes volontiers à sa proposition de laisser aux troupes françaises le soin d'agir sur la droite du Tage. La rive gauche restait pour notre compte. Saint-Cyr voulait que l'armée espagnole ne fît aucun mouvement jusqu'à l'arrivée du général Leclerc. « Ainsi, disait-il, « l'invasion aura lieu simultanément et d'un commun « accord sur toute la ligne. »

« Mais, lui répondis-je, c'est nous que l'affaire « regarde principalement : vous n'êtes ici que comme « auxiliaires ; c'est à nous qu'appartient l'honneur « d'ouvrir la campagne. Nos ennemis diraient que, « sans votre appui, nous n'en aurions pas eu le « courage ni les moyens. » Il fallut bien que Saint-Cyr se rendît à ce raisonnement. Je partis aussitôt pour Badajoz (dans les premiers jours de mai). Les heures étaient des siècles pour moi, tant il me tardait d'arriver à mon quartier-général!

Je trouvai tout en état, excepté l'artillerie et le matériel du train de campagne qui cependant arrivaient à la file. On attelait chevaux, mules, mulets, bœufs, les ânes même, n'importe quoi, pourvu que l'on marchât. Aussi les magasins s'emplissaient d'un moment à l'autre ; l'abondance régnait ; le bon ordre établi dans les caisses et la régularité des paiemens assuraient tous les services ; l'armée était bien chaussée, bien vêtue ; deux mois de solde, comptés par anticipation ; l'enthousiasme, la gaîté du soldat, promettaient d'heureux succès ; les chapitres ecclésiastiques répon-

Digitized by Google

daient à l'appel, chacun suivant ses moyens: le commerce faisait l'avance des fonds qui devaient lui être remboursés plus tard. Je me plais à le dire: le commerce espagnol ne fut jamais sourd à mes invitations; il connaissait mon exactitude à dégager honorablement ma parole une fois donnée. Et pourquoi ne le dirais-je pas? quelle que soit ma part individuelle dans l'éloge commun, dois-je, par une fausse modestie, craindre de louer ces Espagnols si généreux, si magnifiques quand on les traite avec bienveillance, avec honneur, avec les égards qu'ils aiment et qu'ils méritent? Pour moi, je n'humiliai, je n'intimidai personne; je n'employai ni la rigueur, ni la menace; et tous les cœurs, tous les coffres-forts s'ouvrirent à ma voix pour le service de l'État.

Les premiers jours de mai furent employés à compléter nos préparatifs militaires. Tous les corps prirent position; l'avant-garde, sous les ordres du marquis de la Solana. L'armée du centre se composait de quatre divisions; la première, commandée par D. Diègue de Godoy, mon excellent frère; la deuxième, par D. Ignace de Lancastre; la troisième, par le marquis de Castelar; la quatrième, par D. François-Xavier de Negrete. Diverses troupes qui arrivaient successivement de l'intérieur formaient la réserve.

Sans plus attendre, et à la garde de Dieu, je mis la main à l'œuvre. Le 20, jour fixé pour le mouvement, l'armée déboucha sur le territoire portugais avec un grand appareil et balaya tout devant elle. L'ennemi se repliait; les garnisons de Yelves et de Campo-Mayor s'enfermèrent dans ces places, qu'on résolut d'as-

Digitized by Google

siéger toutes deux à la fois. Olivenza, Jurumenha, reçurent ce jour même l'intimation de se rendre, et n'attendirent pas l'assaut que le marquis de Castelar menaçait d'effectuer. L'une et l'autre capitulèrent, d'abord Olivenza; quelques heures plus tard, vers minuit, Jurumenha [1]. La garnison de Campo-Mayor défendit un moment les dehors de la place, sous la protection du feu des remparts et d'une batterie placée sur la hauteur du bois; mais notre artillerie à cheval parvint à démonter cette batterie; les troupes détachées de l'avant-garde poussèrent l'ennemi jusqu'au pied des murs. Nos tirailleurs pénétrèrent dans les jardins, même dans les fossés...

Le gouverneur de Yelves répondit à une sommation de rendre la place, comme devait le faire le gardien de l'une des principales forteresses de l'Europe.

Celui de Campo-Mayor, place presque aussi difficile à prendre que Yelves, fit une égale réponse. Dès le lendemain il fut bloqué par la division du général Negrete. Yelves l'était aussi complétement; la division de Lancastre occupa Santa Olalla, Barbacena, San Vicente, tous les autres points qui servaient d'appui ou de communication à la place. Le duc d'Alafoëns, immobile dans son quartier-général, fit replier sa division de droite et plaça son avant-garde en arrière d'Arronches, sa cavalerie à Alegrete et le reste de ses troupes en échelons jusqu'à Porto Alegre.

[1] Cette dernière place n'était point en mauvais état, mais, à Olivenza, quoique les neuf boulevards fussent déjà réparés, les fossés et les ouvrages extérieurs n'avaient pu l'être encore : quinze jours plus tard nous aurions trouvé de la résistance.

Digitized by Google

Je m'attendais à une action sérieuse; elle pouvait devenir même assez critique pour nous, si les garnisons des places que nous avions dépassées voulaient seconder le mouvement offensif du général en chef portugais.

Cependant on ne cessait de battre Campo-Mayor avec obstination, sans suivre toutefois les règles d'un siége formel, nos troupes n'ayant d'autre abri, d'autre défense que leur courage et leurs armes. Nous étions au 28; le duc d'Alafoëns avait désigné le 30 pour nous attaquer. Je résolus de le prévenir et je marchai le 29 sur Arronches. La garnison était d'environ deux mille hommes de vieilles troupes. Soit qu'il jugeât la défense impossible sans le concours des troupes qu'il espérait voir arriver le 30, soit plutôt qu'il crût l'attaque générale déjà commencée sur d'autres points, le gouverneur de Campo-Mayor sortit de la forteresse et se déploya devant nous dans la plaine. On voit qu'il s'attendait au moins à la prompte apparition de l'avant-garde portugaise sur laquelle il comptait; il avait bien calculé. Cette avant-garde se montra effectivement avec la cavalerie sur ses deux ailes. Nos troupes légères et quelques escadrons de la première division mirent en fuite ceux qui venaient au secours de la brave garnison d'Arronches; leur cavalerie ne soutint pas même un premier choc; elle tourna bride tout-à-coup et jeta le désordre dans l'infanterie, au lieu de la protéger. Ainsi la garnison, déjà coupée de la place, tâcha de tenir de position en position, s'attendant toujours à être secourue et s'efforçant de nous arrêter; résistance inutile. Trois mille hommes restèrent sur le champ de bataille, morts ou blessés; il y en eut à peu

Digitized by Google

près autant de prisonniers; le reste eut bien de la peine à se sauver à la faveur des difficultés naturelles du terrain, couvert de broussailles et dont les sentiers leur étaient plus familiers qu'à nous. Arroches nous fut abandonné.

L'ennemi, poursuivi par notre avant-garde, la première division et une demi-brigade d'artillerie à cheval, se rejeta précipitamment sur le gros de son armée; déroute complète. Le camp de la Espada, où étaient les principales forces et vers lequel on se réfugiait d'abord de tous côtés, resta désert. Il s'éleva un épais brouillard; la confusion devint telle parmi les fugitifs, que dans l'obscurité ils se fusillaient entre eux. Asuma, Alegrete, Porto Alegre, furent occupés par nous; les champs étaient couverts de fusils, de havresacs; artillerie, munitions de guerre, provisions, tentes du quartier-général, la caisse de l'armée, tout tomba en notre pouvoir; et le combat n'avait duré qu'un moment. Il y eut peu de prisonniers, parce qu'ils partaient de loin. Le duc d'Alafoëns se retira lui-même sur Gavira, où il put réunir encore à peu près douze mille hommes. Il perdit assez de monde par la désertion.

Chaque jour un nouveau succès; cette course triomphale ne s'arrêta que le 6 juin. Déjà le 2, Castel d'Ovide s'était rendu sur la simple menace d'un assaut: le 4, tous les magasins principaux de l'armée portugaise furent pris à Flor de Rosa, mais non sans une vive résistance. Le marquis de Mora, avec quelques escadrons, quatre pièces d'artillerie, et environ deux mille hommes d'infanterie légère, poursuivait l'en-

Digitized by Google

nemi dans sa retraite sur Crato, où celui-ci parut vouloir se réunir et nous attendre.

En arrivant à Flor de Rosa, Mora trouva devant lui un fort détachement qui avait pris position derrière le mur d'enceinte, et qui de là, protégé par une batterie, dominait la plaine et balayait le chemin royal. Le général portugais s'appliquait surtout à faire évacuer les magasins de Flor de Rosa; cinquante fourgons chargés commençaient à filer quand nos troupes attaquèrent impétueusement. La batterie fut enlevée à la baïonnette; le chemin royal une fois en notre pouvoir, l'ennemi se trouva coupé, cerné sans autre issue que les précipices et les hauteurs escarpées derrière lui. Tout ce qui essaya de s'ouvrir un passage, ou de se retirer avec quelque ordre militaire, fut fait prisonnier dans le village même, y compris le général et un grand nombre d'officiers. Les dragons anglais, sur lesquels on comptait beaucoup, disparurent dès le commencement de l'action. Ici, encore une fois, artillerie, munitions de guerre, magasins considérables, nous prîmes tout. Les fuyards portèrent l'effroi jusqu'à Crato où l'on crut aussi avoir les Espagnols à la porte, et les troupes s'éparpillèrent...

Forcé de céder à ce mouvement panique, le duc d'Alafoëns assigna son quartier-général à Abrantès; l'armée portugaise réduite à la moitié de son premier effectif, après avoir passé le Tage, essayait de s'y rallier entre le fleuve et la ville.

Compo-Mayor se rendit [1]; la place d'Oguella capi-

[1] Sans brèche ouverte; mais toutes ses batteries étaient dé-

Digitized by Google

tula ce même jour. Il ne nous restait plus à prendre que celle d'Yelves pour dominer entièrement l'Alentejo. L'artillerie de siége était arrivée de Séville ; notre ligne s'étendait de droite à gauche depuis Seba jusqu'au Guadiana, par Louva, Alpathon, Golfete, Monte-Camino, Aldea-de-Mata, Soda, Ezvedal, Onyeiro, San Gregorio, Evora, Provenza Mayor et Rio-Perala.

L'armée se disposait à passer le Tage... On demanda la paix : la cour de Lisbonne souscrivait à toutes les conditions que le Roi avait proposées dès le commencement. J'étais muni de pleins pouvoirs de Sa Majesté ; de commun accord avec l'ambassadeur français, Lucien, *qui voulut assister à toutes les conférences*, il fut convenu de signer *deux traités*, l'un entre le Portugal et l'Espagne, et l'autre entre le Portugal et la République ; celui-ci sur les mêmes bases que le premier, avec la garantie réciproque des deux nations alliées, comme si elles n'en faisaient qu'une, sauf les articles spéciaux qui seraient stipulés relativement aux

montées, tous les ouvrages, en face de notre front d'attaque, entièrement détruits, et beaucoup d'édifices ruinés. Cependant nous n'avions pas les moyens de régulariser le siége; il nous manquait de la grosse artillerie pour battre en brèche, n'ayant que six pièces de 24 ; on tâcha d'y suppléer par des batteries volantes qui incommodaient les assiégés : six pièces de 16, un mortier conique de 10 pouces, un de 12, et deux obusiers de 8; voilà toutes nos ressources. Le siége dura seize jours; on jeta 5,076 boulets de 24 ; 3,266 de 16 ; 182 bombes de 9 pouces, lancées par le mortier de 10, faute d'en avoir de 9 ; 75 de 12, et 1,217 grenades de 8 et de 6 pouces. Le feu des assiégés fut moins vif de beaucoup. Sans la déroute de l'armée principale, Campo-Mayor aurait tenu plus long-temps.

Digitized by Google

intérêts particuliers et accessoires concernant l'Espagne ou la France [1]. L'article essentiel, base des deux traités, avait pour but l'exclusion des bâtimens et du commerce anglais, ce qui était offert et accepté sans aucune réserve par le prince régent et pour tous ses États. Les articles accessoires, proposés ou imposés par Lucien, à l'égard de la France, furent discutés et réglés avec le ministre portugais D. Luis Pinto de Souza Coutinho. Il s'agissait d'une démarcation de limites dans la Guyane et d'un traité de commerce entre les deux nations, plus un article spécial concernant les indemnités.

Dans le nôtre,

1° L'aggrégation perpétuelle d'Olivenza et son territoire à la couronne de Castille;

2° La restitution à celle de Portugal des places et districts de Jurumenha, Arronches, Portugalete, Castel d'Ovide, Barbaçena, Campo-Mayor, Oguella, avec tout le reste du pays conquis. En outre il était convenu que le gouvernement portugais empêcherait qu'il y eût désormais aucun dépôt de marchandises de contrebande le long de la frontière; qu'il nous indemni-

[1] Je proposai cette manière de traiter simultanément d'accord avec la France, mais par *deux actes* séparés, sous le prétexte qu'il y aurait des articles particuliers concernant exclusivement chacune des deux puissances, et qu'il ne fallait pas compliquer ces articles dans un seul et même acte. Cette manière arrangeait très-bien l'ambassadeur français qui avait l'ordre d'exiger des indemnités de la part du Portugal, pour frais d'armement et réparations d'insultes et dommages, etc. Mon intention, à moi, était que le traité fait avec l'Espagne, séparément, n'eût pas besoin d'être ratifié par le Premier Consul.

Digitized by Google

serait des pertes et dommages que sa connivence avec les Anglais avait occasionnés aux sujets de Sa Majesté Catholique ; que toutes les prises *non légales* seraient restituées, de part et d'autre ; qu'on rembourserait à l'Espagne les frais de l'entretien des troupes portugaises pendant la guerre des Pyrénées, ces frais n'ayant pas encore été payés depuis cette époque ; enfin, le rétablissement de l'alliance défensive qui existait entre nous et le Portugal avant la guerre. Ce traité serait rédigé, conçu dans l'esprit du système et des engagemens qui unissaient l'Espagne et la France. A toutes ces clauses j'en ajoutai une (le neuvième article) ; la voici : « Sa Majesté Catholique garantit à Son Altesse Royale « le Prince Régent de Portugal, la conservation intégrale de tous ses États, sans exception ni réserve. » Clause qui, au premier coup d'œil, semblait n'avoir d'autre objet que de prévenir tout envahissement de la part de l'Angleterre ; mais elle n'était pas moins applicable à tout empiétement de la part des Français, si, comme on pouvait le craindre, le Premier Consul refusait de ratifier le traité signé par son frère, en même temps que nous faisions le nôtre.

C'est ainsi que dans les négociations politiques et sur le champ de bataille, je tâchais de répondre à la confiance dont le Roi m'avait honoré. Le général Foy (*Histoire de la guerre de la Péninsule*, tome II, page 96) dit avec ironie, « qu'il m'était venu une fantaisie de gloire militaire, et qu'on ne pouvait pas trouver une occasion plus favorable d'en obtenir à bon « marché. » Si c'était une simple fantaisie, s'il s'agissait de satisfaire un caprice, qui m'empêchait d'aller

Digitized by Google

plus loin, de passer le Tage et d'arriver à Lisbonne avant que les Français n'eussent atteint la lisière du Portugal? Et pourquoi ne donnai-je pas au marquis de Saint-Simon, dont les forces étaient bien supérieures à celles des Portugais, l'ordre de s'avancer jusqu'à Oporto et de s'en emparer? Il n'y avait pas non plus de troupes dans les Algarves pour arrêter la marche de la division d'Andalousie sur Faro et Tavira... Il suffisait d'appeler nos milices réglées qui n'attendaient que l'avis de se mettre en route pour aller occuper et garder le territoire conquis... Certes, la tentative de prendre un royaume en quelques jours et pour ainsi dire, en courant, aurait pu me séduire comme un autre, et j'aurais ambitionné cette gloire facile ou non, si l'honneur et le bénéfice de la conquête en eussent dû appartenir exclusivement à ma patrie; mais je préférai d'autres succès moins brillans, il est vrai, toutefois plus certains et beaucoup plus utiles. J'épargnais à l'Espagne l'embarras et le souci d'avoir à liquider un partage quelconque avec un associé tel que Bonaparte; je délivrais la Péninsule du séjour indéfiniment prolongé des troupes françaises; j'enlevais tout prétexte aux caprices d'un brocanteur de peuples et de provinces qui se faisait un jeu de les remuer comme les pions d'un échiquier. Telle fut la fantaisie qui me vint, la gloriole dont j'étais préoccupé! Oui, je l'avoue, pour moi, je ne vis là qu'une affaire de conscience et de moralité. Je ne calculai que l'intérêt positif de mon pays; triomphe modeste auquel tant d'autres préfèrent des lauriers arrosés de sang et de larmes!

Digitized by Google

Quoi qu'on en dise, nous avions fait un *traité de paix :* premier obstacle vaincu ; mais il nous fallut bientôt défendre ce *traité :* seconde lutte plus sérieuse que la première avec les Portugais.

Bonaparte crut arriver à temps pour empêcher Charles IV de ratifier le traité de Badajoz. Il refusa nettement d'approuver celui qu'avait signé son frère [1]. Le général Saint-Cyr reçut l'ordre d'en prévenir immédiatement le Roi et de l'engager à recommencer les hostilités. La diligence du Premier Consul fut vaine, Charles IV avait déjà ratifié. Cependant pour le soustraire aux sollicitations de Saint-Cyr, je demandai et j'obtins que le Roi vînt personnellement à Badajoz saluer et remercier son armée. Dès qu'il fut auprès de moi, je n'eus plus d'inquiétude. Saint-Cyr, trouvant toutes les issues fermées, contremanda le mouvement des divisions françaises déjà prêtes à franchir la frontière du Beyra. « Les motifs de l'invasion (je l'écrivis « à Saint-Cyr) n'existent plus ; l'armée française devait « nous aider comme auxiliaire dans cette entreprise, « et l'entreprise est achevée ; le but est donc rempli. « Le Portugal a secoué les liens qui l'attachaient à « l'Angleterre ; les Princes de Lisbonne sont les enfans « du Roi d'Espagne qui les couvre de sa bienveillance « paternelle. » La lettre suivante prouve que Saint-

[1] Tous ceux qui ont écrit sur cette affaire se sont trompés grossièrement. Ils disent que Bonaparte ne voulut pas ratifier le *traité de l'Espagne*. Ce traité, je le répète, fait séparément, distinct de celui de la France avec le Portugal, n'avait nul besoin d'être soumis à la ratification du Premier Consul, celui-ci n'ayant qu'à ratifier le traité souscrit par son ambassadeur (Lucien).

Digitized by Google

Cyr avait perdu l'espoir de remplir sa mission et de changer notre politique. Cette lettre est adressée au ministre de la guerre, Berthier [1].

Ciudad Rodrigo, 11 messidor an IX de la République française (30 juin 1801).

Le général Gouvion Saint-Cyr au citoyen Berthier, ministre de la guerre.

« J'ai reçu, Citoyen-Ministre, la lettre par laquelle « vous m'avez annoncé que le Gouvernement n'avait « point ratifié le traité de paix fait avec le Portugal [2]; « d'après les instructions que vous me donnez, je « pense que vous n'avez point encore été prévenu que « le Roi d'Espagne s'était empressé de ratifier ledit traité [3], *ce qui nous jette dans un grand embarras, car je suis persuadé qu'il sera très-difficile, s'il n'est pas impossible, de le faire revenir de cette démarche.*

« Le Premier Consul verra jusqu'à l'évidence que « les personnes qui entourent le Roi d'Espagne lui « donnent de pernicieux conseils, et sont la plupart « vendus à l'Angleterre.

« Nous attendons de vous les nouvelles instructions

[1] L'original est au Dépôt de la guerre (correspondance officielle des armées d'Espagne et de Portugal en 1801).

[2] Il s'agit ici du *traité* fait par Lucien.

[3] Saint-Cyr ignorait probablement alors qu'il y avait un traité à part entre le Portugal et l'Espagne, et que le Roi n'avait à ratifier que celui-ci, et non pas le *traité de Lucien comme ambassadeur français.*

Digitized by Google

« que les circonstances où nous nous trouvons néces-
« sitent; croyez que le gouvernement espagnol peut
« se porter aux mesures les plus extrêmes. »

« Salut et respect.

« Signé, Gouvion-Saint-Cyr. »

La division française resta donc immobile sur la lisière du Portugal. Saint-Cyr ne discontinua point ses efforts, mais il y perdit sa peine. L'irritation de Bonaparte fut vive pendant quelques jours. Le Ministre portugais envoyé à Paris avec de pleins pouvoirs, à l'effet de négocier directement avec le Premier Consul, ne put pas obtenir l'avantage de le voir, ni même la permission de demeurer en France. Saint-Cyr remit une note assez modérée dans la forme, mais au fond très-énergique : « L'Espagne, disait-il, a pu se con-
« tenter des satisfactions données par le Portugal en
« ce qui la concerne; mais la France n'est nullement
« satisfaite; elle ne doit pas laisser impunies les injures
« et les offenses commises à son égard avec autant de
« bassesse que de perfidie. On ne saurait compter sur
« la foi d'un traité imposé par la force des armes; le
« gouvernement de Lisbonne déchirera le contrat à
« l'instant où l'Angleterre lui en donnera l'ordre. Si,
« par votre traité, le Prince Régent se trouve en pleine
« et pacifique possession de ses États, il ne nous reste
« plus de moyens pour obliger l'Angleterre à écouter
« le vœu de la paix. L'occupation d'une partie du
« Portugal, ou plutôt l'occupation du royaume entier,
« mettrait dans les mains de la France et de l'Espagne
« un gage équivalent à toutes les acquisitions faites

Digitized by Google

« par les Anglais dans le cours de la guerre (en y « comprenant même l'île de la Trinité enlevée à l'Es- « pagne, et dont il fallait demander la restitution). Le « gouvernement de Madrid veut-il s'en tenir pour « son compte au traité qu'il vient de souscrire ; soit ; « mais, dans ce cas, il ne doit point empêcher la « France d'user de son droit de faire elle-même la « guerre au Portugal. Que l'Espagne demeure neutre ; « soit encore ; mais la garantie de l'intégralité des États « du Portugal, généreusement promise par Sa Majesté, « n'ôte point à la France son droit acquis de pour- « suivre cette guerre jusqu'à ce que son objet soit « complétement atteint. »

Après ce raisonnement assez vif, Saint-Cyr faisait valoir d'autres considérations. « L'intention du gou- « vernement français, ajoutait-il, n'est pas de faire des « conquêtes, moins encore de les garder ; il veut seu- « lement occuper le pays jusqu'à la paix maritime, « contrecarrer l'Angleterre, gêner son commerce, et « lui enlever son influence sur le Cabinet de Lisbonne. « Ne serait-il pas déplorable que, par une prédilection « obstinée en faveur d'un ennemi (car le Portugal « plus ou moins déclaré sera toujours l'ennemi de « l'Espagne), ne serait-il pas bien déplorable, je le « répète, que cette obstination vînt troubler la bonne « intelligence si heureusement rétablie entre les deux « nations, et détendît les liens qui les unissent? Le « gouvernement français manquerait à son devoir « si, par condescendance envers cet ennemi reconnu, « l'esclave né de l'Angleterre, asservi par une longue « habitude aux volontés de cette puissance, on laissait

Digitized by Google

« encore à la disposition du Portugal tous les moyens « de nuire à la France et à l'Espagne. Rien n'était plus « naturel entre les deux nations que de réunir leurs « efforts pour empêcher l'alliance des Portugais avec « les Anglais, alliance formée dès son principe en « dépit et contre les intérêts des cours de Madrid et « de Versailles[1]. D'après ces motifs, comptant sur « l'adhésion franche et sincère du gouvernement es- « pagnol lié par l'intérêt commun avec celui de France « depuis cinquante ans[2], et disposant aussi du passage « libre accordé par Sa Majesté Catholique aux troupes « de la République, le gouvernement français allait « doubler les forces de son armée, afin d'occuper mili- « tairement le Portugal jusqu'à la paix générale, soit « conjointement avec les troupes espagnoles, soit avec « les siennes seules. C'est la seule manière d'obtenir « les justes réparations que la France, la Hollande et « l'Espagne elle-même avaient le droit de demander « aux Anglais. Au reste, ajoutait Saint-Cyr en finissant « cette longue note, il ne sera touché en aucune façon à « la couronne de Portugal; la France veut lui offrir « au contraire son alliance : elle joindra sa garantie « à celle de Sa Majesté Catholique pour assurer au

[1] On sait que le traité d'alliance perpétuelle entre le Portugal et l'Angleterre fut célébré par le Roi D. Pedro II pendant la guerre de la *succession*, en 1703, et que cette transaction signée à Lisbonne avait pour but de fortifier le Portugal contre la supériorité de l'Espagne, si les fils de Louis XIV venaient à s'y établir.

[2] La note de Saint-Cyr allait encore plus loin, et rappelait avec prolixité tous les antécédens de l'alliance formée contre le Portugal en 1762, et de la guerre qui fut soutenue, à cette époque, par les deux cours de Versailles et de Madrid.

Digitized by Google

« Prince-Régent l'intégrité de ses États et toute sorte « d'avantages et concessions en faveur du commerce « portugais. Cette alliance, renforcée par celle de la « Hollande et d'autres puissances prêtes à s'y joindre, « assurerait la paix et la liberté maritime. L'Espagne, « riche en possessions coloniales, y gagnera le plus; le « Portugal, à proportion; et celui-ci au prix d'une « rigueur momentanée et salutaire, acquerra finalement « son indépendance avec le libre usage de son in- « dustrie et de ses produits. »

On peut trouver ce raisonnement assez plausible; mais l'ambassadeur français parlait au nom d'un Dieu qui n'avait pas juré par le Styx. Je fis la réponse, étant à Merida, et je l'envoyai sans retard, polie, mais ferme, comme il était convenable. « La paix est faite : il y a un acte solennel; la parole du Roi est engagée, non par une erreur ou par une surprise, mais après mûre réflexion, avec pleine connaissance de cause et l'assentiment du plénipotentiaire français qu'on ne soupçonnera pas d'avoir excédé ses pouvoirs, ni mal compris ses instructions quand il traitait conjointement avec nous. Il est d'ailleurs évident que cet acte remplit toutes les conditions fixées par les deux puissances; qu'il avait d'abord été convenu à Madrid d'amener le Portugal, soit par la persuasion, soit par la force, à fermer ses ports et renoncer à l'alliance britannique... C'est avec ce double but et pour cela seulement que chacun a voulu faire la guerre, c'est-à-dire que, si le Portugal s'obstinait à repousser notre demande, les troupes alliées s'empareraient du littoral et même de l'intérieur du pays jusqu'à la paix maritime. Mais après avoir

Digitized by Google

ésisté à des exhortations amicales, le Prince-Régent, u premier choc de l'armée espagnole, averti par la orte leçon qui venait de lui être donnée, ayant cédé et ouscrit à tout, il ne fallait plus lui reprocher une obs- ination dont il s'était corrigé en temps opportun et convenable.

« L'affaire ainsi réduite à des termes plus simples, le passé doit être regardé comme non avenu. Quant aux offenses dont la France avait à se plaindre, elle s'était montrée généreuse, prête à les pardonner; elle ne menaçait d'employer la force des armes que dans le cas où le Portugal ne voudrait pas renoncer à l'alliance de l'Angleterre, ni lui fermer ses ports. Aujourd'hui, je le répète, le but est atteint; le Prince-Régent ne manquera pas à ses promesses; il a vu de trop près le danger qu'il croyait fort éloigné; ses anciennes liaisons avec l'Angleterre ne sont pas de telle nature qu'il soit absolument forcé de sacrifier son honneur et son existence aux caprices du cabinet de Saint-James. Le Prince a mieux aimé s'exposer seul à lutter contre la France et l'Espagne réunies que recevoir des secours humiliants et mettre ses armées sous les ordres d'un généralissime anglais. La France veut s'emparer de gages équivalents pour forcer l'Angleterre à des restitutions!... Cela est-il rigoureusement juste? N'y a-t-il pas à craindre que ce moyen violent ne devienne illusoire et même dangereux? L'Angleterre, ainsi pressée, cherchera des gages de son côté : elle peut s'emparer du Brésil ou des îles portugaises comme elle a déjà essayé de le faire [1].

[1] Les Anglais avaient déjà pris l'île de Madère pour se dédommager de l'invasion du Portugal... Leurs journaux annonçaient

Digitized by Google

« En outre, la dignité du Roi serait blessée si le traité de Badajoz, qu'il a ratifié, qui est devenu public, était désavoué sans motif nouveau de rupture, soit en méconnaissant la garantie du territoire portugais accordée par Sa Majesté, soit par l'invasion de ce territoire de la part de la France, après avoir signé un traité de paix conjointement avec nous...

« Le Roi d'Espagne ne croira jamais que le gouvernement français veuille compromettre la parole de son allié à la face de l'Europe. Sa Majesté ne veut pas non plus que les liens d'amitié qui unissent nos deux nations éprouvent le moindre relâchement.

« Bien que l'intention du Premier Consul soit de retenir une partie du Portugal jusqu'à la paix maritime, seulement afin d'amener par ce moyen les Anglais à de justes compensations, il est à considérer que le cabinet de Saint-James, cherchant toujours à faire de la Péninsule le théâtre de la guerre, pourrait jeter dans le Portugal d'assez grandes forces pour attirer l'attention de la France sur le même terrain ; que la longueur des côtes offre beaucoup de points de débarquement ou de retraite en cas de revers, ce qui pourrait faire durer long-temps cette lutte ; qu'autant le Roi voulait, d'accord avec la France, pousser vigoureusement la juste guerre maritime contre l'Angleterre, autant Sa Majesté craignait de voir une lutte nouvelle s'engager sur le continent et compliquer les affaires de l'Europe. Le désaveu du traité déjà fait avec le Por-

que, suivant les progrès des armées de France et d'Espagne, le ministère ferait saisir les meilleures possessions ultra-marines de S. M. T. F., afin d'avoir aussi des *gages équivalens*.

Digitized by Google

tugal et l'invasion subséquente des troupes françaises donneraient aux Anglais une mauvaise idée de notre bonne foi, et probablement irriteraient l'opinion générale aujourd'hui si favorable à la paix dans la Grande-Bretagne [1]; au lieu que la guerre maritime restant dégagée de toute autre querelle, l'odieux en retomberait sur l'Angleterre exclusivement; la question portugaise est si mince qu'elle ne doit pas influer sur l'alliance intime et raisonnée de deux grandes nations; la France, en se prêtant à quelques ménagemens ou à certaines complaisances, n'y perdra rien; elle donne une preuve positive de sa modération, de sa répugnance à faire la guerre sans nécessité; elle fait voir à tout le monde que son amitié n'est point tyrannique. » Je disais enfin que « Sa Majesté avait un grand désir de soulager son peuple du fardeau de la guerre et des vexations qu'entraînaient infailliblement les allées et venues des troupes françaises, malgré leurs dispositions amicales et leur excellente discipline : deux mauvaises récoltes consécutives, la consommation extraordinaire que la guerre occasione toujours, les galions

[1] On a vu combien, à cette époque, le peuple anglais était prononcé en faveur de la paix. La ville de Londres venait d'en donner une preuve éclatante. Le général Lauriston étant arrivé dans cette capitale le 12 octobre, avec les préliminaires de paix ratifiés par le Gouvernement français, la populace dételа les chevaux de sa voiture, et la conduisit jusqu'à l'hôtel du premier secrétaire d'État, lord Hawkesbury. L'occupation du Portugal, et les pertes immenses qui en résulteraient pour les maisons anglaises établies dans ce royaume, étaient des motifs suffisans pour faire changer l'opinion favorable à la paix que le nouveau ministère désirait conclure (*a*).

(*a*) Ministère de Fox.

Digitized by Google

de l'Amérique retenus par la crainte des croisières anglaises, tout cela fait que la subsistance des troupes étrangères est une charge pesante pour le pays. » D'après ces motifs, le Roi proposait franchement à la république, son amie et sa fidèle alliée, d'oublier son ressentiment contre le Portugal. « Ce ressentiment, juste sans doute, mais en dernière analyse funeste pour l'Espagne, pourrait nuire à la conclusion de la paix avec la Grande-Bretagne, et qui plus est, troubler l'état de choses réglé par les traités de Badajoz au nom de l'Espagne et de la France elle-même (avec celle-ci, par son ambassadeur). »

Cette réponse fut-elle bien accueillie? l'honneur du Roi, qui m'avait confié le pouvoir d'agir en son nom dans cette affaire, a-t-il été dignement et convenablement soutenu? On en jugera par les résultats que tout le monde a pu voir. L'armée française allait franchir la frontière du Portugal : cette armée s'arrêta; elle ne sortit point de ses cantonnemens; on ne brûla pas une cartouche : inaction merveilleuse qui dura près de trois mois, aussi long-temps que les explications entre le cabinet de Paris et le nôtre. Enfin Bonaparte, réprimant son arrière-pensée, autorisa Lucien à refaire le traité de paix. Il n'y eut qu'à copier les mêmes conditions déjà stipulées à Badajoz, sauf l'addition d'un article secret par lequel Bonaparte vendit un peu cher sa condescendance [1]. Il exigea du

[1] Ce nouveau traité fut signé à Madrid, le 29 septembre 1801, par Cyprien Biveiro Sylva et Lucien Bonaparte. On le trouvera dans les pièces justificatives, tel qu'il fut publié par les gazettes de France et d'Espagne.

Digitized by Google

Portugal une somme de *vingt-cinq millions* de francs qui furent payés de suite. Napoléon avait eu l'intention de lui faire supporter, ainsi qu'à nous, les frais de l'entretien de ses troupes; le Portugal paya bien sa part. Notre cour n'en fut informée qu'après. A propos de cette contribution imposée et perçue par la France, je dois relever ici une imposture consignée dans le *Dictionnaire de la Conversation*, à côté de mille autres non moins absurdes. Il y est dit que la paix de Badajoz me valut la moitié des trente millions de francs que le Prince-Régent fut contraint de payer [1]. Les auteurs de la *Biographie des Contemporains* [2] ont affirmé de leur côté que cette campagne avait ajouté à ma fortune cinq cent mille livres de rente.

Je suis presque tenté de remercier tous ces biographes d'avoir écrit des choses aussi ridicules et aussi faciles à réfuter. Il existe encore en Espagne, en France, en Portugal, assez de témoins et même d'acteurs principaux de ces négociations militaires et diplomatiques...

Je les défie tous en général et chacun en particulier, quel qu'il soit, d'oser dire et de prouver que j'aie pris ou reçu une obole pour mon compte [3].

Ces témoins contemporains peuvent parler au contraire de la discipline admirable qui régna dans l'armée

[1] Article *Alcudia*. Sans nom d'auteur.

[2] Article *Godoy*. Sans nom d'auteur; misérable compilation de niaiseries et de mensonges, où les rédacteurs n'ont pas même voulu ménager la vraisemblance.

[3] Je dirai à la fin du quatrième volume quelle fut la véritable *partie prenante* dans cette circonstance (article biographique de Lucien Buonaparte), et j'en parlerai comme témoin oculaire. E.

Digitized by Google

sous mes ordres, de la modération, du désintéressement que je mis dans plusieurs occasions où le droit de la guerre permet certaines licences, soit au nom de l'État, soit pour le service de l'armée. Il existe encore beaucoup de personnes capables d'attester que les caisses du gouvernement portugais à Porto Alegre renfermaient des sommes considérables. J'ordonnai au maréchal de camp Ordoñez (Don Juan) de s'en charger sous sa responsabilité personnelle, et je les fis restituer plus tard au ministre Don Luis Pinto. Quant aux butins licites, je n'en voulus que pour compléter l'habillement des troupes; quelques fourgons chargés de draps et de linge furent adressés à l'hospice de Madrid, alors administré par Don Luis Puerta.

Comme trophées d'honneur, onze drapeaux enlevés à l'ennemi furent présentés au Roi, et au prince des Asturies six petites pièces d'une livre de calibre, objets de curiosité ou d'amusement pour Son Altesse Royale.

J'allais oublier de parler de deux *branches d'oranger* garnies de fleurs et de fruits que j'envoyai à Sa Majesté la Reine, et qui ont servi de prétexte à tant de sottes plaisanteries. Ces branches furent coupées sur l'arbre dans les fossés de la citadelle de Yelves, lorsque la garnison, poussée l'épée dans les reins, alla se cacher derrière ses remparts (le 20 mai); il pleuvait de la mitraille sur les braves qui poursuivirent l'ennemi jusque là, et qui, en rapportant ces branches d'oranger, nous amenèrent aussi plusieurs prisonniers de guerre. Tel fut l'exploit de cinq soldats du bataillon d'infanterie légère de Balbastro. Je regrette d'avoir oublié leurs noms; mais dans

Digitized by Google

le temps je fis un rapport détaillé à Sa Majesté. Autrefois de pareils actes de bravoure donnaient des titres de noblesse : je nommai sergens ces cinq voltigeurs.

Quant à moi, je ne cherchai ni ne désirai d'autre récompense que la satisfaction d'avoir bien servi. Depuis long-temps j'étais comblé de bienfaits par mon souverain ; Charles IV eut la pensée de me donner le territoire d'Olivenza, érigé en duché : je suppliai Sa Majesté de m'épargner cette nouvelle faveur, et mes vœux furent exaucés. J'acceptai seulement deux drapeaux que le Roi, par son décret du 1er juillet, m'ordonna d'ajouter à mes armes. Je reçus également un sabre que Charles IV voulut lui-même attacher à ma ceinture; cadeau magnifique et d'un prix inestimable à mes yeux... Je l'ai perdu dans le saccagement de ma maison, dans cette confiscation brutale quoique ensuite déguisée sous le nom de *séquestre*, que le Roi Ferdinand VII prononça pour son bon plaisir et sans autre forme de procès [1].

Il est encore une gloire que la haine furieuse de Ferdinand (Dieu lui pardonne) n'a pu m'enlever, la gloire d'avoir ajouté de ma propre main un nou-

[1] D. Pedro Ceballos, le même Ceballos dont il a été si souvent parlé, mit son esprit à la torture pour célébrer mes exploits et m'élever au-dessus des étoiles du firmament. Au milieu d'un cercle de brillans, on lisait cette inscription : « *Lusitanorum inclito debellatori Emmanueli Godoy.* » Je ne connus cette devise que lorsque le sabre me fut remis par Sa Majesté Ceballos, qui a joué tant de rôles depuis, faisait alors le bel esprit pour encenser le vainqueur des Portugais. On sait comment il parla de moi après ma disgrâce.

Digitized by Google

veau fleuron à la couronne d'Espagne, à cette noble couronne qu'un fils ne craignit point de mettre sur sa tête tandis que son père vivait encore.

La place d'Olivenza avec son territoire et le pays en-deçà du Guadiana ne sont pas une acquisition sans importance ; c'est une clef de plus que nous avons pour entrer chez nos voisins. Le trésor public y a gagné tout ce que la contrebande, si long-temps organisée sur la frontière portugaise, nous faisait perdre par des introductions frauduleuses.

La guerre fut donc ainsi heureusement terminée presque sans frais, et coûta peu de sang. Nous eûmes de plus la satisfaction de voir Bonaparte ajourner du moins pour quelque temps des projets auxquels il tenait beaucoup. Il restait à congédier ses troupes qui paraissaient vouloir prendre racine en Espagne. Bonaparte ne songeait point à les rappeler ; c'était pour lui une sorte d'habitude ; il aimait à laisser à ses amis comme à ses ennemis le soin d'entretenir ses soldats, en attendant l'occasion de s'en servir ailleurs. J'estimais assurément beaucoup ces braves soldats venus en Espagne pour nous aider et partager nos périls ; j'admirais leur excellente discipline : toutefois c'étaient des étrangers, serviteurs de Bonaparte bien plus que soldats républicains. Je crus devoir demander instamment qu'ils fussent rappelés en France ; car le Premier Consul s'inquiétait peu de payer leur nourriture : c'est là-dessus que je fondai ma réclamation ; je parlai de la pénurie du pays, de nos embarras financiers ; je fixai un terme pour les fournitures et les avances à faire de notre côté ; ce terme étant dépassé,

Digitized by Google

j'ordonnai qu'on y mît une négligence étudiée; enfin je déclarai que le service allait cesser entièrement; certes non pas qu'il fût dans ma pensée de condamner ces braves gens à mourir de faim; mais, dût-il en coûter à ma délicatesse, je devais, avant tout, songer aux intérêts de mon pays, et j'aimai mieux encourir le reproche de lésinerie que celui d'une générosité timide, ruineuse et mal appréciée [1].

[1] On trouverait, au besoin, beaucoup de documens relatifs à ce qui s'est passé en Espagne à cette époque. Je me borne à citer la pièce suivante : elle est officielle, et doit convaincre les plus incrédules. C'est un rapport adressé par le ministre de la guerre Berthier aux consuls de la République, le 16 brumaire an X (7 novembre 1801).

« Le général Rivaud, commandant des troupes françaises en « Espagne, m'expose, par ses dépêches du 3 de ce mois, qu'il « éprouve les plus grandes difficultés de la part des agens du « Gouvernement espagnol, relativement aux subsistances néces- « saires pour l'armée. Les distributions manquent fréquemment « aux troupes, et on refuse formellement de les faire, *sous le « prétexte que le Gouvernement français n'a point acquitté le « paiement de celles déjà fournies.* Le gouverneur de Sala- « manque s'autorise, dans ce refus, sur la réponse du Prince de « la Paix, qui porte : Que c'est au Gouvernement français à « pourvoir à la fourniture des troupes mises à sa disposition. « D'un autre côté, le général Rivaud observe que les casernes « manquent aussi de toute espèce de fournitures, de manière « que les soldats y sont plus mal qu'au bivouac. Le général de- « mande avec instance que le Gouvernement français prenne les « mesures les plus promptes pour faire assurer les subsistances. « Il affirme que l'état de détresse où il se trouve est tel, qu'il « ne peut être prolongé sans compromettre l'existence du soldat. « Je vous prie, citoyens consuls, de vouloir bien me faire « connaître vos intentions sur les réclamations du général « Rivaud, etc. (*a*). »

(*a*) Tiré du Dépôt de la guerre. Pièces relatives aux armées d'Espagne et de Portugal. (1800 et 1801.)

Digitized by Google

L'ordre de rappel fut expédié de Paris le 1er frimaire an x de la République (21 novembre 1801). Les troupes se mirent en marche vers la France dans les premiers jours de décembre, par colonnes successives et peu nombreuses. L'abondance reparut aussitôt. Les habitans traitèrent les soldats français avec toute sorte d'égards et de bienveillance. Rien ne manqua sur leur passage jusqu'à la frontière. Bonaparte ne témoigna aucun ressentiment ; il respecta le Monarque espagnol et le remercia. Le Premier Consul ne méconnaissait point les lois de la morale et conservait une certaine pudeur politique : il est vrai de dire qu'il n'avait point encore trouvé en Espagne un fils dénaturé qui l'engageât à venir dessiller les yeux de son père et *faire le bonheur* des Bourbons ainsi que celui de la nation espagnole ! Ferdinand VII ne s'adressa que plus tard à Napoléon [1].

[1] Avant de terminer ce chapitre ou épisode de la guerre de Portugal, le lecteur me permettra de m'arrêter un instant avec le singulier historien du traité de Badajoz, M. Viennet. Je tâcherai d'être court ; il serait trop long de relever toutes les bévues et les fausseté qui fourmillent sous la plume de cet académicien. M. Viennet assure d'abord que *je favorisai les projets guerriers de Napoléon contre le Portugal, pour me faire, au dehors, un appui capable de me* soutenir en Espagne..... Mais il dit aussitôt après, *que je dédaignai les plans venus de France pour diriger cette guerre; que je lançai l'armée espagnole sans attendre les troupes auxiliaires ; que je fis la conquête de l'Alentejo ; que je pris Yelves, et même Abrantès, et que, dans cet état de choses, le Prince-Régent m'ayant proposé une suspension d'hostilités, j'eus la présomption de réunir les deux titres de conquérant et de pacificateur, sans consulter le terrible allié que j'avais donné à l'Espagne, et que mon orgueil affecta de méconnaître.* Passe pour la fausse assertion de la prise d'Yelves et d'Abrantès, dont je n'approchai point

Digitized by Google

Quelques personnes ont affecté de donner peu d'importance à cette guerre de Portugal, d'en parler même avec une sorte de mépris, parce qu'elle fut courte et n'offre pas de grandes batailles, en un mot, parce

du tout, attendu que je n'eus pas besoin de traverser le Tage.

Je remercie M Viennet de m'avoir officieusement attribué ces deux conquêtes. Ce ne sont là d'ailleurs que des fautes d'ignorance historique de sa part. Je lui pardonne même le poétique anachronisme du *terrible allié que*, selon lui, *j'avais donné à l'Espagne*. Il oublie entièrement que l'*allié de l'Espagne*, c'était *la France elle même* dont Bonaparte ne devint le chef qu'à la pointe de son épée, et trois ans après que cette alliance existait (*a*). D'un autre côté, il me fait solliciter son appui, et, quatre lignes plus bas, il me reproche d'avoir dedaigné ses plans, d'avoir agi sans le consulter, enfin d'avoir méconnu la puissance de ce terrible allié. On pourrait m'accuser d'être un aussi mauvais raisonneur que M. Viennet, si j'avais *dédaigné, contrarié* les projets et les plans de Napoléon, afin d'obtenir son appui!

M. Viennet ajoute que « le traité fait par moi à Badajoz, ratifié « à Lisbonne le 6 juin, ne fut sanctionné ni par la France, ni « par l'Angleterre. » Ce traité convenu, souscrit à Badajoz le 6 juin, ne pouvait guère être ratifié à Lisbonne le même jour (*b*). Ce sont là des vétilles pour un homme qui écrit l'histoire sans connaître les faits ni la carte. Mais une autre assertion plus singulière, est celle-ci : « La France et l'Angleterre ne sanctionnèrent pas le traité. » Sanctionner un traité, c'est le ratifier : or, à quel titre et sous quel rapport l'Angleterre devait-elle ratifier un traité spécialement fait contre l'Angleterre? Et M Viennet dit que je suis un ignorant! Je me borne à dire qu'il a négligé lui-même de s'instruire. Cet historien n'a pas lu le traité dont il parle; car il aurait vu dans le préambule qu'il y en eut *deux*, l'un avec l'Espagne, l'autre avec la France. Cette dernière puissance n'avait non plus ni droit ni qualité, pour ratifier le

(*a*) Depuis le traité de Bâle, en 1795.

(*b*) Il n'y avait point alors de télégraphe en Portugal; je ne crois pas même qu'il y en ait aujourd'hui. On compte à peu près quatre-vingts lieues de France, de Badajoz à Lisbonne, ou quarante et quelques lieues de pays. E

Digitized by Google

qu'elle coûta peu de sang. L'observateur impartial saura néanmoins apprécier le dévouement patriotique avec lequel j'en acceptai toute la responsabilité. Il y avait à courir des dangers de plus d'une espèce. D'abord l'ar-

traité fait entre le Portugal et S. M. C. M. Viennet écrit aussi que le gouvernement de Lisbonne *songeait à se défendre contre les Français*. Voici ses propres paroles : « Le Premier Consul an-« nonçait, en même temps, une réserve de 30,000 hommes. Mais « tous ces armemens devinrent inutiles. L'envoyé portugais, « Biveyro Freyre, était, en même temps, à Madrid avec Lucien, « qui (ceci est tout-à-fait faux), sans attendre les instructions de « son frère, ou peut-être blessé de la supériorité de Gouvion « Saint-Cyr (supposition gratuite et sans nul fondement), préci-« pita le dénouement de cette querelle; il signa brusquement « un traité qui, sans maintenir le traité de Badajoz, en emprunta « les principales dispositions, et marqua ainsi la suprématie du « Premier Consul sur les deux souverains de la Péninsule, et « sur le favori dont l'orgueil avait osé le méconnaître. Bonaparte « ratifia enfin le traité, mais il fut mécontent de la précipitation « de son frère : Lucien fut rappelé, et Gouvion Saint-Cyr resta « seul à Madrid comme le proconsul de France. »

Le lecteur appréciera cette érudition et cette logique. M. Viennet écrit encore « que l'adoption, par la France, des principales « conditions du traité de Badajoz, prouve la suprématie de Bo-« naparte... » Oui; si on eût changé ces conditions; si on leur en eût substitué d'autres, il serait permis de dire que Lucien fit valoir la suprématie de son frère; mais se borner à reproduire identiquement le traité que j'avais stipulé, dicté moi-même, ce n'est donner aucune prééminence au Premier Consul; s'il y en a une dans cette affaire, elle appartient évidemment au Roi d'Espagne, dont le traité primitif devint la règle commune.

En effet, voici le préambule du traité subséquent, fait par Bonaparte lui-même :

« Le Premier Consul de la République, au nom du peuple « français, et S. A. R. le Prince-Régent de Portugal, désirant « l'un et l'autre rétablir les relations de commerce et d'amitié « qui subsistaient entre les deux États avant la guerre actuelle, « ont résolu de conclure un traité de paix, *par la médiation de* « *S. M. C.*, et, à cet effet, nomment leurs plénipotentiaires :

Digitized by Google

mée était faible, la plupart des régimens réduits à de simples cadres, le trésor vide, le crédit nul, comme jamais il ne s'était encore vu : tout dépendait d'une éventualité : les Anglais viendraient-ils soutenir leur allié ? le Prince-Régent ferait-il un appel au peuple portugais, qui d'autres fois s'était levé en masse à la voix de son souverain ? l'armée de ligne portugaise, sans compter les milices, s'élevait à 40,000 hommes ; la mer libre derrière eux ; des ressources pécuniaires bien supérieures aux nôtres ; nos généraux les plus renommés craignaient cette guerre à cause de l'insuffisance de nos moyens.

Tout mon bonheur dépendait de la promptitude, *d'un coup de temps :* il fallait gagner de vitesse ; je n'avais que la chance de prévenir l'arrivée des Français, les secours de l'Angleterre et la levée en masse du Portugal ; sinon que pouvais-je faire avec les faibles ressources mises à ma disposition ? Et si le coup de main n'était pas heureux, si l'armée éprouvait un premier revers, une déroute, l'Espagne déjà si inquiète

« savoir : le Premier Consul, le citoyen Lucien Bonaparte, et « le Prince-Régent de Portugal, S. E. M. Cyprien Bibeyro « Freyre, etc. »

Voilà donc Bonaparte soumettant sa volonté à la médiation de Charles IV !

Le reste de l'article est plein d'inexactitudes et d'erreurs grossières. M. Viennet n'a pas même su répéter ce qu'il trouve dans les *Victoires et Conquêtes* (tome XIV, de la page 132 à la page 144). Ici, le tort du plagiaire est aggravé par sa maladresse ; il gâte le texte qu'il aurait dû copier fidèlement. Ce texte a bien quelques erreurs aussi ; mais il contient beaucoup de vérités. M. Viennet avait-il reçu la mission de les méconnaître, et de propager officieusement les interprétations les plus absurdes ? S'il a été payé pour cela, c'est de l'argent bien mal acquis.

Digitized by Google

m'en aurait fait un crime. Et les Français que je n'avais pas voulu attendre, dont j'avais dédaigné la coopération! Tout le monde m'aurait jeté la pierre. Mes ennemis, enchantés de ma disgrâce, n'eussent pas manqué d'en profiter pour m'accabler d'insultes; j'aurais été hué, sifflé impitoyablement.

La fortune me favorisa; j'eus le bonheur d'étouffer la guerre au berceau : l'ennemi s'humilia devant notre brave armée. Cet heureux résultat me justifia; mais n'est-il pas équitable de me tenir compte de mon dévouement poussé jusqu'à la témérité? Car, enfin, tout dépendait d'une seule chance défavorable, et j'en bravai mille dont la probabilité semblait accuser mon imprévoyance.

Et cette guerre, telle qu'elle fut entreprise, conduite et achevée, ne doit pas être estimée si peu, quand on jette un coup d'œil sur nos anciennes guerres avec le Portugal. Ne parlons pas des nombreux revers qui signalèrent le règne fatal de Philippe IV [1]. Ce Monarque lutta longuement et vainement contre l'insurrection de la maison de Bragance.

Ne parlons pas non plus de la guerre de la *succession* sous Philippe V. Ce furent alors les Portugais qui vinrent promener dans Madrid leurs drapeaux victorieux.

L'histoire, qui met toute chose à sa place, rendra quelque justice à la campagne de 1801. Il suffit de la comparer avec celle de 1762, sous le règne de Charles III. L'armée espagnole fut tour à tour commandée par

[1] Guerre de 1640 à 1648. L'Espagne finit par reconnaître l'indépendance du Portugal.

Digitized by Google

le marquis de Sarriá et le fameux comte d'Aranda devant lequel on a tant cherché à me rabaisser. La guerre de 1762 et celle de 1801 avaient le même but, et se ressemblent sous beaucoup de rapports, mais non certes par le dénouement qu'elles eurent l'une et l'autre.

Rapprochons les deux époques. L'objet de la première querelle, comme celui de la seconde, fut d'obliger le Portugal à renoncer à l'alliance de l'Angleterre et à lui fermer ses ports. L'Espagne y était vivement poussée par le Cabinet de Versailles. Le pacte de famille contenait une clause secrète expressément dirigée contre l'Angleterre. Tout cela revient au même; la position est identique, avec cette différence toutefois que le Portugal avait observé la neutralité la plus stricte à l'égard de l'Espagne et de la France; la guerre ne se faisait que sous le prétexte de ce qu'on appelait alors *le bien commun du continent européen*, c'est-à-dire détacher les amis de l'Angleterre, les lui faire perdre, diminuer son commerce, l'obliger à reconnaître sur mer la loi générale des nations...

Or, en 1801, à ces motifs généraux, il faut ajouter que les Portugais, ennemis secrets de l'Espagne, étaient ennemis déclarés de la France et se montraient hostiles envers les deux nations alliées. Si donc la guerre de 1762 ne fut pas injuste, à combien plus forte raison celle de 1801 était légitimée par les dispositions manifestes du Portugal? Et si, en 1762, la conduite de l'Espagne, poussée à la guerre par la France, ne fut pas regardée comme un acte de servilisme de notre part, doit-on juger avec moins de faveur la guerre de 1801, où l'Espagne, outre le vieil intérêt général de

Digitized by Google

l'abaissement de l'Angleterre, avait de plus à venger des injures personnelles?

Ces deux guerres, entreprises dans les mêmes vues et par la même impulsion, offrent aussi la même combinaison des forces réunies de l'Espagne et de la France; mais cette fois l'Espagne prit les devans et termina par elle-même la lutte sans attendre la coopération de nos alliés; tandis qu'en 1762 les troupes espagnoles et françaises combattirent ensemble dès le premier jour et partagèrent les succès, bons ou mauvais, de la campagne.

Il est à remarquer aussi que les deux guerres durèrent fort peu, la première environ trois mois, la seconde dix-huit jours, mais avec cet avantage que les Portugais furent vaincus et contraints de fermer leurs ports aux bâtimens de l'Angleterre, tandis qu'en 1762 on ne put obtenir cette satisfaction.

Voici bien d'autres différences: en 1762, le Portugal est pris au dépourvu; il avait oublié l'art de la guerre pendant quarante années de paix. Ses places négligées manquaient de tout; l'armée était réduite à 10,000 Portugais et 10,000 Anglais ou Irlandais, appelés au secours du pays. En 1801, cette armée, parfaitement tenue, bien organisée, avait de bons officiers, des chefs aguerris dans la guerre des Pyrénées, et s'élevait à 40,000 hommes, sans compter les milices régulières et quelques corps d'étrangers.

En 1762, les finances de l'Espagne florissaient; le trésor était riche, plus qu'il ne le fut jamais à aucune époque. En 1801, nous étions pauvres; le crédit, nul; le prix des denrées, excessif; les grains manquaient

Digitized by Google

partout : les deux dernières récoltes avaient trompé les espérances du laboureur.

En 1762, il y eut un mélange de succès et de revers ; 40,000 Espagnols et 12,000 Français parvinrent non sans peine à se rendre maîtres d'Almeida. Voulant ensuite pénétrer dans le pays, ils furent obligés de revenir sur leurs pas. L'honneur militaire des deux nations avait reçu plus d'un échec. La guerre de 1801 ne fut qu'une course victorieuse ; rien ne ternit l'éclat du triomphe.

En 1762, notre armée oublia les lois de la discipline ; elle saccagea le pays ; ses excès révoltèrent le peuple contre nous ; en 1801, notre conduite fut exemplaire ; la bonne tenue et la modération de nos troupes nous concilièrent tous les cœurs : les paysans ne coururent point aux armes.

En 1762, pendant que nous éprouvions des revers dans le Portugal, l'Angleterre nous portait des coups terribles sur toutes les mers : on nous prit le fameux galion d'Acapulco ; l'île de Cuba, avec des trésors considérables et les vaisseaux qui étaient dans le port de La Havane ; les Philippines et la plupart de nos possessions de la baie de Honduras. En 1801, au contraire, nos colonies furent respectées ; les Anglais n'osèrent y toucher ; plus heureux qu'à aucune autre époque, nous chassâmes leurs bâtimens des côtes de l'Océan Pacifique ; et, réunis aux Français, nous obtînmes des avantages glorieux devant Algésiras : l'amiral Saumarez perdit le vaisseau *l'Annibal*, et trois autres furent démâtés (6 juillet 1801).

En 1762, l'Espagne et la France, au lieu de faire la

Digitized by Google

loi au Portugal, furent contraintes de recevoir la paix que l'Angleterre voulut accorder. En 1801, le Portugal baissa la tête, et souscrivit à toutes les conditions que l'Espagne avait dictées.

En 1762, nous conquîmes Almeida et d'autres places de la frontière qu'il fallut bientôt rendre. En 1801, maîtres de l'Alentejo, nous le rendîmes aussi généreusement; mais Olivenza resta pour toujours en notre pouvoir. Enfin c'était Louis XV, proche parent de notre monarque, qui régnait au-delà des Pyrénées pendant la guerre de 1762; nous n'avions rien à craindre de ce côté... En 1801, un étranger aussi ambitieux que puissant disposait de la France; le danger était grand, inévitable.

On fit assez bien pour ce temps-là..... J'ai vu passer devant moi toutes les illusions de ce monde; il ne me reste plus que le témoignage réel, impérissable, d'une conscience pure. Je fis tout ce qui dépendait de moi, tout ce que me laissa faire le temps orageux pendant lequel j'ai exercé le pouvoir; fidèle à mes obligations envers mon souverain et ma patrie, mon zèle ne s'est jamais démenti; je ne recherche pas de tardives louanges qu'on m'a si long-temps refusées. J'ai seulement faim et soif de justice; c'est tout ce que j'attends, assis auprès du tombeau qui va bientôt me recevoir. J'ai rapporté minutieusement les détails de l'expédition de Portugal. C'est un document historique que je mets sous les yeux de mes juges...

Ah! si en 1806 et même en 1807 et 1808, me trouvant aussi dans les circonstances les plus difficiles, j'eusse été, comme en 1801, le maître d'agir ainsi que

Digitized by Google

je le voulais et qu'il me paraissait convenable d'agir, l'Espagne indignement trompée aurait ouvert les yeux... Charles IV, mieux conseillé, moins timide, aurait triomphé des intrigues dont le palais même était le foyer..... Et combien de faux jugemens qu'il ne serait pas aujourd'hui nécessaire de réfuter !

Digitized by Google

CHAPITRE VII.

DÉPART DES INFANS D. LUIS ET DOÑA MARIE DE BOURBON POUR L'ITALIE. — FÊTES A LEUR ARRIVÉE A PARIS. — MOTIFS ET VUES DU PREMIER CONSUL. — INSTALLATION DES INFANS SUR LE TRÔNE D'ÉTRURIE.

La paix de Lunéville étant ratifiée, un article du traité donnait la Toscane au prince de Parme, conformément au traité précédent que j'avais signé à Madrid (le 21 mars) avec Lucien Bonaparte.

Les troubles partiels qu'avaient suscités les Anglais dans quelques parties du grand-duché ne donnaient plus aucune inquiétude; le calme régnait dans toute l'Étrurie.

Le moment du départ de l'infant était donc venu: les beaux jours de mai l'invitaient à se mettre en route pour aller prendre possession de sa couronne. Il traversa la France *incognito* sous le nom de *comte de Livourne;* des fêtes multipliées marquèrent son passage; toutes les autorités publiques rivalisaient d'empressement : à Paris, les démonstrations et la coquetterie même ne connurent plus de bornes... Reportons-nous à l'époque de cet événement : c'était en 1801 (il y a loin de là à 1808!) Examinons les choses sous leur véritable point de vue. Ce sont des Bourbons, des rameaux de ce tronc illustre, naguère dépouillé,

Digitized by Google

mutilé; ils sont accueillis avec enthousiasme; on leur prodigue des hommages, un trône est créé pour eux; le chef de la France les y appelle, les invite à y monter; dans toute l'étendue de la République, pas une voix n'a réclamé contre cette innovation.

Un jour viendra où ce même chef de la France, grandi, exhaussé par la victoire et le rapetissement des Français, va faire, en se jouant, des trônes nouveaux comme lui: il improvisera des majestés, donnant à la fois le titre et la possession des royaumes qu'il se plaît à distribuer [1].

Mais ce ne fut point à cette faveur superbe, inespérée, que l'Espagne dut, en 1801, la couronne de l'Étrurie. L'Espagne ne fit que rentrer dans son droit, dans l'apanage héréditaire de ses infans. Cette restitution nous fut offerte, nous ne l'avions pas demandée; nous la reçûmes en échange d'autres états qui jadis appartenaient à la France, notre alliée.

Ici, je le répète, tout fut légal; tout est convenu, stipulé par des traités de la même nature que les traités en vertu desquels, à une autre époque, l'Espagne régnait sur différentes contrées de l'Italie. Dans cette transaction, il n'y eut rien de gratuit, ni d'un côté ni de l'autre, si ce n'est le soin, le zèle que le premier magistrat de la France mit à complaire au monarque espagnol dans la personne de ses enfans.

Le 3 juin, le Premier Consul partit de la Malmaison pour faire une visite solennelle au comte de Livourne. Il le pria d'assister à une grande parade, en affectant de

[1] Quelques-uns de ces rois sont restés debout. É.

Digitized by Google

les traiter, lui et son épouse, comme des princes souverains : un grand dîner les attendait aux Tuileries[1].

Chaque ministre célébra une fête en leur honneur; M. de Talleyrand les reçut à Neuilly avec beaucoup de magnificence : les jardins étaient richement décorés; partout d'ingénieuses devises qui indiquaient le but de cette pompeuse réunion. Là, on voyait la grande place de Florence, le palais Pitti avec ses deux nobles façades, une représentation de l'entrée du nouveau roi prenant possession de sa couronne; des milliers de transparens qui offraient partout, et sous toutes les formes, des symboles de l'heureuse amitié rétablie entre les deux nations; des bustes, les statues des grands hommes de l'Espagne, et au milieu d'un fond parsemé d'étoiles, l'Espagne, l'Italie et la France se donnant la main, et entourées de trophées guerriers, des chefs-d'œuvre de tous les arts, des emblèmes de toutes les sciences; les couleurs des trois nations brillaient en guirlandes de feu; les noms du roi d'Espagne et de ses enfans frappaient tous les yeux; des flammes colorées représentaient les grandes actions, les gloires nationales dont l'Espagne et la France gardent le souvenir; les danses succédaient aux concerts; un souper splendide, servi dans cinq salons et dans les jardins, fut renouvelé trois fois.

Le ministre de l'Intérieur, Chaptal, voulut donner aux nouveaux souverains une fête égale à celle de son collègue. Toute la magie de l'Opéra, le chant, la danse, les décorations, rien n'y fut épargné. Parmi ces bril-

[1] Les infans logeaient à l'hôtel de l'ambassade d'Espagne.

Digitized by Google

lantes allégories, il apparut une fée qui, s'approchant de l'Infant, lui offrit un bouquet ; le Prince y porta la main, et tout-à-coup le bouquet devint une couronne. Alors éclatèrent des hymnes de félicitations : les programmes contenant les paroles de ces cantates circulaient parmi les convives ; et le grave *Moniteur* reproduisit, à son tour, les inspirations des poètes ministériels. Le souper fut servi sur trente tables et dura jusqu'à la naissance du jour.

Le ministre de la Guerre (Berthier) choisit la journée du 14 : c'était l'anniversaire de Marengo. L'éclat de cette fête parut éclipser les fêtes précédentes : la France et l'Espagne en partageaient les honneurs ; ces démonstrations tout-à-fait royales semblaient ressusciter les pompes de Versailles sous l'empire de Louis XIV.

Que d'hommages furent prodigués à nos princes ! S'ils visitaient les monumens de Paris, les premiers fonctionnaires de l'État leur servaient de cortége, et toujours au moins l'un des ministres à portefeuille : M. Chaptal n'y manqua jamais.

A l'hôtel de la Monnaie, une médaille du plus beau travail fut frappée en leur présence. On voyait, d'un côté, le génie de la France offrant une fleur. On lisait au bas ces mots : « *A Marie-Louise-Joséphine*, 21 prai- « rial an IX. » Au revers figuraient d'autres emblèmes : une balance, un caducée, une épée, une guirlande, un livre ouvert avec ce titre : « *Code Toscan.* »

Le comte de Livourne parut à l'Institut ; la séance était solennelle : on y lut divers mémoires remplis d'allusions flatteuses pour l'Espagne. L'astronome Lalande harangua le Prince au nom de la compagnie,

Digitized by Google

en le priant d'accepter un Mémoire dont Lalande était lui-même l'auteur, et dans lequel se trouvait rectifiée la longitude de la ville des Médicis.

Il y eut un magnifique concert donné par le Conservatoire de musique.

A chaque théâtre, on avait eu le soin de connaître d'avance le jour où les Princes y assisteraient, et l'on jouait des pièces dont l'Espagne fournissait le sujet. La Comédie-Française représenta celles dont Molière et Corneille avaient emprunté l'idée à nos compatriotes. En arrivant au musée du Louvre, les Princes reconnurent aussitôt leurs portraits, placés dans les lieux les plus apparens. A Versailles, dans toutes les anciennes résidences royales, ils furent accueillis comme ils auraient pu l'être sous le règne de leurs augustes parens.

Ajoutons à ces distinctions publiques les prévenances particulières, la réception plus intime et plus significative qui les attendaient à la Malmaison. C'est ici que madame Bonaparte déploya toute l'amabilité de son caractère auprès de l'infante Marie-Louise. Joséphine et le Premier Consul firent à leurs hôtes des cadeaux précieux, parmi lesquels se trouvait un tableau qui réunissait les portraits de la famille royale d'Espagne. Ainsi, chaque jour, et jusqu'au moment du départ (le premier juillet), tous les hommages, toutes les attentions, toutes les marques d'amitié s'adressaient à la maison et aux enfans de Charles IV.

Quelles furent donc les intentions, la politique de Bonaparte? Certainement sa pensée n'était point oisive; on a cherché à l'interpréter de diverses manières. On a écrit qu'il voulait faire parade aux yeux de l'Europe

Digitized by Google

entière de l'ascendant prodigieux qu'il exerçait, de son immense popularité, en promenant ainsi et courtisant à la vue de tous deux rejetons de la tige royale des Bourbons, en bravant, pour ainsi dire, les sympathies qui pouvaient exister encore en faveur de la branche déchue. On a dit aussi qu'ayant déjà le pressentiment ou l'ambition de sa grandeur prochaine, il accoutumait les Français au retour de ces pompes monarchiques, où cherchait à exciter l'enthousiasme national, en s'attribuant la faculté d'ôter et de donner des couronnes comme les consuls de l'ancienne Rome[1].

Plusieurs ont supposé qu'il ne songeait qu'à éblouir l'Espagne, afin d'attirer sa confiance, réaliser plus facilement ses projets, et se ménager l'entrée de la Péninsule pour y exercer la même autorité qu'il exerçait en d'autres parties de l'Europe.

Ces diverses conjectures étaient plus ou moins fondées; il y avait probablement de tout cela dans la pensée de Bonaparte. Je vais fournir une donnée de plus; elle est très-peu connue; je sais qu'elle excita beaucoup d'humeur contre moi, et que, depuis cette époque, il ne cessa d'être mon ennemi personnel.

La paix était conclue, le 29 septembre, entre l'Espagne et le Portugal : Lucien Bonaparte se disposait à retourner à Paris, et nous avions reçu les préliminaires de la paix avec l'Angleterre.

[1] On ignorait encore en France et ailleurs l'existence des traités de Saint-Ildefonse et de Madrid, en vertu desquels l'acquisition de la Toscane ou du royaume d'Étrurie était le prix de la rétrocession de la Louisiane; on avait gardé religieusement le secret de cette négociation, afin que l'Angleterre n'en fût pas alarmée.

Digitized by Google

Un soir dans mon cabinet (nous étions seuls), Lucien et moi, causant assez librement de la crise où se trouvait l'Europe, nous calculions les chances favorables ou contraires qui pouvaient influer sur la durée de cette paix, objet de tant de vœux : nous examinions les intérêts politiques de chaque cabinet : arrivant à celui de Naples, « Voilà, dit Lucien, un élément de dis-« corde perpétuelle : sans doute, ce n'est pas une force « imposante ; il ne faut pourtant pas trop la dédaigner. « L'Angleterre conservera tant qu'elle voudra une in-« fluence prépondérante sur ce gouvernement. On « pourra bien obtenir l'adhésion de Naples, plutôt « forcée que volontaire, à notre système ; mais si « par malheur on ne fait pas une bonne paix avec « l'Angleterre, ou même en supposant qu'elle soit « faite, si un accident quelconque vient la compro-« mettre, comme cela est à peu près certain à mes « yeux ; croyez-le, Prince, cette cour italienne sera « toujours la même, et l'archiduchesse Caroline, qui « gouverne bien plus que le Roi, ne sera jamais l'amie « de la France. »

« — Charles IV, répondis-je, cherche dans son esprit « tous les moyens de resserrer les liens entre les deux « cours ; il tâche d'attirer celle de Naples à son système « politique. L'un de ces moyens, et le Roi y tient « beaucoup, c'est de concerter un double mariage « entre les deux familles, en faisant épouser une fille « de son frère par le prince des Asturies, et la sœur de « celui-ci, l'infante Marie-Élisabeth, par le prince « Léopold... Cette double union, et les engagemens « qu'il sera permis de prendre à cette occasion, pour-

Digitized by Google

« raient bien fixer le roi Ferdinand, et l'attacher à « notre alliance et à celle de la Toscane avec vous. « — Temps perdu ! peine absolument inutile ! s'écria « Lucien : vous savez que, même sous le règne des « Bourbons de France, on avait refusé de se joindre « au *pacte de famille*. Vous savez que dans une autre « circonstance, où les deux royaumes de Naples et « d'Espagne étaient fort intéressés, la voix d'un père « ne fut pas même écoutée. Outre cela, je veux bien « que le roi de Naples consente d'abord à entrer dans « cette alliance : pensez-vous qu'à la première rupture « de l'Angleterre ou de l'Autriche avec la France, la « reine de Naples ne parviendra pas à faire oublier « tout autre engagement? Ah ! dissuadez Charles IV de « ce double mariage qui va susciter de nouveaux em- « barras et peut-être des chagrins amers. Non, la reine « Caroline est peu sensible à l'amour maternel, à l'a- « mour conjugal, à l'amour de ses peuples, quand il « s'agit de faire la guerre à la France, et malheureu- « sement la volonté de Ferdinand cède toujours à « celle de sa femme. Ne serait-il pas mieux de garder « une sorte de réserve vis-à-vis de cette cour incorri- « gible ; et à la première perfidie que l'on aurait à lui « reprocher, conquérir ce royaume pour l'Espagne, « y tenir un vice-roi comme à d'autres époques, ou « bien, si l'on veut, y couronner un autre fils de « Charles IV? Je suis sûr que mon frère se prêterait « volontiers à ce revirement politique ; ce serait un « ennemi de moins sur ses derrières... Ne précipitons « rien ; chaque jour les événemens grandissent. Cette « infante qui est encore disponible peut avoir une

Digitized by Google

« existence plus brillante, plus avantageuse que celle « de ses autres sœurs. »

Ici, avec cette sagacité, cette délicatesse que Lucien ne manque pas de mettre dans tout ce qu'il dit : « C'est « entre nous seulement, ajouta-t-il; je n'ai plus de « caractère officiel : ma mission diplomatique est finie, « je ne vous parle que comme à un ami. »

Alors il examinait de nouveau les différentes allures de la Révolution française, les fautes, les malheurs inouïs des neuf dernières années; il accusait les ambitions populaires; il faisait observer le retour de la France à de meilleurs principes que son frère avait rétablis par la force de son caractère et l'ascendant de ses merveilleuses victoires; il me peignait le haut degré de puissance où cette France était déjà remontée, l'union intime de son frère avec la fortune de la France, l'enthousiasme qui l'avait mis à la tête du gouvernement, l'immense obligation que cette confiance lui imposait, les efforts, les sacrifices de tout genre dont il était capable pour augmenter encore la prospérité déjà renaissante dans l'intérieur, pour assurer au dehors la supériorité acquise déjà par la République, et sa résolution de s'entourer de tout l'éclat, tout l'appareil, toutes les grandeurs que les rois de France avaient pu déployer aux yeux de la France et de l'Europe.

Ensuite laissant voir tout-à-fait sa pensée, il s'expliquait ainsi : « Certains préjugés populaires ne s'enlèvent « pas; il faut les respecter pour l'intérêt même des « masses qui en sont préoccupées; la France a les « siens comme tout autre pays : c'est la force de l'ha- « bitude, le long usage du régime monarchique : mon

Digitized by Google

« frère étant arrivé à une hauteur si grande qu'il a « besoin de s'entourer de tous les respects, de les « obtenir pour ainsi dire naturellement et sans aucune « violence, sera peut-être forcé de faire tôt ou tard le « sacrifice de ses affections les plus chères, les plus « intimes, et de contracter un nouvel engagement de « famille.

« Ceci, ajouta aussitôt Lucien, doit rester absolu- « ment secret: vous êtes le seul à qui j'en parle; c'est, « je le répète, un acte de confiance et d'amitié... Vous « m'avez fait entrevoir certaines alliances matrimo- « niales qui, selon moi, ne conviennent ni aux intérêts « ni à la gloire de l'Espagne. La princesse Marie-Éli- « sabeth est très-jeune; pourquoi ne servirait-elle pas « de lien entre nos deux nations? Mon frère est déjà « par lui-même une puissance réelle. Tel jour peut « arriver où d'autres monarques le rechercheront... « Mais sa politique verra toujours l'Espagne comme « une compagne, comme une amie naturelle de la « France; il partagera volontiers sa grandeur avec elle, « et l'aidera puissamment à soutenir l'équilibre de « l'Europe... Les obstacles sont de peu d'importance; « nulle crainte à cet égard; il y a dispense pour tout: « les liens de l'Église, les liens civils, cèdent, se relâ- « chent devant les intérêts généraux; la politique adopte, « consacre tout ce qui est grand et utile sans trop « blesser les intérêts particuliers; et puis la gloire vient « qui couvre tout cela de lauriers. »

On croira sans peine qu'il n'était pas facile d'improviser une réponse. Je le remerciai beaucoup de sa confiance, des nouvelles marques d'amitié qu'il me

Digitized by Google

donnait; je balbutiai des paroles vagues; et, tout en louant les grandes qualités, le mérite de son frère, je cherchais à ne pas trahir l'émotion qu'une confidence de cette nature avait dû me causer... Je ne sais trop si Lucien s'en aperçut...

Quand même Bonaparte aurait eu le front ceint de la couronne de France, quand même aucun lien antérieur n'eût enchaîné déjà sa liberté personnelle, jamais il ne serait entré dans ma tête qu'une infante d'Espagne pouvait s'asseoir à côté d'un étranger, d'un soldat heureux, sur le trône couvert du sang des chefs de la maison de Bourbon. L'honneur, la morale, la religion, tout s'opposait à un amalgame aussi révoltant.

En outre, cette union n'avait d'autre but que celui d'atteler notre pays au char de la France, de le mettre sous le joug, à la merci de cet homme puissant et audacieux.

Oh! combien différait ma loyale pensée de celle du prince des Asturies, Ferdinand, qui s'avilit jusqu'à solliciter lui-même la faveur d'épouser une parente de Napoléon! Et c'est sur moi qu'on a jeté le blâme et les reproches les plus ignominieux, parce que je voulus respecter et faire respecter l'indépendance de ma patrie, parce que je dédaignai l'occasion d'une grande fortune et le puissant appui que m'offrait l'étranger!... Mes calomniateurs firent un autre calcul; l'Espagne, grâces à leurs conseils, s'humilia jusqu'à la prière, et ne fut pas même écoutée!

Mes ennemis se sont prodigué à eux-mêmes les louanges, les félicitations; le pouvoir a passé dans leurs mains; et la reine des deux mondes, la noble Espa-

Digitized by Google

gne, est tombée dans le mépris, s'est vautrée dans la boue et dans le sang! O ma chère patrie! Le temps est venu de prononcer entre ces indignes serviteurs et moi qui n'ai jamais cessé d'être fidèle à tous mes devoirs. Je demande à être enfin jugé, et que ces hommes le soient aussi.

La conversation emphatique de Lucien m'ouvrit les yeux; je parvins à comprendre les véritables motifs du séduisant accueil que nos Infants avaient reçu à Paris; je vis le but de ces prévenances étudiées. Je pénétrai le sens de ces paroles mystérieuses que Bonaparte avait glissées dans ses entretiens avec les enfans de Charles IV et notre ambassadeur Azara, lorsque après la paix de Badajoz, s'éleva la question de savoir si le traité serait ratifié par la France...

Bonaparte s'expliqua maintes fois avec nos jeunes Princes comme aurait pu le faire le chef de la famille. En parlant de la politique de Louis XIV, il alla jusqu'à dire: « Il n'est pas possible de revenir sur le passé, « ni par conséquent de remettre les Bourbons sur le « trône de France; néanmoins, tant que je serai là, « je ne changerai rien au système de ce grand Roi re- « lativement à l'Espagne; ses Princes n'auront point à « regretter le chef de leur maison; certaines relations « et l'intérêt mutuel sont plus forts que les souvenirs « d'une ancienne parenté: mon intention est de res- « serrer les liens entre nous, comme le meilleur pa- « rent voudrait le faire. »

Une autre fois, parlant de l'Infante Marie-Élisabeth: « Cette jeune Princesse, disait Bonaparte, porte un « beau nom historique; je m'estimerais heureux de lui

Digitized by Google

« offrir une autre couronne...; le temps marche... » Et il finit par ajouter : « Qu'il n'y ait plus désormais ni « Pyrénées, ni Alpes, ni Apennins. D'après mes « vues, l'Espagne doit toujours compter sur la France « et sur le respect de l'Europe entière... Écrivez cela « à votre excellent père et à la reine Marie-Louise, « afin qu'ils ne se laissent tromper par personne : je « ne voudrais pas qu'ils se méfiassent encore de la « France, et qu'ils ne vissent en moi qu'un étran- « ger... »

C'est en ces termes qu'il parlait constamment à notre ambassadeur Azara. « On se méfie de moi, disait-il « souvent, parce que j'ai un grand pouvoir en Europe, « comme si je ne savais pas distinguer mes amis et mes « ennemis. Le pouvoir de la France est celui de l'Es- « pagne. Notre union, franche, intime, nous rendrait « les maîtres de la politique du continent. Mais vous « en êtes encore à Madrid à rabâcher sur l'ancien pacte « de famille qui avait mis l'Angleterre à la raison : votre « Prince de la Paix suit les routines de Wall, de Gri- « maldi, de Moñino. Ces gens-là ne sortirent jamais de « leur ornière. Toujours des demi-mesures ; ils allaient « à contre-cœur, comme traînés à la remorque, par le « Cabinet de Versailles, souscrivant d'abord à tout, « faiblissant et s'arrêtant lorsqu'il fallait marcher. Au « reste, peut-être avaient-ils raison ; je ne les blâme « pas. La France d'alors ne ressemblait guère à la « France d'aujourd'hui : l'Espagne aussi était une « charge plutôt qu'un soutien ; mais les temps sont « changés. Qu'y a-t-il à craindre à présent de s'em- « barquer avec nous? La France n'offre que des triom-

Digitized by Google

« phes à partager. L'Espagne a-t-elle peur d'être ava-
« lée? On ne veut pas s'agrandir à ses dépens. Ah! si
« l'on savait, si je pouvais dire en ce moment tous les
« biens, tous les avantages pour l'Espagne et la France
« que je roule dans mon esprit!... Enfin je cèderai...
« s'il faut se prêter aux faiblesses, aux erreurs de votre
« gouvernement, pour lui donner une preuve nou-
« velle de l'affection particulière que j'ai pour l'Espa-
« gne... Je cède... qu'on fasse la paix avec le Por-
« tugal... J'y consens, je ratifie, etc., etc. »

Déjà nos jeunes Princes régnaient sur la Toscane. Le général Murat les avait reçus, et ils avaient pris possession. Bonaparte mit tous ses soins à les faire reconnaître. La Prusse, la Hollande, Rome, les républiques d'Italie n'hésitèrent pas. L'Autriche et l'Empire avaient donné l'exemple dès le commencement. Toutes les cours envoyèrent des ministres. Il n'y eut de remarquable, je dirai même d'affligeant, que de voir celle de Naples arriver la dernière; elle ne s'exécuta que plusieurs mois après les autres puissances. Pour celles-ci, c'était une affaire d'égards, de politique; pour Naples, c'était un devoir.

Le Premier Consul voulut donner à cette occasion une marque de plus de son désintéressement et de sa déférence pour le Monarque espagnol. Quoique le Duc de Parme, Don Ferdinand, eût cédé ses États à la France, on lui en laissa la jouissance viagère... Quelques personnes ont prétendu que bientôt regrettant d'avoir été si généreux, Bonaparte fit empoisonner ce Prince, mort l'année suivante. J'ai toujours regardé ce bruit comme une insigne calomnie : pour employer

Digitized by Google

de tels moyens, il eût fallu être bien faible et bien vil ; Bonaparte n'était ni l'un ni l'autre. Le Duc de Parme mourut d'une attaque d'apoplexie dont il fut soudainement frappé.

Digitized by Google

CHAPITRE VIII.

LE ROI ME CHARGE DE LA NOUVELLE ORGANISATION DE L'ARMÉE DE TERRE ET DE MER. — PERSÉCUTION RELIGIEUSE ET POLITIQUE PAR LE MINISTRE CABALLERO. — TROUBLES DE VALENCE. — PROMPT ET HEUREUX RÉTABLISSEMENT DE LA TRANQUILLITÉ DANS CETTE PROVINCE. — NOUVEAUX EFFORTS POUR ACCÉLÉRER LE PROGRÈS DES SCIENCES ET DES ARTS. — FINANCES EN 1801.

A tant de mauvais services que le ministre Caballero rendit à son pays après ma sortie du Cabinet, il faut ajouter la suppression de l'enseignement militaire.

Au sortir de la guerre terminée par la paix de Bâle, je voulus introduire en Espagne la tactique moderne. Nos troupes étaient en grande partie cantonnées sur la frontière du Portugal, d'où la reprise subite des hostilités entre la France et l'Angleterre n'avait pas permis de les retirer. Là, profitant de l'*état d'observation*, quelques régimens s'appliquaient à l'essai des méthodes nouvelles. A mesure qu'un régiment acquérait l'instruction nécessaire, un autre le remplaçait à l'école, ainsi de suite, de sorte qu'en 1797 plus de la moitié de l'armée était au courant de la tactique perfectionnée chez nos voisins.

On a déjà vu par quels moyens des envieux, surtout

Digitized by Google

Caballero, déjà très-influent et admis à la confiance intime de la cour, vinrent à bout de prévenir l'esprit du Roi contre les *camps d'exercice* que je songeais à établir sur d'autres points. Il n'était plus nécessaire de surveiller le Portugal, la province d'Estrémadoure, sur laquelle avait pesé tout le fardeau d'une grande réunion de troupes, désirait en être délivrée, et le cordon militaire fut dissous.

J'ai déjà dit aussi que je trouvai le principal motif pour demander ma retraite dans le refus sèchement opposé par le Roi à mon projet de continuer et d'étendre le système de la nouvelle tactique, afin de généraliser et de compléter l'instruction de l'armée, de cette armée dont le pays, d'un moment à l'autre, pouvait avoir besoin dans la position critique où se trouvait l'Espagne vis-à-vis de certaines puissances.

Ni Jovellanos ni Saavedra ne voulurent m'aider à vaincre les difficultés; et même ce dernier s'en excusa sous le prétexte de l'état du trésor et de la nécessité d'une sévère économie.

Après ma sortie du Cabinet, don Juan Manuel Alvarez, mon oncle, ministre de la guerre, désirant que du moins l'instruction déjà acquise ne fût pas perdue, essaya d'en faire admettre les principes dans les écoles militaires; il publia un réglement à cet effet.

Les généraux don Benito Pardo Figueroa et marquis de Casa Cagigal, chargés de cette mission, s'en acquittèrent avec ardeur; mais à peine le travail était fait, et les points de rassemblement indiqués pour les cadres qui devaient tour à tour être appelés aux exercices préparatoires, que tout fut contremandé. Caballero,

Digitized by Google

chaque jour plus influent, venait de renverser Jovellanos et de s'installer à sa place. Il fit revivre les appréhensions de Charles IV contre toute espèce de rassemblement militaire. Cagigal et Pardo, au lieu de recevoir les éloges qu'ils méritaient, se virent dénoncés comme des novateurs dangereux, dont les théories modernes n'étaient propres qu'à inspirer aux soldats une vanité déplacée et nuisible à l'obéissance. L'un et l'autre furent remerciés, et pour ainsi dire bannis de la cour. Quant à l'instruction de l'armée, il y eut ordre de se conformer strictement aux anciennes ordonnances de 1760 [1].

Cependant ceux qui avaient appris les nouvelles méthodes ne les abandonnaient pas; il régnait une sorte de confusion dans les différens corps de l'armée, où les uns manœuvraient encore suivant l'ancienne ordonnance, et d'autres ne connaissaient plus que la tactique moderne; singulière discordance qui n'eût pas manqué de nous être fatale dans la guerre du Portugal, si nous eussions eu affaire à un ennemi plus ferme ou mieux instruit.

[1] Quel fut le tort de ces généraux ainsi écartés comme des serviteurs suspects? Pardo et Cagigal, militaires distingués, passionnés pour la gloire de l'armée, sincèrement dévoués au Gouvernement, n'avaient à se reprocher que d'avoir *renvoyé* à Caballero des réglemens de police militaire, conçus par celui-ci (un robin chargé du ministère de la justice), et qui n'auraient pas dû être communiqués officiellement par lui. Les deux généraux avaient parfaitement raison. Caballero devait au moins s'en entendre d'abord avec son collègue du département de la guerre. Ce manque d'égards et d'autres empiétemens de cette nature, l'insouciance, et même le mépris que Saavedra et Urquijo affectaient de montrer à l'armée, obligèrent mon oncle à demander aussi sa retraite.

Digitized by Google

Charles IV vit tout cela de ses propres yeux, lorsqu'il vint à Badajoz passer en revue ses troupes et les faire manœuvrer au camp de Sainte-Engracia.

C'est là que Sa Majesté, instruite des embarras où l'on s'était vu quand il fallait agir sur le terrain, et frappée de l'impardonnable négligence qui avait laissé dépérir l'armée dont aucun général n'osait prendre le commandement, sentit la nécessité d'une réorganisation totale. Charles IV m'ordonna de m'en charger en appelant auprès de moi les officiers-généraux que je croirais devoir employer.

N'allez pas croire, cependant, que pour cela Caballero fût moins écouté, qu'il eût moins de part à la confiance intime de Charles IV. « Il a du bon, me disait Sa Majesté, il veille à la sûreté, au bon ordre, à « la tranquillité du royaume; son zèle peut l'égarer « quelquefois dans certaines matières qu'il n'entend « pas bien, mais il ne s'occupera que des choses de « l'intérieur; c'est là son affaire; ne crains pas qu'il te « contrarie dans celles dont je te donne la direction. »

Il ne me fut jamais possible de persuader à Charles IV d'éloigner cet homme; je le tentai souvent, moins encore pour mon intérêt particulier que pour le bien général : je proposai de l'éloigner d'une manière honorable, en lui assurant des avantages personnels; mais, je le répète, je ne pus obtenir cette satisfaction.

On a poussé l'injustice à mon égard jusqu'à m'attribuer tout ce qu'il fit de mal, c'est-à-dire tout ce qu'on lui laissa faire par lui-même. Les uns me l'ont attribué malicieusement; d'autres ont cru de bonne foi que j'étais d'accord avec Caballero, et qu'il ne tenait

Digitized by Google

qu'à moi de m'en débarrasser. On s'obstinait à me supposer tout-puissant auprès de Charles IV ; c'est une grande erreur. En voici une preuve de plus.

Tandis que je donnais tous mes soins de jour et de nuit à la création de l'armée destinée à faire la guerre en Portugal, songeant à vêtir les soldats, à les armer, surtout à les faire vivre, ainsi que les Français qui allaient nous tomber sur les bras ; en un mot, à trouver tout ce qui manquait là où il n'y avait rien, Caballero craignait encore qu'après avoir triomphé de ces difficultés, il ne me prît l'envie de remonter à la tête du Gouvernement ou du moins de ramener au ministère Don Gaspard Jovellanos, de la dépouille duquel lui, Caballero, venait de s'emparer. Soit prurit de faire du mal, soit pour saisir l'occasion de frapper en mon absence des victimes qu'il serait plus difficile d'assassiner, moi présent, Caballero se mit à chauffer les procès secrètement fulminés par le Saint-Office contre Jovellanos, Urquijo, plusieurs évêques et une infinité de personnes de la capitale et des provinces, tous accusés de jansénisme et d'opinions suspectes en matière politique.

Ces procédures, résultat d'une large et mystérieuse enquête, se trouvaient comprises dans un seul et même dossier. Elles tenaient ensemble ; en détacher une seule, c'était mouvoir toutes les autres. Ainsi, attaquer Jovellanos, c'était compromettre cinquante personnes à la fois. Caballero ne fut pas retenu par la crainte de trouver dans le nombre plusieurs de mes meilleurs amis, comme, par exemple, la Comtesse de Montijo, impliquée dans ces tristes commérages ; l'évêque de

Digitized by Google

Cuenca, Don Antonio Palafox, beau-frère de cette dame; l'évêque de Salamanque, Don Antoine Tavira; Don Javier Lizama, Don Juan-Antoine Melendez [1] et beaucoup d'autres, la plupart gens d'Église. Le procès étant instruit, dûment confectionné, Caballero le fit mettre sous les yeux du Roi, et, de son côté, poussa vivement à la roue... « Il expose à Sa Majesté les « graves charges qui pèsent sur les prévenus, le tout « appuyé de pièces justificatives véritables ou apocry- « phes (je n'ai jamais vu cette procédure); l'instruc- « tion prouvait ou semblait prouver que Jovellanos « était le coryphée d'une secte ennemie du Saint- « Siége, infectée d'hérésie, subversive de la morale « chrétienne, professant des dogmes contraires au « gouvernement monarchique;

« Urquijo (disaient ses dénonciateurs) avait abusé « du pouvoir, comme ministre, pour favoriser la secte, « et compromis le trône ainsi que l'autel. On produi- « sait à l'appui ses propres lettres perfidement inter- « ceptées.

« Tous les autres ont plus ou moins concouru à la « propagation des mêmes idées. » C'est ainsi que la religion du Roi fut surprise, Jovellanos et Urquijo, condamnés à l'exil, traités avec une sévérité inusitée; et cependant, au milieu de cette rigueur excesssive, la bonté naturelle de Charles IV se montrait encore dans l'exécution. Les diverses pénalités que le Saint-Office infligeait et dont Caballero recommandait la

[1] Voir l'article biographique de ce grand poète à la fin du quatrième volume. É.

Digitized by Google

sévérité *pour l'exemple*, furent adoucies, même supprimées, au lieu d'un auto-da-fé public semblable à celui que l'illustre Olavide avait subi sous le règne précédent. Lorsque j'appris tout cela, et avant qu'il me fût possible d'en parler avec le Roi, le mal était fait; je tâchai d'obtenir au moins l'adoucissement des cruautés exercées contre Jovellanos; j'intercédai même en faveur d'Urquijo qui certainement ne fut point mon ami. J'intercédai avec d'autant plus d'ardeur que je craignais dès lors ce qui est ensuite arrivé; c'est-à-dire qu'on ne m'imputât d'avoir été complice de cette persécution. Des personnes mal informées ou malintentionnées n'y ont pas manqué.

Le Roi alarmé, troublé par cette énorme procédure, se montrait inflexible; il croyait n'avoir pas le droit de pardonner des offenses qui, selon lui, blessaient la divinité même.

Et cependant je ne me lasserai jamais de le dire, Charles IV était bon. Il craignait de mal faire, surtout de faire du mal; un acte de clémence le rendait heureux; mais il était éminemment religieux, tout-à-fait dominé par l'esprit de religion; sous ce rapport, son règne aurait pu être un règne de colère et de violence, si des intrigans ou des fanatiques se fussent emparés de lui. Les vertus même des rois peuvent être exploitées par les méchans qui les entourent. Si, malgré les alarmantes doctrines de l'époque, le règne de Charles IV fut un règne de paix et d'indulgence, si les actes de rigueur provoqués, pour ainsi dire escamotés par le ministre Caballero, ne se répétèrent pas, je ne crains pas de m'en attribuer le mérite : c'est à

Digitized by Google

moi que l'époque en fut redevable; et, dans cette dernière circonstance, j'eus le bonheur d'obtenir quelques exceptions : les évêques n'allèrent point à Rome subir l'affront d'un jugement. La Comtesse de Montijo ne fut pas inquiétée, et l'immortel Melendez, que le ministre de la justice Caballero ne voulut jamais rétablir sur son siége de magistrat, conserva du moins ses honneurs et son traitement complet dont on l'avait privé. J'eus le bonheur de sauver aussi plusieurs membres du clergé séculier ou régulier, en offrant de leur servir moi-même de caution. A l'égard de quelques autres, je fis modifier sans éclat des sentences trop rigoureuses; on voulut bien se contenter de légères pénitences canoniques. Don Juan Antonio Llorente, comme familier du Saint-Office, plus sévèrement traité par le tribunal à cause de ses opinions et de ses écrits, était menacé d'un emprisonnement de huit années; je le lui épargnai. Je mis beaucoup de zèle à le servir, dès que je fus instruit du danger qui le menaçait. Llorente n'a pas dû l'ignorer; mais il n'en a rien dit[1]. Le fameux père Gil se montra plus reconnaissant:

[1] Llorente, dans les divers mémoires et ouvrages qu'il publiait en France, pendant son émigration, conservait toujours l'espérance de fléchir le cœur de Ferdinand VII; de là tous ces ménagemens, ces réticences, ces omissions volontaires, ces lacunes étudiées, et généralement ce peu de disposition à m'être favorable. Llorente avait besoin de flatter, de caresser le monarque régnant. Mais plus tard, faisant un retour sur lui-même, honteux d'avoir manqué lâchement aux devoirs de la reconnaissance et de l'amitié, il écrivit à Rome qu'il allait publier un supplément à ses mémoires, pour rendre hommage à la vérité et s'acquitter envers moi. Lorsque Llorente pouvait enfin parler plus librement, la mort vint le frapper.

Digitized by Google

je lui avais fait rendre la liberté deux fois; je le tirai du noir cachot où le Saint-Office le tenait enseveli. Il me dédia un livre de sermons.

Je sens que mes lecteurs seront fatigués de ces minutieux détails qui au fond n'intéressent plus que moi; mais je plaide ma propre affaire; j'ai à lutter contre ce torrent de calomnies dont mes ennemis ont inondé les chroniques et les biographies étrangères [1].

J'écris aussi pour d'autres qui ont souffert en Espagne, sous le règne de mes ennemis, toute sorte de vexations et d'injustices. Comparez ce temps de douleurs avec l'époque où j'exerçai le pouvoir; le système atroce, destructeur de tous les droits naturels ou

[1] On a de la peine à concevoir jusqu'à quel point est poussé l'impitoyable bavardage des biographes modernes. Parmi les faussetés évidentes publiées sous la garantie de MM. Arnault, Jay, Jouy, Norvins et autres gens de lettres, magistrats ou militaires, je dois relever celle-ci : à l'article *Godoy*, ils racontent que le général Urrutia ayant refusé de se charger du commandement de l'armée de Portugal, il fut exilé en Biscaye où il mourut de chagrin (tome VIII, page 189).

Eh bien! voici la vérité dont tous les habitans de Madrid furent témoins oculaires. Urrutia que j'avais d'abord fait nommer capitaine général des armées du roi, ensuite inspecteur-général du génie en 1801, et en même temps inspecteur-général de l'artillerie, demeura constamment à Madrid; il travaillait avec moi à la nouvelle organisation de l'armée, quand la mort, chose très-naturelle à son âge, nous priva de la coopération de cet illustre collègue. Urrutia mourut le 1er mars 1803, et, pour ainsi dire, entre mes bras. Il m'estimait assez pour me léguer, dans son testament, l'épée de *mérite* dont lui avait fait présent l'impératrice de Russie, Catherine II: c'est moi qui rédigeai l'article nécrologique en 'honneur d'Urrutia, inséré dans la *Gazette de Madrid* du 12 avril de la même année 1803. Les journaux français de l'époque copièrent cet article; mais ces faiseurs de *biographies* ont-ils pris la peine de lire?

Digitized by Google

acquis, avec le ministère qui, respectant la majesté de la patrie jusque dans la personne du dernier Espagnol, fut ennemi de toute violence et de toute persécution ! Grâce au ciel, mes mains et ma conscience n'ont pas été souillées du sang de mes concitoyens. Il n'y a pas une famille, pas un seul individu qui puisse me reprocher d'avoir fait couler ses larmes ou troublé son existence.

Naturellement ennemi de la rigueur, je tâchai plus d'une fois de tempérer celle de la justice, à laquelle il faut cependant laisser suivre son cours.

En 1801, cette même année de laquelle je viens de parler, éclatèrent des troubles sérieux dans le royaume de Valence. Le Roi me confia des pouvoirs absolus en me chargeant de mettre fin à ces désordres. D. Antoine Cornel, ami et protégé de Caballero, était ministre de la guerre.

Le pays de Valence jouissait du privilége de n'être point soumis au système des *milices provinciales*. On sait qu'en Espagne (aujourd'hui encore), les provinces tiennent beaucoup aux exemptions dont elles jouissent en vertu d'anciens droits ou d'une longue condescendance. Les Valenciens privés de plusieurs de ces priviléges sous le règne de Philippe V, n'en étaient que plus jaloux de conserver celui qui les exemptait de la milice, malgré la création de *régimens provinciaux* dans la plupart des autres provinces.

D. Antoine Cornel avait exercé l'emploi de commandant-général à Valence en 1799 et tâché, pendant son séjour dans son gouvernement, de persuader aux principaux du pays qu'il leur serait avantageux de re-

Digitized by Google

noncer à cette exemption. Les nobles et les riches goûtèrent le conseil du général; le nouveau genre de service militaire, espèce de *conscription sédentaire* et proportionnée à la force numérique de la population, convenait aux classes supérieures de la société : c'était un moyen assez commode d'entrer en carrière, d'acquérir les mêmes priviléges que l'armée de ligne (*fueros*) et de se donner de l'importance dans le pays.

Cornel ne chercha point à savoir à fond si la masse populaire partageait ces dispositions; il supposa que cela devait être.

Arrivé au ministère de la guerre, il ne songea plus qu'à réaliser le projet et à s'en faire un mérite auprès de Sa Majesté. L'ordre fut donné de lever six régimens de milice dans la province ou royaume de Valence; on crut fermement que le peuple s'y prêterait avec plaisir, ou du moins ne s'en effaroucherait pas; en tout cas, il ne devait pas être usé de rigueur pour l'y contraindre.

Ceux qui furent nommés d'avance colonels et officiers des nouveaux corps avaient compté beaucoup trop sur l'influence que leur position sociale semblait leur promettre; s'étant fait illusion à eux-mêmes, ils trompèrent le ministre par des rapports exagérés. Quand on en vint à l'exécution, les premières tentatives réussirent; mais on s'aperçut bientôt qu'il y avait de l'inquiétude, une certaine fermentation dans une classe qui paraissait n'être pas redoutable. L'autorité crut n'avoir qu'à montrer de la fermeté, sans réfléchir au caractère prompt et fougueux des naturels du pays. Les résistances s'accrurent : tous ceux qui ne dépendaient pas immédia-

Digitized by Google

tement des riches, tous les artisans qui vivaient de leur propre industrie, réclamèrent le maintien du privilége d'exemption, d'abord avec une résistance respectueuse, ensuite avec des menaces, et finalement par une insurrection. Malheureusement il y avait deux partis; les uns voulaient la milice, ceux-ci, les moins nombreux, la clientèle de la noblesse et des riches; les autres, plus prononcés, plus turbulens, formaient la grande majorité.

On était en présence; les esprits s'échauffèrent; l'autorité craignit de montrer de la faiblesse; l'incendie éclata dans la capitale et le reste de la province; il fallut employer la force; le sang coula de chaque côté; la révolte devint générale; les premières nouvelles, toujours exagérées, et les rapports de plusieurs personnes de qualité qui venaient se réfugier à Madrid, consternèrent la Cour: tous s'accordaient à dire qu'il était impossible de contenir les rébelles sans verser beaucoup de sang, sans marcher sur des milliers de cadavres. « Le « royaume de Valence s'est levé en masse, disait-on, « et la question des milices n'est qu'un prétexte; les « meneurs secrets de l'insurrection ne veulent pas moins « que rétablir tous les anciens priviléges, et faire entrer « l'Aragon et la Catalogne dans la coalition. »

Je croyais bien, pour ma part, qu'il y avait dú plus et du moins, ce qui arrive toujours dans les premiers rapports d'un événement de cette nature. Mais le Comte de Cerbellon et d'autres fugitifs de Valence, personnages d'ailleurs très-recommandables, s'exprimaient de manière à me faire craindre que l'insurrection ne fût le résultat d'une intrigue française, suscitée par Bonaparte

Digitized by Google

lui-même, comme on lui reprochait d'avoir fait à Venise et ailleurs, en Italie. Nous en étions alors à nous disputer avec lui sur la reprise de la guerre de Portugal; il voulait augmenter la force de son armée en Espagne et faire l'invasion pour son compte...

Je m'appliquai d'abord à savoir si, dans les mouvemens de Valence, on avait aperçu quelque indice de suggestions venant de l'étranger.

Rassuré sur ce point par des témoignages dignes de toute confiance, je tranquillisai l'esprit du Roi. Cornel et Caballero voulaient envoyer douze mille hommes avec un commissaire royal pour soumettre les factieux et leur infliger des châtimens exemplaires. Je m'y opposai, pensant alors comme aujourd'hui que l'emploi de la force pour faire rentrer le peuple dans son devoir ne doit être mis en usage qu'à la dernière extrémité, jamais avant d'avoir essayé celui de la conciliation. De plus, n'était-il pas à craindre qu'une fois la lutte engagée sérieusement, l'Aragon et la Catalogne ne vinssent y prendre part à cause de l'ancienne fraternité de ces provinces? On avait eu de ces inquiétudes en d'autres occasions moins critiques.

Charles IV, ennemi du sang et de la violence, écouta mon avis; il me confia le soin d'arrêter le mal. Une demi-feuille de papier me suffit; les armes tombèrent des mains de cette multitude contre laquelle on voulait faire marcher une armée. Cette demi-feuille de papier contenait un écrit publié à dessein dans la *Gazette;* je répondis au Roi de la fidélité de ses sujets valenciens, en rappelant avec un peu d'exagération les services qu'ils avaient rendus dans la dernière guerre,

Digitized by Google

conjointement avec les volontaires d'Aragon, de Catalogne et de Biscaye : trois provinces également exemptes de la conscription des milices. Je suppliais Sa Majesté d'éloigner toute idée de méfiance à l'égard d'un peuple dont l'Espagne et l'Europe avaient admiré le courage et le dévouement. « L'honneur des Valenciens ne devait « pas être compromis par les torts de quelques mal- « veillans qui cherchaient à les égarer ; certaines au- « torités sont allées trop loin par un malentendu et « contre l'intention même du Gouvernement dans cette « affaire des milices. Dans le moment où il s'agissait de « la réorganisation générale de l'armée, dont le Roi « me confiait la direction, il était convenable d'attendre « la publication des nouvelles ordonnances et de ne « rien innover partiellement. » Quant aux milices, je disais que l'intention du Roi n'était point d'en créer là où elles s'accordaient mal avec les occupations, le genre d'industrie, les habitudes des naturels du pays. Je finissais par supplier Sa Majesté de vouloir bien, « dans le cas où mon avis mériterait son auguste appro- bation, déclarer nul et non avenu ce qui s'était fait par erreur ou sans ordre positif du Gouvernement, et que le Roi conservait sa bienveillance entière au peuple de Valence, etc., etc. »

Tout s'apaisa comme par enchantement. Des magistrats choisis avec soin reçurent la mission de poursuivre les coupables, mais d'agir avec beaucoup de réserve et d'indulgence, de réduire autant que possible le nombre des procédures, de ne prononcer que très-peu de condamnations, celles qui seraient strictement nécessaires pour l'exemple et pour sauver les droits de

Digitized by Google

la justice. Enfin ces condamnations, s'il n'était pas possible de les éviter, ne devaient tomber que sur des coupables déjà connus par d'autres attentats. Les sentences devaient être bénignes, toutes les formes légales scrupuleusement observées : point de commissions militaires, point de tribunal exceptionnel, quoique Caballero insistât pour qu'il y en eût ; les chambres ordinaires de l'audience royale étaient exclusivement appelées à connaître de ces causes. Très-peu de jugemens rendus furent exécutés, et seulement contre des malfaiteurs publics. Deux mois ne s'étaient pas écoulés que je proposai au Roi une amnistie générale.

Cet acte de clémence devait mettre le comble à l'allégresse universelle qu'avaient fait éclater la nouvelle des préliminaires de paix avec l'Angleterre, et l'heureux rétablissement de la santé du Roi, dont une grave maladie avait alarmé tous les Espagnols. L'amnistie étant publiée, Valence vit arriver dans ses murs un commissaire royal, non pour fulminer des châtimens extraordinaires et terrifier le pays, mais au contraire pour annoncer l'indulgence et la paix. Il fallait que cet acte d'indulgence parût émaner directement du trône, et fût libre de toute passion de localité, dont les juges ordinaires auraient eu de la peine à se défendre.

Cinq ou six individus seulement furent exceptés du pardon général. Tous les temples retentirent de cantiques et d'actions de grâces ; les troubles de Valence se terminèrent par des bénédictions et des réjouissances publiques.

On a loué beaucoup l'habileté que, sous le règne

Digitized by Google

précédent, avait montrée le comte d'Aranda, lors de l'émeute de Madrid dirigée contre le ministère ou la personne de Squilace (1765). Il est certain que le comte rétablit l'ordre et la tranquillité, mais par l'emploi de moyens qui eussent répugné à mon cœur et à mes principes. Combien de supplices, de tortures dans les prisons, de sentences arbitraires exécutées dans l'ombre! Combien de personnes, de familles entières qui disparurent tout-à-coup, et dont la destinée ultérieure ne fut jamais connue! C'est à ce prix que la capitale acheta le retour de la tranquillité, ou plutôt un repos de terreur... L'insurrection de Valence était bien plus grave; toute la province y prenait part. J'eus le bonheur de l'apaiser en un instant; l'ordre social fut rétabli sur les bases de l'amour et de la loyauté, cimentées par la clémence. Que d'éloges de plus seraient dus au comte d'Aranda, s'il eût réussi par les mêmes moyens! Hélas! parmi tant d'écrivains qui ont affecté d'explorer jusqu'aux moindres actions de ma vie, aucun, que je sache, n'a parlé des troubles de Valence[1].

Tant de soins et d'occupations au dehors et dans l'intérieur, pendant cette année, ne me firent point négliger mes amis de prédilection, les artistes et les gens de lettres; ma protection ne leur manqua pas; ma retraite même leur offrait encore un asile. Mais Caballero les traitait en ennemis. Quand je revins de l'armée, ils respirèrent plus librement. (Voir plus bas

[1] Il n'en est parlé que dans les gazettes de Madrid de cette époque; on ne garderait pas le même silence, si, au lieu d'avoir à me louer, on eût trouvé des motifs de censure.

Digitized by Google

un aperçu des nouveaux progrès de l'instruction publique en 1801 [1].)

[1] L'établissement de *clinique*, créé sous mon ministère, dépérissait visiblement : la chaire de Barcelone était fermée; je la fis rétablir dans cette ville par les soins de D. Vincent Mitjavila et les deux Salva (D. François et D. Vincent). Le collége de Madrid reprit son ancien éclat. Tous les élèves de médecine et de chirurgie trouvèrent des moyens d'instruction faciles et assurés. La chimie et la pharmacie reçurent d'amples secours.

La *vaccine* commençait alors à s'introduire en Europe. Le Gouvernement prodigua ses faveurs et toute sorte d'encouragemens aux hommes de l'art qui s'appliquèrent à l'étude de cette belle découverte de Jenner. Je fis écrire sur cette matière si importante pour l'humanité, et je voulus que le bienfait s'en étendît à tout le royaume. Parmi les professeurs qui secondèrent mes vœux, on n'a pas oublié les noms de D. François *Peguillen*, médecin de Barcelone, qui publia les essais du docteur Colon sur l'usage de la vaccine, ni celui du docteur Hernandez, traducteur habile d'un ouvrage anglais non moins intéressant sur cette matière.

Les colléges de Madrid et de Barcelone correspondaient avec le comité central de Paris : deux pensionnaires de l'État furent envoyés en Angleterre pour acquérir de nouveaux renseignemens sur cette découverte. Plusieurs naturalistes et médecins espagnols reçurent des félicitations de la part des savans français, qui s'empressaient de les associer à leurs travaux. D. Zénon Alonzo, premier commis du ministère des Indes; D. Joseph-Célestin Mutis, botaniste et astronome du Roi, directeur de l'expédition botanique de Santa-Fé de Bogota; D. Joseph Cabanillas, directeur du Jardin du Roi, furent avantageusement connus de tous les savans de l'Europe.

La Flore du Pérou, ouvrage presque ignoré en France, n'en a pas moins fait époque dans l'histoire des sciences naturelles : le Roi en envoya quelques exemplaires au Musée de Paris qui donnèrent la plus haute idée de nos progrès dans l'art de l'imprimerie et celui de la gravure. Tous les journaux rendirent hommage à nos professeurs.

A cette même époque, D. Joseph Alvarez (de Cordoue), mon favori de prédilection et l'un des pensionnaires du Roi à Rome, remportait à l'exposition du Louvre le second prix de sculpture.

Digitized by Google

Je fis publier beaucoup de livres et de mémoires sur le commerce et l'économie publique. Guerre dé-

Des *institutions du calcul intégral et différentiel* furent publiées par le mathématicien D. Joseph Chaix, ingénieur cosmographe d'État, et, par D. Ignace Romasa, les *Principes élémentaires des mathématiques*. Ces deux ouvrages ne sont pas des traductions.

D. Claude et D. Étienne Boutelou, jardiniers et botanistes du Roi, firent paraître un excellent livre *de la Culture des Jardins*.

D. Ramon Bayon publia, sous un titre allégorique et bizarre, ses *Pérégrinations dans le pays des Sauvages*. On y trouve de nouvelles méthodes d'économie fort utiles pour les agriculteurs.

D. Joseph Cabanillas termina cette même année, la *Description des plantes d'Espagne*.

La science ne resta point en arrière du mouvement.

D. Pedro Gutierrez Bueno : *Art de teindre le coton et le lin*.

D. François Peguillen : Traduction de la *Philosophie chimique* de Fourcroy.

D. François Bonafon : Traduction des *Études de la Nature*, par M. Selle.

D. Xavier de Vriz, mon ami particulier : l'important ouvrage *Sur la Conservation des Enfans trouvés*.

D. Lorenzo Hervas Panduro : le deuxième volume de son *Catalogue historique et idéologique des langues connues*.

D. Benito de Gomez Romero : Traduction en vers des *Saisons* de Thompson. L'auteur songeait à me dédier son ouvrage. Je l'engageai à l'offrir à S. A. R. le prince des Asturies, qui voulut bien en accepter la dédicace. L'édition se fit avec un grand luxe, à l'Imprimerie royale, avec de belles vignettes et le portrait du prince.

D. Félix Latasa : Un tome nouveau de sa *Bibliothèque aragonaise*.

Le brigadier des armées, D. Manuel Aguirre : Traduction de l'ouvrage intitulé, *Principes essentiels pour la cavalerie*, par le chevalier de Boisdeffre.

D. François La Yglesia : *le Nouveau Newcastle*, ou *Traité nouveau de l'École d'équitation*.

La première partie de l'*Art des campemens* fut achevée. L'in-

Digitized by Google

clarée aux abus et aux préjugés. Il fallait bien lutter sans cesse contre de vieilles erreurs profondément enracinées et préparer les esprits à des innovations qui de jour en jour devenaient indispensables.

génieur Ferraz l'avait écrite par ordre de Sa Majesté; il en fut tiré une seconde édition à cinq mille exemplaires.

D. Denis Maccarthy, chevalier de Malte et lieutenant de frégate : *Leçons de Navigation* ou *Étude du Pilote*. Ouvrage écrit sur mes pressantes invitations, qui nous manquait et qui produisit d'excellens effets dans les écoles nautiques.

D. Torquato Torio de la Riva fit réimprimer, à ses frais, son *Art d'écrire d'après les règles*. Pour récompenser l'auteur de ce nouveau travail qui devait améliorer l'écriture dans tout le royaume, je fis expédier en sa faveur un ordre du Roi portant que toutes les municipalités feraient l'acquisition de cet ouvrage. Chaque maître d'école devait en prendre un exemplaire pour son usage; les séminaires, colléges et communautés ecclésiastiques où l'on enseignait les premières lettres, reçurent la même invitation.

D. Valentin Foronda continuait à écrire avec liberté sur les différentes branches d'administration politique et économique.

La traduction exécutée par mes ordres, et pendant mon ministère, du *Cours d'Érudition universelle*, du célèbre Bielfeldt, était retenue par la censure; Caballero s'opposait à la publication. Je fis lever l'interdit.

Lorsque je présidais le Cabinet, j'avais créé plusieurs journaux scientifiques. En partant pour l'armée de Portugal, je pressai la publication de la *Bibliothèque espagnole économique et politique*, où l'on devait traiter largement toutes les questions relatives à la législation agraire, industrielle et commerciale.

D. Manuel Lameyro, précepteur du collége des nobles de Saint-Jacques de Compostelle, publia son plan d'éducation, approuvé par le Conseil, malgré toutes les difficultés que suscita le ministre Caballero.

D. Joseph Campillo obtint la liberté de son ouvrage intitulé *Nouveau système de gouvernement économique pour l'Amérique*. Il y combattait vigoureusement les vices de l'administration des colonies, en indiquant les réformes convenables.

Digitized by Google

Jaloux d'acquitter une dette d'estime et d'amitié, je hâtai l'impression de l'ouvrage posthume de mon excellent et digne ami D. Pedro-Joachim de Murcia, le Vincent de Paul de l'Espagne, sur les *hospices et maisons de bienfaisance*. Pourra-t-on jamais honorer assez dignement la mémoire du vertueux Murcia? Je le perdis cette année. Il était, je me plais à le redire, mon meilleur ami, celui dont j'employais la médiation pour secourir les pauvres qui ne pouvaient pas demander l'aumône. A mon retour de Portugal, le marquis d'Iranda venait de mourir; j'avais à regretter aussi D. Eugène Llaguno et D. Xavier de Cabrera, évêque d'Avila, précepteur du prince des Asturies, pertes irréparables! Si ce prélat eût vécu encore quelques années, sans doute ses vertus et ses bonnes leçons auraient fait germer de nobles idées dans l'esprit et le cœur de son royal élève. Le perfide Escoiquiz ne l'eût point accaparé et perverti!

Enfin je perdis (toujours cette même année) un autre de mes amis que je vénérais spécialement, modèle de résignation, personnage plein de sagesse et d'expérience, et que je consultai souvent sur les affaires de l'État, D. Antoine de Sartines, comte de l'Aube[1], mort en septembre 1801 [2].

[2] Comte del Alva (en Espagne).

[1] Presque toutes les biographies ont négligé de citer son nom. M. de Sartines, né à Barcelone en 1729, suivit en France, d'abord la carrière du barreau, fut avocat, et ensuite conseiller au Châtelet, lieutenant-général de police, conseiller d'État, ministre de la Marine, depuis 1774 jusqu'en 1787. Sous son administration, la marine française parvint à une grandeur qui fait époque dans ses annales.

Digitized by Google

Plusieurs autres amis avaient quitté la capitale, quelques-uns pour toujours : tant Caballero s'appliquait à les persécuter, surtout pendant ma courte absence! Heureusement, malgré le pouvoir dont il abusait, il n'éloigna pas tous les hommes de mérite qui l'embarrassaient.

A ceux qui échappèrent à la persécution, il s'en joignit de nouveaux, jeunes élèves de mon époque, et qui depuis ont marqué leur place dans les glorieuses pages de l'histoire nationale.

Au sujet de la publication de quelques ouvrages de ce temps-là, certaines personnes ont commis l'injustice de m'accuser de connivence avec ce ministre.

D. Juan Aguero, avocat de Grenade, fut chargé, par ordre de Caballero, de publier les extraits du *droit espagnol ancien et moderne.*

Un recueil de nos lois devait en rendre l'étude plus facile, et ce travail méritait d'être encouragé. Qui aurait pu imaginer qu'un ministre de la Justice osât commettre l'impardonnable félonie de supprimer des lois essentielles et favorables aux droits politiques du peuple?

Réfugié en Espagne après la catastrophe de Louis XVI, il fut accueilli par le Roi comme le méritaient ses talens et sa vertu long-temps admirés et respectés dans toute la France. Sur ma proposition, la munificence de Charles IV lui assigna une pension de 20,000 fr. La Convention et le Directoire exécutif demandèrent en vain, et à plusieurs reprises, que M. de Sartines sortît des États de Sa Majesté; je ne voulus pas même consentir à ce qu'il fût éloigné de la frontière des Pyrénées, malgré qu'on insistât beaucoup sur ce dernier point. Sa résidence fut toujours dans la Catalogne.

Il mourut à Tarragone, le 7 septembre 1801.

Digitized by Google

Cet ouvrage était assez avancé lorsque je revins à la Cour. En général on en faisait l'éloge, et, même parmi les gens de loi, aucun ne s'avisa de la fraude, si ce n'est long-temps après la publication, lorsqu'il n'y avait plus de remède. En conscience, peut-on me faire un reproche de ne m'être pas opposé à cette supercherie infâme? Était-ce donc mon affaire, à moi, de surveiller l'impression, comme si je devais être versé dans cette matière?

Outre cela, toute connivence de ma part avec Caballero était impossible. Il a déclaré hautement lui-même, dans sa lettre adressée à Llorente et publiée dans les Mémoires de celui-ci, que *sa vie ministérielle fut une lutte incessante entre lui et moi,* et sa conduite dans les journées d'Aranjuez en fournit une preuve qui me dispense d'en chercher d'autres.

Oui, je l'affirme de la manière la plus positive, et aucun de ceux qui connaissent ma vie ne voudra me démentir, jamais je n'ai compromis mon honneur par une association quelconque, directe ou indirecte, avec cet homme.

Il me reste à dire ici encore un mot des finances relativement à cette année de 1801, non que, à cette époque, ni auparavant, j'eusse pris part directement à cette administration, mais pour en compléter l'histoire et achever de ruiner le système de calomnie inventé par mes ennemis.

Les dépenses de la guerre du Portugal furent couvertes par les avances que firent les *décimateurs* sur le *neuvième extraordinaire* accordé par le pape, les

Digitized by Google

avances de grains fournies par les *dépôts*, les dons volontaires de divers particuliers et les services des provinces de Biscaye; le commerce prêta d'abord les fonds, comme je l'ai déjà dit, sur ma parole. A ceux qui prétendent que ma rentrée indirecte dans l'administration, en qualité de chef suprême de l'armée, excita beaucoup de mécontentement, je n'ai qu'une observation à leur opposer: Comment, sous le ministère de Saavedra, homme de bien, généralement reconnu tel et dont les bonnes intentions ne furent jamais révoquées en doute, comment, dis-je, sous ce ministre, toutes les bourses restaient-elles impitoyablement fermées, tandis qu'elles s'ouvrirent à l'instant où je reparus pour satisfaire à tous les besoins du service? La confiance et l'estime accordées à ceux qui sont à la tête des affaires se manifestent par l'empressement des capitalistes à venir au secours du Gouvernement. Dira-t-on que la crainte produisit cet effet? Non: parce que ni alors, ni avant, ni après, à aucune époque de ma vie politique je n'ai cherché à me faire craindre. Je n'ai jamais voulu rien obtenir par la force. Voici la véritable et unique raison qui explique tout: ma parole était sacrée; quand j'avais promis de payer, on pouvait y compter. Tout le monde se souvenait encore de la gestion si simple, si droite, des finances pendant que je présidais le Cabinet; on savait bien que les dérangemens survenus après ma sortie ne dépendaient pas de moi; que ce ne fut pas moi qui entraînai le fisc dans un système faux et ruineux; on venait de voir qu'à peine rappelé aux affaires, ennemi déclaré de ce mauvais système, je fus d'avis que la direction

Digitized by Google

de la caisse d'*amortissement* devait être rendue au conseil de Castille et reprendre sa marche régulière, ainsi que je l'avais organisée.

Y eut-il quelque déception, des espérances trompées? Tous les paiemens sans exception, soit provenant des emprunts et suivant le terme des échéances, soit des intérêts convenus, furent acquittés avec exactitude. L'*amortissement*, qui était suspendu, ajourné, comme toutes les autres obligations de la caisse et de l'État, à cause du désordre introduit par l'établissement des *caisses d'escompte*, reprit son cours avec une parfaite régularité. Depuis le 1^er^ novembre 1800 jusqu'au 1^er^ septembre 1801, avant l'expiration de l'année, à compter du jour où le conseil de Castille avait recommencé à diriger la caisse, il fut amorti une somme importante de cent millions de réaux : c'était à peu près le *vingtième de la dette publique*, représentée par les *valès royaux;* cette économie s'effectuait au milieu du conflit d'une guerre de terre et de mer. L'*amortissement* périodique, au lieu de diminuer, allait toujours croissant. A l'époque ci-dessus mentionnée (1^er^ septembre), on avait déjà amorti un *vingtième :* le 25 décembre, on arrivait au *trente-unième*, dont les titres annulés s'élevaient à trente-six millions et quelque chose de plus : total 126, 344,837 vellons et 2 maravédis.

Si l'on pouvait douter de l'exactitude de ces assertions, il serait fort aisé de s'en convaincre; on n'aurait qu'à consulter les archives du conseil de Castille ou celles du ministère. Là sont des documens authentiques à l'appui des chiffres que je présente au lecteur.

Digitized by Google

J'en parle avec une pleine assurance ; mes détracteurs n'ont lancé contre moi que des calomnies ou de vaines suppositions ; jusqu'ici on les a crus sur parole ; n'est-il pas juste à la fin que je sois cru à mon tour?

Digitized by Google

CHAPITRE IX.

LA PAIX D'AMIENS. — LA PAIX GÉNÉRALE EN EUROPE. — COUP D'OEIL SUR L'ÉTAT DE L'ESPAGNE COMPARÉ A CELUI DES AUTRES NATIONS VOISINES DE LA FRANCE.

La seconde coalition était vaincue, dissoute : l'Angleterre ne trouvait plus sur le continent des bras disposés à servir sa haine jalouse; loin de pouvoir compter sur ses alliés pour l'aider à soutenir cette guerre désastreuse, le Cabinet de Saint-James voyait toutes les puissances du Nord se tourner contre lui, ces mêmes puissances qu'il avait d'abord soulevées contre la République!

D'un autre côté, le peuple d'Angleterre demandait hautement la paix. Pitt cédait à l'orage; Addington le remplaçait; et le nouveau ministère, écoutant le vœu général, consentait à faire l'essai d'un système pacifique.

Les préliminaires signés à Londres, le premier octobre 1801, produisirent le traité d'Amiens (mars 1802); la bonne intelligence ainsi rétablie en Europe, les peuples allaient jouir enfin du repos acheté par une lutte si longue et si acharnée [1].

[1] Traité d'Amiens, conclu le 27 mars 1802. Les plénipotentiaires de l'Espagne, de la France, de la Hollande et de l'Angleterre furent don Joseph-Nicolas de Azara, Joseph Bonaparte, R. J. Schimmel Penning et le marquis de Cornwallis.

Digitized by Google

Tout autre moins infatué que Bonaparte de ses idées de domination universelle, satisfait de cet heureux et grand événement, aurait voulu assurer pendant plusieurs années la tranquillité de l'Europe. La paix d'Amiens promettait de beaux jours.

Ici, je m'arrête un moment; je veux comparer encore une fois notre politique, qu'on nous a tant reprochée, avec celle des autres puissances qui s'obstinèrent à guerroyer jusqu'à cette dernière époque (jusqu'à ce traité d'Amiens). On a vu le système adopté par l'Espagne; je dis par l'Espagne, attendu que le système ne fut pas le mien seulement; tous les ministres qui me succédèrent n'en suivirent pas d'autre : ils refusèrent de prendre part à la deuxième coalition ; ils allèrent beaucoup plus loin que moi, comme je l'ai fait remarquer dans la première partie de ces *Mémoires*

Pour justifier complètement mes successeurs et moi, peu de lignes me suffiront; j'ai donné assez d'étendue à mes premières explications sur cette matière; mais j'ai à cœur de pousser les preuves jusqu'à l'évidence.

Que serait-il arrivé si, quand l'Espagne, la Prusse et les Princes de l'Empire s'éloignèrent de la primitive coalition, l'Autriche et les autres puissances du Nord eussent transigé comme nous avec la France?

Que serait-il arrivé? La République, déchirée par les partis, en proie à la discorde intérieure, dominée au fond par l'opinion royaliste, s'affaissant sous son propre poids, serait probablement revenue à des idées monarchiques.

Et, dans ce cas, la France conservant les frontières qu'elle avait acquises, l'équilibre de l'Europe n'y aurait

Digitized by Google

rien perdu ; car l'Autriche elle-même se trouvait amplement dédommagée, aux dépens de la malheureuse Pologne, de ce qui lui échappait du côté de la Belgique[1].

Si, en 1795, ou dans les années qui suivirent, la coalition, triomphante des efforts de la France, eût pu la démembrer, la diminuer de manière à ce qu'elle ne fût plus d'aucun poids dans la balance de l'Europe, l'équilibre politique n'était-il pas entièrement brisé?

Quels moyens restaient aux États du Midi et du Couchant pour résister aux puissances du Nord, à la Russie, à la Prusse, à l'Autriche, engraissées des dépouilles de la Pologne et de la France ?

Et quels alliés pouvait désormais implorer l'Espagne pour se faire respecter, soit par l'Angleterre sur les mers et en Amérique, soit par les autres nations du continent, du côté du Portugal et des Pyrénées ?

[1] Au milieu du fracas de la guerre sur le Rhin, en Italie et dans les Pyrénées, le démembrement de la Pologne se fit, pour ainsi dire, sous le manteau. Peu de gens calculèrent alors la portée de ce déchirement ; mais le Cabinet espagnol ne le perdit pas de vue. La Pologne, ce peuple généreux qui, dans une circonstance critique, sauva la civilisation de la moitié de l'Europe et qui contribuait puissamment au maintien de l'équilibre général, fut effacée de la liste des nations par trois puissances chrétiennes ! Rien ne justifiera dans l'histoire cet énorme attentat. Oh ! quand l'Espagne faisait la guerre à la France, loin de céder à une ambition désordonnée et coupable, elle ne cherchait qu'à défendre l'indépendance des peuples contre les principes antisociaux de la Révolution française ; mais l'indépendance de la Pologne fut indignement violée, non par des jacobins, mais par des Rois. Le nom, quel qu'il soit, du criminel ne change point la nature du crime. Les excès des conventionnels n'excusaient pas la triple iniquité de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse.

Aussitôt que le torrent démagogique parut rentrer dans son lit,

Digitized by Google

La maison de Lorraine, rivale innée des Bourbons, les aurait d'abord chassés de l'Italie ou les y aurait tenus sous son joug de fer, comme on le vit plus tard, comme on le voit encore depuis 1814. L'Espagne y a déjà perdu, au profit de l'Autriche, l'ancien patrimoine de ses Infans, le duché de Parme; et le roi de Naples n'est plus que le docile instrument des volontés de l'empereur d'Allemagne.

Dès 1795, l'Espagne prévoyait ce danger : son devoir était de le prévenir, d'autant plus qu'à cette époque on ne devinait point qu'il s'élèverait bientôt un homme aussi extraordinaire que Bonaparte; nul ne pouvait s'en douter.

Et qui ouvrit à ce guerrier si extraordinaire la carrière où il allait acquérir tant de gloire? Qui fournit à cet homme né pour monter si haut l'occasion d'exploiter pour son compte la tendance naturelle du Français vers la monarchie?

l'Espagne ne devait plus s'obstiner à le combattre; la lutte ne servait qu'à nourrir l'ambition des puissances du Nord. Elles y trouvaient l'occasion et des prétextes pour s'aggrandir..... Dans les temps ordinaires, l'Espagne et la France n'auraient pas souffert la mutilation de la Pologne. Pour beaucoup moins, les cabinets de Madrid et de Versailles s'étaient déclarés contre l'Autriche en faveur de Stanislas Leckzinski.... sans doute les terribles affaires de 1792, 1793, 1794, occupèrent toute leur attention; la France ayant à défendre ses propres foyers, comment aurait-elle songé aux tribulations de la Pologne ? Elle aurait pu s'en occuper, il est vrai, à l'époque de la paix d'Amiens; elle aurait dû alors interposer sa médiation pour le rétablissement de l'équilibre de l'Europe, exiger, commander la réintégration de la Pologne, en rendant elle-même une partie de ses conquêtes sur l'Autriche; mais Bonaparte ne cédait jamais aucun de ses avantages. Sa justice, à lui, était de tout garder.

Digitized by Google

Non certainement ce ne fut pas l'Espagne ; je l'ai déjà dit dans ces *Mémoires*, il me convient de le répéter. Sans cette guerre d'Italie, en 1796, la paix générale aurait pu se faire ; le Directoire la voulait sérieusement, la désirait avec ardeur : faute d'occasion, Bonaparte n'aurait pas déployé les talens qui subjuguèrent l'esprit français, et peut-être l'histoire n'aurait gardé qu'un souvenir de peu de lignes au protégé de Barras, pour avoir mitraillé les bourgeois de Paris, le 13 vendémiaire.

Que gagna l'Autriche, que gagnèrent les autres coalisés à prolonger, à renouveler cette querelle ? Ils éveillèrent la cupidité des barbares du Nord : les Cosaques vinrent s'ébattre dans le jardin de l'Italie ;

Donner une plus grande force, une vie nouvelle, à la République : car tous les Français s'unirent pour défendre leurs foyers et leurs conquêtes ;

Perdre beaucoup plus qu'on n'avait déjà perdu (il est vrai qu'ils l'ont recouvré par la suite) ; verser des torrens de sang ; couvrir l'Europe de ruines ;

Et tout cela pour transiger ensuite avec cette République si détestée, et signer misérablement les traités de Tolentino et de Lunéville !

L'Angleterre ne trouva point dans la paix d'Amiens la compensation de ses immenses sacrifices : les subsides qu'elle avait payés aux ennemis de la France ne furent pas remboursés ; sa dette publique se trouva quintuplée[1]. Les expéditions sur le continent avaient échoué ;

[1] La dette de l'Angleterre, en 1800, s'élevait à l'effrayante somme de 491 millions de livres sterling ou 2,706 millions de piastres fortes. Un journal allemand a fait le calcul que voici : Pour compter cette somme en louis d'or, à 100 louis par minute, et en y employant

Digitized by Google

son commerce fit des pertes énormes dans cette guerre soutenue à la fois contre l'Espagne, la Hollande et la France; mais la République garda tout ce qu'elle avait conquis en Europe; et la Grande-Bretagne rendit sans aucune exception ce qu'elle avait pris en Amérique.

Enfin, je le demande, après tant de combats et d'efforts, ne fut-on pas obligé de s'arranger avec la France? Parmi toutes les nations, citez-en une seule qui ait goûté pleinement, même pendant une courte trêve, les douceurs de la paix dont l'Espagne a joui quatorze années sans interruption!

Voyez l'Empire germanique!

On éprouve un profond dégoût, quand on jette les yeux sur cette diète et ses protocoles, quand on voit cette pauvre Allemagne se débattant sous le poids de l'article VII du traité de Lunéville [1]. La paix ne fut pour elle qu'une longue série d'humiliations, une lutte

18 heures par jour, il faudrait 11 années et 160 jours; en supposant la somme en écus de 6 francs, ce serait une affaire de 45 ans et 275 jours.

Si l'on étalait ces louis d'or sur une ligne droite, elle aurait 1,305 milles géographiques de longueur; et en écus de 6 francs, cette ligne ferait le tour du globe et une moitié en sus, en donnant à la circonférence du globe 5,400 milles géographiques

Pour enlever le tout en monnaie d'or, il faudrait 7,107 bêtes de somme portant 10 quintaux chacune; et en écus de 6 francs, 116,117 bêtes de somme; finalement, le calculateur allemand affirme que tous ces louis d'or tiendraient à peine dans une tonne ou caisse de 277,538 pieds cubiques et demi.

[1] Voici l'article : « Il est convenu, par suite de la cession que fait « l'Empire à la République française, que plusieurs provinces et « États dudit Empire se trouvent dépossédés en tout ou partie, « tandis que c'est à l'Empire germanique collectivement à supporter les pertes résultant des stipulations du présent traité;

Digitized by Google

immorale d'intérêts privés et réciproquement contraires. Les Princes, les Ducs, les Comtes, les Électeurs et les Landgraves, mutilés, dépouillés, courant après les *âmes* qui leur étaient assignées; les peuples passant d'une main à l'autre, parqués, tondus, vendus comme des troupeaux de bétail; la soldatesque française vivant sur le pays, en attendant le réglement de tous ces brocantages de chair humaine, jusqu'à ce que enfin, sans vouloir écouter les doléances des uns et des autres, la France et la Russie, s'érigeant en arbitres suprêmes, terminèrent d'autorité cette lamentable discussion.

Et la Hollande, alliée, patiente et résignée, fidèle auxiliaire de la France dans tous ses efforts et projets contre l'Angleterre! Le traité d'Amiens n'existait plus, et l'entretien des armées françaises pesait toujours sur la Hollande[1]! Son gouvernement se modifiait, changeait chaque jour suivant le caprice de la République. Elle perdit enfin son indépendance, sa nationalité même, convertie en province française.

Après six ans de guerre, tour à tour pillée par les Français, les Autrichiens et les Russes, l'Italie ne jouit

« il est convenu aussi entre S. M. l'Empereur et Roi, tant en son « nom qu'au nom de l'Empire germanique, et la République « française, qu'en conformité des principes formellement établis « à Rastadt, l'Empereur sera tenu de donner aux Princes héré- « ditaires qui se trouvent dépossédés à la rive gauche du Rhin un « dédommagement pris dans le sein dudit Empire, suivant les « arrangemens qui, d'après ces bases, seront ultérieurement « déterminés. »

[1] L'une des conditions de l'*ultimatum* de l'Angleterre présenté par lord Witworth, le 2 mai 1803, fut l'évacuation préalable de la Hollande par les troupes françaises. Et l'occupation durait encore une année après la signature du traité!

Digitized by Google

point de sa liberté. La République cisalpine accepta de nouveau le joug de l'étranger : Bonaparte disposa d'elle sous le nom de Président, comme il disposait de la France sous celui de Premier Consul. C'était le prélude des envahissemens dont Bayonne fut le théâtre.

Le Pape, ayant à déplorer la perte de trois légations décidément séparées de son domaine temporel, se contentait de réclamer l'hommage de la haquenée de Naples. Le roi des Deux-Siciles, humilié, diminué par les traités de Foligno et de Florence, n'était ni moins pauvre, ni moins affligé que le Saint-Père de Rome : souverains précaires, mal assis, et dont le tambour des soldats français venait souvent effrayer le sommeil.

Gênes, ainsi que la Hollande, regrettait son indépendance. La France y modifiait à son gré les institutions, disposait arbitrairement de ses trésors et de sa marine.

Le Piémont, plus malheureux encore, n'avait pas même été mentionné dans les protocoles de Lunéville et d'Amiens ; simple district militaire bornant ses vœux à l'espoir de devenir aussi une province française. Venise était livrée à l'Autriche, et la paix de l'Europe ne fit que river ses chaînes : son Livre d'or est fermé ; Parme et la Toscane seules, mais qui tenaient de loin à l'Espagne, goûtaient assez tranquillement les douceurs de la paix.

L'Helvétie, déjà opprimée, tiraillée, sous le règne du Directoire, ne gagna rien du tout à la suspension des hostilités générales : en butte aux discordes civiles que Bonaparte fomentait sous main, elle subit aussi son dix-huit brumaire et une constitution imposée. Napo-

Digitized by Google

léon prit le titre de Médiateur de la Suisse. Tous ces bouleversemens eurent lieu pendant la paix et en présence des armées françaises.

Qui donc eut le bonheur exceptionnel de conserver une existence tranquille au milieu des angoisses dont toute l'Europe était tourmentée ?

L'Espagne seule !

Parmi tous les voisins de la France, quel pays ne fut point matériellement asservi à la dictature militaire de Napoléon ?

L'Espagne seule !

Qui osa contrarier ses projets, déjouer parfois ses intrigues, lui opposer une volonté, lui arracher une paix dont il ne voulait pas[1], l'obliger à rappeler ses troupes en refusant de les nourrir ?

L'Espagne seule !

Qui enfin, après tant de combats, soit contre la France, soit contre l'Angleterre, peut se flatter d'avoir éprouvé le moins de pertes ?

L'Espagne encore !

De tous nos immenses domaines dans les deux mondes, l'île de la Trinité fut le seul sacrifice que nous coûta la paix générale ; sacrifice volontaire, généreusement fait au repos de l'Europe !

On a dit que Napoléon obligea l'Espagne à renoncer à cette île, ou même qu'il en fit la cession sans nous consulter. Certes, je n'ai pas cherché jusqu'ici à le flatter ; je ne serai pas plus louangeur à son égard dans

[1] Celle de Portugal. Voyez le chapitre VI tout entier, relativement à la guerre et à la paix de 1801.

Digitized by Google

la suite de ces *Mémoires*. J'ai donc le droit d'en être cru quand je viens le justifier. Soit que le Premier Consul ne désirât pas beaucoup la paix avec l'Angleterre (comme je le suppose), et qu'il voulût seulement avoir l'air de ne pas s'y opposer, soit plutôt qu'il entrât dans ses vues particulières de nous prodiguer les témoignages de son intérêt, il ne négligea rien pour nous épargner le sacrifice de l'île de la Trinité. Notre ambassadeur Azara, sans consulter Bonaparte lui-même, ni personne autre, voyant que la paix d'Amiens ne tenait plus qu'à la cession de cette île, et que l'Espagne obtenait d'ailleurs la restitution de Minorque et l'acquisition définitive d'Olivenza, de sa propre autorité, mais toujours dans l'esprit de ses instructions, fit l'abandon de la colonie disputée.

C'est ainsi qu'en 1782 le comte d'Aranda, chargé de négocier la paix avec l'Angleterre, eut l'air de prendre pour son compte le désistement de nos prétentions sur Gibraltar, afin de ne pas retarder un accommodement que tout le monde désirait.

Bonaparte n'a point manqué à la vérité lorsque, s'adressant au Sénat et aux deux Corps Législatifs, il disait à propos du traité fait avec la Grande-Bretagne : « La fidélité de l'Espagne à remplir ses engagemens « avec la République nous faisait un devoir d'employer « tous nos efforts pour conserver à Sa Majesté Catho- « lique la parfaite intégrité de ses États ; la République « s'y était engagée ; elle n'y a point manqué dans le « cours des négociations ; elle y a mis toute la vigueur « possible ; le roi d'Espagne a reconnu la loyauté de « ses alliés et voulu faire généreusement, en faveur de

Digitized by Google

« la paix, le sacrifice que nous cherchions à lui épar-
« gner. L'Espagne vient d'acquérir de nouveaux droits
« à l'amitié de la France, et un titre sacré à la recon-
« naissance de l'Europe. Le rétablissement du com-
« merce dédommagera ses sujets, et bientôt un esprit
« vivifiant va donner à ses vastes possessions une acti-
« vité nouvelle, une nouvelle industrie [1]. »

Tout cela est vrai; l'Espagne gagnait effectivement plus que la France elle-même. Celle-ci avait encore à pacifier, à réduire la grande possession de Saint-Domingue (qu'elle n'a jamais obtenue); l'Espagne retrouvait toutes ses colonies fidèles et dévouées. Les maux de la guerre, le contagieux exemple des États-Unis, les suggestions perfides des Anglais dont les agens se glissaient partout, rien ne put affaiblir la loyauté de ces généreux enfans de la monarchie. Ils n'eurent pas même l'idée de se soustraire à l'obéissance de la métropole. Ils n'aspirèrent pas à réclamer d'autres faveurs que celles dont ils jouissaient sous le Gouvernement paternel de Charles IV. Un cri général de bénédiction, parti du sein de l'Espagne européenne, retentit dans les quatre parties du monde. Oh! que l'Espagne était grande alors! Les malheurs que le commerce et l'industrie avaient éprouvés pendant la guerre maritime furent bientôt réparés; l'Espagne restait entière; aucune de ses blessures n'allait au cœur : elles ne tardèrent pas à se cicatriser.

La modération, la sagesse de Charles IV écartèrent de nous les fléaux qui ravageaient tout le continent;

[1] *Moniteur* d'avril 1803.

Digitized by Google

quelquefois même la prépondérance des Anglais sur la mer fut heureusement combattue.

Charles IV aurait pu détourner d'autres orages que l'Angleterre et la France suscitèrent plus tard, et sauver l'Espagne une seconde ou troisième fois, sans la perversité de la faction qui attira la foudre sur notre pays!

Digitized by Google

CHAPITRE X.

INTRIGUES AU SUJET DE L'ÎLE DE MALTE. — NOTRE CABINET LES DÉJOUE. — LES LANGUES ET ASSEMBLÉES DE L'ORDRE DE SAINT-JEAN-DE-JÉRUSALEM, SONT INCORPORÉES A LA COURONNE. — EXPÉDITION FRANÇAISE A SAINT-DOMINGUE. — NAPOLÉON VEUT NOUS Y FAIRE COOPÉRER AVEC DES VAISSEAUX ET DES TROUPES DE DÉBARQUEMENT. — CHARLES IV N'ADHÈRE POINT A CETTE DEMANDE ET JUSTIFIE SON REFUS.

Toutes les négociations de paix avec l'Angleterre s'embrouillaient aussitôt qu'il s'agissait de l'île de Malte. C'était la pomme de discorde. La rupture entre le Cabinet de Paris et celui de Saint-James n'eut pas d'autre prétexte.

En vertu des préliminaires signés à Londres, il était bien convenu que Malte serait rendue à l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem ; mais pour assurer l'indépendance de ce rocher, soit vis-à-vis de la France, soit vis-à-vis de l'Angleterre, il ne devait plus y avoir de *langues* ni de l'une ni de l'autre nation : l'île, mise d'abord sous la protection d'une tierce puissance, serait fidèlement restituée à l'ordre, trois mois après la publication de la paix générale.

Ici, on ne pouvait guère douter de la bonne foi de

Digitized by Google

l'Angleterre : car ne voulant pas que Malte retombât entre les mains des Français, elle s'imposait la même abnégation.

Bonaparte, au contraire, n'abandonnait point le projet de chasser les Anglais de la Méditerranée. Selon lui, cette mer était un *lac français*. C'était aussi le chemin de l'Égypte, à laquelle il ne renonçait pas, et de l'Inde, où les possessions britanniques attiraient toujours ses pensées.

Ainsi, ne cessant pas de regarder l'île de Malte comme un jalon et comme un point d'appui nécessaire à l'exécution de ses plans gigantesques, il espérait s'en ménager l'accès par une influence détournée sur l'élection du nouveau grand-maître.

Il conçut l'idée de faire tomber le choix sur un chevalier de *langue espagnole;* il dut même s'en expliquer avec assez peu de réserve, puisque j'en reçus l'avis de bonne heure. A l'instant, j'en parlai au Roi; nous étions en paix avec l'Angleterre; nous avions le plus grand intérêt à éviter une discussion avec cette puissance; il fallait agir avec elle loyalement pour s'épargner les embarras où l'ambition de Bonaparte pourrait nous jeter, en voulant faire de nous l'instrument de sa politique. Il ne convenait pas moins à l'Europe qu'à l'Espagne de jouir de la paix heureusement rétablie le plus long-temps possible. N'était-il pas à craindre que Bonaparte, saisissant de manière ou d'autre l'île de Malte, n'en fît encore une fois son point de départ et ne se remît à courir les aventures?

Les Anglais, qui, à force de sacrifices de tout genre, étaient parvenus à ruiner l'expédition d'Égypte, et

Digitized by Google

fondaient sur ce succès la conservation de leurs établissemens de l'Inde, n'eussent pas manqué d'en appeler aux armes pour peu que Bonaparte laissât voir l'intention de recommencer.

Pauvre politique de la part de l'Espagne! dira-t-on, puisque le Premier Consul ne voulait qu'arracher aux Anglais le sceptre des mers... Oui; mais il ne pouvait en venir à bout sans écrouer l'Europe entière sous le joug de sa volonté.

Et, si la France, déjà redoutable sur le continent, obtenait encore l'empire maritime, il ne restait plus d'indépendance nulle part : Bonaparte le disait lui-même, *tout pour la France*, ce qui, au fond, n'était autre chose que *tout pour moi.*

La paix seulement et le bon accord général, spontané, non pas imposé par la force, pouvaient obliger l'Angleterre à se relâcher de ses prétentions. La guerre n'était bonne qu'à donner un nouvel ascendant aux deux puissances rivales, à servir leur ambition aux dépens de toutes les autres; celles-ci seraient infailliblement compromises, forcées de soutenir l'une des deux.

D'après ces motifs, je conseillai au Roi de couper court aux difficultés relativement à cette question de Malte. « Puisque Bonaparte persiste dans son idée et « cherche à séduire l'Espagne par l'élection d'un « Grand-Maître choisi dans les langues de Castille « et d'Aragon, il faut incorporer ces deux langues à « la couronne, comme le fit un des aïeux de Votre « Majesté, en se déclarant chef suprême et souverain « des ordres de Saint-Jacques, Calatrava, Montesa et

Digitized by Google

« Alcantara [1]. L'intérêt public l'exige ; le fisc s'en trou-
« vera bien. L'ordre de Malte est déjà privé d'une
« grande partie des richesses dont il jouissait lorsque,
« sans compter les commanderies de l'Espagne, il en
« possédait une infinité d'autres chez les diverses
« puissances catholiques de l'Europe. Les langues
« françaises sont supprimées ; celles d'Italie s'amoin-
« drissent de jour en jour, le Piémont n'est plus
« qu'une province conquise, et le duché de Parme
« sera bientôt agrégé à la République. Le roi de
« Bavière s'est emparé de tous les biens des chevaliers
« de Saint-Jean-de-Jérusalem ; la Russie va suivre
« cet exemple, et l'ordre Teutonique, invité à se
« réunir à celui de Malte, s'y est formellement refusé.
« Ainsi, appauvri, exténué, mutilé, ce dernier n'a
« plus qu'un souffle de vie. A la vérité, l'institution,
« bien déchue de son ancienne gloire, est aujourd'hui
« à peu près sans objet. Si l'Espagne ne se hâte d'imi-
« ter la Bavière, si un nouveau Grand-Maître est choisi
« parmi nous, adieu les revenus des langues de Cas-
« tille et d'Aragon, qui seront exportés à Malte, et en
« outre, l'Espagne se verra engagée pour son propre
« honneur, pressée par Napoléon de faire encore
« d'autres sacrifices pour soutenir l'existence et la
« dignité d'un ordre étranger : tout cela sans aucun
« profit pour nous ; au contraire, c'est nous attirer
« mille embarras, mille contestations fâcheuses avec
« l'Angleterre et la France elle-même. »

[1] Ferdinand le Catholique s'attribua la *grande*-maîtrise de tous les ordres militaires de l'Espagne, à l'exception de celui de *Saint-Jean-de-Jérusalem*, qui appartenait à la communauté chrétienne. E.

Digitized by Google

Le Roi prit donc le parti de se déclarer Grand-Maître. Tous les biens de l'ordre furent définitivement incorporés à la Couronne. Le décret porte la date du 23 janvier 1802; il fut adressé au Conseil, qui en ordonna la publication dans les formes légales accoutumées.

L'ambassadeur de France, averti seulement par cette publication, vint à moi aussitôt. Il m'exposa confidentiellement les désirs du Premier Consul, et son intention de faire nommer Grand-Maître un commandeur espagnol. « On a pris toutes les mesures, « disait-il, il ne reste plus qu'à savoir quelle personne « serait agréable au Roi. On est sûr de la faire nom- « mer. » Tout cela fut assaisonné de force protestations d'amitié de la part du Premier Consul, lequel « désirait voir s'augmenter la considération et l'influence de l'Espagne dans les affaires de l'Europe. »

Je témoignai à l'ambassadeur ma surprise et ma reconnaissance; mais je n'hésitai pas à lui annoncer que le Roi venait de se déclarer Grand-Maître lui-même dans ses États.

L'ambassadeur, malgré cette déclaration de ma part, voulut s'en expliquer décidément avec Sa Majesté. Une audience lui fut accordée à l'instant; il s'efforça de persuader au Roi de révoquer le décret. Charles IV tint ferme.

Il est aisé de concevoir quel fut le désappointement de Napoléon. Lorsque notre ministre Azara revint d'Amiens à Paris, le Premier Consul ne put modérer la vivacité de ses expressions. « Hé bien! M. Azara, « tout est fini, mais non comme je l'aurais voulu. Si

Digitized by Google

« votre Cour eût pris conseil des Anglais, elle n'aurait « pas mieux fait leurs affaires. A Madrid, on tient « fort peu à ma politique; le décret de Charles IV est « fondé, j'en conviens; l'ordre de Malte n'est plus « aujourd'hui qu'un anachronisme; dans l'état où il « est tombé, la prolongation de son existence serait « une charge pour l'Espagne. Mais pourquoi ne m'a- « t-on pas prévenu? mon intention était que tôt ou « tard l'ordre fût aboli, et que Malte revînt à la mo- « narchie espagnole, comme il serait juste, le motif « de la cession de Charles-Quint n'existant plus. « Ainsi l'Espagne reprenait son bien; et c'était un « point d'appui sur lequel j'aurais pu compter : pa- « tience[1]! »

J'ai dû parler de tout cela, parce que des écrivains mal instruits ont posé en fait que l'incorporation des biens de l'ordre de Malte à la couronne d'Espagne fut conseillée au Roi par le Premier Consul.

[1] Ici je dois dire que ces projets sur l'île de Malte n'étaient pas une pensée nouvelle, appartenant exclusivement à Napoléon. Celui-ci, dans presque tous ses desseins (même le blocus continental), ne faisait que reproduire les idées et la politique de l'ancien Directoire. Lorsque, en 1797, le Grand-Maître de Malte, D. Fr. Manuel de Rohan, touchait à sa fin, le Directoire, averti de sa mort prochaine, envoya à Madrid le comte de Cabarrus chargé de m'offrir cette dignité. « Le Directoire, disait le comte, « a de l'influence sur les principaux dignitaires de l'ordre : il est « certain d'obtenir que vous soyez nommé Grand-Maître. » Mon attachement exclusif au Roi et à mon pays me fit refuser cette proposition; on ne savait point alors que le Directoire eût des vues sur l'Égypte, et qu'il cherchait à se ménager une base d'opération, un port où ses escadres seraient accueillies.

Je crus seulement que l'intention du Directoire était de m'éloigner du timon des affaires d'Espagne, et probablement cette idée

Digitized by Google

Peut-être bien celui-ci en donna-t-il le conseil à la Bavière et même à la Russie, prévoyant que l'influence de ces deux Cours pourrait contrarier ses projets sur l'île de Malte.

Mais, en Espagne, il arriva tout le contraire; Bonaparte voulait bien que l'ordre, pauvre, affaibli, tel qu'il se trouvait, fût rétabli dans ses droits, non comme une affaire de justice dont, en général, il s'occupait assez peu, mais comme une pierre d'attente pour lui, soit afin de s'emparer de nouveau de l'île dans l'occasion, soit afin qu'elle demeurât entre des mains amies qui ne la rendraient point à l'Angleterre. L'Espagne sut ronger les mailles du filet; elle déjoua l'intrigue sans donner à Napoléon un motif raisonnable de se plaindre.

Non, parmi tous les Cabinets de cette époque, aucun ne sut ni ne voulut opposer à Bonaparte autant de résistance que nous; nul n'osa contrarier sa politique, ses désirs, comme nous; tout le monde plia devant lui. J'ai déjà fait voir que l'affaire du Portugal ne fut pas terminée selon sa volonté, mais bien selon la nôtre. Je ne parle pas de plusieurs tentatives moins graves: par exemple, d'exiger des emprunts comme il en usait envers la Hollande ou la république de Gênes; de nous demander des gens de mer, surtout des ouvriers, des charpentiers, lorsqu'il préparait sa flottille

n'était pas étrangère à ses vues. Une année après, je vis clairement le motif de l'intrigue, et le piége qu'on m'avait tendu. Le triste sort du malheureux Grand-Bailli de Brandebourg, baron Hompesch, dernier Grand-Maître en exercice de la religion, me montra le danger que j'avais couru.

Digitized by Google

de Boulogne, ce qui lui fut nettement refusé. Je parlerai seulement de l'une de ces propositions assez graves : il venait de s'arranger momentanément avec l'Angleterre ; aussitôt il nous demanda six mille hommes et notre escadre qui était alors à Brest, pour concourir à l'expédition de Saint-Domingue. Il disait que la partie espagnole de cette île verrait avec moins de répugnance les troupes de Sa Majesté Catholique, que nos vaisseaux l'aideraient à transporter plus de monde et à opérer le débarquement. Nous refusâmes les troupes sous le prétexte que notre paix avec l'Angleterre n'étant pas arrêtée formellement, l'Espagne devait conserver son armée au complet.

Quant aux vaisseaux stationnés dans la rade de Brest, nous réduisîmes le nombre disponible à *quatre* et une frégate[1], car il fallait fournir quelque chose. Il nous convenait d'ailleurs qu'une partie de notre escadre accompagnât celle des Français et l'aidât soit à conduire des troupes, soit à faire le débarquement ; d'un autre côté, nous voulions visiter, relever nos croisières, protéger le mouvement de notre commerce qui commençait à se ranimer.

Voilà tout ce que put obtenir de notre amitié le dictateur qui nous demandait un service et, certes, ne l'exigeait pas avec arrogance.

On a osé dire qu'en cette circonstance nous mîmes notre escadre à sa disposition. C'est une grossière

[1] *Le Guerrier, le Saint-François de Paul, le Saint-Paul, le Neptune et la Soledad*, sous les ordres du lieutenant-général D. Frédéric Gravina. Les deux escadres combinées sortirent de Brest le 14 décembre 1801.

Digitized by Google

erreur. Il n'y a qu'à voir les journaux du temps. Il suffira de lire le rapport du général Gravina, du 8 février 1802, qu'il écrit à bord du *Neptune*, à l'ancre dans la rade du Cap, prêt à mettre à la voile pour La Havane. Gravina raconte la marche de l'escadre, les secours qu'il a donnés aux Français pour favoriser le débarquement, le désastre et l'incendie de la ville par les nègres : il termine ainsi son rapport :

« L'escadre sous mes ordres, comme simple escadre d'observation, ne s'est conformée en route qu'à « nos signaux espagnols, et indépendamment des « Français, attendu que mon ancienneté de grade ne « me permettait point d'être sous les ordres de l'amiral « Villaret. Je n'en ai pas moins conservé avec lui la « meilleure harmonie : un accord parfait a régné entre « les troupes et officiers de l'une et l'autre nation, « comme à Brest pendant vingt-huit mois de séjour « dans ce département. J'ai de plus eu la satisfaction « de voir louer hautement par les généraux français « l'activité, la précision avec laquelle ont manœuvré « tous les capitaines de nos vaisseaux. »

Ce rapport me fut adressé directement comme généralissime, et publié dans les journaux de France, d'Espagne et d'Angleterre. Est-il une meilleure preuve du soin que nous avons toujours eu de notre honneur national et de notre indépendance vis-à-vis des Français ?

Quelqu'un voudra peut-être savoir ce que devenait la Louisiane dans ce moment. Je réponds : elle était au pouvoir de l'Espagne ; Napoléon craignait que l'Angleterre ne vînt à connaître la cession stipulée, et

Digitized by Google

il désirait vivement que l'affaire restât secrète jusqu'à ce que le moment favorable d'en parler fût venu dans les conférences d'Amiens, et que cette cession ne nuisît pas au traité de paix.

Bonaparte, qui, d'après sa conduite ultérieure, avait toujours plus ou moins la pensée peu digne, peu loyale, de vendre cette possession, quoique reçue de nous à la condition expresse de nous être rendue en cas que la France ne voulût plus la garder; Bonaparte, dis-je, même après avoir fait la paix, ne se hâta guère de prendre possession de la Louisiane. Il attendit plusieurs mois; j'en parlerai en son lieu.

Digitized by Google

CHAPITRE XI.

MARIAGE DU PRINCE DES ASTURIES AVEC LA PRINCESSE DE NAPLES, MARIE-ANTOINETTE, ET DU PRINCE HÉRITIER DE NAPLES AVEC L'INFANTE MARIE-ISABELLE. — JE CONSEILLE AU ROI DE DIFFÉRER LE MARIAGE DU PRINCE DES ASTURIES JUSQU'A CE QUE L'ÉDUCATION DE S. A. R. SOIT ACHEVÉE. — MES IDÉES SUR LES MOYENS DE LA PERFECTIONNER. — FÊTES ET RÉJOUISSANCES PUBLIQUES.

J'ai déjà parlé de la vivacité du caractère de Charles IV. Aussitôt qu'il trouvait la chose convenable ou nécessaire, suivant sa manière de voir, son impatience d'agir ne connaissait plus de frein; rien ne devait en retarder l'exécution. L'idée du double mariage de ses enfans avec les Princes de Naples le préoccupait vivement. A son impatience naturelle, ajoutez la peur d'être contrarié par les vues que Bonaparte avait déjà manifestées; Sa Majesté craignait que celui-ci, démasquant tout-à-fait ses desseins ambitieux, ne vînt lui demander sans détour la main de l'infante Marie-Isabelle.

Visiblement, le Premier Consul s'élançait sur le trône de France, mais comme cet arbre d'ascendante nature qui, à peine sorti de terre, s'élève en pointe, dépasse tous ses voisins, et n'a point encore de racines. Napo-

Digitized by Google

léon sentait le besoin d'en avoir, de les étendre, de s'affermir sur ses pieds : ainsi le jeune rejeton de la forêt se plaît dans le voisinage et semble rechercher la protection du vieux chêne dont la hache du temps a respecté le tronc séculaire.

« Ah! que va-t-on dire de nous, s'écriait le chef des « Bourbons qui alors régnait encore, si cette pierre de « scandale tombe sur ma famille? »

Au fond, Charles se croyait assez de force et de courage pour repousser dignement une demande de cette nature, si on osait la lui adresser; mais il aimait beaucoup mieux prévenir des explications qui pouvaient compromettre ses liaisons d'amitié avec la France, et donner lieu à des ressentimens vifs et profonds.

De là cet empressement du Roi à terminer la double affaire avec la Maison de Naples, dont le jeune Prince héréditaire venait de perdre sa femme[1]. Donner une couronne à sa propre fille, en lui faisant épouser l'héritier du trône des Deux-Siciles, procurer le même avantage à ses parens d'Italie, en mariant la princesse Marie-Antoinette avec son fils aîné, rallier par ce moyen les intérêts et la politique des trois Maisons d'Espagne, de Naples et d'Étrurie, et adopter de commun accord un système uniforme de dignité, d'*expectation* et de prudence dans la situation actuelle : tel était le projet dont Charles IV hâtait de tous ses vœux l'accomplissement; car on ne se fait pas une idée de

[1] L'archiduchesse d'Autriche Marie-Clémentine-Joséphine, troisième sœur de l'empereur d'Allemagne, morte le 15 novembre 1801.

Digitized by Google

l'affection qu'il avait pour sa famille de Naples. Que de peines d'esprit lui causait la politique inconsidérée et vacillante de son frère! Politique fatale qui, deux fois, avait mis Ferdinand IV dans la triste nécessité d'implorer le pardon de la France, et de payer bien cher cette humiliante faveur!

Quant à l'union de l'infante Marie-Isabelle avec le Prince napolitain, je partageai constamment l'avis du Roi; je me plus à l'y affermir. Pour le Prince des Asturies, comme fidèle serviteur et véritable ami de Charles IV, je ne devais point hésiter à m'en expliquer franchement, puisque l'occasion se présentait d'elle-même. Étant seul avec Sa Majesté, j'eus le courage de lui dire qu'il serait convenable peut-être de ne pas aller si vite, et d'attendre que l'éducation du Prince fût achevée.

Après un moment de silence, Charles IV, visiblement affecté, répondit en soupirant: « Je le vois bien, Fer-
« dinand est encore très-arriéré; mais crois-tu qu'en
« laissant passer quelques années de plus sans le marier,
« il acquerra ce qui lui manque? —Sire, lui dis-je,
« je n'attends pas grand'chose de ce genre d'études
« solitaires, de ce tête-à-tête monotone entre le maître
« respectueux et l'auguste disciple. Je ne prévois guère
« ce qu'on peut en espérer de plus dorénavant. Votre
« Majesté voit cela de ses propres yeux; elle-même l'a
« dit souvent.

« —Que faire donc pour que mon fils puisse être bon
« à quelque chose?—Sire, repris-je avec une sorte de
« timidité que j'avais de la peine à vaincre, l'étude du
« grand monde, une étude qui, au lieu de fatiguer son

Digitized by Google

« esprit, l'intéresse et l'occupe; mais surtout, s'il est « possible, qu'il soit mis sur la voie sans affectation, « et qu'il ne s'aperçoive pas qu'on se méfie de sa ca- « pacité... Trois années de voyage en Europe, bien et « sagement accompagné!... La paix règne sur le « continent; il est à peu près certain que l'Angleterre « va faire la sienne. Enfin Votre Majesté peut accueillir « ou rejeter mon avis; je m'en rapporte à ses hautes « lumières et à son expérience. J'ai cru devoir dire ma « pensée, Sire; voyez combien je tremble d'avoir osé « prendre cette liberté. Mes ennemis ont essayé quel- « quefois de me représenter comme un homme dan- « gereux pour la couronne; peut-être sont-ils même « parvenus à le faire croire à Son Altesse Royale. « Heureusement Votre Majesté n'a point écouté la « calomnie; mais si quelqu'un vient à savoir que j'ai « donné le conseil de faire voyager le Prince, ce « conseil, on en fera une mauvaise interprétation. Ce « sera une invention, de ma part, ayant pour but de « refroidir à l'égard de Son Altesse Royale la ten- « dresse de ses parens.

« —Non, certainement non, s'écria Charles IV; je « le dis comme je le pense, tu viens de me donner la « meilleure preuve de ton attachement pour mon fils; « mais qui voudrait assurer que, par une fatalité im- « prévue, ce moyen si convenable que tu me proposes « ne tournera point à mal? Si des méchans abusent de « sa docilité ou de sa faiblesse d'esprit, si la politique « étrangère profite de l'occasion pour le pervertir, et « en fait un instrument de malheur dans sa propre « famille! Une résolution aussi grave a besoin d'être

Digitized by Google

« méditée. Ensuite, sa mère! sa mère qui l'adore,
« comment lui faire entendre raison? »

J'eus le courage d'insister : « Sire, il n'y a pas de « mesure ni de résolution, même la plus sage, qui ne « puisse être calomniée et convertie en mal par la « faiblesse ou la méchanceté des hommes. Mais puis- « qu'il faut prendre un parti, on doit préférer celui où « le danger moins immédiat est plus facile à éviter. « Son Altesse Royale étant bien entourée, elle ne « sortira pas du bon chemin ; si le Prince ne reçoit pas « l'enseignement pratique dont il a besoin, c'est une « perte irréparable : il s'en ressentira toute sa vie. Sa « Majesté la Reine est trop éclairée pour ne pas savoir « faire un léger sacrifice de tendresse maternelle, afin « de procurer à son fils un incalculable avantage. « — Manuel, nous y penserons. » Et la conversation en resta là.

J'avais fait mon devoir en exposant au Roi ce qu'en mon âme et conscience j'estimais nécessaire pour le bien de mon pays. Je sais parfaitement à quoi je m'exposais. Dans les palais, on marche sur une glace unie, brillante et toujours prête à manquer sous vos pieds : j'étais pourtant décidé à revenir sur le même sujet ; mais je voulais attendre que la Reine ou le Roi m'en offrissent de nouveau l'occasion, ce qui n'arriva plus. Je compris bientôt par les allées et venues mystérieuses de Caballero que LL. MM. l'avaient consulté : le double mariage fut arrêté.

Quelle absurde injustice de m'avoir imputé le projet de laisser Ferdinand croupir dans l'ignorance pour exercer plus tard un empire absolu sur son esprit! Il

Digitized by Google

suffit de demander à tout homme de sens si, tandis que je m'efforçais d'étendre la culture des sciences et des lettres dans toute l'Espagne, j'ai pu désirer que l'héritier de la couronne fût le chef, le patron des ignorans, des ennemis des lumières, qui étaient aussi les miens, et qui déjà n'avaient que trop de consistance dans le pays? Ne me convenait-il pas mieux, si j'aspirais à conserver quelque faveur sous son règne, que le Prince pensât comme je pensais au sujet de l'instruction générale? N'avais-je point à redouter d'être mal vu, persécuté par les Ignorantins appelés au timon des affaires? Il était dans mon intérêt que le Prince aimât les lettres et les arts, qu'il ne leur fût point étranger lui-même, qu'il les regardât comme les élémens d'un bon système d'administration.

C'est dans cet intérêt et le mien que le soin le plus diligent fut mis à lui trouver des maîtres, des gouverneurs capables de bien remplir cette noble tâche.

Parlerai-je du père Scio, son premier précepteur, choisi par le ministre Florida Blanca?

Certes, personne ne dira qu'en appelant Escoïquiz, j'eusse l'intention de ralentir les progrès du prince des Asturies, ou de faire gâter son éducation.

Tout le monde, mes détracteurs les premiers élevèrent jusqu'aux nues le savoir et le mérite d'Escoïquiz; je n'ai fait que partager l'erreur commune; il n'y a pas de ma faute.

Le duc de San Carlos fut gouverneur du prince Ferdinand; les mêmes éloges lui étaient donnés qu'à Escoïquiz. Tous deux figurent au premier rang de mes ennemis.

Digitized by Google

Quant aux autres chargés de continuer cette éducation, qui osera jeter la moindre défaveur sur l'évêque D. François-Xavier Cabrera, successeur du père Scio? Ses diocésains d'Orihuela et d'Avila, tous ceux qui le connurent ou qui ont reçu depuis la tradition de la voix publique rendent hommage aux vertus chrétiennes et civiles de ce digne prélat : publiciste éclairé, jurisconsulte habile, littérateur distingué, philosophe religieux, homme à la fois d'église et du monde, il était à la hauteur des lumières du siècle, sans en être ébloui; modeste, tolérant, doué d'une éloquence facile même dans l'explication des matières les plus abstraites, sa parole coulait comme un ruisseau limpide; la douceur de son caractère désarmait l'esprit de contradiction; tous les cœurs se donnaient à lui.

Voilà bien l'homme auquel fut confiée l'éducation du Prince appelé à régner sur l'Espagne! Il ne nous a point laissé de rapsodies historiques ou littéraires; il n'a point fait des poèmes ennuyeux ou durs comme ceux d'Escoïquiz; mais je conservais avec respect ses lettres pastorales, pleines d'onction et de sagesse, certains manuscrits bien précieux! Hélas! que sont-ils devenus!

Le marquis de Santa-Cruz (D. Joseph de Bazan et Silva) fut aussi gouverneur de Ferdinand et des Infans, ses frères; noble et fidèle serviteur de Charles III et de Charles IV, exemple et honneur de la grandesse espagnole, on estimait ses vertus privées et publiques; protecteur éclairé des sciences et des arts, ami de tous les hommes instruits de l'Espagne et de l'Europe,

Digitized by Google

membre de sociétés savantes de plusieurs pays, et si long-temps directeur de l'Académie de la Langue espagnole!

Le Prince eut aussi auprès de lui, en qualité de gouverneur (Teniente de Ayo), mon oncle le général D. Joseph Alvarez (frère de ma mère). Avant que je ne fusse né, Alvarez avait fait ses preuves et suivi honorablement sa carrière; élève du collége d'artillerie de Ségovie, il s'était distingué de bonne heure, en 1762, au siége d'Almeida, ensuite au blocus de Gibraltar, et successivement dans les deux expéditions de l'Amérique septentrionale, en 1782, et de l'Amérique méridionale, l'année d'après. Son zèle, sa loyauté chevaleresque, son excellent esprit, sa haute moralité, le rendaient éminemment propre à remplir les fonctions qu'il exerçait.

Et ce sont là les complices que je cherchai pour retenir le Prince héritier de la Couronne dans une lâche ignorance, dans un état d'abjection morale, machiavéliquement calculé! et les honorables personnages que je viens de citer se prostituèrent de commun accord, conspirèrent ensemble pour exécuter un projet de si honteuse nature!

Que mes détracteurs gardent à jamais le silence; qu'ils ne me forcent pas de soulever un voile que ma délicatesse et ma loyauté m'ordonnent de laisser tomber sur cette déplorable affaire!

Ai-je encore besoin de m'en justifier?

Enfin les mariages des Princes furent arrêtés à Aranjuez, le 14 avril 1802, et signés vers les premiers jours de juillet, en vertu de pouvoirs donnés récipro-

Digitized by Google

quement. Le 30 septembre, le Prince de Naples et sa sœur Marie-Antoinette arrivèrent à Barcelone, où la ratification eut lieu des deux côtés, le 4 octobre.

Au pied de l'autel même où s'accomplissait l'auguste cérémonie, je ne pus me défendre d'un sinistre pressentiment. O ma chère patrie ! ce jour-là entrait politiquement dans le monde celui qui en naissant fut salué par tant de prophéties comme le successeur des anciens Ferdinands dont il portait le nom et dont il devait éclipser la gloire.

Dieu pouvait, sans doute, opérer un miracle ; mais un Prince privé de l'instruction, de l'éducation nécessaire dans tous les temps, indispensable à l'époque actuelle, était-il appelé à justifier les prédictions de nos pieux augures ?

Dans les monarchies héréditaires, la loi fondamentale ne devrait-elle pas recommander avant tout de former l'esprit et le cœur de l'héritier immédiat de la Couronne, pour l'intérêt du trône, pour le bien des peuples, pour que l'histoire n'ait pas le droit de flétrir les successions royales, pour que la généalogie dynastique ne soit pas si souvent déshonorée ?

Pourquoi, dis-je, les rois ne sont-ils pas tenus de recevoir, en naissant, une telle institution, d'apprendre de telles règles de conduite, que l'art de gouverner ne soit plus chez eux qu'une vertu héréditaire et pour ainsi dire innée ? Alors ils seraient véritablement les anges gardiens de la monarchie [1].

[1] Je viens de parler de cette foule de prophéties qui saluèrent la naissance de Ferdinand. Son respectable aïeul, Charles III, les écouta d'abord avec plaisir, mais il ne tarda pas à s'apercevoir que la

Digitized by Google

Je reviens à mon histoire. Les mariages se firent avec beaucoup d'éclat et de magnificence. Le Roi voulut que tout fût pareil à la cérémonie de son propre mariage avec la reine Marie-Louise. En même temps, la paix générale étant publiée, il n'y eut qu'allégresse et fêtes publiques dans toute l'Espagne, principalement dans les villes et provinces que LL. MM. traversèrent en allant à Barcelone. La Cour y passa deux mois à peu près, et revint à Madrid par Valence et Carthagène. A Barcelone ainsi qu'à Valence, je posai la première pierre des monumens consacrés au souvenir

plupart de ces faiseurs d'horoscopes n'étaient que des conseillers politiques déguisés, et que, sous l'apparence d'une exaltation pieuse et mystique, ils cherchaient à compromettre le Gouvernement dont ils dénigraient les opérations. De toutes les prophéties, une seule s'est réalisée : c'est qu'en montant sur le trône, l'auguste nouveau-né *rétablirait les jésuites* que son aïeul avait expulsés.

Aussitôt Charles III devina d'où partait l'inspiration. Il fut ordonné aux inquisiteurs de faire taire tous les prophètes (les *voyans*, comme on disait alors). Cela n'empêcha pas qu'il ne courût encore des prédictions manuscrites distribuées sous le manteau; il en resta des souvenirs, surtout parmi le peuple.

Et telle fut en partie la cause du prodigieux enthousiasme qui éclata depuis en faveur du prince Ferdinand. L'Espagne était vraiment tourmentée par de grands fléaux : la guerre avec les Anglais, à cause de l'indépendance de l'Amérique du Nord ; les désastres de l'expédition d'Alger, les batteries flottantes de Gibraltar, la haine publique soulevée contre le ministre Llerena, celle du clergé et de la noblesse contre Florida Blanca (car, dans les dernières années, le règne de Charles III ne fut point du tout populaire) ; vinrent ensuite les luttes continuelles, d'abord avec la France, ensuite avec l'Angleterre ; et beaucoup de personnes se souvenaient alors des anciennes prophéties qu'on regardait comme des avis du Ciel, annonçant le règne futur de Ferdinand VII : tant y a qu'aucun de nos rois n'a pu s'appliquer le nom de *Désiré* avec plus de raison que celui-ci ; mais le Ciel, pour notre malheur, ne s'occupait réellement guère de tout cela.

Digitized by Google

de ces mariages et de la visite de LL. MM. Toute la famille royale était réunie dans cette grande occasion; les souverains d'Étrurie ne voulurent pas y manquer... Ce furent les dernières joies de Charles IV et de Marie-Louise. Désormais leur existence ne fut plus qu'une longue suite de chagrins et de tribulations.

Digitized by Google

CHAPITRE XII.

BONAPARTE VEUT QUE JE FASSE AUX PRINCES DE LA MAISON DE FRANCE LA PROPOSITION DE RENONCER A LEURS DROITS. — DISCUSSION AVEC L'AMBASSADEUR DE LA RÉPUBLIQUE, AU SUJET DES NOUVELLES INSÉRÉES DANS LES JOURNAUX ESPAGNOLS. — UN MOT DE RÉPONSE ANTICIPÉE AU COMTE DE TORRENO.

On m'a très-injustement reproché une excessive docilité à l'égard de la France. Après avoir lu ces *Mémoires*, on va m'accuser peut-être de n'avoir pas su ménager le Premier Consul, d'avoir perdu les occasions de le gagner et de lui inspirer de la confiance dans notre cabinet : je m'y attends; car, de toute manière, il fallait bien que je fusse calomnié.

Je veux dire pourtant que ma conscience ne me reproche rien : que, soit en louvoyant avec prudence, soit en résistant face à face, tant que la trahison domestique ne vint pas m'enchaîner et m'ôter toute liberté d'agir, je ne me laissai jamais entraîner ni par la crainte ni par une folle présomption. Je tâchai de maintenir la bonne harmonie entre les deux Gouvernemens; mais je veillai toujours à la sûreté du pays, à son indépendance et à l'honneur de la couronne.

Je rends compte de mes principes et de mes actions : que l'Espagne, que l'Europe me jugent, et me con-

Digitized by Google

damne qui voudra. J'omets toutefois beaucoup de choses, parce qu'il serait impossible d'en citer des témoins oculaires ; ces choses-là ne furent point connues de tous. Cependant, placé à la tête des affaires publiques (Charles IV le voulait ainsi), exposé à toute sorte d'attaques, chaque jour fut un combat. En voici un dont peu de personnes auront eu connaissance, et qui fait quelque honneur à l'Espagne... Napoléon seul m'en a tenu compte.

Un jour, vers le milieu de décembre 1802, l'ambassadeur Beurnonville, qui avait remplacé Gouvion-Saint-Cyr (je dirai bientôt qui était Beurnonville), vint me voir : « Je suis très-content, me dit-il, d'avoir à vous « communiquer une généreuse pensée du Premier « Consul, une pensée toute de loyauté ; vous qui êtes « si dévoué à la famille de vos Rois, vous serez heureux « de trouver l'occasion de leur prouver votre zèle... « Le Premier Consul n'a point saisi les rênes du pou- « voir comme un usurpateur ; la France allait périr sous « un Gouvernement faible et tyrannique tout à la fois : « au dedans, la discorde ; au dehors, l'étranger mena- « çant. Le Premier Consul a sauvé la France ; il a fait « un miracle ; il a calmé les passions tumultueuses qui « dévoraient le pays. La France reconnaissante l'a mis « à la tête du gouvernement, et veut qu'il y soit pen- « dant toute sa vie. Sa main seule peut raffermir l'ordre « social et consolider l'édifice ; une restauration est une « chimère ; le pays est satisfait, pour ainsi dire enivré « de son état présent. Tout lien est rompu désormais « entre la France et les Princes de l'ancienne maison « royale. Dans la situation actuelle, Napoléon est le

Digitized by Google

« seul qui veuille et puisse aider utilement cette famille « malheureuse, errante, déjà presque oubliée... Le « désir, l'intention du Premier Consul est d'acquitter « une dette de la France, que les aïeux de ces Princes « ont gouvernée pendant des siècles. Il n'est pas juste, « il n'est pas honorable que les petits-fils de tant de « Rois français soient réduits à mendier leur pain dans « les pays étrangers.

« On doit assurer à ces Princes une existence digne « de leur glorieuse origine : le Premier Consul veut les « dédommager autant que possible de ce qu'ils ont « perdu, et leur procurer de bons apanages. Mais il « est naturel que le bienfait soit payé de retour. En « politique rien n'est gratuit. La récompense du Pre- « mier Consul, c'est le repos de la France.

« Que le nom des Bourbons déchus ne serve plus « d'aliment ou de prétexte à des trahisons folles : voilà « tout le prix que Napoléon met au service rendu. Les « Princes renonceront à un droit caduque à l'abri du- « quel des conspirateurs en délire cherchent encore « à troubler la France, c'est-à-dire à donner de la « besogne à la police et au bourreau. Or, pour mieux « atteindre le but, il serait convenable qu'un médiateur « interposât ses bons offices, comme venant de lui seul, « dans l'intérêt à la fois de la France et des Princes « de Bourbon. Le Premier Consul ne peut point agir « directement; cela ne servirait qu'à le compromettre. « Et qui peut se charger de cette bonne œuvre mieux « que le chef actuel de la famille ?

« A une autre époque, déjà Charles IV, pour sauver « la personne de Louis XVI, consentait à ce qu'il

Digitized by Google

« perdît son trône. Le roi d'Espagne consentait aussi « à des sacrifices de même nature pour racheter les « enfans de ce Prince malheureux.

« Aujourd'hui, il ne s'agit pas de père ni de fils : ce « sont des collatéraux bien plus éloignés de la couronne « que lorsqu'ils avaient un parti en leur faveur, et « presque toute l'Europe armée pour les soutenir. Le « Gouvernement français étant reconnu par toutes les « puissances, c'est un grand *fait accompli*, un droit « fondé sur la loi commune des nations. Avant de « parler à Charles IV de cette affaire, il convient que « nous nous mettions d'accord et même entre nous « confidentiellement; je dirai plus : le Premier Consul « désire que vous ayez vous-même la gloire de faire ce « bien aux Bourbons. »

Quelle occasion plus favorable à mes intérêts personnels? Je n'avais qu'à la saisir, me prêter à cette insinuation du Premier Consul : c'était lui donner la main pour l'aider à monter sur le trône; et quoiqu'on ait vu depuis qu'il n'avait guère besoin de personne pour s'y mettre, il est clair qu'il hésitait alors sur le choix des moyens et qu'il n'en négligeait aucun.

Sans doute, il m'aurait tenu compte de mes bons offices; ainsi du moins l'aurait compris tout autre qui eût voulu rechercher la faveur ou la protection de Napoléon : et même, tout bien examiné, des prétextes plausibles ne manquaient pas; on pouvait donner une bonne couleur à cette complaisance de ma part.

Dans les traités de l'Europe, y compris l'Angleterre, le droit des Princes français était mis à l'écart. Si Bonaparte avait su modérer son ambition, s'il n'eût pas

Digitized by Google

chaque jour provoqué de nouvelles luttes, les Bourbons français devaient finir de la même manière que les Stuarts. Tout le monde le pensait : c'était une opinion généralement reçue... Je n'y vis, moi, qu'une raison de plus pour ne pas me charger de la triste démarche qu'on me proposait de faire. L'honneur du roi d'Espagne me touchait infiniment plus que l'inimitié de Bonaparte. Voulant néanmoins ne pas laisser sans réponse le captieux messager diplomatique, j'abordai nettement la question et ne craignis pas d'appeler sur moi seul toutes les chances du refus, afin d'épargner à Charles IV les plaintes que le Premier Consul aurait pu lui adresser directement. Voici ma réponse à Beurnonville.

« Quelque grande et généreuse que soit la pensée « du chef de la France, je n'oserai point en parler « au Roi, ni ne conseillerai jamais à Sa Majesté d'ac- « cepter une pareille médiation vis-à-vis de ses « proches parens. Ce n'est pas que je blâme une dé- « marche qui honore le Premier Consul et qui est, « pour ainsi dire, le complément des grandes choses « qu'il a faites pour la gloire de la France. Ce n'est « pas non plus que Charles IV ni aucun de ses con- « seillers nourrissent des idées chimériques, où la « moindre arrière-pensée au sujet de la foi due aux « traités existans avec la France. *Le repos de la « France et de l'Europe entière* : tel est le vœu « sincère du monarque espagnol, qui fut l'un des « premiers à étouffer ses plaintes, à pardonner les « offenses, à recevoir des mains du Directoire la « branche d'olivier noblement offerte, il y a sept

Digitized by Google

« années. Mais la médiation que vous lui proposez, « qui, exercée par tout autre, étranger à la famille des « Bourbons, serait certainement très-plausible, ne « semblerait-elle pas inconvenante de la part de « Charles IV? On dirait qu'il s'est prêté à consommer « le sacrifice de ses infortunés parens; sacrifice bien « douloureux, si vaines que soient les espérances qu'on « leur propose d'abandonner.

« Dans les circonstances telles qu'elles surgirent « de la sanglante révolution française, il fallait opter: « voir un roi traîné à l'échafaud, un roi qui faisait « partie de la famille de Sa Majesté Catholique, ou « consentir à ce que ce Roi ne perdît que sa couronne « pour sauver sa vie. Dans une pareille alternative, « il était naturel que le moindre malheur fût pré- « féré; mais aujourd'hui aucun motif de cette nature « n'existe. La seule consolation de ces nobles exilés « gît dans le droit qu'ils croient avoir au trône de « France. Qu'on traite leur espoir de chimère, qu'on « l'appelle de tout autre nom, ce n'est pas à leur « proche parent qu'il convient de leur dire d'y re- « noncer; d'autant plus (c'est ici mon opinion per- « sonnelle) qu'ils n'y consentiront pas, quelles que « soient les offres du Premier Consul. Le trône de la « France, même en songe, n'a pas d'équivalent.

« Et, supposons qu'ils refusent tout, comme je « n'en doute pas, quel rôle si triste pour Sa Majesté « Catholique! quel contraste! D'un côté, un Roi « puissant propose l'humiliation à ses parens déchus « et malheureux; de l'autre, ces Princes tombés dans « la dernière misère repoussent noblement cette

Digitized by Google

« humiliation! Après tout, je ne vous cache rien de « ma pensée; la prétention du Premier Consul sera « louable tant qu'il vous plaira : il cède aux inspira- « tions d'un bon cœur, il veut mettre un terme à de « fatales réactions ; mais je vois là quelque chose de « contradictoire : demander que les Princes renoncent « à leurs droits, n'est-ce donc pas les reconnaître? Au « reste, de toute manière, si un grand désir de conci- « liation empêche le Premier Consul de s'arrêter à cette « observation, qui me paraît assez grave, il serait mieux « que la démarche fût tentée par un autre cabinet, « libre des liens de parenté dont le roi d'Espagne « ne peut pas se dégager. Pour ce qui dépend de nous, « la France doit être bien sûre que Charles IV, fidèle « aux traités et plus jaloux que personne au monde « de la conservation de la paix si chèrement obtenue, « repoussera toute espèce de prétention des Princes « français appuyée par des conspirations ou par la « force des armes. D'ailleurs, tant que la paix exis- « tera, je ne prévois guère qu'ils puissent songer à « troubler la France. *La paix*, donc, M. l'Ambas- « sadeur, *la paix* entre vous et l'Europe : c'est là « ce qui doit, sans compromettre l'honneur, et par « le seul bénéfice du temps, éteindre les droits et les « espérances de cette famille infortunée. »

Beurnonville essaya une réplique, plutôt pour l'acquit de ses devoirs d'ambassadeur que par conviction de la justesse de ses raisonnemens. Ensuite, s'abandonnant à sa franchise naturelle : « Vous avez « raison, » me dit-il ; « la démarche est impolitique ; « on dérogerait à un droit acquis. Je suis tenté d'en

Digitized by Google

« faire l'observation au Premier Consul... Pourtant je « n'ose la présenter comme venant de moi ; m'auto- « risez-vous à transmettre votre réponse? — Sans « nulle difficulté, M. l'Ambassadeur, » répliquai-je aussitôt ; « mais communiquez cette réponse sans rien « ajouter, avec la modération que j'y apporte moi- « même... et de plus, voulez-vous parler au Roi? « — Non, » me dit-il. « Je vais écrire tout simplement « notre conversation, puisque vous le permettez ; je « la crois utile, très-utile. »

L'Ambassadeur écrivit en effet. Il n'y eut pas de réponse. Ainsi finit l'affaire de notre côté.

Peu de temps après, le roi de Prusse ne refusa point d'adresser la proposition au comte de Provence. On sait avec quelle dignité ce prince et les autres membres de la famille répondirent.

Combien de chocs plus ou moins vifs, à tout instant, même pour des objets très-minimes! Il fallut constamment lutter pour défendre l'honneur et l'indépendance de notre pays. La plupart de ces querelles sont ignorées. Il ne convenait pas de mettre à chaque dispute le public dans la confidence. On supposait alors, en Espagne et ailleurs, que tout était confiance, intimité, effusion mutuelle entre les deux Cabinets. Je vais rappeler une discussion, à la vérité, postérieure de quelques mois à celle dont je viens de parler, mais qui fait connaître l'esprit de nos relations avec le Premier Consul et l'animosité qu'il y avait souvent de part et d'autre.

Bonaparte voulait absolument régler à son profit seul la marche de tous les Cabinets en les forçant de

Digitized by Google

concourir à ses vues; on commençait à s'en apercevoir. Après le traité d'Amiens, il aurait dû ménager l'Angleterre, afin que cette paix subsistât; mais il ne craignit point de blesser la nation britannique dans la partie la plus chatouilleuse de ses droits.

Napoléon prétendit qu'on modifiât pour lui la liberté de la presse. Passe encore, si la chose n'était pas impossible en Angleterre, où cette liberté va fréquemment au-delà de toutes les bornes! Mais, chose incroyable! qui aurait pu s'y attendre? En Espagne aussi, où la presse n'était point libre, où la politique extérieure était modestement circonscrite dans les colonnes censurées de la *Gazette* et du *Mercure*, vouloir étouffer la voix du Cabinet, enchaîner la plume officielle; vouloir que rien ne s'écrivît chez nous si ce n'est pour louer, préconiser Napoléon, l'aider à monter sur le trône de France, et bientôt sur celui de l'Europe entière!

En France, il était le maître ainsi que dans les pays soumis à sa domination : l'Espagne lui manquait encore; non que personne y commît l'irrévérence d'écrire contre lui, mais la modeste *Gazette* ainsi que le *Mercure* donnaient tout simplement les nouvelles de l'Europe, surtout les débats du Parlement britannique, avec exactitude; et il était bien juste que cela fût ainsi. Un peuple loyal et généreux, tel que le nôtre, ne sachant rien des affaires extérieures que par les deux journaux du Gouvernement, il fallait du moins le traiter avec assez d'égards pour ne pas lui dérober entièrement la connaissance des événemens publics. Il importait d'ailleurs que l'opinion ne fût

Digitized by Google

pas égarée, ni la presse exclusivement dévouée au service et à l'intérêt d'un seul homme déjà fort de tant de moyens pour subjuguer les nations... Je voyais bien que Napoléon acquérait parmi nous chaque jour une réputation colossale de talent, d'habileté, même de probité politique, à quoi venait se joindre l'immense éclat de ses victoires. On était fier de ses triomphes; la noble Espagne partageait de bon cœur la gloire de la France comme celle d'une sœur...

Mais les querelles d'*intérieur,* ce qui se passait dans la coulisse, devait-on le raconter au public? Pouvait-on empêcher la foule d'admirer la répression de l'anarchie, le ralliement de tous les partis, l'amélioration des lois, la tendance nouvelle vers la monarchie, et plus que tout, aux yeux du peuple espagnol, la restauration des autels? Les allocutions du Pape au sujet du Concordat, ses bulles, ses lettres publiées dans tout le monde chrétien, les missions de ses légats, l'encens prodigué par tous les évêques de France, semblaient présenter à l'Europe, principalement à notre clergé, Napoléon comme un nouveau Constantin, comme le successeur du grand Théodose.

Au-delà de cette atmosphère de vapeurs enivrantes, l'homme d'État cherchait à voir, à calculer dans l'avenir les conséquences de cet engouement général, quand tôt ou tard ce guerrier, dont on faisait un demi-dieu, nous forcerait à prendre les armes contre lui; et s'il fallait en venir à cette extrémité, comment lutter alors contre la force de l'opinion qui s'établissait en sa faveur?

Le seul moyen disponible consistait dans la presse,

Digitized by Google

et encore, très-indirectement. Je tâchai d'en tirer parti, surtout vers la fin de 1802 et l'année suivante. Je fis insérer dans les journaux du Gouvernement, comme *matière historique*, les débats du Parlement anglais, et à côté des manifestes de la France, ceux du Cabinet de Saint-James, où étaient rigoureusement combattues la politique du Premier Consul et la *monomanie* de vouloir opprimer toutes les libertés de l'Europe. Ces discussions se trouvaient bien quelquefois rapportées dans les *Moniteurs*, mais écourtées et ordinairement accompagnées de circonstances qui jetaient du louche sur la vérité. En Espagne, au contraire, les extraits étaient fidèlement tirés des journaux anglais, sans notes ni gloses en faveur de l'un ou l'autre gouvernement : ainsi, la presse était moins libre en France qu'à Madrid.

Le général Beurnonville s'en plaignait ; je lui répondais : « L'Espagne est neutre, la presse doit l'être aussi. « — Mais du moins, disait l'Ambassadeur, ne peut-« on pas supprimer ce que l'Angleterre écrit contre la « France? — Non. Vous voyez qu'on reproduit exac-« tement les allégations de part et d'autre. » Il arriva donc que la paix fut décidément rompue entre les deux nations, à tel point que le Premier Consul menaça l'Angleterre d'une invasion à main armée. On parlait beaucoup en France de la demande d'une foule d'officiers qui tous voulaient être employés auprès de la personne du Premier Consul, et l'accompagner dans cette expédition. La *Gazette de Madrid* inséra textuellement le discours d'un orateur anglais qui, comparant le passage de la Manche à celui du Styx tant sollicité

Digitized by Google

par les ombres retenues sur la rive opposée, citait ces vers de Virgile :

> Stabant orantes primi transmittere cursum,
> Tendebantque manus ripæ ulterioris amore ;
> Fata obstant ; tristique palus inamabilis unda
> Alligat, et novies Styx interfusa coercet [1]...

Peu de jours après, l'ambassadeur de France accourut déclamant avec violence contre le parti *anglais* (en Espagne), qui faisait mettre dans la *Gazette* ces mauvaises plaisanteries et ces persifflages contre la France.

« Non pas, lui dis-je encore ; la *Gazette* rapporte les « débats du Parlement anglais, comme elle copie aussi « les discours et les harangues du Conseil d'État et du « Clergé de France. Certainement la *Gazette* et le « *Mercure* n'imprimeront pas de libelles, ni les injures « que les deux nations se renvoient mutuellement : « cela leur est défendu. — Mais la tribune anglaise, « répliqua Beurnonville, est pire que les libelles ; j'ai « mission expresse de demander que, pendant la crise « actuelle, on insère uniquement les discours et pas- « sages contenus dans le *Moniteur*. Cela paraît in- « croyable ! Les ennemis du Gouvernement se plaisent « à nous jeter votre *Gazette* d'Espagne ; mieux vaudra « que le Gouvernement français en défende l'entrée « chez nous. — Comme voudra le Premier Consul, « répondis-je avec calme : chacun est maître chez soi, « monsieur l'Ambassadeur ; mais ici nous ne prohiberons « pas l'entrée des journaux français, quoique remplis

[1] *Gazette de Madrid*, 22 juillet 1803.

Digitized by Google

« d'injures contre l'Angleterre ; les nôtres continueront « à insérer les faits et les actes publics dans les deux « pays. Quand on veut fermer les portes et les fenêtres « qui doivent quelquefois rester ouvertes, chacun s'en « inquiète et demande à voir la lumière ; dans l'obs- « curité, la confiance s'évanouit ; la libre respiration « qu'on lui refuse, le peuple va la chercher dans les « lieux suspects ou même les plus dangereux ; l'autorité « n'y gagne rien, elle y perd de toute manière. L'amitié « de l'Espagne envers la France est depuis long-temps « éprouvée. N'en demandez pas d'autres gages qui « puissent blesser sa dignité ; la presse n'est que trop « peu libre chez nous : ne venez pas du dehors y mettre « de nouvelles entraves. »

Et l'ordre fut donné de continuer à insérer non-seulement les débats des Chambres anglaises et les actes du Gouvernement, mais d'ajouter au bas des articles le nom du journal d'où ils étaient tirés ; ainsi, on y voyait en caractère italique : Extrait du *Times*, du *Courier*, etc. Il n'y a qu'à jeter un coup d'œil sur les Gazettes d'Espagne, depuis août 1803, et ainsi de suite. Cet usage n'existait pas auparavant ; mais on résolut de le suivre, pour n'avoir pas l'air de céder à une exigence par trop tyrannique.

Pour la moindre question, il fallait rompre des lances, car on ne voulut jamais se soumettre à la dictature que le soldat heureux cherchait à exercer partout.

A l'occasion de ce dernier incident, je dois donner un premier démenti à un autre nouvel historien que je relèverai plus tard, lorsque je m'occuperai de son livre.

Digitized by Google

Le comte de Toreno ne savait pas dans quels embarras intérieurs se trouve souvent un ministre placé à la tête du Gouvernement. Il en a fait depuis l'expérience, assez pour voir que naviguer contre les vents et la marée n'est pas chose facile; il est plus aisé de critiquer celui qui est condamné à faire marcher le vaisseau battu par l'orage. Le comte de Toreno, arrivé au pouvoir dans des circonstances bien différentes de celles que m'avait départies la destinée, eut le bonheur de pouvoir s'appuyer à la fois sur l'alliance et l'amitié de l'Angleterre et de la France; il n'en a pas moins fait un sot naufrage, forcé d'abandonner le timon au bruit des reproches et des injures que l'Espagne et l'Europe entière lui adressent de tous côtés.

Et c'est lui qui vient à présent se ranger au nombre de mes détracteurs et de mes ennemis! Sans tenir compte des hommes, de l'époque, des faits, il me juge avec la rigueur affectée d'un Caton; il recherche ma vie privée (lui Toreno!), débitant avec une chaleur factice des lieux communs de morale dignes d'un curé de village qui connaît la simplicité de son auditoire!

Je n'ai qu'un mot à lui dire en ce moment.

Cet historien si jaloux de l'indépendance nationale, citant l'époque à laquelle je suis arrivé actuellement (1803), et la haute opinion que les Espagnols avaient conçue de Napoléon, s'exprime ainsi [1] :

« Les journaux d'Espagne (ou plutôt la misérable « *Gazette* de Madrid), échos des journaux français,

[1] Histoire de l'insurrection, de la guerre et de la révolution d'Espagne, page 104.

Digitized by Google

« esclaves comme eux d'une censure préalable[1], racon-
« taient les événemens, les modifiaient et les arran-
« geaient au gré de l'homme qui régnait en-deçà et
« au-delà des Pyrénées. »

C'est le Comte qui parle. Ce que je viens de rapporter est plus que suffisant pour le démentir. Si l'on voulait encore d'autres preuves de la fausseté de son assertion, il existe partout des collections de la *Gazette* et du *Mercure* d'Espagne. La presse ne fut point chez nous l'écho servile de la France : elle donnait au contraire un résumé fidèle des événemens de cette longue époque. Nos gazettes allaient plus loin : jamais ni avant, ni après, sous aucun ministère, l'imprimerie ne jouit en Espagne d'autant de liberté. Cependant j'eusse voulu faire davantage : c'était mon ambition, et j'en aurais le mérite bien certainement si je n'eusse été obligé de lutter contre des orages terribles ; si, au moment le plus critique, le roi Charles IV n'eût pas été renversé du trône.

Je m'arrête. On a vu le comte de Toreno Ministre et Président du Conseil. L'Espagne dira si, après tant d'années écoulées depuis le règne de Charles IV, après deux ou trois révolutions qui ont aplani une foule d'obstacles, l'inquisition ayant cessé de vivre, maître d'agir avec plus de liberté ; l'Espagne dira si mon présomptueux détracteur, le ministre Toreno, a fait autant que moi, s'il a fait quelque chose en faveur de la presse, des sciences, des arts, de la liberté même, après les

[1] Laquelle censure le *libéral* comte de *Toreno* n'a pas songé à supprimer étant ministre lui-même, 30 ans après moi!

Digitized by Google

exemples que je lui avais donnés, moi qui fus entouré, assiégé par tant d'ennemis publics ou secrets, garrotté de chaînes rivées par les siècles antérieurs. L'historien ex-Ministre répondra-t-il que la guerre civile de la Navarre ne lui a point permis d'agir? Eh! si de mon temps le Ciel ne m'eût envoyé d'autres embarras que cette lutte de nains!... Ma lutte, à moi, était plus sérieuse; c'est à des géans que j'avais affaire!

Digitized by Google

CHAPITRE XIII.

COMMISSION GUBERNATIVE DE CONSEIL DD CASTILLE. — AFFAIRES DU CRÉDIT PUBLIC EN 1802. — FINANCES. — CRÉATION DE LA DIRECTION DE L'ENCOURAGEMENT (FOMENTO). — PROGRÈS DES ARTS ET DES SCIENCES. — LE MINISTRE CABALLERO.

Sous la haute main du Conseil de Castille, la Junte de consolidation des *valès royaux* et de la dette publique avait heureusement opéré pendant toute l'année précédente (1802). L'amortissement accompli s'élevait à la somme de 182 millions, 118 mille réaux, 8 maravédis. C'était un peu plus que l'onzième partie de la dette totale représentée par le papier-monnaie du règne actuel et de l'antérieur, y compris les obligations du canal impérial d'Aragon (*Tauste*) incorporées dans la masse des effets publics. A la fin de cette même année (toujours 1802), le quarante-huitième amortissement avait eu lieu, et la somme totale jusque là retirée de la circulation dépassait 211 millions de réaux (plus de 53 millions de francs).

La *Gazette officielle* et d'autres journaux périodiques de la capitale et des provinces faisaient connaître la série, ainsi que les numéros des *valès* éteints. On les brûlait sous les yeux du public : solennité qui garantissait l'exactitude et la bonne foi du Gouvernement.

Digitized by Google

Cette même année, le Conseil ordonna la suppression des *caisses d'escompte*. Les actionnaires furent remboursés. La paix maritime étant rétablie, les communications avec l'Amérique reprenaient leur cours, le papier-monnaie inspirait de nouveau la confiance. Les *valès* remontaient à leur valeur nominale, à très-peu de chose près; on les cotait à 85 et même 90 %. Les prêteurs actionnaires, payés avec cette monnaie, reçurent en outre leur contingent des bénéfices acquis.

La vente des œuvres pies, patronats, fondations religieuses, etc., se réalisait sans peine, même avantageusement. L'agriculture, l'industrie s'amélioraient; les plaies de la guerre se fermaient. Les cinq *gremios*, la banque de *Saint-Charles*, la compagnie des *Philippines*, celle des Assurances maritimes et terrestres, se maintenaient debout malgré tant de violentes secousses éprouvées. Cette dernière compagnie, spécialement soutenue et favorisée par le Roi, conservait non-seulement son crédit, mais elle étendait encore le cercle de ses opérations primitives; elle embrassait beaucoup d'affaires nouvelles, immeubles, biens des mineurs, actions et droits des rentiers, des prêteurs, etc. La prime qu'elle en recevait, de jour en jour plus modérée, ne s'élevait guère qu'à 2 1/2 par mille [1].

Après un calcul très-approximatif et fait avec le plus grand soin, il fut reconnu que dans cette lutte avec la

[1] Cette compagnie, dont les bons services n'ont pas même obtenu la faveur d'une mention honorable, avait ses principaux bureaux à Madrid (*Corredera de San Pablo*) et des correspondances dans les ports principaux du royaume.

Digitized by Google

marine anglaise, nos pertes, quoique douloureuses et considérables, pouvaient encore se réparer, et qu'elles n'étaient pas de beaucoup aussi grandes que celles des autres nations engagées dans le même conflit, sans en excepter la France et l'Angleterre elle-même. De nouvelles faveurs encourageaient les relations entre l'Espagne et l'Amérique; nos champs et nos ateliers s'en ressentaient puissamment [1]; une paix durable, objet de tant de vœux et de sacrifices, et le progrès naissant des lumières, auraient fait oublier tous les maux. Les hommes les plus encroûtés dans les vieilles idées commençaient à ouvrir les yeux. La richesse du pays ne pouvait manquer de s'accroître; déjà les nouvelles maximes d'industrie et d'agriculture n'étaient plus inconnues chez nous. Le mouvement progressif se faisait remarquer dans l'Espagne européenne et dans ses lointaines possessions d'outre-mer; tous les bons esprits s'en réjouissaient: aussi l'Amérique reconnaissante n'a point désappris à bénir le nom de Charles IV.

Au milieu de cette perspective flatteuse il survint tout-à-coup une calamité imprévue qui fournit au Gouvernement l'occasion d'exercer sa bienfaisante et paternelle générosité.

[1] Surtout en Catalogne : la cédule du 6 novembre 1803 permit l'importation du coton de l'Amérique sans droits d'entrée ni de sortie, avec la facilité de l'exporter au dehors par mer et par terre; l'île d'Ivice et d'autres endroits où prospérait la culture du coton jouirent des mêmes priviléges. Ces encouragemens, la circulation intérieure, la prohibition des tissus de l'étranger, l'exemption de toutes charges sur les nôtres, donnèrent une grande importance, en Espagne, à cette branche précieuse d'industrie (le coton).

Digitized by Google

Le lac artificiel de *Lorca* [1] (*Pantano de Puentes*), vaste réservoir, ouvrage solide et grandiose du règne précédent, qui assurait l'irrigation d'une province, miné tout-à-coup et percé en dessous des fondations, laissa couler ses eaux par une ouverture de quarante pieds. Le faubourg de Saint-Christophe fut submergé : plus de quatre-vingts maisons tombèrent jusqu'à la dernière pierre; le ravage s'étendit le long des côtes de la *Ségura,* dans les terrains bas, jusqu'aux portes de la ville de Murcie. En moins de six heures, quatorze lieues de pays, arbres, troupeaux, récoltes, tout fut inondé, emporté; et ce qui est encore plus déplorable, beaucoup de personnes noyées. On estimait les pertes occasionnées par ce désastre à près de 8 millions de francs (30 avril 1802).

Le Gouvernement prodigua toute sorte de secours aux malheureux Murciens. Il envoya de l'argent, des effets, tout ce qui se trouva sous la main, et supprima les impôts sans fixer de terme à cette exemption : il assigna au bénéfice des cultivateurs les fonds des retenues ecclésiastiques (*Expolios*), entre autres le produit de la commanderie de *Lora* (ordre de Malte), qui s'élevait à 80 mille francs. La Reine et le Roi vidèrent leur cassette particulière : une souscription fut ouverte dans tout le royaume; Charles IV se faisait adresser deux fois par semaine les rapports du *comité de secours* nommé à cet effet, et Sa Majesté ne cessa de s'occuper elle-même des mesures à prendre que lorsqu'on fut parvenu à remédier complètement au mal.

[1] Ville de la province de Murcie.

Digitized by Google

Je reprends le fil de mon récit.

Il était vivement à désirer qu'on pût établir un nouveau plan de finances et abolir enfin ce monstrueux système de contributions transmis de siècle en siècle, empreint de la barbarie de sa gothique origine. Il était juste de répartir également les charges publiques et surtout nécessaire de simplifier le mode de perception. Par malheur, l'opinion n'y était guère préparée; les essais infructueux tentés sous le ministère d'Urquijo et de Saavedra pour restaurer le crédit faisaient voir avec effroi toute espèce d'innovation. On désirait le bien, sans doute; mais les avis n'étaient guère d'accord sur les moyens. L'instruction, la circulation des idées, pouvaient seules faire connaître aux uns le véritable intérêt général, à d'autres les sacrifices qu'ils devaient offrir d'eux-mêmes avant que la force des choses ne vînt les leur arracher. Les travaux statistiques, que j'avais encouragés pendant mon ministère, étaient pour ainsi dire abandonnés. L'administration manquait de données, de bons renseignemens, pour entreprendre une révolution financière; et d'ailleurs il fallait tout rajeunir, tout refaire à neuf. Comment l'oser sans l'appui de l'opinion populaire? Les peuples tiennent à leurs préjugés, à leurs habitudes. Autant ils désirent que la charge des vieux impôts soit allégée, autant ils regimbent contre les nouveaux, dont ils se plaignent d'avance. La violence est un mauvais moyen de réforme, même dans les temps les plus calmes; et surtout à l'époque où un homme audacieux et puissant comme Bonaparte était là pour exploiter les passions et les moindres inquiétudes po-

Digitized by Google

pulaires! Le mauvais système de contributions en Espagne, non pas seulement les contributions directement versées dans les caisses de l'État, mais celles qui reviennent au clergé, les droits seigneuriaux, municipaux, de justice, et tant d'autres fondés sur des priviléges, depuis long-temps autorisés! comment porter la hache de la réforme sur ces abus, dont les premières et même les dernières classes sont accoutumées à vivre? Certainement il était urgent de mettre la main à l'œuvre, et que de ménagemens il y avait à garder pour ne pas soulever les esprits déjà si mal disposés! Sans vouloir donc exercer une influence directe sur l'administration des finances, je me bornais à conseiller de remédier doucement aux abus, à répandre la circulation des bonnes idées, afin d'acquérir un plus grand nombre de prosélytes en faveur des doctrines généreuses. Ces conseils ne furent point inutiles : les recherches et travaux de statistique se continuèrent; des sociétés économiques reçurent une impulsion nouvelle; on leur laissa plus de liberté pour discuter les intérêts publics; des écrits périodiques contribuaient aussi à mettre à la portée de tous les principes d'une sage économie. Déjà une génération de jeunes savans et d'artistes s'élevait à côté de l'ancienne, et promettait d'abondantes ressources pour l'État, si la paix maritime et terrestre prenait une heureuse consistance. Cette année vit publier le *Cens de la population*, rectifié, bien connu sous le nom de *Cens de* 1801. L'Académie de l'Histoire fit présenter au Roi (par ses dignes associés, D. François Martinez Marina et D. Manuel Abella) la première section du

Digitized by Google

Dictionnaire géographique et historique, comprenant le royaume de Navarre, la seigneurie de Biscaye et les provinces d'Alava et de Guipuscoa [1].

D. Antoine Gomez de la Torre donna aussi le premier volume de la *Cosmographie de la province de Toro*. Tous les autres travaux de cette espèce déjà commencés furent achevés avec une louable persévérance. Des envoyés parcoururent diverses provinces. Parmi les voyageurs officiels, il s'en trouva plusieurs qui, sous l'apparence d'être disgraciés ou mis à la retraite, s'introduisaient avec plus de facilité partout et fournissaient au Gouvernement des données locales, des renseignemens statistiques qu'on aurait eu de la peine à se procurer d'une autre manière. Ces éclaireurs, patriotiquement déguisés, n'inspirant pas de méfiance, étendaient jusque dans les campagnes les idées d'une réforme utile et nécessaire. Leurs suggestions étaient avidement reçues. Ainsi les marchandises prohibées excitent plus de tentation; c'était faire le bien par contrebande, une sorte d'espionnage ou de police en faveur des lumières. Je ne crois pas qu'on ait fait mieux, ni autant, nulle part [2].

[1] Cette savante corporation venait aussi de publier le précieux recueil de ses travaux littéraires et scientifiques, ainsi que les lettres de *Gonzalo Ayora*, chroniqueur historiographe des rois Catholiques, écrites du Roussillon en 1502 et 1503.

[2] Parmi les dignes patriotes qui remplirent ces missions philanthropiques, je me fais un plaisir de rappeler le nom de l'excellent citoyen D. Barnabé Portillo, à qui personne, que je sache, n'a rendu l'hommage qu'il méritait.

Portillo, en 1808, dénoncé par un moine à une populace furieuse, mourut assassiné, victime de la haine que lui avaient attirée

Digitized by Google

Outre ces employés officiels ou officieux dans le pays, le Roi voulut avoir dans les principales ambassades un observateur spécialement chargé de recueillir et de transmettre au Gouvernement tout ce qui, en matière de finances, de législation, d'administration, et dans les discussions parlementaires, pouvait offrir d'utiles renseignemens. Pour mettre à profit ces matériaux et préparer la complète réforme de notre système financier et administratif, Sa Majesté créa, d'après mes vives instances, une direction ou établissement *del fomento* (encouragement) : je dirai plus loin les avantages que l'Espagne en retira.

Les arts et les sciences firent aussi des progrès notables en 1801. Ici, je dois citer honorablement un homme qui m'a cruellement offensé depuis, et qui fut mon ami tant que le vent de la faveur enfla les voiles de ma fortune. Je dois être juste même envers lui. D. Pedro Ceballos appuya franchement, courageusement, mes efforts; il m'aida beaucoup à soutenir la cause des lumières et du progrès social... Ne songeait-il

son zèle civique et son amour éclairé de la patrie. Ancien intendant de province, il fut, pendant huit ans, l'âme de la Société économique de Grenade et de celle des *Dames de la province*. Il créa, fit prospérer plusieurs branches d'industrie et d'économie publique: il enseigna la culture du coton, qui réussit très-bien sur tout le littoral du pays; à Motril, il fonda les filatures qui tirèrent les habitans de leur engourdissement et de la misère. Sa vertueuse sœur, Doña Jacoba, l'une des femmes les plus instruites de l'Espagne, qui possédait toutes les vertus et des connaissances peu communes, encourageait aussi les établissemens créés, dirigés par son frère. Quelle a été la récompense de ces illustres martyrs? quel honneur a été rendu à la mémoire de ces innocentes victimes de nos discordes publiques?

Digitized by Google

qu'à me faire sa cour ? Non. Sous le règne même de Ferdinand VII, Ceballos luttait aussi contre la réaction de cette époque furieuse; il semblait conserver encore les bonnes habitudes qu'il avait acquises auprès de moi... En 1802, Ministre d'État, il présidait à la distribution des prix des beaux-arts; son discours annonçait un ami véritable des Muses, dévoué sincèrement à leur culte... Je cite plus bas les hommes distingués qui ne furent pas tout-à-fait inconnus à leurs contemporains et qui méritent d'être rappelés aujourd'hui [1].

Dans tous les arts, les progrès étaient visibles : sans doute les peintres n'atteignirent point encore la hauteur du grand siècle espagnol; mais on voit qu'ils marchaient sur les traces de nos modèles. Le goût s'épurait, on connaissait les règles, on étudiait la nature, l'idéologie, la poésie de l'art; en un mot, on suivait la bonne route.

La calcographie de l'Imprimerie Royale occupait beaucoup de bras. Les ouvrages commencés sous le règne antérieur s'achevaient [2]; les éditeurs étaient protégés. Vers ce même temps, j'accueillis avec une

[1] Peinture : D. Antoine Guerrero, D. José del Ribero, D. Juan Albera, D. Angel Palmerani, D. Francisco Llaser. — Sculpture : D. Miguel Monasterio, D. Juan de Reyes, D. Manuel Baillo, D. Antoine Giorgi, D. Remigio de la Vega. — Architecture : D. Juan Perez Juana, D. Miguel Inza, D. Miguel Marichalar, D. Francisco Diaz, D. Romualdo Vierna. — Gravure : D. Manuel-Alvarez Mon, et pour la Perspective, D. Angel Umanes. Les ouvrages de ces nouveaux artistes, et d'autres venus de diverses capitales des Provinces, obtinrent les honneurs de l'exposition et méritèrent des prix.

[2] La collection des vues de l'Escurial (dessins de Gomez Navia, gravure d'Enguidanos); les portraits des hommes illustres de l'Espagne, avec un abrégé historique de la vie de chacun d'eux : travail

Digitized by Google

bienveillance particulière le *Voyage pittoresque de l'Espagne,* qui ne tarda pas à paraître[1]. Des littérateurs, des artistes distingués, Français et Espagnols, se chargèrent d'exécuter l'entreprise. Le but de l'ouvrage était non-seulement de reproduire les antiquités, les monumens qui décorent notre pays, mais bien plutôt de rendre plus familière, pour ainsi dire, plus sensible, l'histoire nationale, afin que les Espagnols l'apprissent aussi bien par la vue matérielle que par la lecture. Cet ouvrage devait embrasser les grandes époques de notre histoire. Chaque estampe est accompagnée d'explications et d'une glose ou argument fait avec soin. Rien de plus utile, selon moi, de plus conforme à mes vues, que d'exciter l'esprit national. Ce n'était point assez d'aimer la patrie par instinct, je voulais qu'on aimât sa gloire, ses grands souvenirs; qu'on les fît sortir de l'oubli, qu'on en fût fier. Le pinceau, la gravure, ne nous avaient donné, durant deux ou trois siècles, que des tableaux de martyrs et de miracles. Ces chefs-d'œuvre de l'art alimentaient la foi chrétienne, sans doute; mais je voulais aussi réveiller et fortifier la foi du patriotisme. La trompette de Jéricho ne fait plus tomber de remparts; et l'apôtre

qui fut interrompu et réprouvé par le ministre Caballero. Cet homme de ténèbres interpréta toujours défavorablement les plus inoffensives allusions, les moindres réflexions philosophiques ou morales.

[1] M. le comte Alexandre Delaborde concourut puissamment au succès de cette entreprise. Le nom de ce généreux amateur des arts n'est pas moins cher à l'Espagne qu'à la France. C'est une illustration héréditaire dans la famille Delaborde. E.

Digitized by Google

saint Jacques, sur son cheval blanc, ne vient plus aujourd'hui se mettre à la tête de nos escadrons.

On vit aussi, dès 1801, s'accroître et prospérer sensiblement les arts industriels. La capitale et les provinces offrirent au Gouvernement et à la Société des amis du pays une infinité d'ouvrages remarquables, de ceux qu'un sot et vieux préjugé avait si long-temps flétris du nom de *productions mécaniques*, et dont la noblesse aurait rougi de s'occuper [1].

C'est également de 1801 que date l'établissement de nouvelles écoles de dessin dans les villes qui n'en avaient point; là où manquaient les fonds nécessaires, le Gouvernement y suppléait.

En ce qui concerne les sciences, certainement il se manifestait une ardeur générale. La direction des travaux cosmographiques ne cessait de produire des cartes sphériques dont le Roi recommandait vivement l'exécution : recueil précieux qui, par le double mérite de l'exactitude et du fini des détails, est encore plus estimé chez l'étranger que chez nous. Parmi ces travaux importans, n'omettons pas de citer les premiers ouvrages de l'infortuné Antillon (D. Isidore), jeune savant qui honorait déjà la patrie, l'un de ces hommes, en tout temps si rares, dont le génie supérieur embrasse d'un coup d'œil la liaison des diverses sciences

[1] Rappelons ici les ébénistes D. Eusèbe Basquez; D. Juan de Prado, ce dernier, sculpteur; D. Balthasar Barcena; le *mécanicien* Fau, le sellier-carrossier Oliver, le maréchal-ferrant Fornell, le tailleur en cuivre et sculpteur. D. Vicente Roso', et le graveur sur cristal D. Salvador Duchel, ainsi que d'autres dont les ouvrages au tour, sur les divers métaux et bois précieux, excitèrent l'attention générale.

Digitized by Google

entre elles, en suit toutes les ramifications et remonte droit à la vérité, qui est le point commun de départ.

Cet homme, je l'avais rêvé, je le trouvai : je lui confiai l'enseignement d'une jeunesse d'élite. Couvert de mon égide, il échappa aux traits de l'envie dirigés contre lui, et, grâce à ma protection spéciale, la haine de Caballero ne put l'atteindre. Avait-il donc acheté ma faveur par des adulations intéressées? On n'oserait le dire : Antillou ne savait pas flatter les grands; il témoignait sa reconnaissance par son zèle à remplir ses devoirs; il sacrifiait au travail, au service de la patrie, au culte de la science, tout son temps, toutes ses forces physiques et morales.

Les professeurs du Collége royal des Nobles reçurent la mission de rédiger un *Cours complet d'éducation*, digne de figurer parmi ce que l'Europe avait de plus estimé dans ce genre. Antillou, astronome et géographe, se mit à l'œuvre : il publia d'abord son *Atlas*, qui est, sans contredit, l'un des meilleurs qui aient paru jusqu'à l'époque actuelle; ensuite, comme échantillon de son vaste travail, la *carte du Grand-Océan*, et bientôt après, celle de l'*Atlantique et de l'Océan réunis*, chacune de ces cartes accompagnée d'une analyse, avec démonstration de principes, les observations et les découvertes qui justifiaient ses assertions; le tout fait avec une scrupuleuse exactitude. Homme précieux aussi recommandable par son savoir que par son application! Il est mort au fond d'un cachot, m'a-t-on dit, manquant de tout, dans un complet abandon! Tel fut le traitement que subit Antillou en l'année 1814! Les lâches qui acquirent par la révolte d'Aranjuez et les

Digitized by Google

infamies de Valençay le droit de tourmenter, de ruiner l'Espagne, persécutèrent, flétrirent tout ce qui, par des vertus, des talens militaires ou civils, avait droit à la reconnaissance de la patrie!

On n'aura pas oublié non plus la noble émulation qui régnait alors (1801) dans toutes les branches de l'enseignement, l'ardeur des disciples, le généreux dévouement des maîtres. D. Louis Proust et D. Christian Herchen réunissaient autour d'eux une foule avide d'apprendre les secrets de la chimie et de la minéralogie. On accourait du fond des provinces aux leçons de ces habiles professeurs [1]. Cette année, les prix destinés par le Roi à l'encouragement des élèves ne suffirent pas; il fallut créer des prix extraordinaires, tant il y eut de mérites à récompenser!

Nous reçûmes du Pérou (toujours cette même année 1801) des envois de plantes qui augmentèrent les richesses de la *Flora Peruviensis*. Le botaniste D. Juan Tafalla les avait recueillies et classées : plus de cent espèces nouvelles, non-seulement pour le luxe de la science, mais grandement utiles par des vertus médicinales [2]. On sait combien ces acquisitions et ces progrès

[1] D. Pedro Gutierrez Bueno enseignait aussi la Chimie dans le collége de Saint-Charles; D. Antoine Cabanilles brillait au jardin botanique, digne émule des premiers naturalistes de l'Europe. On distinguait, parmi les jeunes savans, D. André Alcon, D. Barnabé Salcedo, D. Donato Garcia; Fr. André Pontido, de l'Ordre de la Merci; D. Juan Villarino, D. Louis Mafey, D. Manuel Léon, D. Joseph Palacios, etc. Quelques-uns de ceux-ci remplissent aujourd'hui avec honneur des chaires consacrées aux sciences naturelles.

[2] Parmi ces plantes, racines, écorces, etc., on citait la racine de

Digitized by Google

de la botanique excitèrent l'attention et les éloges de tous les savans du monde civilisé.

Je ne dirai pas tout ce qui se fit pour les mathématiques, dont l'étude se généralisait dans le royaume [1], les brillans travaux du corps d'ingénieurs cosmographes de l'Observatoire astronomique, la richesse des instrumens dont le Roi fit présent aux Cabinets. Cette année, on paya aux artistes de Londres 11,000 liv. sterling ou 225,000 fr. un magnifique télescope fait expressément pour nous, sous la direction de M. Herschell.

Et l'imprimerie n'était point oisive, ni à Madrid, ni dans les principales villes du Royaume. Outre les journaux ou recueils périodiques, dont le nombre allait toujours croissant, il y aurait à citer une foule d'ouvrages, les uns continués, d'autres commencés. Je me borne à quelques indications [2].

l'*Yalgoy* ou *Masca*, soit la *Monnina Polystachya*, remède puissant contre la dyssenterie et d'autres maladies.

[1] Il serait injuste d'omettre ici le nom des disciples sortis de l'École des mathématiques pures et mixtes établie à La Corogne par l'excellent directeur D. François Yebra. Parmi les élèves devenus professeurs en 1802, on voyait en première ligne D. Joseph et D. Pascal Villapol, D. Joseph Antilo, D. Pedro Gomez et D. Joseph Ribaduya. Le Cabinet hydrographique de l'établissement possédait tous les effets et instrumens nécessaires; le Gouvernement y avait pourvu avec générosité.

[2] Médecine et Chimie : Le docteur D. Antoine Lavedan, des Académies de médecine de Madrid et de Séville, directeur de celle de chirurgie de Valladolid : *Traité des Maladies épidémiques et contagieuses*, ouvrage capital. Lorsque l'Andalousie fut attaquée par la fièvre jaune, j'invitai Lavedan à rendre cet important service au pays; son livre est un extrait fidèle et lumineux des auteurs les plus estimés, tels que Sydenham, Chirac, Monroe, Pringle, Strack, Clarke, Lucadon, Retz, Wright, Martens, Chicoy-

Digitized by Google

On voyait alors trois générations d'hommes instruits et une génération naissante qui se préparait à leur succéder. Je ne pouvais suffire à la multitude de dis-

neau, Papon, etc., etc., publié à l'Imprimerie Royale, vendu au *prix coûtant*, 2 tomes in-4°. C'était une bibliothèque entière pour les médecins, qui, la plupart, n'avaient pas les livres cités, ou ne possédaient pas la langue dans laquelle ils étaient écrits.

D. Joachim Serrano, secrétaire perpétuel de l'Académie de Madrid, déjà connu par d'autres ouvrages : *Traduction* des *Élémens de médecine pratique*, avec les commentaires et opuscules de Rosepland, de Malfati, de Kramer Mai, et le tout accompagné des commentaires du traducteur.

D. Ramond Trujillo, du Collége royal de Saint-Charles : *Traduction*, avec notes et supplément, du *Traité des blessures à la tête*, par le célèbre Richter.

Le docteur Mitjavila continuait sa longue entreprise des ouvrages de Brown, 12 volumes.

D. Diégo Bances : Un *Traité sur la vaccine*. Des ouvrages et des mémoires sur cet heureux préservatif se publiaient de tous côtés dans le royaume. On sait avec quelle constance je favorisai les travaux des professeurs qui s'efforçaient d'étendre et de perfectionner cette inappréciable découverte. La vaccine s'établit en Espagne plus tôt et avec moins de contradiction qu'en France.

Économie publique et Commerce :

D. Joseph-Alonzo Ortiz écrivait ses *Commentaires* et sa traduction de Smith (*Richesses des Nations*).

D. Joseph Cabredo : *Traduction* de l'excellent ouvrage de Blainville sur la *Tenue des livres en partie double*.

La marquise de Fuerte Hijar : Vie, écrits et projets économiques de Rumford, traduction du français. Cet ouvrage fut dédié à la Société Patriotique.

Il serait trop long de rapporter ici toutes les productions de ce genre publiées dans les principales villes du royaume.

Que de principes lumineux répandus dans tous ces recueils! L'Économie politique s'y trouve dégagée des abstractions qui ont d'abord rendu la science si aride. L'application est jointe à la théorie.

En d'autres matières, D. Manuel-Marie Astargoa reproduit le

Digitized by Google

cours, mémoires, traités, livres de toute espèce, qu'on m'offrait ou que m'apportait chaque courrier.

Quel riche avenir! Plusieurs personnes déjà avancées

livre de Dubroca : *Conversations d'un père avec ses enfans sur l'histoire naturelle.* Ouvrage élémentaire.

D. Pedro Estala : Excellente *traduction* de *l'Abrégé de Buffon* par Castel.

Hervas : Suite du *Catalogue idéologique des langues connues.*

Les deux ouvrages de Bielfeld paraissent malgré mille contradictions.

L'*Histoire du Bas-Empire* par Lebeau, long-temps repoussée par la malveillance, triomphe de tous les obstacles.

D. Joseph Cornide : Publication nouvelle de la *Chronique de saint Louis*, traduite du français du seizième siècle par J. Ledel : discours préliminaire, notes, cartes de la Basse-Égypte.

D. Pedro Guttierrez Bueno : *Leçons élémentaires de Chimie* pour le collége de Saint-Charles; *Influence des Mathématiques sur la littérature*, dédiée à D. Pedro Ceballos, Ministre d'État.

D. Antoine Pellicer : *Traduction* des *Sermons du Père Laneuville.*

D. Juan-Alvarez Guerra : 18e tome de son excellente *traduction* du *Dictionnaire de Rozier.*

D. Nicaise-Alvarez Cienfugos : *Poésies; le Marquis de Palacios* et *D. Théodore de la Calle*, tragédies.

D. Joseph Camporaso : 4 tomes des *Mémoires politiques et militaires*, ou *Suite des Commentaires du Marquis de Saint-Philippe.*

En 1801, commence la publication du *Censeur historique.*

Une *Société* de littérateurs donne la *Nouvelle Collection des anciens Moralistes;* traduction du français. On a peu ajouté à la morale et même à la politique des anciens; mais en Espagne, où l'Inquisition régnait encore, cet ouvrage était convenable, parce qu'à la faveur des vieux noms, les principes qui ont effarouché dans les livres modernes se reproduisaient avec moins d'inconvénient.

Il est difficile d'énumérer les livres publiés en matières ecclésiastiques et religieuses, plusieurs très-utiles; par exemple :

Digitized by Google

en âge recommençaient à étudier pour concourir à ce progrès universel, à la résurrection morale de notre pays.

Ce n'est point sans difficulté, sans éprouver de vives contradictions, que je parvins à couvrir de mon patronage le mouvement des lumières. On peut bien le croire, le ministre Caballero conservait toujours une grande influence auprès de Leurs Majestés; il avait l'art de faire considérer les tracasseries qu'il suscitait comme des preuves de zèle et de loyauté. C'était une guerre sourde, mais continuelle. Il saisissait toutes les occasions de nuire, dans l'esprit du Roi, aux gens de lettres, aux hommes de talent que je m'efforçais de protéger. Cette

l'*Histoire ecclésiastique*, ou *Traité de l'Église de Jésus-Christ*, par D. Félix Amat, en 1802, tome X.

Voici enfin un catalogue abrégé des noms qui décoraient l'Espagne de cette époque; je les place indistinctement tels qu'ils se présentent sous ma plume, sans assigner de rang, ni classifier le mérite de chacun.

D. Joseph Vasconi, D. Serapio Siuues, D. Lorenzo Normauté, D. Fraaçois Hano, D. Louis Vado, D. Diego Cosio et Téran, D. Andres Crespo et Cantolla, D. Raphaël de Roda, D. Joseph Fuertes, D. Joseph et D. Antonio Ojea, D. Manuel Travezo, D. Demetrio Ortiz, le marquis de Valera, D. Joseph Ribero, D. Jeronimo Orbizú, D. Estevan Chaix, D. Cristoval Talens, D. Ignace Peyrolon, D. Nicolas Modena; D. Thomas Martinez, auteur de la *Rhétorique à l'usage du séminaire des nobles de Valence*; D. Juan de la Croix; D. Joseph-Innocent de Llano, collégial-major de Sainte-Catherine de Grenade; D. Thomas de Otero, D. Pedro Picho, D. Joseph Benito de Sistué, D. Fr.-Lorenzo de Feijòo, franciscain; Fr.-Domingo Quiros de la Merci, D. Joseph Gusman, le bailli Garciperez de Vargas; D. François Martinez, professeur de rhétorique à Grenade; D. Michel-Joseph Fresneda, le comte de la Aguila, D. Joachim del Cid Carrascal, D. Joachim Uriarte et Landa, D. Sébastien Morera, D. Alberto Lista, D. Felix Reinoso, et tant d'autres qui échappent à ma mémoire.

Digitized by Google

lutte constante, plus ou moins déclarée, fut soutenue avec courage et fierté de ma part; Caballero n'y mit que de l'astuce et de la perfidie. Ici, je réponds à ce qu'il osa dire plus tard dans sa lettre déjà citée, et publiée par Llorente à qui elle fut adressée de Bordeaux. Caballero affirme *qu'à Barcelone, ne pouvant plus résister à la vue des maux que causait la faveur dont j'étais comblé par le Roi, il demanda sa retraite.* Il s'est gardé bien soigneusement d'expliquer en quoi consistaient ces maux. Que ne parlait-il sans réserve? Rien ne l'en empêchait; il le devait, et surtout accompagner de quelques preuves cette emphatique assertion. Mais il écrivait en France; il n'osa point avouer que ces maux dont il était si affligé, c'étaient la protection accordée aux lumières, mes efforts pour tâcher d'élever l'Espagne au niveau des autres nations civilisées qui nous laissaient en arrière. Savoir plus que lui, Caballero, plus que ce vieux partisan des méthodes surannées n'avait jamais appris, c'était à ses yeux perdre l'État; basse et déplorable envie qui s'effarouche du moindre progrès de l'esprit humain!

Voici une des chicanes hypocrites qu'il souleva pendant le voyage de Barcelone. A Saragosse, ville alors très-heureuse de posséder un excellent chef, commandant de la province[1], et une réunion remarquable d'hommes instruits, une députation nombreuse des *amis du pays* vint offrir à Sa Majesté quelques exemplaires, manuscrits, je crois, de mémoires, discours et compositions des élèves de différens établissemens

[1] Le lieutenant-général D. Georges-Jean Guillermy.

Digitized by Google

fondés par la *Société;* parmi ces Mémoires se trouvaient ceux de l'École d'Économie politique qui venaient d'obtenir des prix d'encouragement.

Caballero, de son propre mouvement, se hâta de les dénoncer au Roi comme des écrits séditieux; Charles IV en fut alarmé. La joie qu'excitait la présence du monarque fut mal interprétée. Si j'eusse tardé deux fois vingt-quatre heures à découvrir la cause de la tristesse du Roi, plusieurs membres de la Société et les dignes professeurs qui formaient de si bons disciples allaient être plongés dans les prisons, ou condamnés à un exil ignominieux. Ils n'ont peut-être jamais su (comme tant d'autres) quelle main les sauva d'une persécution inattendue. Tels étaient les *maux* que ma faveur excessive auprès de Leurs Majestés occasionnait souvent, et dont Caballero ne pouvait supporter le spectacle.

A Barcelone, ville aussi très-éclairée, des scènes du même genre se présentèrent plus d'une fois.

Je n'en raconterai qu'une seule.

Caballero conseillait au Roi de mettre à la retraite certains magistrats que l'âge ou leurs infirmités empêchaient de remplir leurs fonctions; le Roi le crut, et Caballero profita de l'occasion. Après avoir peint avec exagération la lenteur des tribunaux à expédier les procès, il obtint un décret qui l'autorisait à faire des réformes, selon lui, indispensables. Sa véritable intention était de se venger de quelques magistrats peu disposés à souscrire aux usurpations d'autorité que le ministre de la Justice se permettait chaque jour vis-à-vis de la magistrature. Maître d'éliminer à son gré sans

Digitized by Google

écouter le Conseil de Castille ni aucun autre, il commença par écarter les hommes qu'il craignait de voir tôt ou tard le remplacer au ministère.

Sur qui tomba d'abord la haine jalouse de Caballero? Les premiers frappés furent le camériste[1] D. Juan Mariño de la Barrera et D. Benito Ramon de Hermida, ceux-là mêmes que peu de jours auparavant je présentais au Roi comme des magistrats dignes d'être appelés au ministère de la Justice ou à tout autre département!

Dès que j'en eus connaissance, je parlai hautement à Sa Majesté, et je ne ménageai point Caballero. Il voulut donner sa démission, comme il le dit en effet dans sa lettre à Llorente; Charles IV et la Reine s'y opposèrent. Oh! plût à Dieu que dans cette circonstance j'eusse pu me séparer moi-même, m'éloigner du cortége royal, des noces royales, et de tout emploi à la Cour! Mais je n'eus pas la force de résister aux instances particulières du Roi; je respectai l'affliction qu'il daigna me témoigner... Au surplus, la surveillance des tribunaux et Cours de justice n'était point dans mes attributions: Charles IV s'en rapportait à cet égard à son ministre spécial; le mal fut sans remède!

[1] *Camarista* : les plus anciens Conseillers de Castille forment une espèce de chambre ayant des attributions particulières. C'est la tête du Conseil de Castille. E.

Digitized by Google

CHAPITRE XIV.

QUESTIONS SUSCITÉES ENTRE LA FRANCE ET L'ANGLETERRE AU SUJET DU TRAITÉ D'AMIENS. — PERPLEXITÉ DE L'ESPAGNE. — POLITIQUE DE NOTRE CABINET. — RUPTURE ENTRE L'ANGLETERRE ET LA FRANCE. — NEUTRALITÉ DE L'ESPAGNE. — EFFORTS ET SACRIFICES POUR QUE CETTE NEUTRALITÉ SOIT RECONNUE.

Le traité d'Amiens fut-il sincère? l'Angleterre et la France voulaient-elles la paix? Plusieurs ont accusé l'Angleterre de mauvaise foi; on a dit que l'une et l'autre puissance avaient la même arrière-pensée. Quant à moi, je suis persuadé que toutes deux désiraient sincèrement la fin des hostilités, pourvu que leurs intérêts particuliers fussent ménagés, c'est-à-dire pourvu que leur compte s'y trouvât, de la manière qu'elles l'entendaient, chacune de son côté.

L'Angleterre voulait conserver tout entière sa prépondérance sur la mer et une forte dose d'influence dans les affaires du continent.

Napoléon voulait sa bonne part du commerce maritime sans renoncer à la suprématie continentale.

L'Angleterre, restant seule dans l'arène vis-à-vis de la France, et courbée sous le poids d'une dette énorme, voyait diminuer ses ressources : une réconte

Digitized by Google

coalition des puissances du Nord, pour disputer l'empire des mers, lui avait déjà donné des inquiétudes ; cette coalition pouvait se former de nouveau : l'Irlande inspirait des craintes; un parti populaire, nombreux, demandait la paix à grands cris. Le Cabinet de Saint-James, averti de tous ces dangers, sentait bien que la paix seule pouvait les prévenir ou les éloigner; les sacrifices qu'il s'imposait prouvaient assez qu'il avait à cœur d'en finir : car la France ne cédait aucune de ses conquêtes et l'Angleterre abandonnait presque toutes les siennes. Elle ne mettait pas même d'obstacle aux expéditions de la France dans les Antilles, tandis que le traité de paix n'était pas encore signé; la susceptibilité britannique ne se montrait pas effarouchée, lorsqu'au moment de signer ce traité, la France rentrait dans la possession des vastes contrées du Mississipi et du Missouri. L'Angleterre ne cherchait pas non plus à nuire à sa rivale engagée dans une épouvantable lutte avec les nègres de Saint-Domingue ; au contraire, l'escadre de Villaret-Joyeuse trouvait des secours et des approvisionnemens dans les îles anglaises, surtout à la Jamaïque. Il est donc évident que le Cabinet de Saint-James désirait au moins la paix autant qu'il pouvait redouter l'ambition de Bonaparte.

La France, nation facile à contenter avec de l'honneur et de la gloire, voyait avec plaisir la fin d'une guerre si longue et si meurtrière; elle souhaitait l'affermissement d'une paix qui, à tant de grandeur acquise sur le continent, ajoutait la libre jouissance des mers.

Napoléon connaissait les dispositions, les besoins

Digitized by Google

de la France ; et cette paix lui était encore plus nécessaire, à lui-même. Si sa gloire devenait populaire, il pouvait saisir la couronne. Cependant, arrivé à cette hauteur, il se trompa sur la véritable situation de l'Angleterre : il la voyait faible, isolée, désormais impuissante ; il caressait même l'idée d'une invasion, d'une conquête ; et d'abord, il croyait pouvoir à son gré fermer à son ennemi tous les ports du continent. L'Angleterre devait donc, selon Napoléon, accepter la paix, quelle qu'elle fût, et subir la loi de la nécessité. Imbu de ces vaines illusions, le Premier Consul regardait le traité d'Amiens comme un acheminement à la domination universelle ; le sceptre du continent et le trident de Neptune brillaient à ses yeux.

M. Barbé-Marbois a dit : « Jusqu'à ce jour il est « incontestablement le premier parmi les hommes « illustres. On peut douter si la postérité le placera « parmi les grands hommes. » (*Histoire de la Louisiane*, 1re partie, p. 182.)

Son plus grand tort fut d'avoir mis de la passion dans la politique ; marchant droit au pouvoir absolu, sans savoir attendre ; vivant au jour le jour ; mettant mille fois tout son avoir sur une carte ; se jouant de la crédulité publique, non qu'il fût réellement faux ou perfide, mais paraissant l'être par la mobilité de sa pensée, la brusquerie et la rapidité de son exécution.

Dans le mois de mai 1802, il disait aux grands Corps de l'État (c'était à l'occasion de la paix d'Amiens) : « Désormais la France n'aura plus de long-temps des « victoires à gagner, des triomphes à célébrer, de « grandes négociations politiques à terminer. L'exis-

Digitized by Google

« tence de la République sera signalée par d'autres « avantages qui feront oublier les maux de la guerre. »

Peu de jours après, recevant des mains du Sénat l'acte de prorogation de l'autorité consulaire, il s'écriait : « La fortune est inconstante ; plusieurs de ceux « qu'elle avait comblés de faveur ont trop vécu ; il « était de l'intérêt de ma gloire, lorsque la paix du « monde est proclamée, de finir là ma carrière. » (*Moniteur* du 3 août 1802.)

Enfin, celui qui ne voulait pas accepter une prolongation de pouvoir si auparavant elle n'était confirmée par le peuple, bientôt après, devenu Consul à vie par le suffrage de la France, oubliait ses récentes déclarations et ne craignait pas de répondre audacieusement au Sénat : « Le peuple français désire que je lui « consacre ma vie tout entière ; j'obéis à sa volonté ; « le meilleur des peuples sera le plus heureux, comme « il mérite de l'être, et son bonheur fera celui de « l'Europe. Alors, satisfait moi-même d'avoir été, « *par l'ordre de celui de qui tout émane*, appelé « à ramener la justice, l'ordre, l'égalité sur la terre, « j'entendrai sonner ma dernière heure sans regret « et sans crainte du jugement de la postérité, etc. »

Voyons quelle fut la sincérité du vœu pacifique du chef de la France auquel un peuple généreux confia toute sa liberté, espérant jouir sous ses auspices de la paix achetée par des torrens de sang, par d'héroïques sacrifices!

Ses paroles pompeuses, ses prophéties de missionnaire, la distribution future d'une justice égale parmi les hommes, tout cela s'annonçait à la face de l'Europe,

Digitized by Google

et, qui plus est, en France, au commencement du XIX^e^ siècle! Hélas! on allait voir bientôt recommencer les croisades dont le fanatisme démagogique promenait partout le fléau dix années auparavant; et quelques-uns se réjouirent d'entendre Bonaparte, ce fils aîné de la République française, proclamer lui-même le *droit divin*.

« Triste consolation! dis-je au roi Charles IV; « c'est à présent que le danger s'accroît; l'Europe doit « se préparer à souffrir.

Cependant les actions de grâces, les chants d'allégresse, retentissaient parmi les peuples, et déjà l'horizon se couvrait de nuages avant-coureurs de nouvelles tempêtes.

Cependant, résignée à subir la prépondérance que la République avait obtenue par ses triomphes sur le continent et par la réunion de l'Italie à la France, l'Angleterre accomplissait le traité d'Amiens; elle restituait peu à peu ses conquêtes...

Bonaparte accaparait l'île d'Elbe et le Piémont, envahissait la Suisse et lui dictait des lois, opprimait la Hollande et disposait de sa marine, prenait tout dans la Ligurie, prétendait que l'Angleterre enchaînât la liberté de la presse et bannît de son territoire les étrangers dénoncés comme ennemis de la France!

La tribune et les pamphlets commencèrent la lutte [1].

[1] Voici un échantillon de ces hostilités. Un article du *Moniteur* (6 novembre 1802) s'exprime ainsi : « Quel est donc l'intérêt « de la *faction ennemie de l'Europe* en faveur des insurgés de la « Suisse? On voit qu'il s'agit ici de faire de la Suisse une autre « Jersey pour y ourdir de nouvelles trames, forger des libelles,

Digitized by Google

L'Angleterre fit une pause; elle n'avait plus à rendre que l'île de Malte. Elle savait très-bien que Napoléon aspirait à régner sur la Méditerranée; elle craignait les retours d'une ambition mal éteinte au sujet de l'Égypte et de l'Inde. La Suisse, tracassée, désarmée, implorait la médiation du Cabinet de Saint-James; Napoléon n'acceptait point cette médiation; il refusait de traiter avec le Gouvernement anglais cette affaire ni aucune autre non comprise textuellement dans les articles d'Amiens. L'Angleterre n'en devint que plus obstinée dans ses prétentions; la querelle s'envenimait : guerre inévitable!

Je la voyais venir, effrayé des malheurs qui menaçaient l'Espagne et non moins tristement préoccupé de

« accueillir tous les criminels, tous les ennemis de la France, et « faire, du côté de l'Est, ce qu'on a fait constamment du côté de « l'Ouest, dans l'île de Jersey.

« Quel est l'intérêt de la France? D'avoir de bons voisins, des « amis sûrs : au Midi, le roi d'Espagne, notre allié par *inclination* « *et par son propre intérêt;* les Républiques italiennes qui sont « dans notre système fédératif; au Nord et à l'Est, la Hollande, « le roi de Prusse, le duc de Bavière, le prince de Bade et la « Suisse. La *faction ennemie de l'Europe* veut troubler le conti- « nent; elle ne trouvera ni complices ni appui dans ces États..... « Et cependant les agitateurs se remuent; ils ont essayé leurs « forces à Gênes, en Suisse, en Hollande. Quand leurs menées « commençaient à produire un certain effet, le manifeste du « Premier Consul rétablit les choses dans l'ordre naturel. Tel « est le résultat de dix années de triomphes, de dangers, d'ef- « forts, d'immenses sacrifices. La paix de Lunéville, au lieu « de changer le résultat, n'a fait que le consolider. Pourquoi « tenter aujourd'hui ce qui fut impossible jusqu'à présent? Croit- « on que notre courage soit amolli, que nous soyons moins « forts que nous l'avons été de tout temps? On verra plutôt les « flots de l'Océan déraciner le rocher qui brave leur furie depuis

Digitized by Google

la position où j'allais me trouver, serré entre les deux grandes puissances irréconciliables.

Dans l'opinion commune, c'était moi qui, maître absolu des affaires, dirigeais à mon gré le vaisseau de l'État. Dois-je me plaindre de cette croyance générale et dire qu'on était dans l'erreur? Comblé des marques apparentes de l'amitié, de la confiance du Roi, tout ce qui se rapportait à la politique extérieure semblait mis à ma discrétion; j'en traitais avec les ministres étrangers; ensuite l'on me demandait assez souvent mon avis sur les choses de l'intérieur; on me voyait placé à la tête de l'armée et de la marine, chargé par conséquent de surveiller, d'organiser les forces de l'État... Sans doute il y avait lieu de penser que toute

« quarante siècles..... La *faction ennemie de l'Europe* et du « genre humain ne rallumera plus la guerre dans l'Occident; « l'astre de la France ne pâlira pas. »

Le ton des journaux anglais ne restait point en arrière. Ils attaquaient le Premier Consul par de mordantes personnalités. Celui-ci demandait la répression des journaux; le Gouvernement anglais renvoyait devant les tribunaux les plaintes de Bonaparte; cette satisfaction, la seule que la loi permît de lui accorder, ne faisait que l'irriter davantage : alors les Français attaquèrent à leur tour la maison régnante en Angleterre, et Bonaparte lui-même ne ménagea pas la nation britannique dans ses messages adressés aux Corps de l'État..... Bientôt les choses allèrent plus loin. Le Premier Consul maltraita publiquement l'ambassadeur d'Angleterre, d'une manière tout-à-fait insolite dans les Cours de peuples civilisés.

Je prie mes lecteurs de faire attention à ce passage du *Moniteur*, où, en parlant des alliés de la France, on a le soin de citer *notre alliance fondée sur notre inclination et notre intérêt*, tandis que les autres États font partie du système fédératif; les mêmes égards ont toujours été observés tant que Charles IV garda le sceptre dans ses mains.

Digitized by Google

l'action du Gouvernement était dans mes mains. Eh bien! c'est une erreur, je le répète.

Le travail ministériel, l'expédition des titres, des ordres et dépêches, les dispositions administratives ou organiques de l'armée elle-même et de la marine royale, tout passait par la filière officielle des bureaux, par les voies ordinaires des départemens respectifs. Charles IV interrogeait, écoutait chaque ministre ou secrétaire d'État; aucune affaire ne se traitait sans eux, ni à leur insu; et si parfois Sa Majesté adhérait à mon avis, surtout dans les affaires politiques, les ennemis et les détracteurs de ce Roi peuvent en dire ce qu'ils voudront, Charles IV ne se dispensa jamais de voir tout de ses propres yeux; il ne fit jamais en aveugle ni de confiance ce que je lui proposais moi-même. Loin de là, comme on le trouve dans la suite de ces *Mémoires*, il préféra souvent, et dans des circonstances graves, des avis diamétralement contraires aux miens. J'ai dit ailleurs que Charles IV déclarait positivement sa volonté. Il posait la base de conduite qu'il voulait qu'on suivît. Certainement il n'entrait pas d'abord dans les détails; mais ces détails, il voulait ensuite les savoir et qu'il lui en fût rendu compte afin de donner son approbation.

Étudier, exécuter fidèlement sa volonté autant qu'il m'était possible, lui dire la vérité, lui exposer mon opinion, me conformer à ses vues toujours bonnes, justes, favorables à son peuple, mais quelquefois difficiles à remplir, voilà ce qui m'attira la confiance du Roi. Cette confiance s'était fortifiée successivement, parce que depuis dix années, au milieu des événemens

Digitized by Google

qui se pressaient en Espagne et ailleurs, il résultait au bout du compte que Charles IV s'en était tiré mieux ou moins mal que tous les autres souverains de l'Europe. Dans les vicissitudes nouvelles dont nous étions menacés par la guerre prête à éclater entre la France et l'Angleterre, il était assez naturel que le Roi comptât sur ma loyauté qui lui était bien connue, sur mon zèle et l'utilité de mes services. Il ne doutait point de mon sincère dévouement; mais il craignait que je ne me trompasse; et moi aussi, de mon côté, je me méfiais de mes propres lumières. Alors nous cédions, l'un et l'autre, aux conseils d'autrui. Malheureusement, à l'époque dont il s'agit, on avait perdu l'habitude de soumettre les affaires à la discussion du Conseil d'État, comme je le fis pendant toute la durée de mon ministère. Aurait-on jamais pensé qu'une aussi bonne habitude se perdrait sous celui d'Urquijo et de Saavedra, et qu'on allait retomber dans le mystérieux *mutisme* des dernières années de Florida-Blanca?

Urquijo et Saavedra, et plus encore leur successeur Caballero, persuadèrent au Roi qu'il ne convenait pas de livrer les affaires à la controverse des Conseillers d'État; on alléguait la nécessité du secret dans ce qui tient à la politique, et les inconvéniens de l'esprit de parti qui s'enflamme par le frottement des opinions. Je sollicitais en vain la reprise de ces séances presque publiques qui jetaient de si vives lumières, où la diversité des avis faisait jaillir la vérité : et d'ailleurs, comme c'était la majorité des votes qui triomphait, quelle que fût la résolution, le Gouvernement n'avait plus de censure à craindre...

Digitized by Google

Voyez ma situation!... Je n'étais pas le maître de me soustraire à la charge que le Roi m'imposait; presque seul à porter le fardeau, sans autorité positive, reconnue, je n'aurais pu bien définir moi-même celle que j'exerçais; et j'avais l'air d'être l'arbitre souverain des affaires de l'État, responsable de tout aux yeux de l'Espagne et de l'Europe!

Mes ennemis ne s'endormaient pas. Déjà commençait à poindre ce funeste parti qui devait perdre l'Espagne. A l'appui des machinations du chanoine Escoïquiz, dès long-temps dirigées contre moi, il arriva que le Prince des Asturies vint à savoir le conseil que j'avais donné de différer son mariage. A qui faut-il attribuer cette indiscrétion? Charles IV et Marie-Louise ne la commirent point volontairement; ils en avaient parlé à Caballero et demandé son avis... La Princesse des Asturies, déjà fortement prévenue contre moi, n'avait pas besoin d'apprendre cette nouvelle particularité. La reine de Naples, sa mère, ennemie outrée de la France, voyait en moi un partisan déclaré de la paix avec la République; elle recommanda surtout à sa fille de trouver le moyen de me nuire et de me renverser... Jamais fille n'a mieux obéi à sa mère!

Dans un Gouvernement monarchique, nul parti n'est à craindre lorsqu'il n'est point appuyé dans les hautes régions de la Cour; mais comme les partis s'agrandissent vite, s'ils ont trouvé cet appui sous des noms, sous des bannières qui promettent une victoire presque assurée et l'impunité en cas de revers!

Le chanoine Escoïquiz, inquiet, agité dans sa pieuse retraite de Tolède, rêvant toujours sa grandeur ajournée

Digitized by Google

à un autre règne, hâtait de ses vœux l'exaltation de son auguste disciple. Il vint présenter ses hommages et ses félicitations aux nouveaux époux. Il les trouva disposés l'un et l'autre à continuer la guerre déjà commencée dans l'intérieur du palais. Il raviva les espérances; il traça les lignes d'attaque; il réchauffa les amis qui pouvaient l'aider, peu nombreux à la vérité, peu remarquables par des talens connus, peu influens à la Cour [1], mais prêts à suivre ses coupables indications. Le perfide organisa le parti, je ne dirai pas contre moi, mais, chose bien plus grave! contre un vénérable vieillard, son Roi, son bienfaiteur, qui avait pardonné, oublié ses premières intrigues, qui songeait à lui conférer un évêché! Si je me fusse aperçu le moins du monde de sa haine si active, mais profondément dissimulée, sans doute il m'était bien facile, et sans lui faire aucun mal, de placer entre nous deux une large barrière; il ne s'agissait que de lui faire donner sa mitre au fond d'une province de l'Amérique. Je ne songeais guère à surveiller ce prêtre; je le croyais même très-heureux à Tolède. Celui qui a le pouvoir dans ses mains doit être juste et modéré envers ses ennemis, mais

[1] Il suffit que je nomme ici les associés d'Escoïquiz pour apprécier la modération avec laquelle j'en parle; on a vu le misérable rôle qu'ils ont joué dans la suite : le duc de l'*Infantado*, le comte de *Teba* (ensuite de *Montijo*), le comte de *Villariezo*, le duc de *San Carlos*, et d'autres de la même faction à qui leur obscurité a servi de sauvegarde. Parmi tant de personnes qui figuraient à la Cour, pas une seule ne se joignit à ce parti-là. Dira-t-on que tous étaient de mauvais Espagnols, des hommes corrompus, que tous étaient aveugles, excepté ceux dont Escoïquiz fit ses instrumens?

Digitized by Google

non pas trop indulgent à l'égard de ces esprits remuans et tracassiers, parce que le naturel ne se corrige point. Et que de maux on aurait évités, si Escoïquiz, récompensé par un honnête exil, eut débarrassé l'Espagne de ses intrigues!

A cette époque j'ignorais complètement ses dernières manœuvres : car il se gardait bien de se rendre suspect; il avait arrangé sa correspondance clandestine avec le Prince, et s'abstenait avec soin de paraître à la Cour.

Je savais pourtant, et l'on m'avait assez fait entendre que le Prince et la Princesse des Asturies étaient mal disposés à mon égard. C'en était bien assez pour me faire pressentir des malheurs et m'inspirer un profond découragement... Sans donner ce motif, je demandai plusieurs fois à Sa Majesté et avec de vives instances la permission de me retirer à Grénade dans une de mes terres. Cette faveur me fut constamment refusée. Malgré toute ma discrétion sur la cause de ma tristesse, Charles IV s'aperçut bientôt des germes de discorde introduits dans sa famille par le mariage même qu'il avait tant désiré. Le malheur voulut qu'en cherchant à former un rapprochement plus intime entre les deux maisons, au lieu de ramener celle de Naples à une politique plus sage et plus amicale, on ne fit que s'aigrir mutuellement et s'éloigner davantage les uns des autres. Du moins, avant le mariage, rien ne troublait encore le calme intérieur et la bonne harmonie de la famille royale... Notre infante Marie-Isabelle, à peine âgée de quatorze ans, ne pouvait exercer à la Cour de Naples la moindre influence, tandis que la princesse Marie-Antoinette,

Digitized by Google

plus formée[1], d'un caractère altier, avec de l'esprit, nourrie à l'école et fidèle aux inspirations de sa mère, vint augmenter les embarras de notre situation, en s'y mêlant des affaires politiques.

L'âge de son époux, le désir qu'elle avait d'éveiller son amour-propre, la firent insister pour qu'il fût appelé au Conseil privé. Déjà Charles IV y consentait, lorsqu'une lettre indiscrète de son frère le roi de Naples fit voir que la Princesse prenait trop d'intérêt aux affaires du Cabinet, et pouvait compromettre l'Espagne dans la crise qu'allait susciter la prochaine rupture de l'Angleterre avec la France. De bonne foi, il n'était guère permis de compter sur la discrétion, sur la réserve du jeune Prince vis-à-vis de sa jeune épouse qu'il aimait avec passion, et par laquelle il était entièrement dominé. Charles IV rétracta sa promesse de faire entrer son fils au Conseil en pareilles circonstances. Le Roi aimait son peuple encore plus qu'il n'aimait son propre sang.

Mes ennemis ignoraient ou feignaient d'ignorer ce qui se passait dans l'intérieur; tous m'ont accusé d'avoir empêché que le fils n'obtînt la confiance de son père.

Fallait-il révéler au public les véritables motifs? Le lecteur jugera si Charles IV avait raison d'user de prudence à l'égard du Prince, âgé de dix-huit ans et nouveau marié. Une simple révélation, même une indiscrétion légère, bien ou mal entendue, pouvait tout perdre, dans la crise où l'Europe allait se trouver.

[1] Elle avait 18 ans accomplis, le même âge que le prince, à deux mois de différence.

Digitized by Google

Quant à moi, pour ma tranquillité personnelle, pour mon avenir sur lequel pouvaient influer beaucoup les bonnes grâces du Prince, j'eusse bien désiré que le Roi accordât ce que Son Altesse demandait... Cependant mes ennemis ne manquèrent pas de lui faire croire que je cherchais à l'humilier, et que j'étais la cause de la répugnance du Roi à l'admettre au Conseil du Cabinet. Combien cette perfide insinuation dut aigrir l'esprit de Ferdinand, accoutumé de si bonne heure à voir d'un œil jaloux le pouvoir tout entier dans les mains de son père! On sait qu'à cette dernière époque dont je parle, l'élève d'Escoïquiz portait déjà ses vues plus haut, jusqu'à la couronne même! Ambition dénaturée et funeste qui a fait les malheurs de l'Espagne!

A ces tristes augures dans l'intérieur se joignirent bientôt les symptômes d'une conflagration terrible autour de nous; le Cabinet français rompait avec l'Angleterre. Grand surcroît d'embarras! Vis-à-vis de ce Cabinet, notre position était changée. Aussitôt après le mariage des Princes espagnols et napolitains, Napoléon, jusque-là si obséquieux, si facile, presque caressant, montra tout-à-coup de la froideur, un éloignement affecté. Le sage et modeste Gouvion-Saint-Cyr traitait Charles IV avec une attention à la fois bienveillante et respectueuse; il fut remplacé par le général Beurnonville, espèce de matamore diplomatique, brusque dans son allure et ses manières, ayant la parole haute, démesurée, la conscience large, sans principes arrêtés, tantôt royaliste ou paraissant l'être, tantôt républicain de 93, instrument servile du pouvoir quel qu'il fût, grande lame de six pieds de lon-

Digitized by Google

gueur, mise à l'épreuve en plus d'une occasion, et qui coupait des deux côtés. Tel était l'homme vis-à-vis duquel je me trouvai face à face; ses instructions lui traçaient une marche double à suivre à mon égard : tâcher de me gagner ou de me perdre; Beurnonville me le dit franchement lui-même peu de jours après son arrivée. Voici ma réponse : « Je vais vous expliquer, « moi aussi, quel est mon système; je n'en aurai pas « d'autre tant que le Roi daignera écouter mes conseils. « *L'Espagne d'abord et avant tout;* après l'Espagne, « la France, tant qu'elle sera notre alliée et voudra « l'être convenablement; la meilleure politique, c'est « la sincérité : les complimens ne prouvent rien; je « n'en ferai pas avec vous. Quant à ma séparation du « ministère, je vous dis avec la même franchise que « vous me rendrez un grand service en me la faisant « obtenir. »

L'arrogance de l'ambassadeur militaire ne fut pas blessée de ma réponse; il eut même l'air d'en être content.

Ensuite vinrent les discussions, les disputes, qui parfois s'échauffaient beaucoup, et même allaient très-loin. Cependant, je dois l'avouer, pendant toute la durée de sa résidence à Madrid, c'est-à-dire quelques années, nous vécûmes aussi amicalement qu'il était possible, ayant l'un et l'autre des intérêts différens ou contraires à défendre. Il exécutait les ordres de son gouvernement; il déclamait souvent lui-même contre les instructions qu'il en avait reçues, à tel point qu'on aurait pu voir une sorte de finesse dans la franchise dont il avait l'air d'user avec moi. Il m'accordait que *j'avais*

Digitized by Google

raison, et cherchait néanmoins à me ramener à son avis, soit artifice de sa part, soit que telle fût sa manière de traiter les affaires et d'en tirer parti. Qu'on examine ma situation. J'étais entre Charybde et Scylla, entre la France et l'Angleterre; on appréciera les angoisses du pilote, voguant sur une mer agitée, entouré d'écueils, et de tous côtés menacé par la foudre.

La première prétention sérieuse que Napoléon chargea Bournonville de mettre en avant fut que notre Cabinet devait joindre ses réclamations à celles de la France, au sujet de l'île de Malte. « L'Espagne, d'ac-« cord avec la France et la Hollande, disait l'ambas-« sadeur, a concouru à la paix d'Amiens; il est de « l'honneur des trois puissances de soutenir le traité: « c'est un devoir commun. »

Dès le premier moment, Charles IV, voyant la bonne intelligence prête à cesser entre les deux nations rivales, m'avait signifié sa volonté, suivant son habitude, en peu de mots: « La paix pour mon peuple; ne rompre ni « avec la France, ni avec l'Angleterre. » Le Roi avait raison: rien de mieux que la neutralité; c'était le seul parti qu'il convenait de suivre. Il fallait essayer encore de s'y tenir, malgré l'inutilité des efforts tentés dans les occasions précédentes, c'est-à-dire repousser d'abord la prétention du Premier Consul. Bournonville argumentait, disputait: « L'honneur de l'Espagne, s'é-« criait-il, n'est pas moins compromis que celui de « la France. Il s'agit d'un article essentiel du traité « signé, garanti par vous; vous êtes solidaire comme « nous. »

Le sophisme était patent, aisé à réfuter; le traité

Digitized by Google

d'Amiens garantissait des intérêts généraux et des intérêts spéciaux. Tous ces intérêts devaient être soutenus en commun tant que l'une des trois puissances n'avait pas de justes motifs pour se dispenser de remplir les articles qui la concernaient.

Mais si, à l'égard de l'une des trois puissances, il s'élevait des difficultés sur des faits non prévus, et si ces faits n'étaient ni généraux, ni acceptés par les autres parties contractantes, la nouvelle question suscitée concernait seulement celle des trois qui donnait lieu à la difficulté.

Ici, le fait nouveau venait-il réellement du côté de la France, et l'Angleterre avait-elle le droit de s'en plaindre?

Voyons : la France s'était agrandie sur le continent et sur le littoral de la Méditerranée après la signature de la paix; elle opprimait militairement deux puissances qui auraient eu leur poids dans la balance de l'Europe. Le Cabinet de Saint-James avait un droit incontestable à l'une des deux choses : à demander compte à la France de ces innovations et de cette persévérance ambitieuse, ou à exiger (ce qui serait peut-être injuste quoique assez souvent pratiqué) de nouvelles compensations pour balancer les avantages que sa rivale s'appropriait.

Suivant le droit reçu en Europe, les acquisitions, même par héritage, donnaient lieu à des jalousies, à des transactions entre les puissances attentives à maintenir l'équilibre général. Le traité de Lunéville et d'autres de la même époque sanctionnaient le *statu quo*, tel qu'il existait au moment où ces traités furent

Digitized by Google

signés. Or les empiètemens de l'Angleterre dans les Indes orientales, dont le Premier Consul faisait tant de bruit, et ceux de la France sur le continent se trouvaient jusque là également reconnus et sanctionnés. Ce qui n'était pas explicite était implicite. Affaire consommée. Voici donc la seule question à résoudre : la France, postérieurement aux traités, sans rendre compte à personne, sans transaction préalable avec les puissances de l'Europe, la France, disons-nous, a augmenté son territoire et subjugué la Suisse ; elle domine la Hollande, occupe ses ports et dispose de ses forces, tandis que l'Angleterre a rendu presque toutes ses conquêtes, ainsi qu'il a été réglé par le traité d'Amiens, à leurs anciens possesseurs ; elle n'a plus rien acquis de nouveau. De quel côté vient l'altération de l'état de choses fixé par la paix générale ? Évidemment cette question avec l'Angleterre n'est ni espagnole, ni hollandaise ; elle est française uniquement, exclusivement.

Je fis ces observations et beaucoup d'autres à l'ambassadeur ; lui-même, il les trouvait justes.

« Mais, dit-il, que feriez-vous si vous étiez à la « place du Premier Consul ? — Il ne m'appartient pas, « répondis-je, de lui indiquer ce qui rehausserait sa « gloire et affermirait sa puissance ; toutefois, puisque « vous m'y engagez, voici vraiment ce que je ferais, « moi, dans sa position : d'abord, ce qui est déjà « consommé, je le maintiendrais ; en même temps « j'emploierais tous les moyens de prudence possibles « et tâcherais principalement d'éviter la guerre ; puis- « que le continent se tait, le plus important c'est que

Digitized by Google

« l'Angleterre se taise aussi : il ne faut pas qu'elle « soulève encore une fois toute l'Europe. N'est-il pas « sage de consolider d'abord ce qui existe, un éta- « blissement déjà si beau, si prospère, qu'on oserait à « peine se l'imaginer, si on ne le voyait de ses propres « yeux ? Voulez-vous le remettre en question ? Et « cette lutte une fois recommencée, quand et com- « ment finira-t-elle ? La nation française, agrandie « par la réunion de peuples entiers qui sympathisent « avec elle, qui parlent tous la même langue, qui « ont les mêmes mœurs ; la France forte, compacte, « riche, civilisée, réglée par les mêmes lois, par des « institutions générales, uniformes, est aujourd'hui, « sans contredit, la nation la mieux organisée du « globe. Outre cela, quel immense débouché, quel « champ de grandeur et de prospérité s'ouvrent à son « ambition au-delà des mers, où elle a retrouvé ses « anciennes colonies, où elle possède une région sans « limites dans l'Amérique du Nord, et une autre non « moins avantageuse dans l'Amérique du Sud [1], avec « de grands fleuves navigables, d'un côté le Mississipi, « de l'autre les Amazones !

[1] L'article VII du traité d'Amiens fixe les limites des Guyanes française et portugaise au fleuve Arawari ; celles de la partie française sont marquées au bord septentrional de ce fleuve, depuis son embouchure la plus éloignée du cap Nord jusqu'à sa source, et comprennent tout le territoire au nord de la ligne établie. On ne doit pas juger de l'importance de la Guyane française par le peu d'avantages qu'en a retiré la métropole : la France n'a pas même su tirer parti de la Louisiane, quand elle était dans ses mains..... Voyez l'état florissant des Guyanes anglaise et hollandaise ! La seule disponibilité des grandes forêts vierges de la

Digitized by Google

« Quand même après tout, il faudrait laisser Malte « aux Anglais, ce rocher vaut-il les immenses posses- « sions américaines que vous pourriez bien perdre « sans retour ?

« La France a-t-elle besoin d'avoir plus de ports « dans la Méditerranée, où ceux qu'elle ne possède « point par elle-même sont entre les mains de ses « alliés? Ne peut-elle se passer de l'Égypte ou veut-elle « enlever à l'Angleterre ses possessions dans l'Inde? « N'acquiert-elle pas déjà par la Louisiane un poids « décisif dans la balance du commerce de l'Amérique? « Elle y trouvera des voisins affectionnés, prêts à « sympathiser avec les Français et à se joindre à « eux pour contenir l'Angleterre. Que l'avenir de la « France est beau ! si, après tant de succès glorieux, « elle consent à s'arrêter, si elle fixe un terme à sa « prodigieuse carrière, elle a gagné sa cause dans la « conscience de toutes les nations. Par le cours na- « turel, par la force irrésistible des choses, la France « va devenir le centre de l'action de la puissance « européenne. Les autres états formeront autour d'elle « des cercles parallèles tournant sur un essieu com- « mun. Que l'équité, que la justice en règlent le mou- « vement : la loi de tous émanera de la France. Que

Guyane est un immense trésor : on y trouve des bois de construction de plus de 250 espèces, toutes excellentes pour la marine; des arbres géans, véritables colosses de végétation, chantier inépuisable, à deux pas de la Martinique et de la Guadeloupe. Les limites de l'Ouest embrassent toute l'étendue que forme une ligne droite tirée de la source de l'Arawari jusqu'au *Rio Branco* (Fleuve Blanc).

Digitized by Google

« peut alors faire l'Angleterre? Elle sera forcée de « modérer ses prétentions et d'entrer dans le système « général... Ce temps est encore loin peut-être : les « rivaux, les ennemis de la France ont cédé à la force « de ses armes; ils dévorent en secret leur humilia- « tion; mais les blessures saignent toujours et doivent « être bien douloureuses. Il ne faut pas que l'Angle- « terre en arrache l'appareil et les rouvre; laissons « les plaies se fermer. La soumission forcée n'est « jamais sincère; on revient d'une peur subite; les « liens fondés sur l'estime sont durables : que les « Anglais gardent l'île de Malte, s'il n'y a pas d'au- « tres moyens de conciliation. La paix de la France « avec l'Europe et de l'Europe avec la France vaut « cent mille fois mieux que la vaine gloriole d'arra- « cher aux Anglais ce faible gage auquel ils semblent « tenir.

« Voilà mon opinion : je vous la déclare avec la « franchise dont vous me donnez l'exemple vous- « même. Je dois vous annoncer également et sans « détour que le Roi ne prendra aucune part à des « réclamations au sujet de Malte, parce que ce serait « entrer dans la lutte qui va commencer. Le Cabinet « anglais nous dirait ce qu'il dit à la France... Dans « la guerre d'Amérique, Charles III ayant accepté « le rôle de médiateur, reçut des affronts multipliés « et se vit engagé malgré lui, contre son propre inté- « rêt, dans cette funeste querelle..... M. l'Am « bassadeur, chat échaudé craint l'eau froide, comme « dit le proverbe. — Mais l'alliance avec nous! « s'écria Beurnonville. — L'alliance, répliquai-je,

Digitized by Google

« n'est point *une société de guerre;* telle que nous « l'avons entendue et traitée avec le Directoire « exécutif, nous l'observerons fidèlement vis-à-vis « du Premier Consul; nous n'irons pas plus loin. « Après cela, réfléchissez-y bien; ce qui convient à « la France, si la guerre a lieu, c'est que l'Espagne « soit neutre, qu'elle cultive, qu'elle fomente son « commerce, et que, vivant en paix avec l'Angle- « terre, elle favorise la France autant que possible. « Écrivez-le de suite à Paris, écrivez-le d'une manière « positive; car le Roi ne changera pas d'avis, et moi, « de mon côté, je ne chercherai point à l'en dissua- « der. C'est dit : le bien de l'Espagne d'abord, avant « tout, ensuite celui de la France; le bien de toutes « deux en même temps, s'il y a moyen. A ma place « vous diriez la même chose. »

Beurnonville écrivit. Il y eut réplique sur réplique, explication sur explication; et tandis que nous étions dans cette dispute, la guerre éclata. Rome et Carthage sont aux prises! Tel fut le cri de la France. L'allusion était présomptueuse. Cette fois, ce ne fut point Carthage qui succomba; Rome à la fin paya les frais du procès.

On ne se fait pas d'idée de l'obstination du Premier Consul à vouloir nous entraîner dans la guerre, tandis que le Cabinet anglais, du moins dans cette occasion, affectait de nous montrer de la sympathie et de la bienveillance, à nous et à la Hollande. Celle-ci n'était pas libre; elle plia par force, et fut enveloppée dans la querelle. Napoléon demanda catégoriquement *quel sens nous attachions à notre traité d'alliance avec la République.* La réponse fut prompte, la même

Digitized by Google

que j'avais déjà donnée à Beurnonville, c'est-à-dire « l'alliance comme nous l'avons entendue avec le Di- « rectoire exécutif de la République, avec les mêmes « réserves, acceptées, reconnues par le Gouvernement « directorial [1]. » A propos de ces réserves, et quant à la ponctualité avec laquelle le Directoire les avait observées, je citais un fait qui servait de règle pour établir le droit de la France et les obligations de l'Espagne... Pendant la seconde coalition (le traité de paix subsistant déjà depuis plus de deux ans), la France fut attaquée sur toutes ses frontières. Qui n'aurait vu dans cette aggression un droit formel pour elle de nous appeler à son aide? Cependant, au milieu de ses angoisses, le Directoire n'eut pas l'idée de réclamer notre appui. L'article 18 du traité bornait notre concours exclusivement à la guerre maritime, dans l'intérêt commun des deux nations; la France ne devait pas exiger de coopération d'une autre nature..... Le Directoire, fidèle au texte et à l'esprit du pacte, n'invoqua point les articles publics qui se trouvaient expliqués et modifiés par l'article 18. « Cet « article, s'écriait Beurnonville, dit littéralement la « *présente guerre;* il ne parle pas des guerres ulté- « rieures. — M. l'Ambassadeur, toute autre guerre « dans laquelle les deux puissances n'ont pas un « intérêt commun est comprise dans l'exception « stipulée; c'est ainsi que nous l'avons toujours en- « tendu avec le Directoire : je vous ai cité la se-

[1] Au sujet de ces réserves et conditions, j'en ai dit assez dans le chapitre xxxii[e] de la première partie. Ce chapitre est important.

Digitized by Google

« conde coalition; c'était une *autre guerre*, une « *guerre nouvelle*, à l'occasion de laquelle on ne « s'avisa point de demander notre assistance. Il y a « plus encore; quand le Premier Consul, succédant « au Directoire, trouva la France engagée, affaiblie, « manquant de tout, il ne vint pas nous appeler au « secours... Plus tard, s'éleva la question du Portu- « gal : la cause alors était commune, l'intérêt réci- « proque; nous fîmes la guerre de moitié, en vertu « de l'alliance existante. Le Premier Consul connais- « sait très-bien la portée de cette alliance. — Mais « contre l'Angleterre, l'alliance était sans réserve; « elle avait son plein effet; et si la guerre eût continué, « vous la feriez encore contre elle, disait Beurnon- « ville.

« Sans doute, M. le Général; mais la paix mit fin « aux hostilités. L'Angleterre ne les a plus renou- « velées contre nous. — Mais elle a offensé la France, « qui est votre alliée, et c'est la même chose, disait « encore Beurnonville.

— « Pas tout-à-fait, répliquai-je; notre traité d'al- « liance n'est pas *l'ancien pacte de famille* suivant « lequel toute espèce de guerre était commune entre « les deux puissances. Véritable association belliqueuse « à tort et à travers! Quant à la guerre actuelle, il ne « tient qu'à la France de l'éviter; elle s'obstine à « voir son honneur compromis; c'est elle qui veut « absolument recourir aux armes : je ne blâme ni « n'approuve sa marche; tout ce que je puis dire, « c'est que l'intérêt de l'Espagne ne se combine pas « avec cette ardeur militante; l'intérêt suprême, c'est

Digitized by Google

« le salut du peuple; notre intérêt consiste aujourd'hui, comme l'a déclaré formellement Sa Majesté, « à conserver l'amitié de la France sans nous brouiller « avec l'Angleterre.

— « Impossible! dit Beurnonville. — Eh bien! nous « verrons, nous tâcherons; peut-être cette fois-ci « l'Angleterre sera moins exigeante. — L'Espagne « abandonne donc son ancienne alliée? — Non, « M. l'Ambassadeur, m'écriai-je à mon tour, en lui « présentant la main, nous n'abandonnerons point « la France; tout ce qu'il sera possible de faire, ex- « cepté la guerre, nous le ferons. Le commerce « français va souffrir considérablement : la neutralité « de l'Espagne vous sera plus utile que sa coopé- « ration armée. En restant neutre, elle pourra s'en- « tendre avec d'autres puissances neutres aussi, ou « amies à la fois de la France et de l'Angleterre; « l'Espagne servira de médiatrice dans plusieurs ques- « tions, et peut-être elle arrêtera cette guerre qui, « si elle s'engage sérieusement, va de nouveau mettre « le feu en Europe et dont l'issue est difficile à pré- « voir. Comptez sur tout ce qui dépend de l'Espagne, « fidèle amie de la France, tant que la France voudra « être la nôtre, et malgré toutes les suggestions con- « traires de quelque part qu'elles viennent. »

Beurnonville rendit compte à son gouvernement de ces conférences et d'autres entretiens qu'il eut avec le ministre des Affaires étrangères (D. Pedro Ceballos). Cet ambassadeur reçut l'ordre de poser ainsi la question : « L'Espagne neutre, conservant le caractère « d'amie et d'alliée de la France, que fera-t-elle pour

Digitized by Google

« celle-ci? » Il avait des instructions *ad hoc;* mais il ne voulait rien proposer : il attendait une réponse. La seule insinuation qui sembla lui échapper fut la suivante : « La France a pu reconnaître que le véri-« table sens du traité offrait des doutes dans le cas « actuel; mais le droit commun admet des interpré-« tations : la France souhaiterait que du moins il fût « adopté un *terme moyen* dans l'alternative de donner « plus de latitude ou mettre des restrictions à l'esprit « du *traité de Saint-Ildefonse.* Ce terme moyen « serait accueilli avec faveur. On admet que l'Espagne « ne soit pas engagée dans la querelle avec l'Angle-« terre; la déférence du Premier Consul irait jusqu'à « voir sans regret la conservation de la neutralité « moyennant *ce terme moyen;* mais d'ailleurs, et de « toutes manières, la France ne mettrait aucune res-« triction de son côté, s'il s'agissait de fournir à « l'Espagne le secours de ses armes; elle s'y offre « sans limitation aucune... »

Cette explication inespérée, surtout en des termes aussi obligeans, fit plus d'effet sur l'esprit de Charles IV que je ne l'eusse désiré; il voulut correspondre à la politesse du Premier Consul et lui accorder tout ce qui ne serait pas évidemment incompatible avec la paix, avec l'honneur de la Couronne ou le bien de ses sujets.

Il donna l'ordre précis de trouver une manière de manifester sa bonne volonté. On sait quelle était la véhémence de Charles IV quand il s'agissait de se montrer reconnaissant : l'ambassadeur apprit bientôt ces dispositions favorables.

Digitized by Google

Il y avait deux moyens qui pouvaient convenir à la France, l'un que je proposais au Roi, et l'autre que jugeait préférable le ministre Ceballos inspiré par notre ambassadeur à Paris (Azara).

J'avais parlé plus d'une fois à Beurnonville d'un *traité de commerce* avantageux pour la France et pour l'Espagne, surtout pour la France, quand sa navigation serait trop gênée. Je lui indiquais un projet que je roulais dans mon esprit, c'est-à-dire l'essai d'un *commerce libre* entre les deux nations durant cette guerre, sans se lier les mains; lequel traité ne deviendrait définitif que lorsque l'utilité réciproque en serait bien reconnue, sauf à le prolonger ou l'annuler après la paix et sur la demande de l'une des deux parties contractantes.

Cet accord devait s'établir moyennant la levée de nombreuses prohibitions et l'abaissement des droits que payaient de chaque côté beaucoup d'objets de commerce; le tout calculé sur l'intérêt mutuel des deux pays. De cette manière, la France, ayant l'avantage de prendre chez nous à bas prix les denrées coloniales, pouvait ensuite se présenter, sur les marchés de l'intérieur ou de l'étranger, avec plus de faveur que les nations obligées de se pourvoir ailleurs et à des prix très-élevés. Ajoutez à cela des associations qui se formeraient entre les négocians espagnols et français pour le commerce d'outre-mer avec les précautions nécessaires; car il fallait se soustraire aux rigueurs de la législation maritime de l'Angleterre.

L'ambassadeur accueillit cette idée avec beaucoup d'intérêt, et sans doute elle fut goûtée à Paris. Aussitôt

Digitized by Google

que nous eûmes manifesté le désir de favoriser la France (tout en voulant garder la neutralité), Beurnonville se montra parfaitement disposé, même empressé de réaliser ce *traité de commerce* pour compenser de cette manière notre refus de concourir à la guerre. Je le trouvais si ardent, qu'il me fut aisé d'obtenir de lui (dans le cas où l'affaire aurait lieu) une foule de restrictions en faveur de l'Espagne, notamment la franchise ou privilége de nos toiles de coton et objets de soierie.

Je rendis compte au Roi de ce moyen qui semblait détourner la France de toute prétention à nous imposer la charge ou le titre dangereux d'*auxiliaires*. Mais en exposant ma pensée à Sa Majesté je la suppliai de consulter d'autres personnes : tant je craignais de me tromper sur les matières délicates des finances et d'économie politique! Le Roi n'y manqua pas; il s'adressa sur-le-champ à plusieurs de ses ministres ou conseillers. De mon côté, je les engageais tous à dire franchement ce qu'ils pensaient. La preuve que, dans cette circonstance comme dans beaucoup d'autres, je cherchais sincèrement ce qu'il y avait de mieux à faire sans tenir trop à mon avis, ni exiger qu'il prévalût sur tous les autres, c'est ce que le ministre des Affaires étrangères, alors mon grand ami, le fameux Ceballos, émit une opinion tout-à-fait contraire à la mienne, et certes je n'en formai aucune plainte. Ceballos et presque tous les autres conseillers jugèrent que le *commerce libre* serait trop dangereux pour notre industrie.

J'eus beau représenter à Sa Majesté que plusieurs

Digitized by Google

de nos fabriques nationales pouvaient très-bien soutenir la concurrence; que si d'autres branches essentielles avaient besoin de protection, le ministre français admettait toutes les restrictions convenables; que les articles de luxe et de mode préparés chez nous coûtaient trop cher; qu'en les recevant de l'étranger, on ne faisait pas grand tort à une industrie insignifiante ou presque nulle en Espagne; que la supériorité des fabricans étrangers décourageait nos artisans; qu'en supprimant le monopole, le Gouvernement pourrait aider nos manufactures par des primes ou subventions sagement distribuées, moyen certain de les faire prospérer; qu'il vaudrait mieux employer l'argent de cette manière qu'à payer des *contingens* ou des *subsides d'alliance;* que nous gagnerions à cela plus que les Français eux-mêmes; que l'Espagne, nation agricole par sa constitution naturelle, fomenterait nécessairement la richesse du sol, dès qu'elle verrait ses produits appelés aux marchés de la France; que la balance ne pouvait manquer d'être en notre faveur parce que notre sol abondait en produits recherchés au-dehors: les huiles, les laines fines, les fruits acides, les fruits secs, les soudes, l'*esparterie*, des mines inépuisables de plomb et de mercure, les fossiles, la droguerie et surtout les riches denrées des deux Amériques; que la contrebande donnait à l'étranger autant et plus de profits que le commerce libre, avec cette différence contre nous que la contrebande ne rapportait rien au trésor de l'État et pervertissait la morale publique; qu'après tout, le traité une fois admis comme un essai durant la guerre, le commerce

Digitized by Google

français ne serait pas tenté de faire des expéditions de longue haleine au-delà des mers, sans la coopération des négocians espagnols; que ceux-ci du moins en partageraient les bénéfices; qu'enfin, de toute manière, il fallait modifier le système du monopole, relativement à l'Amérique, dans l'état actuel du progrès et de civilisation des habitans des colonies, puisqu'il était impossible de le maintenir sans les indisposer contre la métropole.

Je dis tout cela et bien plus encore, mais en vain : à présent même les idées de *commerce libre* n'ont pas beaucoup de partisans. Le ministre Ceballos opposait, non sans d'assez bonnes raisons, toutes les objections qui se répètent de nos jours. Le Roi flottait indécis, lorsqu'une observation, je ne sais plus si elle vint de Ceballos ou de Caballero, fixa les doutes de Charles IV et triompha de tous mes efforts. Cette observation, la voici : « Si le libre concours des produits « étrangers vient à causer le moindre tort à quel- « qu'une de nos fabriques espagnoles, il est à craindre « que nos ouvriers ne se livrent à des mouvemens « insurrectionnels. » C'était le côté faible. L'idée seule d'une agitation populaire effrayait Charles IV... Je n'exploitai jamais cette faiblesse du Monarque... Je n'exploitai que ses vertus timides et paternelles. L'Espagne ne m'en a pas su gré [1]. Quel fut donc le

[1] Cette horreur naturelle qu'inspirait à Charles IV l'idée seule d'un mouvement populaire datait de sa première jeunesse. Il n'avait pas même pu s'y habituer à Naples, où il entendait chaque jour les criailleries des lazzaronis et de la populace de cette grande ville. Il en frémissait involontairement. Ce qui acheva de troubler

Digitized by Google

moyen proposé par Ceballos pour concilier les intérêts de l'Espagne et les prétentions de la France dans l'affaire qui s'était engagée ?

« *Payer à la France un contingent ou subside*
« *en numéraire au lieu des troupes et des vais-*
« *seaux que voulait Napoléon.* »

« Et l'Angleterre le souffrira-t-elle tranquillement? » demandai-je.

« — Il le faudra bien, répondit Ceballos. Elle ne
« doit pas s'en plaindre. Suivant le droit reçu en Eu-
« rope, il n'est pas défendu de fournir à son allié des
« subsides stipulés par des transactions antérieures.

« — Convient-il, dis-je encore, d'établir un pré-
« cédent qui pourra nous lier dans toute guerre nou-
« velle où la France et un homme tel que son chef
« actuel viendront nous demander d'autres contingens
« et d'autres subsides d'alliance?

« — Il ne s'agit que de la guerre actuelle ; la stipu-
« lation actuelle pourvoira à toute éventualité future. »

son imagination, ce fut l'émeute de Madrid en 1765 contre le ministre *Squilace* (Gregorio, marquis de), lorsque son père, Charles III, fut obligé de s'enfuir à Aranjuez, en gagnant la maison *del Parque* par les souterrains du palais. La princesse des Asturies, Marie-Louise, mère de Ferdinand VII, épouse de Charles IV, était en ce moment atteinte de la rougeole et très-malade. On ne voulait pas la laisser seule dans le palais. Il fallut l'emporter sur un brancard, au risque d'une rétrocession de l'humeur qui pouvait lui coûter la vie..... La Révolution française vint ensuite ajouter aux appréhensions habituelles dont l'esprit de Charles IV était déjà si vivement frappé. Au reste, soit dit à sa louange, la crainte des excès populaires, la peur de voir couler le sang, l'effrayaient autant pour les autres que pour lui-même.

Digitized by Google

Ceballos fit cette déclaration.

Je n'insistai plus : Ceballos et Azara s'arrangèrent entre eux et avec la France : *la neutralité de l'Espagne fut achetée au prix de* 1,500,000 fr., *par mois* (18 millions de francs par an).

Tout le monde a mis cette lâcheté sur mon compte ; elle a été plus onéreuse par ses résultats politiques qu'à cause de la somme, déjà exorbitante, réglée et acceptée par le négociateur Azara.

Et cependant mon avis était de rompre avec la France plutôt que de souscrire à un pareil traité. Charles IV le voulut et le ratifia.

Digitized by Google

CHAPITRE XV.

VENTE DE LA LOUISIANE PAR BONAPARTE. — DÉTAILS ET OBSERVATIONS SUR CETTE VENTE. — MES PRÉTENDUES POSSESSIONS DANS LA LOUISIANE.

On ne sait trop à qui nuisit le plus, de l'Espagne ou de la France, cette vente de la Louisiane aux États-Unis, pour le prix de 80 *millions* donnés à Bonaparte.

Le droit public en fut révolté. De pareils marchés ne sont plus en usage depuis long-temps; la civilisation actuelle y répugne.

Il existait un article du *traité* portant que la Louisiane ne *serait cédée à aucune autre puissance et retournerait de droit à l'Espagne dans le cas où la France voudrait s'en défaire.*

La France elle-même perdit par cette vente tous les avantages que promettait la possession d'une colonie si vaste et si riche.

Troquer, livrer pour de l'argent, un peuple, quel qu'il soit, à un autre souverain, sans consulter la volonté de ce peuple (celui-ci était composé en grande partie de Français et de fils de Français), sans aucune sorte d'égards, pas même pour la forme, comme s'il s'agissait d'un troupeau de bétail, c'est, de la part du

Digitized by Google

Premier Consul, un acte de barbarie digne du moyen âge, où l'on n'en trouve même pas beaucoup d'exemples.

La Louisiane y gagna de ne pas tomber sous le despotisme militaire et colonial de Napoléon; mais le *transfert* à une domination étrangère n'en fut pas moins inique. Ce sont toujours des hommes vendus pour des piastres.

Sous le ministère d'Urquijo, l'Espagne, cédant la Louisiane à la France sans aucun vil intérêt, la rendait à ses premiers possesseurs. Nulle injure pour les colons : c'était reconnaître et satisfaire d'anciennes sympathies qui devaient s'accommoder volontiers du changement de domination. Le traité n'avait rien d'humiliant; les colons n'étaient pas livrés à une puissance étrangère.

C'est ainsi, et en vertu d'antécédens de même nature, que nous fut acquise la Toscane, jadis attachée à l'Espagne par des liens encore chers aux habitans de cette délicieuse contrée.

La violation de l'article de *rétrocession éventuelle* en faveur de l'Espagne fut exécutée d'une manière mystérieuse et perfide. On ne se donna pas la peine, on ne fit pas même semblant de nous consulter. On attira, on établit sur nos frontières mexicaines des voisins redoutables, sans nous en prévenir, sans assigner de limites, au mépris de nos intérêts, même de ceux de la France.

Parmi les nombreuses transactions de cette époque, aucune ne devait être plus féconde en résultats importans que le traité par lequel cette colonie fut réunie à la France, déjà si puissante dans l'opinion et par la

Digitized by Google

gloire de ses armes. Dans ses mains, cette immense contrée serait devenue le centre, le nœud de l'alliance de trois grandes nations également intéressées dans la navigation de ces mers. C'était la meilleure de toutes les combinaisons pour obliger l'Angleterre à respecter les droits maritimes des autres, sous peine d'être exclue à jamais de l'Atlantique. Depuis la Terre-Ferme jusqu'au golfe du Mexique, et de là jusqu'à la mer du Nord, une forte alliance pouvait réunir l'Espagne, la France, les États-Unis, et même le Danemark et la Suède. Il était facile de créer une marine formidable sur une ligne immense; les moyens existaient. Il en eût coûté moins que dans toute autre supposition. Outre cela, si, à une bonne législation déjà existante on eût voulu ajouter la tolérance religieuse, que le système politique de l'Espagne ne comportait pas, l'incalculable richesse du sol ne pouvait manquer d'attirer de préférence à la Louisiane toute l'émigration européenne, et la France y aurait trouvé un écoulement dont elle avait grand besoin à cette époque. L'approvisionnement des Antilles ne courait plus de dangers; les produits de cette Louisiane suffisaient amplement à nourrir plusieurs millions d'hommes; le secours était à portée en cas d'aggression ou de tentative de conquête. Tels furent les avantages qu'offrit la possession d'une aussi belle colonie. Napoléon aima mieux la donner pour un plat de lentilles. Y fut-il donc forcé par une impérieuse nécessité? M. Barbé-Marbois a tâché de disculper ce marché déplorable; mais il n'a point osé l'approuver formellement; il a omis plusieurs circonstances d'où l'on peut inférer que, dès le prin-

Digitized by Google

cipe de la négociation, le Premier Consul s'était proposé de vendre la Louisiane. En effet, qui l'empêchait, disposant des grandes forces qu'il envoyait aux Cayes-Saint-Domingue, d'en détacher une partie, de faire de La Nouvelle-Orléans la base de ses opérations? De cette côte si rapprochée, il surveillait la conquête de Saint-Domingue, où l'épidémie était plus funeste à ses soldats que les armes des nègres. D'où pouvait-il tirer plus commodément les subsistances qui manquaient à ses troupes dès les premiers jours de leur arrivée? Comment n'envoya-t-il pas du moins à la Louisiane une réserve facile à prélever sur une armée de quarante mille braves soldats jetés coup sur coup dans le gouffre dévorant d'Haïti?

Jamais les Antilles ne virent un armement aussi considérable, un aussi grand nombre de troupes, de vaisseaux de guerre, et rien ne fut dirigé sur aucun point de la Louisiane! Était-ce un oubli involontaire ou prémédité? Dira-t-on que les Anglais s'opposaient à cette occupation? Non; l'Angleterre était résignée à laisser aux Français leur nouvelle acquisition. Plus d'une année encore après la signature des préliminaires d'Amiens, le ministère britannique se montrait conséquent et ne faisait obstacle à aucune expédition française dans l'archipel des Antilles[1].

[1] Totalité des forces françaises dans la première expédition de Saint-Domingue : 33 vaisseaux de ligne, 21 frégates et un nombre considérable de bâtimens de moyenne grandeur. Les troupes de débarquement composaient une armée de 21,000 hommes; ajoutez les détachemens partiels dont l'Angleterre toléra paisiblement le départ successif. « Les Français aiment la gloire, disaient les amis « du ministère; permettons-leur qu'ils prospèrent; nous devons le

Digitized by Google

Rien n'empêchait non plus Bonaparte de céder aux États-Unis les fractions de territoire qu'ils désiraient avoir sur la gauche du Mississipi et au-dessus du fleuve des Arkansas. Le désir et le besoin de posséder ces fractions de territoire, ainsi que La Nouvelle-Orléans, étaient si vifs chez les Américains, que dans le cas où la France eût consenti à les leur céder, l'*Union* elle-même lui aurait garanti la tranquille possession de tout le reste du pays, lequel suffisait à nourrir 15 millions d'habitans. Je sais très-bien cela, parce que le ministre de l'*Union* à Madrid, cherchant à intéresser l'Espagne en sa faveur, me pria de concourir au succès

« désirer; les avantages qu'ils retirent de la paix seront des « gages de leur modération au dehors, de leur tranquillité dans « l'intérieur. » Le Chancelier de l'Échiquier, s'adressant à ceux qui voyaient avec une sorte de jalousie l'expédition des Antilles, s'exprimait en ces termes : « Cette expédition ne saurait nous « alarmer, elle doit être pour nous un motif de sécurité; l'usur- « pation de l'autorité par des nègres est un événement terrible « qui compromet le repos de nos propres colonies occidentales. » A ceux qui faisaient un reproche au ministère d'avoir souffert la rétrocession de la Louisiane, lord Hawkesbury répondait : « Pour « juger de l'importance de cette colonie entre les mains des « Français, n'oublions pas qu'ils l'ont déjà possédée sans pouvoir « en tirer grand parti, tandis qu'à cette même époque on voyait « prospérer leurs autres possessions d'Amérique. Relativement « aux États-Unis, il ne faut pas croire que la reprise de la Louisiane « par les Français soit un motif de crainte ou de danger pour « leurs voisins; la puissance et les ressources de l'*Union amé-* « *ricaine* doivent rassurer tout le monde : on se respectera mu- « tuellement. Si je pouvais me tromper à cet égard, si les États- « Unis trouvaient le voisinage dangereux, alarmant, eh bien! « tant mieux! ils n'en seront que plus disposés à se joindre à « nous. » Napoléon eut donc le temps nécessaire pour occuper la Louisiane et s'y établir, sans que les Anglais songeassent à l'y troubler. Cela n'est pas douteux.

Digitized by Google

de ses prétentions. Je l'avais adressé au général Beurnonville ; notre ambassadeur Azara le servait également à Paris. L'Espagne consentait à ce morcellement, qui nous convenait autant qu'à la France : car si la colonie française, bornée par le territoire cédé aux Américains sur le fleuve des Arkansas, n'avait plus de contact avec les Anglais du Canada ; d'un autre côté, cette colonie formait une barrière entre les peuples de l'Union et les avenues du Mexique...

On aurait encore pu faire une alliance défensive entre les trois nations. Alors que restait-il à craindre dans le golfe de la part des Anglais ? Tout cela marchait de soi-même. Il y eut assez de temps : il n'y manqua autre chose que la volonté de Bonaparte ; mais son idée fixe était de vendre la Louisiane. C'est la seule manière d'expliquer sa conduite. Encore une preuve :

L'Espagne était prête à livrer la colonie conformément au traité. La cédule royale de *transmission* fut envoyée au Premier Consul dès juillet 1802. Cinq mois s'écoulèrent, et personne n'alla prendre possession de la Louisiane. En septembre, le général Bernadotte reçut la nomination de commandant-général. Mais en quels termes et de quelle manière ! Craignait-on l'ambition de cet illustre guerrier ? S'agissait-il seulement de l'éloigner ? Lui donnait-on du moins les moyens nécessaires pour remplir sa mission avec honneur ? Bernadotte demandait trois mille soldats, trois mille cultivateurs et des fonds suffisans pour organiser l'administration : ce n'était pas beaucoup, pas le *dixième* de ce que coûtait la désastreuse expédition

Digitized by Google

de Saint-Domingue, confiée par Bonaparte à son beau-frère Leclerc. Et quelle fut la réponse à de si modestes demandes? *Je n'en ferais pas autant pour mon propre frère.* M. Barbé-Marbois nous a conservé cette réponse [1]. Ce n'est point ici le cas de la comparer avec ces paroles que Napoléon prononça tant de fois : *Rien pour moi, tout pour la France!* Voyez quel intérêt il prenait à la France! ses faveurs étaient calculées, plus ou moins généreuses, non suivant le mérite de chacun, mais suivant les relations d'intimité ou de parenté avec lui. Au reste, cette réponse signifie que Napoléon n'avait pas l'intention de garder la Louisiane. Peu jaloux de la posséder, il ne voulait faire aucun sacrifice pour s'en assurer la conservation. Il nomma quelque temps après le général Victor et M. Laussat, l'un commandant militaire, l'autre préfet. Napoléon, ordinairement aussi prompt que l'éclair, pour qui le moindre retard dans l'exécution de ses projets était un siècle, ne pressa guère le départ de Victor et de Laussat. Ce dernier ne quitta la France qu'en janvier, lorsque l'Angleterre commençait à se montrer inquiète; Victor était encore à Paris trois mois après. Quand il se mit en route, la guerre depuis long-temps prévue venait d'éclater. La Louisiane restait toujours dans nos mains. Le préfet Laussat n'avait pas même de pouvoirs officiels pour en prendre possession et ne la demandait pas : donc, si, dès le principe, l'intention de Napoléon ne fut pas de brocanter la Louisiane, il

[1] Histoire de la Louisiane, première partie, page 228.

Digitized by Google

manqua tout-à-fait de prévision ou il négligea complètement les intérêts de la France.

Il y eut plus : pendant qu'il perdait un temps précieux sans prendre aucune mesure conservatrice, il faisait susciter des intrigues dans la colonie, suivant son habitude, lorsqu'il avait des intentions qu'il ne lui convenait pas d'avouer. Des agens obscurs, porteurs de titres fort équivoques, précédèrent l'arrivée du préfet; ces agens tâchèrent d'obtenir d'abord des autorités espagnoles la suppression des priviléges commerciaux et de l'entrepôt établi à La Nouvelle-Orléans, ensuite de la libre navigation du Mississipi.., « Ce régime, di- « saient-ils, ne peut se concilier avec les intérêts de « la France, tels que les entend le Premier Consul. » Les mandats de ces agens donnaient à supposer qu'ils avaient des instructions particulières pour préparer les opérations des nouveaux chefs qui allaient arriver. Il était prescrit aux autorités espagnoles de garder la meilleure harmonie avec les Français, sans manquer toutefois à la dignité de leur caractère public. Tous, à l'exception de l'intendant-général, s'opposèrent à des innovations dans le régime établi, jusqu'à ce que les ordres formels de la Cour les y eussent autorisé. Ils ne pouvaient croire que notre Cabinet consentît à fouler aux pieds des traités en vigueur, et à prendre sur lui tout l'odieux de semblables mesures.

Et la Cour, qui n'avait aucun antécédent sur ces prétentions, était loin de soupçonner des intrigues de ce genre. Par malheur, deux de ces agens séduisirent l'intendant-général, et parvinrent à faire naître une scission entre les autorités espagnoles. D. Manuel J. de

Digitized by Google

Salcedo et le marquis de Casacalvo s'opposèrent de tout leur pouvoir aux innovations suggérées, laissant à l'intendant toute la responsabilité de sa conduite non encore autorisée par la Cour. Ainsi fut d'abord troublée la paix de la colonie; le cri des habitans s'élevait jusqu'au ciel. Les Anglo-Américains, d'un autre côté, s'indignaient contre cette mesure qui ruinait leur commerce et leur industrie. Peu s'en fallut qu'il n'y eût un soulèvement des provinces intéressées à la navigation du Mississipi. Le président de l'Union parvint, non sans beaucoup de peine, à calmer les esprits. On voyait bien que ces innovations ne venaient point de l'Espagne. Aussitôt que le préfet Laussat fut arrivé, il s'expliqua dans le même sens que les agens français. Ses proclamations ampoulées ne donnaient aucune espérance de la suspension de ces fatales mesures. Quelle était en ceci la pensée de Bonaparte? Dégoûter, exaspérer d'avance les Louisianais, afin qu'ils désirassent eux-mêmes le *transfert* de la colonie, et que les Anglo-Américains acceptassent plus avidement la vente qu'on se proposait de leur en faire. Alors fut envoyé à Paris le ministre extraordinaire Monroe, chargé d'obtenir à tout prix la cession déjà sollicitée par M. Lewingston.

Les États-Unis étaient bien décidés à faire la guerre, si la France persistait à leur refuser la navigation du Mississipi ou des sécurités positives pour en jouir sans trouble. Quel fut l'étonnement de ces négociateurs, Monroe et Lewingston; quand ils virent que le Premier Consul était prêt à leur vendre la Louisiane tout entière pour une somme d'argent! Ils n'en revenaient pas.

Digitized by Google

Il est superflu de dire que, tandis que ces choses se passaient à Paris, la Cour de Madrid, fidèle aux traités, envoyait des ordres sévères pour l'*abolition du monopole* arbitrairement établi par l'intendant-général. Ce fonctionnaire était destitué. Notre chargé d'affaires auprès des États-Unis, le marquis de Casa Irujo, donna une complète satisfaction au Gouvernement, et la bonne foi espagnole fut lavée de cette infamie[1].

Ceux qui désirent connaître à fond le déplorable

[1] M. Barbé-Marbois ignora probablement tous ces tripotages. Il ne cherche point cependant à disculper le Premier Consul d'une conduite aussi impolitique et aussi étrange; il reconnaît que le préfet l'avait approuvée et que tout le monde l'attribuait au Gouvernement français. Il est à remarquer aussi que dans le même temps on rétablissait à la Guadeloupe l'ancien système colonial sur le même pied qu'il existait en 1789, et que les mêmes dispositions devaient être prises à Saint-Domingue; ce qui ne contribua pas peu à rallumer l'insurrection des nègres et entraîna la perte à jamais consommée de cette colonie. Ici M. Barbé-Marbois réprouve la conduite de Bonaparte en ces termes :

« Que d'actions de grâces auraient été rendues au Premier « Consul, si, au lieu de lois prohibitives, son envoyé eût pro- « clamé la liberté du commerce, et s'il eût annoncé que la France « renonçait pour toujours au système qui, dans les temps mo- « dernes, a été suivi pour l'établissement des colonies! Il est « d'une politique éclairée de reconnaître solennellement que leur « prospérité va croissant avec un régime libre; et plus elles ac- « quièrent de développemens sans entraves, plus aussi elles au « ront de relations utiles avec leurs métropoles. Il fallait rem- « placer le privilége et le monopole par la meilleure qualité des « marchandises et les profits les plus modérés; en un mot, à « l'exemple des anciens, retenir la colonie par les liens de la « bienfaisance, par le souvenir d'une origine commune et l'affec- « tion qui dure long-temps quand la métropole et ses filles ont « des habitudes, un langage, semblables, et des intérêts faciles à « concilier. »

(Histoire de la Louisiane, première partie, page 227.)

Digitized by Google

trafic de Bonaparte au sujet de la Louisiane peuvent en lire l'histoire détaillée dans l'ouvrage de M. Barbé-Marbois (je ne crois pas qu'on en ait conservé des traces officielles dans les archives de la diplomatie française). La rupture avec l'Angleterre allait éclater : la Louisiane était toujours dans nos mains ; le général Victor n'avait point encore quitté Paris : l'expédition que préparait le Premier Consul dans le port de Helvoet-Sluys (du moins à ce qu'il disait) fut contremandée six semaines avant que la guerre ne commençât. M. Barbé-Marbois dit que Napoléon lui parla en ces termes, à lui-même :

« Les incertitudes et la délibération ne sont plus de « saison. Je renonce à la Louisiane. Ce n'est point La « Nouvelle-Orléans que je veux céder, c'est toute la « colonie sans en rien réserver. Je connais le prix, et « j'ai assez prouvé le cas que je fais de cette province, « puisque mon premier acte diplomatique avec l'Espa- « gne a eu pour objet de la recouvrer. J'y renonce donc « avec un vif déplaisir. Nous obstiner à la conserva- « tion serait folie [1]. Je vous charge de négocier cette

[1] Notez que lorsque le Premier Consul s'exprimait ainsi, les États-Unis étaient disposés non-seulement à acheter les terres et la franchise du Mississipi dont ils avaient une si forte envie, mais encore à garantir à la France tout le reste du pays dont elle conserverait la possession.

De plus, la Louisiane était encore en notre pouvoir, et les Anglais ne songeaient point à rompre des lances avec nous. Supposons même qu'ils l'eussent tenté, la colonie n'était pas sans défense. Les Américains nous auraient aidés en cas de besoin : car ils avaient intérêt à ce que les Anglais ne s'emparassent point de la navigation du Mississipi, un plus grand intérêt que nous et que la France elle-même. L'existence et le commerce d'un million d'habitans de l'*Union* dépendaient de la liberté du fleuve.

Digitized by Google

« affaire avec les envoyés du Congrès. N'attendez pas « même l'arrivée de M. Monroe ; abouchez-vous dès « aujourd'hui avec Lewingston. *J'ai besoin de beau-* « *coup d'argent* pour cette guerre, et je ne voudrais « pas la commencer par de nouvelles contributions. Il « y a cent ans que la France et l'Espagne font à la « Louisiane des dépenses d'amélioration dont le com- « merce ne les a jamais indemnisées. Des sommes ont « été prêtées aux compagnies, aux agriculteurs ; et « elles ne rentreront jamais au Trésor. Le prix de toutes « ces choses nous est bien dû. Si je réglais mes condi- « tions sur ce que ces vastes territoires vaudront aux « États-Unis, les indemnités n'auraient point de bor- « nes : *je serai modéré en raison même de l'obliga-* « *tion où je suis de vendre.* Mais retenez bien ceci : « Je veux cinquante millions, et à moins de cette « somme je ne traiterai pas ; je ferais plutôt quelque « tentative désespérée pour garder ces belles contrées [1]. « Peut-être m'objectera-t-on que les Américains pour- « ront être trouvés trop puissans pour l'Europe dans « deux ou trois siècles ; mais ma prévoyance n'embrasse « pas ces craintes éloignées... C'est aux dangers pré- « sens auxquels nous expose la puissance colossale de « l'Angleterre que je veux porter remède. [2] »

Tout cela prouve à quel point le contrat fut ignoble, arbitraire, et combien il préjudiciait aux intérêts de la

[1] Le plénipotentiaire français, mieux instruit que Napoléon de la valeur du pays, fit monter le prix de la vente à 80 millions de francs, et il nous dit lui-même que la valeur de la Toscane étant portée à 20 millions, la France en perdait encore au moins 40 sur le marché de la Louisiane.

[2] Même ouvrage, première partie, pages 298, 299 et 300.

Digitized by Google

France. Ajoutons qu'il le fit sous le manteau, sans prévenir l'Espagne, sans que notre ambassadeur à Paris en eût le moindre vent : ainsi fut violé le pacte en vertu duquel la Louisiane avait été cédée par l'Espagne sous l'expresse condition de n'en disposer en faveur d'aucune autre puissance.

L'historien français, que je suis forcé de citer à chaque pas, raconte tranquillement cette infraction d'un traité sacré sous tous les rapports. « Les contractans « (M. Barbé-Marbois pour la France) auraient désiré « que l'Espagne pût concourir à la négociation (cette « puissance *s'étant réservé, par le traité du* 1^er^ *octobre* 1800, *un droit de préférence, en cas de cession*, son acquiescement préalable était sans doute « nécessaire). D'un autre côté, le moindre retard était « accompagné de beaucoup de dangers, et la distance « de Paris à Madrid, la lenteur ordinaire des délibérations de ce Cabinet, auraient fait manquer la négociation [1]. Ce n'est donc qu'après la conclusion du « traité que la communication en fut donnée au ministère espagnol [2]. Il s'en plaignit amèrement, et pen-

[1] L'historien français pourrait avoir ajouté, sans crainte de se tromper, que l'Espagne n'aurait pas donné son consentement. L'intérêt de la conservation personnelle ne nous permettait pas de laisser les Anglo-Américains se rapprocher de nos frontières sans un contre-poids qui rétablît l'équilibre de ce côté.

[2] Mais notre ambassadeur était à Paris ! Une première preuve de la félonie avec laquelle on agissait à notre égard, c'est qu'il ne lui fut pas dit un mot de l'affaire ; une seconde preuve, c'est qu'il lui fut assuré par le ministre des Relations extérieures que probablement à l'arrivée de M. Monroe, envoyé extraordinaire, la cession de La Nouvelle-Orléans aurait lieu, ainsi que celle des terres

Digitized by Google

« dant près d'une année, il fut impossible d'obtenir « de cette Cour qu'elle approuvât le traité; ses plaintes « étaient justes. Ce ne fut que le 10 février 1804 « que D. Pedro Ceballos écrivit à M. Pinkeney, ministre des États-Unis, que l'opposition de S. M. C. à « l'aliénation de la Louisiane était levée malgré les « raisons solides sur lesquelles elle était fondée, et « que le Roi avait voulu en cette circonstance donner « une nouvelle preuve de sa bienveillance et de son « amitié pour les États-Unis [1]. »

L'intérêt politique de l'Espagne fut la cause de sa déférence envers les États-Unis, déférence que réellement ils ne méritaient guère. C'était la première fois que ce gouvernement faisait une acquisition sans consulter auparavant les règles du droit généralement reconnu. Le Congrès accepta le marché sans le concours de l'Espagne et malgré les remontrances du marquis de Casa Irujo. Si quelque chose peut excuser le Gouvernement américain, c'est la fausse insinuation du ministre français, lequel disait que nos protestations n'étaient qu'une vaine apparence afin de ne pas irriter l'Angleterre. Quel parti prendre en une pareille extrémité? Refuser aux Français l'entrée de la Louisiane, c'était risquer de perdre le trône d'Étrurie, rompre avec la France et probablement avec l'Union américaine. Certainement les Anglais seraient venus à notre secours contre les Français, mais non pas contre les Américains. On sait d'ailleurs de quelle manière l'An-

que désiraient acquérir les États-Unis, sans toutefois manquer aux conditions stipulées avec l'Espagne.

[1] Pages 321 et 322.

Digitized by Google

gleterre vient au secours de ses alliés ! D'un autre côté, on avait beau jeter les yeux autour de soi sur le continent, tout gardait le silence ; chacun dévorait en secret ses propres douleurs.

Pour quelques millions de francs, le Premier Consul vendit l'Espagne, son alliée, et sacrifia les intérêts mêmes de la France. Il trahit la foi promise dans le traité qu'il avait fait avec nous[1].

Ainsi l'Espagne fut dépouillée, et la France maritime perdit une immense colonie. Napoléon n'osa point mettre son trafic sous la protection d'un décret du Sénat, malgré l'usage constamment suivi dans les transactions de quelque importance : il n'y avait point manqué lors de l'agrégation du Piémont et de l'île d'Elbe à la République.

Le déshonneur n'en tomba point sur nous, qui, fidèles aux traités, remîmes scrupuleusement la Louisiane à la France, en protestant, il est vrai, contre la mauvaise foi du Premier Consul. Il n'y eut point de faiblesse de notre part dans cette circonstance ; et, si plus tard nous nous désistâmes de notre opposition à ce *transfert*, ce ne fut point envers Napoléon, mais bien envers les États-Unis, que nous montrâmes de la condescendance. Aussi n'a-t-il pas manqué de nous la

[1] Quoique le prix de la Louisiane fût estimé 80 millions, le trésor du Premier Consul n'en reçut que 60 ; 20 millions furent imputés aux États-Unis pour les indemnités, dommages et pertes éprouvés dans le temps du Directoire français (*a*).

(*a*) Les Américains se sont fait payer ces *indemnités*, *dommages et pertes*, plus d'une fois ; mais la dernière somme (celle de 25 ou 30 millions), arrachée à la France en 1835, sera *tôt ou tard* redemandée à ces prétendus créanciers. E.

Digitized by Google

reprocher. Ceux qui ont si légèrement taxé notre Cabinet de pusillanimité pourraient bien plutôt l'accuser d'avoir poussé la résistance jusqu'à une raideur imprudente. A cette époque, Napoléon essaya de nous intimider ; il ordonna de former un camp sur notre frontière ; des troupes commencèrent à s'y réunir. Il est bien connu que je parlai d'un ton ferme à l'ambassadeur au sujet de cette démonstration inattendue. Je lui déclarai qu'à tout événement, si les troupes françaises ne s'éloignaient pas, le Roi allait former, de son côté, une armée sur les frontières de la Navarre.

Le camp de Bayonne fut levé. Avant de terminer cet article de la Louisiane, je ne veux pas oublier un trait qui caractérise l'administration de Charles IV. La nouvelle de l'abandon de la colonie à la France affligea les habitans. Quoiqu'ils fussent en général Français ou d'origine française, ils se trouvaient bien sous le Gouvernement espagnol ; ils croyaient n'avoir rien à envier aux Anglo-Américains. Redevenus Français, qu'avaient-ils désormais à craindre, ou à espérer de notre part ? Cependant, à la veille de faire partie de l'Union américaine, ils voulurent donner un témoignage public d'estime et de gratitude aux principaux fonctionnaires qui les administraient depuis si long-temps avec douceur et sagesse. Ils voulurent prendre congé de Charles IV, qui s'était montré plutôt le père que le roi de ses peuples, comme ils le disent dans leur adresse. « Dans peu de temps, nous allons « nous gouverner nous-mêmes ; serons-nous plus heu- « reux ? Sous le sage Gouvernement de Votre Majesté, « nous avons eu toute la liberté convenable et utile à

Digitized by Google

« nos intérêts. Nous allons jouir d'une liberté plus « grande assurément; mais sera-t-elle aussi paisible? « Qui nous protégera contre nous-mêmes? Qui apai- « sera nos dissensions? Notre liberté sera-t-elle mieux « dans nos propres mains que dans celles du monarque « généreux que nous perdons[1]? »

Tels étaient les sentimens des Louisianais. Il est permis d'ajouter qu'on pensait de la même manière dans toute l'Amérique espagnole; ces souvenirs n'y sont pas encore éteints.

Pour compléter cet épisode, je raconterai, quoique par anticipation, une assez curieuse intrigue de la police impériale, qui aurait désiré, à ce qu'il semble, recueillir encore quelques débris dans l'affaire de la Louisiane.

En 1810, troisième année de l'exil de nos augustes souverains, le paiement de la pension assignée par Napoléon, sur le trésor impérial, pour la subsistance de Charles IV et de sa famille, fut suspendu. Le Roi se

[1] L'expression des sentimens des Louisianais fut tellement notoire que M. Barbé-Marbois a cru devoir en faire mention. Voici ses paroles :

« MM. de *Salcedo* et de *Casa Calvo* avaient exercé une auto- « rité absolue; cependant, loin de leur reprocher aucun abus « de pouvoir, on reconnaissait qu'ils avaient administré avec sa- « gesse, modération et justice; on attendit même, pour leur « rendre un témoignage public d'affection et de reconnaissance, « que la cession faite aux États-Unis fût accomplie, et que leur « autorité eût entièrement cessé On n'espérait d'eux désormais « aucune faveur, et ces témoignages avaient un caractère de sin- « cérité bien plus certain que ceux qu'on ne manque jamais d'a- « dresser aux administrateurs à leur avénement. »

(Histoire de la Louisiane, troisième partie, pages 355 et 356.)

Digitized by Google

vit dans la nécessité de vendre une partie de ses effets. Je ne sais si Escoïquiz ou d'autres personnes répandirent le bruit de mes riches possessions dans la Louisiane (on disait aussi dans les Florides), vastes terrains qu'on supposait m'avoir été donnés en temps opportun par Sa Majesté Charles IV. Eh! plût à Dieu que la chose fût vraie! Combien d'humiliations auraient pu me rester inconnues! Ma vieillesse aurait eu moins à souffrir!

Mais tout ce que j'ai dû à la munificence royale de mon souverain est en Espagne, inhérent au sol de l'Espagne; c'est là qu'on a trouvé tout ce que je possédais; rien n'en était sorti. Je n'ai jamais eu rien de commun avec les banques de l'étranger; ma fidélité espagnole n'a jamais conçu d'avenir pour moi hors de ma patrie adorée : le temps l'a bien fait voir. Oui, je l'aime cette noble indigence à laquelle je suis réduit, âgé de soixante-dix ans, n'ayant pas de quoi suffire aux premiers besoins de la vie, et relégué dans une *mansarde*[1], parce que telle a été ma foi patriotique. Je ne sais pas si d'autres, en descendant de la hauteur où la fortune m'avait élevé, pourraient parler comme je le fais ici...

Je supporte mes peines, mais je n'ai pas de remords. Je suis riche de ma conscience : le siècle actuel estime une autre sorte de richesse; la mienne me semble encore supérieure à toutes celles que j'ai possédées.

Dans l'état de gêne où se trouvait, à Marseille, la royale famille espagnole, je reçus une lettre d'un

[1] Rue Neuve-des-Mathurins, n° 6.

Digitized by Google

monsieur Mancel aîné et compagnie, lequel m'offrait d'acheter la prétendue *concession de terres* que je possédais aux États-Unis. Il me parlait de sommes considérables : bien entendu, disait-il, qu'il me faisait cette offre avec le consentement du ministère de la police générale. Voici ma réponse à M. Mancel aîné et compagnie.

« Marseille, 10 mai 1810.

« Messieurs Mancel et compagnie,

« Les personnes qui vous ont dit que j'étais possesseur de trois à quatre millions d'acres de terres, situées en Amérique, sous la domination du Gouvernement des États-Unis, vous ont dit une grande fausseté dont je ne puis attribuer l'origine à d'autres qu'à ceux mêmes qui ont soulevé contre moi tant de calomnies depuis trois ans.

« Inviolablement attaché à mon pays et aux intérêts de l'auguste et infortuné monarque qui daigna m'honorer de toute sa confiance, ma vie entière a été consacrée à lui prouver ma reconnaissance et mon zèle pour sa gloire et son bonheur. J'ai constamment travaillé à faire tout le bien qui était en mon pouvoir; si je n'ai pas réussi comme mon cœur le désirait, les causes des désastres survenus me sont étrangères, et il n'a pas dépendu de moi de les prévenir ni de les vaincre.

« Jamais, dans aucune des positions où je me suis trouvé pendant plus de quinze années que j'ai exercé le pouvoir, il ne m'est venu dans l'idée de faire des acquisitions hors du territoire de l'Espagne; et je

Digitized by Google

« défie l'univers entier de me prouver que j'ai un « pouce de terre ailleurs que dans ma patrie.

« Tout ce que j'y possédais me vient de la munifi- « cence du Prince auguste auquel j'ai voué mon exis- « tence. J'avais été son serviteur sous le Gouvernement « de la monarchie, lorsqu'il régnait en Espagne : je « l'ai suivi dans sa retraite en France; j'ai tout aban- « donné pour m'attacher à sa personne royale; et si « je vis, moi et ma famille, ce n'est que des restes de « sa table.

« Tout m'a été pris, enlevé, requis ou pillé.

« Si vous pouvez prendre des arrangemens avec moi « pour les terres que je possède en Espagne, ce serait « avec plaisir que je recevrais vos propositions.

« Je vous salue, etc., etc. »

Comme de raison, les acheteurs, vrais ou supposés, ne songeaient pas à traiter de mes biens en Espagne. L'Empereur et son frère Joseph en avaient disposé comme de choses leur appartenant, à la vérité sans daigner m'en parler, ni m'offrir une indemnité quelconque.

Cependant, malgré ma réponse négative, messieurs Mancel et compagnie, toujours préoccupés de leur première idée, insistèrent de nouveau sur leur proposition, et allèrent jusqu'à me désigner les contrées des *États-Unis* où j'étais possesseur d'un vaste territoire. Ma seconde réponse leur ôta l'envie de pousser plus loin cette recherche; mais *le Moniteur* fut chargé de la continuer, en publiant un long tissu d'impostures et de fausseté sur cette affaire. Alors je perdis patience,

Digitized by Google

et, ne pouvant plus douter qu'il n'y eût là une intrigue du Gouvernement, j'écrivis une réfutation de l'article *officiel*, et j'adressai, avec les lettres de la maison Mancel et compagnie, l'apostrophe suivante à monsieur le duc de Rovigo.

« Marseille, 7 septembre 1810.

« Monseigneur,

« Depuis long-temps on se plaît à répandre dans le « public que je suis possesseur de vastes terrains dans « la Louisiane ou les Florides. Je reçus au mois d'avril « dernier une lettre d'une certaine maison Mancel et « compagnie, de Paris, qui m'offrit d'entrer en négo- « ciation pour la vente, en m'assurant un revenu con- « sidérable. Elle me prévenait en même temps qu'elle « avait pris l'agrément du Ministre de la Police Géné- « rale de l'Empire, pour me faire ces propositions. Je « répondis de suite que je ne possédais pas un pouce « de terrain hors de l'Espagne ; elle revint à la charge « et m'écrivit une seconde lettre le 19 mai, à laquelle « je fis une réponse qui lui a imposé silence.

« Actuellement cette même imposture vient d'être « insérée dans *le Moniteur*. Comme ce journal est le « seul officiel, et très-répandu, je dois réfuter les « faussetés qu'il contient, et donner à ma justification « la même publicité.

« Je viens en conséquence demander l'autorisation de « Votre Excellence pour faire insérer dans *le Moniteur* « ma lettre adressée au rédacteur, ainsi que la copie

Digitized by Google

« des lettres de Mancel et de mes réponses, que je joins « à la présente, pour que Votre Excellence en prenne « lecture, et n'y trouvant rien qui puisse blesser les « intérêts de Sa Majesté Impériale et Royale, veuille « bien en ordonner l'impression.

« J'ai l'honneur, etc. »

Il paraissait naturel qu'une aussi juste réclamation fût accueillie... M. le duc de Rovigo ne daigna pas même répondre. Que conclure de tout cela? *Le Moniteur* ne publiait rien sans l'aveu du Gouvernement; M. Mancel et *compagnie* ne pouvait être que l'agent ou l'instrument de la Police, puisqu'il osait se mêler d'affaires concernant l'Espagne ou des Espagnols sur lesquels, en ce temps-là, les yeux de la Police étaient ouverts. Voulait-on me dépouiller encore de mes prétendues propriétés en Amérique, comme je l'avais été par Napoléon et son frère Joseph de celles que j'avais en Espagne? Voulait-on payer à Marseille la pension due à Charles IV avec le produit imaginaire de mes possessions dans la Louisiane ou dans les Florides? Je n'en sais rien. Quoi qu'il en soit, le temps, qui révèle tout et qui dément beaucoup de calomnies, a bien fait voir que je n'avais rien en Amérique. Le temps a fait voir aussi, dès cette époque et dans cette occasion (ce qui est une gloire pour moi), que de tous les Espagnols disloqués, dépouillés, ballottés par les intrigues de Bayonne, Rois, Princes, Infans, sujets de différentes classes et catégories, je suis le seul qui ne reçus ni secours, ni pensions, ni subsides d'aucune espèce de l'Empereur des Français.

Digitized by Google

CHAPITRE XVI.

ÉTAT DES FINANCES EN 1803. — NAVIGATION, COMMERCE, INDUSTRIE. — EXPÉDITIONS SCIENTIFIQUES ET POLITIQUES. — ENTREPRISES D'UTILITÉ PUBLIQUE. — PROGRÈS DES LETTRES, DES SCIENCES ET DES ARTS.

Dès 1814, les hommes de l'Escurial et d'Aranjuez, se transmettant de l'un à l'autre la faculté d'exploiter le pouvoir absolu sous les auspices de Ferdinand VII, jouirent pendant dix-huit années d'une paix non interrompue. Aucun ennemi extérieur ne vint troubler leur administration.

Il est vrai toutefois que les événemens de 1820 à 1823 forment une espèce de lacune; mais les plus grands souverains de l'Europe prirent fait et cause pour la légitimité compromise, et *cent mille Français* rétablirent le fils de Charles IV sur le trône. Après une courte solution de continuité, il exerça de nouveau pleinement et sans contradiction jusqu'à sa mort ce pouvoir absolu retombé dans ses mains.

Or, demandez à ses conseillers, à ses Ministres, ce que, pendant une si longue paix, ils firent pour l'Espagne, ou plutôt ce qu'ils firent de l'Espagne.

Digitized by Google

Je ne retracerai point ici le tableau de cette époque, la plus affligeante de notre histoire nationale. Le souvenir en est ineffaçablement gravé dans le cœur de tous les Espagnols. Plaie honteuse et rouverte aujourd'hui par les déchiremens de la guerre civile qui nous dévore! Cette guerre impie est le dernier ouvrage de ces hommes qui firent tous les malheurs de 1808, malheurs qui recommencèrent en 1814, et qui durent encore!

Et ils ont accusé, diffamé le règne de Charles IV et les serviteurs fidèles de ce bon Roi! Ils ont dit que nous n'avions rien fait pour la patrie, que nous avions dilapidé les finances!... Je reprends mon récit. La paix allait s'éloigner de nouveau, et pour la retenir il fallait s'imposer des sacrifices pécuniaires. L'année précédente, on s'était arrêté au quarante-huitième amortissement des valès. En 1803, le soixante-unième venait d'avoir lieu; de telle sorte qu'à la fin d'août, dans les trois années du rétablissement de la direction du Conseil de Castille sur le même pied que je l'avais organisée pendant que j'étais Ministre, la dette publique se trouvait diminuée de 240 millions de réaux (60 millions de fr.). A la fin de 1803, l'amortissement s'élevait à 252,028,324 réaux 4 maravédis (63,007,300 francs).

Les intérêts de la dette se payaient avec exactitude; les actions des anciens emprunts se remboursaient à l'échéance comme auparavant. La rente de la valeur des *œuvres pies* vendues n'éprouvait aucun retard.

Il ne restait d'arriéré que les différentes sommes que, dans les temps de crise des dernières guerres, avaient fournies les consulats de Cadix, de Malaga et quelques autres ports. Les divers fonds affectés au remboursement

Digitized by Google

n'ayant pas suffi, le commerce et la navigation souffraient de ce retard. Le Gouvernement chercha des ressources qui, sans être onéreuses pour le public, couvrirent cet arriéré : capital, intérêt, tout fut liquidé. Il n'y eut plus de prélèvement en faveur du fisc.

Aussitôt (1803) la solde de l'armée de terre et de la marine fut réglée par de nouvelles ordonnances. L'augmentation du traitement de l'officier et du soldat mérite d'être comptée. Le service militaire n'était nulle part aussi bien rémunéré qu'en Espagne. La classe des matelots reçut des encouragemens ; l'*arriéré* fut soldé à compter de 1799. Un rigoureux système de comptabilité assura l'exactitude des paiemens futurs [1]. Cette année fut cependant signalée par des fléaux qui troublèrent les douceurs d'une paix de trop courte durée. Les récoltes manquèrent ; les deux Castilles furent envahies par des fièvres pernicieuses ; la classe des laboureurs et cultivateurs souffrit beaucoup. La fièvre jaune attaqua la ville de Malaga ; la province consternée dut s'abstenir de tout commerce, et ce mal affreux s'étendit promptement à Cadix et Séville. Telles étaient nos afflictions dans le cœur du pays ; la sollicitude providentielle de Charles IV pourvut à tout. Les peuples des deux Castilles reçurent d'amples provisions de quinquina de qualité supérieure, qui fut distribué gratis à

[1] Pour éviter la confusion des matières, je m'abstiens d'ajouter ici l'analyse des réglemens et ordonnances militaires de cette année. C'était là mon affaire comme généralissime de terre et de mer. Je ne cessai de m'en occuper avec mes États-Majors de toutes armes. Si on voulait consulter ces documens, il ne serait point nécessaire de recourir aux archives ; car tout fut livré à l'impression et publié avec prodigalité.

Digitized by Google

la multitude souffrante. Les hommes de l'art, médecins, pharmaciens, etc., parcouraient les villages, les campagnes, laissant partout des consolations et des lumières... Les prélats, les dignes curés allaient au nom du Roi répandre ses précieuses largesses, et faire bénir son nom [1].

Charles IV ne perdait pas de vue les populations at-

[1] La charité du roi n'avait point de bornes. Sa Majesté fit vider sa pharmacie royale de Madrid et distribuer sans mesure les excellens *quinquinas réservés* et des remèdes de tout genre, pour arrêter une si terrible épidémie.

Les chefs des établissemens crurent devoir lui exposer qu'il serait convenable de garder une partie de ces remèdes, surtout des meilleurs.... « Non, s'écria-t-il, le meilleur *quina*, le « plus efficace, il faut l'envoyer à ces pauvres cultivateurs ma- « lades; sauver la vie de ces braves gens, c'est allonger la « mienne; ils feront des vœux pour moi; ils me béniront. »

Il arrivait en ce moment à Cadix une frégate, la *Dolores*, chargée entièrement de *quinquina*, parmi lequel il s'en trouvait d'une espèce nouvelle très-rare et d'une vertu puissante (ainsi l'écrivait notre naturaliste Tafalla, qui l'avait choisi). Le roi voulut que ce trésor fût distribué tout entier, et qu'on en conservât seulement des échantillons pour la collection du jardin botanique. Le marquis d'Ariza, chargé de faire cette distribution, s'entendit avec les évêques. Parmi les dignes prélats qui coopérèrent à cet acte de charité, je citerai mon cher beau-frère, D. Luis de Bourbon, archevêque de Tolède, qui, lui seul et à ses frais, satisfit à tous les besoins de son vaste diocèse. Les distributions de médicamens étaient accompagnées de secours pécuniaires pour les malades nécessiteux... D. Luis de Bourbon ne fut pas moins généreux envers les pauvres de l'archevêché de Séville, dont il céda tous les revenus pour le soulagement de cette province infectée par la fièvre jaune. De mémoire d'homme, jamais on n'avait vu les gens d'un évêque, chapelains, pages, familiers, etc., aussi actifs, aussi occupés que ceux de cet illustre prélat luttant contre la misère publique. En général, sa maison était composée de personnes de choix, parmi lesquelles on en comptait plusieurs d'un mérite littéraire très-distingué.

Digitized by Google

taquées par la fièvre jaune ; des fonds considérables sortirent du trésor ; un cordon sanitaire abondamment pourvu, beaucoup de médecins, des instructions bien détaillées, de bons infirmiers, des chimistes habiles, tout fut prodigué. Et combien je pus alors me féliciter d'avoir restauré la médecine dès mon entrée au ministère ! Dans les commencemens, on avait critiqué les dépenses extraordinaires qu'avaient coûté le rétablissement des études de la médecine et des sciences naturelles qui en sont les auxiliaires. Les vieilles gens regardaient cela comme un luxe inutile, de pure ostentation, et qui s'accordait mal avec l'état des finances publiques. Quand les épidémies vinrent fondre sur le pays, alors, heureux de trouver les secours de la science auparavant si négligée, plusieurs crurent voir une inspiration du Ciel dans ce que j'avais fait pour préparer ces secours d'avance, comme si j'eusse deviné qu'ils allaient être si nécessaires.

A tous les frais inattendus qu'entraînèrent les calamités publiques dont l'Espagne était frappée, il fallut ajouter une charge nouvelle ; car on avait consenti à fournir à la France ou des vaisseaux que Napoléon réclamait, *ou un subside en argent !* (J'ai déjà dit et fait voir que cette concession fut accordée contre mon avis formel.)

Tant d'atteintes portées au trésor de l'État ne m'empêchèrent point de protéger efficacement le commerce, l'industrie et la navigation. La caisse des douanes pouvait bien se ressentir un peu de la diminution des premières entrées, mais les esprits commençaient à s'éclairer ; les hommes qui s'occupaient de finances et

Digitized by Google

d'économie publique [1] entrevoyaient les avantages d'un avenir prochain. Les concessions que j'avais cru devoir faire en 1803 étaient sagement calculées; je voulais mettre à profit cette paix qui, par malheur, sans qu'il y eût de notre faute, par la seule mais irrésistible force des affaires de l'Europe, ne tarda pas à s'évanouir [2].

Depuis long-temps les Biscayens désiraient avoir un port à l'abri des inondations. La succursale ou sous-

[1] La *junte* générale du commerce, mines et monnaies; les membres de la direction toute récente du *fomento* (encouragement public).

[2] Voici quelques détails sur les excellentes vues du gouvernement et le bon esprit dont il était animé.

La soie en rame de notre crû fut déclarée exempte de tout impôt dans le trafic d'une province à l'autre, soit par terre, soit par mer, sous le pavillon national espagnol et pour le compte des Espagnols.

Même exemption pour la soie produite en Amérique, dans l'intérieur du pays, à la sortie pour l'Espagne et à son entrée dans nos ports.

Le sucre de l'Amérique transporté sur des bâtimens espagnols ne sera plus soumis aux droits des *rentes générales*, ni à ceux qu'il payait à son entrée, affectés à l'extinction des *valès royaux*.

Les sucres du littoral de la péninsule furent libres aussi de plus de la moitié de l'imposition dont ils étaient chargés, avec une remise de 4 sur 7.

Les cuirs venant d'Amérique furent réduits à 4 p. 0/0 en faveur du *consulat*, et 2 maravédis par livre, pour les rentes générales. Ces mêmes cuirs et ceux d'Espagne travaillés, tannés dans nos fabriques, ne payèrent plus de droits sortant sur des bâtimens nationaux; restitution de la moitié des droits d'entrée sur le cuir à poil; cette industrie fut portée en Espagne à une telle perfection, qu'elle trouvait un débouché dans tous les marchés de l'Europe et des Indes.

Exemption de toute espèce de droits pour les marbres et jaspes travaillés en Espagne. Liberté complète d'entrée et de sortie. Les

Digitized by Google

paroisse (ante iglesia) de Avando, située dans l'Infanzonat de Biscaye, sur la rive nord de Portugalete, ayant par conséquent les mêmes eaux et la même entrée que la ville de Bilbao, offrait par sa position toutes les données voulues; la concession fut accordée, et le pays eut enfin des communications maritimes dont le commerce général se ressentit aussitôt. La province reconnaissante supplia le Roi de permettre que le port d'Avando portât désormais le nom de port de la *Paix*. Que les temps sont changés! Avando est devenu le port de la guerre, de cette guerre impie et fratricide!

Tarragone n'en avait point; sa plage ouverte, désa-

marbres étrangers, travaillés en Espagne, obtinrent les mêmes exemptions sortant sur des bâtimens nationaux.

La faïence ou terre cuite, entièrement libre au dedans et pour le dehors.

Tous les articles d'industrie nouvelle ou renouvelés dans le royaume, outre l'exemption des droits, reçurent des primes et des priviléges plus ou moins prolongés, suivant les avances ou sacrifices des entrepreneurs.

Cette libéralité produisit des industries jusque-là inconnues parmi nous : la fabrication du papier d'esparte (*esparto*, *esparteria*), de paille, de *pita*, de palmier, etc., introduite par l'habile industriel Aristide Franklin, à la seule charge d'employer des ouvriers espagnols et de leur enseigner son art; l'extraction et la préparation du jus de réglisse; son exportation à l'étranger; la préparation du plomb pour les opérations chimiques (le métal fut fourni par les fabriques royales); les préparations du mercure; celles de tous les bitumineux, sels et fossiles indigènes; sources de richesses négligées auparavant.

Des primes accordées en 1802 et successivement à la marine de cabotage ou marchande, pour tous les fruits et denrées de notre sol exportés à l'étranger.

Libre introduction, sous pavillon national, des articles de l'étranger qui étaient nécessaires à notre industrie, tels que dro-

Digitized by Google

britée, ne pouvait pas même donner un asile aux plus petits bâtimens de commerce. Dans les derniers mois de 1797, à la veille de quitter le ministère, je fis régulariser la concession ou la création d'un port capable de répondre aux besoins de l'agriculture et de l'industrie des laborieux habitans de cette contrée.

Les fonds nécessaires furent ordonnancés; et dès l'année suivante (1798), les travaux commencèrent sous la direction de D. Juan Ruiz de Apodaca, alors capitaine de vaisseau de la marine royale.

Que de rivalités, de procès, de représentations s'élevèrent contre les mesures administratives et financières que le Gouvernement avait adoptées! Deux fois ces grands et magnifiques travaux furent interrompus.

Lorsque je repris, en 1801, en qualité de généralis-

gues, simples ingrédiens, etc., les machines et instrumens qui n'existaient point en Espagne....

On fit plus encore: il fut créé, par le gouvernement et pour son compte, une agence qui se chargeait de faire venir du dehors tous les objets demandés, et dont les personnes intéressées à les posséder n'avaient point le moyen de payer le transport.

La même faveur accordée à l'introduction des instrumens nouveaux, appareils, machines d'astronomie, de physique, de chimie, de chirurgie et de mathématiques; en général, de tous les arts qu'il s'agissait de perfectionner.

Nouveaux réglemens de tarifs de douane pour tâcher d'incliner en notre faveur la balance du commerce.

Notre marine marchande devint l'objet d'une sollicitude particulière. Le fisc dut renoncer momentanément à une partie des droits d'entrée; c'était semer pour recueillir avec usure, si la paix nous laissait un peu respirer.

Plusieurs ports furent soustraits au monopole, soit en Espagne, soit en Amérique.

En Galice, celui du Ferrol mis sur le même pied que le port de Cadix et les autres de première classe.

Digitized by Google

sime de terre et de mer, une part du commandement, indigné de toutes ces lenteurs, je résolus de surmonter les obstacles que suscitaient de misérables passions.

Je fis concourir les corps municipaux (*ayuntamientos*) à l'appel et à la distribution des fonds. Les principaux habitans y furent invités; l'argent se trouva; les difficultés s'aplanirent; le Gouvernement soutint l'entreprise avec énergie; le Trésor fournissait annuellement 800,000 réaux (200,000 francs); les travaux reprirent; l'administration, simplifiée, ne craignit pas de se soumettre à une rigoureuse comptabilité. L'économie, le zèle, les rares talens du brigadier du génie D. Juan Smith, triomphant de toutes les résistances, doublèrent les moyens d'action. Enfin, en 1803, le port était capable de recevoir des vaisseaux de guerre. La frégate *la Vengeance*, de trente-six, fut le premier bâtiment du Roi qui, vers la fin d'octobre, jeta l'ancre tout près de la terre sur quarante pieds de fond, à cent cinquante brasses de la pointe extrême du môle. Le port, ayant mille *vares* (environ mille mètres) de longueur, devait contenir vingt vaisseaux de guerre, parfaitement à l'abri des vents furieux si fréquens sur cette côte. Quant à la solidité de l'ouvrage, les ingénieurs français, MM. Chevalier et Méchain, qui vinrent le visiter, croyant voir un monument romain, trouvèrent qu'il rivalisait sous tous les rapports avec ce qui s'était fait dans ce genre à Cherbourg. Ces deux savans et M. Lalande consignèrent dans les journaux français l'éloge de Smith. Le grand monument élevé à Tarragone fut continué sans interruption et achevé peu de temps après. Par une

Digitized by Google

heureuse combinaison, on avait bien servi les intérêts agricoles, industriels et commerciaux de la province tarragonaise, en créant un port qui lui manquait, et ce port contribuait en même temps à la défense militaire des îles Baléares [1].

Nos marins, profitant de la paix pour se livrer à des travaux scientifiques, parcouraient toutes les mers [2].

[1] La fidèle Amérique n'était pas oubliée dans cette distribution de secours et de bienfaits. En 1803, le Gouvernement fit construire à La Vera-Cruz le magnifique chemin de Perote et le phare de Saint-Jean-de-Ulua.

Dans les Californies, on agrandit et nettoya le port de San-Francisco; une compagnie s'établit dans la baie de Cerralbo et dans les îles de Saint-Joseph et Santa-Cruz pour la pêcherie des perles; le port de Truxillo fut amélioré; les chantiers de Realejo, sur le Nicaragua, prirent une grande activité; ceux de Guayaquil devinrent le premier établissement de ce genre sur la côte occidentale de l'Amérique.

Au Pérou, qui n'a pas de bons ports, celui de Pisco reçut tous les développemens dont il était susceptible.

Dans les provinces de la Plata, je ne laissai point de repos à l'autorité du pays qu'elle n'eût puissamment secondé mon projet d'établir une colonie dans les îles Malouines ou dans l'archipel de Falkland, pour la pêche des phoques et des baleines.

Dans toute l'étendue du double hémisphère, îles et continent, sur chaque point où se faisait sentir le besoin de repousser la contrebande, des ports libres furent ouverts au commerce. L'île de Cuba seule en eut trois pour sa part, Manzanilla, Lagoleta et Barasoa : tous établissemens sont de 1803. La Havane leur doit en grande partie l'opulence et la prospérité dont elle jouit à présent.

[2] Dans l'archipel de la Grèce, autour des côtes occidentales et méridionales de l'Asie-Mineure, de la Syrie, de l'Égypte et des pays barbaresques jusqu'au cap Bon, rôdait, en 1803, sous les ordres du brigadier Galiano (don Dionisio), la frégate du Roi *la Soledad*. Les instructions données à ce savant officier-général portaient qu'il fixerait avec précision les longitudes et latitudes

Digitized by Google

C'est à l'année 1803 qu'appartient l'expédition de la vaccine; expédition à jamais honorable, à jamais

des points principaux de la côte, dont la Direction des travaux hydrographiques devait publier la feuille. (Celle-ci serait la troisième et la dernière de notre grande carte nationale de la Méditerranée.) Galiano avait aussi la mission d'explorer, chemin faisant, et de choisir les endroits où il pourrait être convenable d'établir des relations de commerce et de nouveaux débouchés de nos produits, surtout de nos plombs, dans les ports du Levant.

Le sous-lieutenant de frégate Oyarbide (don André), ayant à sa disposition deux bâtimens de peu de cale, s'appliquait à connaître exactement le cours et la portée du fleuve de la Plata.

Don Joachim Fidalgo, capitaine de vaisseau, étudiait les bas-fonds qui rendent si périlleuse la traversée de Carthagène à l'île de Cuba.

Et don Joseph del Rio, capitaine de frégate, complétait la reconnaissance de ces parages vers le sud, depuis le cap Cruz jusqu'à celui de San-Antonio.

Don Cyriaco Ceballos, capitaine de vaisseau, visitait les côtes occidentales du golfe mexicain et celles de Campêche, chargé d'examiner les divers points à fortifier pour soutenir nos croisières et parer aux attaques de l'ennemi, en cas de nouvelle guerre. Les corvettes *Pastor* et *Estremeña*, et le brigantin *Peruano*, parcouraient les côtes du Guatemala, le golfe de Papagayo et tout le littoral occidental de la vice-royauté de Santa-Fé. Don Joseph Colmenares, don Mariano Irasviribil et don Joseph Moraleda, officiers d'un grand mérite, en reconnaissaient les issues, les points de défense et les parages tenables. Leurs excellentes observations ne laissèrent plus rien à désirer dans cette partie.

Le capitaine de frégate don Juan Vernaci et le lieutenant de vaisseau Cortazar allèrent cette même année parcourir la côte de Coromandel, et de là, par le détroit de Malaca, se rendirent à Manille. Ils devaient compléter la description de cet archipel et la carte du détroit de Saint-Bernardin.

Don Ignacio Alava, don Cosme Churruca, don Joseph-Joachim Ferrer, don Fernando Quintana, don Francisco Riquelme, don Juan Porlet, don Domingo Navarro, don Ventura Beraiztégui, don Antonio Robredo, don Francisco Montes, don Thomas Ugarte, don Juan Henriquez, don Miguel Zapiain, et tant d'au-

Digitized by Google

glorieuse pour le règne et la mémoire de Charles IV. La belle découverte de Jenner éprouvait encore beaucoup de contradictions en Europe, quand l'Espagne songeait à porter ce bienfait à l'Amérique! Une corvette de la marine royale (*la Maria-Pita*) allait voyager autour du globe pour introduire la vaccine parmi les nations les plus éloignées : le 30 novembre, la corvette sortit de La Corogne, montée par le lieutenant de vaisseau D. Pedro del Barco, ayant à bord dix médecins ou chirurgiens d'élite, à la tête desquels se trouvaient l'illustre Balmis et vingt-cinq jeunes enfans avec leurs mères ou nourrices pour entretenir l'inoculation de l'un à l'autre et conserver le fluide salutaire sans altération [1]. Chacun de ces enfans, et ceux qu'on devait recueillir successivement dans une longue traversée, furent adoptés d'avance par le roi

tres officiers choisis sur le grand nombre de nos excellens marins dont les noms finissent par m'échapper, recevaient des missions de même nature. Leurs travaux continuels ajoutaient chaque jour aux richesses de notre cabinet hydrographique, lequel, à cette époque, rivalisait honorablement avec ceux des premières puissances de l'Europe. Et ces utiles travaux, une politique mesquine ne les enfouissait pas, comme autrefois. Le ministère gardait uniquement ce qui concernait la défense militaire de nos immenses domaines; tout le reste se donnait au public, en gros ou en détail, à des prix modérés. On tenait plus à l'honneur et à l'utilité générale qu'au monopole des lumières.

[1] On ne négligea néanmoins aucun autre moyen connu de transporter le fluide, tant pour avoir une sûreté de plus que pour observer jusqu'à quel point et de quelle manière il était possible de le conserver avec toute sa vertu à de grandes distances et sous des climats différens. Balmis écrivait un journal minutieusement exact, où il consignait chaque jour ses observations pendant ce voyage vraiment philanthropique.

Digitized by Google

Charles IV, comme enfans de l'État; le Gouvernement se chargeait de les entretenir et de les élever convenablement.

Les premières échelles furent à Ténériffe, Puerto-Rico et La Havane. De là le convoi se divisant, chaque commission suivit une route désignée vers les points principaux des deux hémisphères; l'une arriva heureusement aux Philippines, d'où l'inestimable trésor, colporté d'île en île, pénétra jusque parmi les Chinois.

C'est ainsi que l'Espagne employait les loisirs d'une paix momentanée, pendant que toutes sortes de fléaux accablaient tant d'autres peuples de l'Europe [1]. Le temps et la Fortune me manquèrent. La guerre injustement suscitée par l'Angleterre (1804) ne me permit point d'achever une entreprise que j'avais conçue et qui allait s'exécuter.

Après la déplorable vente de la Louisiane aux États-Unis, la déloyauté de Napoléon nous obligeait à prendre des mesures pour la sûreté des frontières de la Nouvelle-Espagne, désormais en contact avec ces avides Républicains.

[1] La noble expédition de la vaccine fut bien vraiment une expédition évangélique, puisque, Évangile, c'est une *bonne nouvelle*. En fut-il jamais de plus heureuse pour le Nouveau-Monde que celle de l'arrivée du fluide conservateur? C'était préserver l'existence de la moitié des habitans du Nouveau-Monde. L'enthousiasme de Quintana ne put se contenir; on connaît sa belle composition qui débute de la manière suivante :

« L'invention est un don de la Fortune; elle a pu favoriser un « Anglais; mais que la généreuse Espagne soit fière de son par- « tage; que son orgueil soit satisfait; elle aura porté le baume « régénérateur là où le mal déployait toute sa violence. Je prends « mon vol; un Dieu me l'ordonne; je brave les fureurs du per-

Digitized by Google

Au lieu de fortifications, vaines barrières qui n'arrêtent pas des invasions sérieuses, moins encore dans un pays découvert et d'une immense étendue, je formai le dessein de confier la défense du Mexique à la vertu d'une population espagnole solidement et militairement établie dans une contrée limitrophe de la Louisiane, à la droite de la Sabine, la province de Coaguila ou Texas; territoire fertile, vierge, climat doux et salubre, solitude immense.

Mon dessein était de rassembler : 1° un certain nombre, le plus considérable possible, de soldats ayant déjà fait leur temps de service, mais pourtant d'un âge convenable, les uns fils de cultivateurs, les autres d'artisans, habitués aux travaux de l'agriculture ou sortant des ateliers, gens d'office et métiers mécaniques; 2° des familles pauvres de laboureurs et d'artisans qui voudraient traverser la mer et devenir propriétaires dans cette fertile contrée; 3° des veuves et jeunes

« fide Océan, je vais planter l'arbre de la vie dans l'Amérique, « infectée, mourante. »

Quintana s'adresse à Balmis arrivé en Amérique avec son merveilleux préservatif, et lui parle de l'immense développement du bienfait de la vaccine portée aux extrémités de l'Asie : « Tu arrives! l'Amérique a salué son rédempteur; le fluide salutaire « fait circuler un sang pur dans les veines... Et toi, brûlant d'une « ardeur généreuse, et docile à la voix de la divinité qui te guide, « tu diriges ta proue retentissante vers les royaumes du Gange, « jusqu'au berceau de l'aurore. La mer Pacifique t'a vu, infatigable, fendre ses vastes abîmes; Luçon admire ta constance; « que de biens naissent sur tes pas! Et lorsque l'industrieux Chinois fut averti de ton approche, on dit que, du fond de sa « tombe sacrée, Confucius, levant sa tête vénérable pour te contempler, s'écria : « Son entreprise était digne de moi! »

Digitized by Google

orphelines qui, moyennant une dot raisonnable, épouseraient ces honnêtes vétérans et peupleraient le pays dont la défense leur serait confiée; 4° joindre à ces élémens de colonisation, mais toutefois sans user de violence, une quantité non déterminée de *jeunes enfans trouvés* des deux sexes, tels que, par mes soins spéciaux, ils étaient élevés dans ce temps-là.

A ces vétérans, ces familles de laboureurs, d'ouvriers, d'artisans, et ces jeunes enfans trouvés, seraient assignés, à leur arrivée, des lots suffisans du meilleur sol, avec tous les instrumens nécessaires pour bâtir et construire des villages rapprochés les uns des autres, de manière à se donner la main, et sous la seule charge de se constituer en milice nationale prête à garantir le pays contre toute sorte d'attaques. Outre cela, j'espérais, attendu qu'il y avait de la marge, leur adjoindre des Irlandais, peuple ami des Espagnols, qui sympathise avec eux et croit avoir la même origine.

Ce projet ne fut point un rêve. A la fin de l'année, et dans le courant de 1804, l'entreprise était en pleine exécution. Le colonel D. Pedro Grimarest, parfaitement propre à remplir cette mission par ses talens, ses connaissances et son esprit populaire, fut nommé chef de l'expédition, et D. François Pardo Osorio, secrétaire-général, celui-ci non moins apte que Grimarest, dont il partageait le zèle patriotique. Quatre mille soldats, gens propres au travail et d'une conduite éprouvée, un nombre considérable de familles et d'*enfans trouvés*, allaient s'embarquer pour le Texas.

Dieu ne le permit pas. Cependant on ne renonçait nullement à réaliser le projet aussitôt que la paix ou

Digitized by Google

une simple trève en offrirait les moyens. La division de Grimarest restait en *activité* de service; les fonds étaient faits, beaucoup d'avances et d'autres réserves déposées dans les caisses de la Nouvelle-Espagne... Hélas! bientôt vinrent *coup sur coup* les désastres de l'Escurial, d'Aranjuez et de Bayonne... Au reste, les préparatifs de cette expédition servirent à quelque chose. On m'a dit que la division des volontaires du Texas, destinés à la formation de cette colonie, fut incorporée à Cadix dans l'armée active, et contribua beaucoup à la défense de la patrie dans les premiers et plus critiques momens de l'héroïque insurrection.

Encore un mot de ce qui se faisait en 1803.

La reine Marie-Louise fondait un hôpital pour les femmes pauvres, paralytiques ou incurables; elles étaient servies par de jeunes orphelines, sous la direction de deux sœurs de Jésus de Nazareth, de l'hôpital de Cordoue, dont la règle fut adoptée. Toutes les premières dépenses de l'établissement furent défrayées par la cassette de Sa Majesté. Une société de dames du premier rang était chargée de la surveillance, et la Reine présidait. L'hospice de Madrid reçut de nouvelles assignations de fonds; il fut ouvert un asile à la mendicité; et, pour la première fois, la capitale du royaume se vit délivrée de ce fléau... Quelques villes de province suivirent ce bon exemple avec plus ou moins de succès. A Barcelone surtout, les habitans se prêtèrent avec zèle à la création d'un établissement de charité fondé sur les meilleures règles de morale, d'économie et d'éducation, pour toute espèce de pauvres, tant du chef-lieu que du reste de la province. Le Roi prévint

Digitized by Google

les vœux des Catalans; il accorda tous les moyens et toutes les faveurs demandées. Cet hospice, modèle de sagesse et d'administration, put bientôt se soutenir par lui-même. La ville de Cadix en fit autant.

Le royaume était menacé d'une disette générale; aussitôt les droits d'entrée et d'arrivage furent supprimés : grains, légumes, farines étrangères, tout s'admit librement. Le vote de Saint-Jacques [1] subit une réduction de moitié, ainsi que la dîme ecclésiastique et séculière, afin qu'il n'y eût plus d'accaparement, toujours à craindre de la part de ceux qui perçoivent cette contribution en nature... Il fut mis à la disposition des municipalités (*ayuntamientos*), soit pour la consommation ordinaire, soit pour l'ensemencement des terres, le cinquième des grains *décimaux*, sauf à les réintégrer à l'Église, mais sous des conditions équitables. Cette mesure déplut en général aux gros *décimateurs*. Cependant le Roi donnait l'exemple : le contingent qui appartenait à Sa Majesté (*Tercias Reales*), fut soumis à la même déduction et dans les mêmes termes. Bien que le Conseil supérieur de Castille eût approuvé et autorisé cette disposition d'une partie de la dîme, elle n'en fut pas moins vivement critiquée par ceux qui espéraient tirer bon parti de la misère publique.

Il fut également ordonné d'appliquer, pour cette année de 1803, aux besoins des laboureurs, la part du produit des *œuvres pies* qui servait à défrayer certaines fêtes d'Église; et le pays s'en trouva bien; moi seul, j'en recueillis tout l'odieux. On savait que j'avais

[1] Espèce de dîme prélevée en faveur de l'apôtre Saint-Jacques. E.

Digitized by Google

fortement inculqué dans l'esprit du Roi que la direction suprême de l'impôt civil ou ecclésiastique, surtout du produit des *œuvres pies* vendues au nom de l'État, lui appartenait exclusivement; qu'il avait le droit d'intervenir dans toutes les applications commandées par l'intérêt de la chose publique, intérêt devant lequel il n'y a plus de priviléges.

En effet, cette doctrine n'était point nouvelle : le Conseil de Castille la regardait comme un axiome de loi. J'en réclamai fortement l'application rigoureuse, et par là je m'attirai la haine de cette classe de gens *qui ne pardonnent jamais*.

Le fléau de la disette menaçait principalement les classes pauvres; le Gouvernement ouvrit des travaux publics dans la capitale et dans les provinces. Là où les fonds municipaux et les secours des maisons de bienfaisance ne suffisaient pas, le Trésor y suppléait.

Établissement du Mont-de-Piété des laboureurs. Il s'agissait de leur fournir en temps opportun des instrumens aratoires, des bestiaux, des semences, les moyens de relever leurs granges, leur industrie. Les veuves, les jeunes enfans, devaient recevoir une assignation alimentaire. On voulait établir pour ces derniers des écoles d'économie rurale et agricole. Premier essai en novembre, dans l'archevêché de Tolède. Une ordonnance du Roi nommait directeurs, sous la protection immédiate de Sa Majesté et du Conseil de Castille, D. Mariano et D. Vicente Tiller. L'archevêque D. Luis de Bourbon y prenait le plus vif intérêt.

On dira que je répète ici de l'histoire ancienne; mais il n'en est pas moins vrai que chaque soir Charles IV

Digitized by Google

me disait : « Qu'a-t-on fait aujourd'hui pour le peuple ? » Rien ne lui plaisait comme le récit d'une entreprise de bienfaisance ou d'utilité publique, d'un progrès quelconque dans les arts, dans une branche d'industrie. Il était heureux qu'on eût recours à sa munificence, qu'on lui parlât de services, de vertus à récompenser, de remèdes, de consolations à donner aux classes pauvres, la misère étant à ses yeux le plus grand obstacle au perfectionnement des mœurs.

Parmi les divers genres industriels dont cette année vit les premiers succès, je citerai le brillant atelier d'*ornemens antiques* sculptés sur bois, pierre dure, stuc, etc. La cassette du Roi fit tous les frais de l'établissement [1]. De là sortirent même pour l'étranger des pièces très-estimées, dans le goût grec et romain.

Charles IV aimait à se faire rendre compte des meilleurs écrits d'économie politique ; il affectionnait particulièrement ceux de notre illustre Campomanès [2].

Grâce à des faveurs et des concessions multipliées, la compagnie de La Havane devint florissante au point de compter huit pour cent à ses actionnaires ; celle de la Buena Fé, rétablie sur mes instances en 1801, ne prospérait pas moins : elle avait payé sa dette arriérée

[1] Rue Sainte-Marie del Arco.

[2] Lorsque je présentai au Roi un échantillon des nouvelles fabriques de bonneterie maure, dès long-temps oubliée chez nous et qui venait de ressusciter par les soins de don Pablo Perez, riche manufacturier de Paterna, la joie de Charles IV fut extrême: c'était précisément l'un des genres d'industrie dont parlait Campomanès dans son traité de l'*Éducation populaire*, et le Roi désirait vivement qu'on parvînt à le reproduire en Espagne. En effet, don N. Rosal reçut la croix pensionnée de Charles III,

Digitized by Google

et donnait des bénéfices. Aucun encouragement ne fut refusé à l'industrie, au commerce, à la navigation, durant cette courte paix qui laissa la mer libre un moment...

Et comme je l'ai déjà dit, des hommes éclairés parcouraient les provinces de l'intérieur aux frais de l'État, les uns recueillant des données statistiques pour la direction du *Fomento* (encouragement public), d'autres explorant les richesses cachées dans les entrailles de la terre et sur le littoral des deux mers qui ceignent notre péninsule. Parmi une multitude de végétaux précieux (dans le mois de juin 1803), le naturaliste Lagasca découvrit dans le port de Pajares, aux environs d'Arvas, province des Asturies, l'utile plante que Linnée appelle *Lichen Islandicus*. Loin d'être rare, Lagasca trouva qu'elle abondait dans ces montagnes; elle y croissait puissante et vigoureuse comme sur le sol le plus propre à la nourrir. Lagasca en a donné la description, qui ne permet plus de douter que l'Espagne ne possède cette riche plante du Nord.

Le chanoine de Valence D. François Tabares introduisit dans ce royaume le *Cacahuete* ou *Maná* de

et fut nommé membre votant de la junte du commerce de Valence : double et honorable récompense de ses heureux progrès dans cette sorte de fabrication.

Don Erasmo de Gonima, qui avait poussé à un haut degré de perfection l'art de tisser et de peindre les toiles, reçut également le titre honoraire de membre de la junte générale des mines et du commerce.

Un autre industriel de Ségovie ou de Burgos était parvenu à faire du casimir aussi beau que celui d'Angleterre. Le Roi lui donna un titre de noblesse héréditaire. Comment citer tous les cas de cette nature ? Il s'en présentait chaque jour...

Digitized by Google

l'Amérique. On venait de divers pays méridionaux demander à Tabares des échantillons et des instructions sur la méthode et les instrumens dont il faisait usage pour la culture et la préparation de cette plante [1].

Je dois rappeler ici que, dès cette année 1803, commençait à prendre son essor le magnifique jardin de naturalisation (*aclimatacion*) de San Lucar de Barrameda; les plantes, les arbres et arbustes des tropiques venaient y prendre le droit de bourgeoisie; jardin précieux dont la richesse et l'utilité surpassaient toutes les espérances, et qui, en 1808, fut dévasté, détruit de fond en comble, par une populace ignorante dont mes vils ennemis encourageaient la fureur!

Notre jardin botanique à Madrid, objet d'envie en Europe, recevait en septembre (toujours 1803) des bois précieux du Pérou, des exemplaires de plantes, d'arbres, d'arbustes jusque là inconnus; des drogues rares, propres à la teinture ou à la médecine; une multitude d'espèces et de genres nouveaux qui vinrent augmenter les trésors de la *Flore américaine* dont les publications antérieures étaient si estimées en Europe [2].

Jaloux de la gloire de mon pays et de ses progrès dans toutes les sciences, je ne voulais pas que désor-

[1] On trouve dans les journaux de France et d'Italie un long éloge de cette culture nouvelle et de l'Espagnol à qui l'Europe en était redevable.

[2] Parmi les espèces nouvelles de ce dernier envoi se trouvaient une multitude de genres, *cappanis*, *cassias*, *mimosas*, *annonas*, *thalias*, *chrysobulanus*, *rhannus*, *uvarias*, *bignonias*, etc., beaucoup d'*orchidées* et de *liliacées*, etc., etc.

Digitized by Google

mais l'injurieuse question de M. Masson de Morvilliers[1] pût nous être adressée.

Avec quelle patriotique satisfaction je vis les étrangers accourir à nos écoles d'ingénieurs et de vétérinaires et à nos cours de botanique! La direction hydrographique vendait au dehors plus qu'en Espagne même ces riches collections où se trouvaient souvent rectifiés les travaux des savans étrangers[2].

Il pleuvait en Espagne des souscriptions au nouvel *Atlas raisonné* du laborieux Antillon. De Londres même, centre de la science maritime, en avril ou mai 1803, le Bureau des longitudes envoya deux cents livres sterling à D. Joseph Mendoza de los Rios pour subvenir à l'impression de ses *Tables;* « afin, » disait la lettre d'avis « que *cette publication* devienne commune et « puisse être distribuée à un prix modéré, sans nuire « aux intérêts de l'auteur. »

La richesse littéraire et scientifique des autres nations venait à nous, grâce à de bons traducteurs; et l'étranger nous traduisait à son tour, du moins à l'époque dont je parle. La correspondance était vive, très-animée, entre leurs savans et les nôtres : noble com-

[1] « *Qu'a fait l'Espagne pour l'Europe depuis 200 ans?* » (Nouvelle Encyclopédie par ordre de matières, article *Espagne*, section de géographie.) Notre savant Cabanilles répondit victorieusement à cette question; un autre anonyme, aussi; mais l'abbé Lampillas l'a complètement réfutée dans les 6 vol. qu'il a écrits sur la littérature espagnole.

[2] Ceci n'est point une exagération : voir ce que dit le baron de Humboldt dans son *Examen politique de l'île de Cuba*, chap. XI. Il n'hésite pas à déclarer que le dépôt hydrographique de Madrid était le meilleur établissement de ce genre existant en Europe.

Digitized by Google

merce des lumières et dont plus d'une fois la balance s'inclinait en notre faveur.

Dois-je fatiguer encore mes lecteurs de nouvelles nomenclatures, de nouvelles listes d'ouvrages et d'auteurs de cette époque si mal jugée? Je serai bref; je ne citerai que ceux qu'il serait trop injuste de laisser dans l'oubli; mais pour ne pas interrompre le fil de ces *Mémoires*, j'en fais ici un chapitre *supplémentaire* avant de terminer ce troisième volume.

Digitized by Google

CHAPITRE XVI (BIS).

ARTS ET SCIENCES EN 1802 ET 1803.

Sur mes instances, par ordre du Roi et aux frais du Gouvernement, D. Gabriel Ciscar publia son excellent *Cours d'études élémentaires de marine*, et ses *Méthodes graphiques pour la correction des distances lunaires*. Là se trouvent les moyens de résoudre tous les problèmes d'astronomie nautique, mis à la portée de ceux qui n'ont pas de notions de la trigonométrie sphérique.

A ma prière, le lieutenant de frégate Luyando (D. Joseph) donna les *Tables linéaires* ou *Résolutions des problèmes du pilotage astronomique*. Il me fit l'honneur de me les dédier[1].

[1] Ouvrage fait en compétence de celui qu'en 1791 avait publié en Angleterre M. Georges Margett. Au jugement des savans, les tables de Luyando furent trouvées plus exactes, les échelles cinq fois plus grandes et tellement simplifiées qu'elles ne fournissent que vingt-quatre gravures ou dessins, tandis que celles de Margett en ont cent trente-cinq. Avec ce guide, le pilote le moins exercé dans les études cosmographiques, sans autre instrument qu'une épingle pour marquer les points de concours, peut résoudre en trois minutes l'heure du vaisseau, la hauteur des astres, l'azimut, etc., et dans moins d'une heure, la distance appa-

Digitized by Google

En même temps, et sous les auspices du Gouvernement, parut la relation historique et scientifique du voyage de nos marins (en 1792), D. Gaëtan Valdès et D. Dionis Galiano, commandans des goëlettes *la Subtile* et *la Mexicaine*, chargés de reconnaître le détroit de Fucar. On y joignit le récit des expéditions précédemment envoyées à la recherche d'un passage vers le nord-ouest de l'Amérique, objet de tant de sollicitudes. C'est à ma vive recommandation que ces dignes officiers mirent en ordre leurs manuscrits, en profitant de tout ce qui existait déjà sur cette matière au dépôt hydrographique, et y ajoutèrent la *carte* du côté du détroit qu'ils avaient eux-mêmes levée avec tant de soins et de périls. Cette publication, estimée dans toute l'Europe, fut aussitôt traduite en plusieurs langues [1].

rente et la distance réelle. Muni de cet almanach ou *promptuaire* nautique, on reconnaît sa position sans crainte de se tromper. L'utilité de ce *manuel* est bien constatée parmi les gens de mer; les marins consommés n'en dédaignent pas l'usage. C'est beaucoup de temps gagné.

[1] L'expédition de Valdès et Galiano est, je crois, le dernier effort tenté par les puissances maritimes de l'Europe sur la côte nord-ouest de l'Amérique pour y découvrir un passage au Grand Océan. On avait depuis long-temps perdu l'espérance de trouver ce passage au-delà de 50 degrés de latitude; il ne restait plus qu'à le chercher dans la spacieuse entrée que semble présenter la côte à la hauteur de 48 degrés 1/2, connue sous le nom de détroit de Saint-Jean-de-Fucar. Les recherches de nos marins avaient contribué à éclaircir les doutes sur la première question; on s'était assuré d'abord qu'il n'existait pas de passage à travers les régions boréales de l'Amérique. Le Gouvernement voulut compléter l'exploration. Les deux goëlettes partirent de Saint-Blas. La publication de ces travaux était vivement désirée par les géographes.

Digitized by Google

D. Juan Lopez continuait sa grande collection géographique, toujours recherchée en Espagne et dans l'étranger. L'une de ses importantes productions, publiées en 1803, fut la carte chorographique de l'ancienne Galice.

On vit paraître aussi l'*Atlas élémentaire* de la *géographie ancienne*, ou la deuxième partie de l'*Atlas* publié en 1792, avec les désignations modernes du célèbre D. Thomas Lopez. Parmi les ouvrages posthumes de cet habile géographe, il faut citer encore la carte de Terre-Ferme et autres provinces de l'Amérique du sud.

SCIENCES PHYSIQUES ET MÉDICALES.

Tables comparatives des substances métalliques, par D. Ramon de la Cuadra. *Exposition des analogies et sources de ces mêmes substances*, par D. Ramon de Piñeyra. Ces deux ouvrages furent expressément commandés pour favoriser l'étude de la minéralogie à Madrid et en Amérique.

Élémens de botanique ou *Système sexuel des plantes*, par le docteur Plenk, traduits du latin en espagnol par D. Luis Bahi, à l'usage des colléges royaux de chirurgie médicale.

Principes de physiologie de M. Dumas, traduits du français par D. Juan Carrasco.

Traité élémentaire de physiologie de Brisson, traduit par D. Julien Rodriguez, dédié au ministre Caballos.

Nouveaux Élémens de physiologie de Richard,

Digitized by Google

avec des notes et une classification nouvelle des fonctions vitales.

Physiologie physique, œuvre entièrement espagnole, de D. Joseph Ponce de Léon, fondateur-régent de l'Académie de chimie à Grenade.

Système des connaissances chimiques et de leur application aux phénomènes de la nature et de l'art, de M. Fourcroy; traduction de D. Pedro-Maria Olive. Ce grand ouvrage fut entrepris par ordre du Roi. D. Luis Proust reçut l'invitation de l'enrichir par des notes et des observations; imprimé à l'Imprimerie royale aux frais du Gouvernement, et vendu *prix coûtant:* la publication est du mois de juillet 1803.

Le dernier tome de la *Philosophie médicale* du docteur Lafon; traduction du français.

Exposition de la médecine clinique à l'établissement d'étude fondé par Charles IV à Barcelone; ouvrage du docteur Salvá.

Nosographie philosophique de Pinel, traduction de D. Luis Guarniero.

Troisième édition de la *Pharmacopée espagnole*, publiée par ordre du Roi, dédiée à Sa Majesté par la junte supérieure de la faculté de pharmacie, augmentée, améliorée, et soigneusement corrigée par une junte spéciale des premiers professeurs de la capitale.

L'*Epidémologie espagnole*, ouvrage national et unique en son genre, par D. Joachim Villalobo, ou *Traité d'histoire chronologique des pestes, contagions, épizooties, épidémies en Espagne, depuis les Carthaginois jusqu'en* 1807: causes du mal, méthodes curatives, auteurs qui en ont écrit, etc.

Digitized by Google

Hydrologie du corps humain, par le docteur Plenk. *Médecine opératoire* de Lassus.

Études de la respiration ou *Pneumatique de l'homme*, traduction de l'anglais de Goodwin. *Expérience sur le galvanisme* de Frédéric Humboldt.

JURISPRUDENCE, ÉCONOMIE POLITIQUE, FINANCES.

Illustrations du droit royal d'Espagne, par D. Juan Sala.

Introduction à l'étude du droit national, par D. Joachim-Marie Placido.

Neuvième et dernier volume des *Institutions du droit public général d'Espagne*, par D. Ramon Lazaro de Dou.

La cinquième édition des *Institutions du droit civil de Castille*, par D. Ignace Jordan de Aso, et D. Juan Manuel de Manuel, augmentée et enrichie de notes historiques.

Traité de l'origine, antiquité, administration et progrès des greniers publics, avec les *Lettres critiques* de D. Pasqual et de D. Joseph Senmanat sur l'inscription Orétane.

Mémoires de Necker sur les rentes provinciales, traduits et commentés par D. Domingo de la Torre de Mollinedo.

Discours et *Mémoires* couronnés par diverses Académies, notes statistiques, projets d'améliorations, provenant des *Sociétés d'amis du pays*, etc.

Digitized by Google

HISTOIRE ET LITTÉRATURE.

L'Académie de l'histoire publia (1803) le quatrième tome de ses *Mémoires*, où, parmi des pièces du plus grand mérite, on trouve l'*Essai historique critique sur l'origine des langues*, par D. François Martinez Marina, l'*Eloge du cardinal Ximenès de Cisneros*, par D. Vicente Arnao, et celui du comte de Campomanès[1], par D. Garcia Domeneck.

D. Miguel Manuel de Rodriguez publia les *Mémoires de la vie du saint Roi Ferdinand*, par le Père Marc Burriel, avec des notes et pièces inédites.

Le premier tome de l'ouvrage intitulé : *Gloire maritime de l'Espagne*, par D. Juan-Antoine Henriquez, que j'avais chargé de ce travail.

La traduction en espagnol de l'ouvrage écrit en latin par le célèbre Nicolas Antonio : *Erudition espagnole et Biographie*, ou Nomenclature des Espagnols illustres dans les sciences et les arts.

Découverte et Conquête de l'Amérique, par Robertson ; traduction de D. Juan Corradi, dédiée à l'une des Infantes d'Espagne.

Abrégé chronologique de l'histoire d'Espagne, par D. Joseph Ortiz (tome 7).

[1] Cet illustre Espagnol était mort l'année d'auparavant (1802). Nous perdîmes également le savant et pieux évêque don Antoine de Palafox de Croï; le camériste D. Juan Mariño de la Barrera, l'un et l'autre indignement persécutés par le ministre Caballero; l'estimable marquis de Narros, troisième directeur de la société royale basque, l'un de ses fondateurs, et le général D. Joseph de Urrutia.

Digitized by Google

Histoire des Empereurs romains de Crévier, traduite par D. François-Xavier de Villanueva. La publication de cet ouvrage fut combattue vivement; Caballero s'y opposait; ce ne fut pas sans peine que je parvins à vaincre cet obstacle.

Je remportai un autre triomphe; je sauvai de la proscription ou *expurgatoire* de l'Inquisition les œuvres de Mélendez, Moratin et Cadalso. De nouvelles éditions de chacun de ces trois poètes furent données au public, celle des œuvres de Cadalso augmentée de pièces inédites; et de plus, on en publia une complète des poésies du comte de Noronha. Le ministre Caballero y mit une grande opposition, mais inutilement; je triomphai.

D. Philippe Ruiz de Flores, auditeur de guerre, publia et me dédia son livre de l'*Eloquence militaire;* c'est une précieuse collection de harangues et discours des guerriers de la Grèce, de Rome et de l'Espagne.

D. Antoine Marquez, pensionnaire du Roi; son *Traité de Rhétorique épistolaire,* et les *Mémoires de Bianca Capello,* Grande Duchesse de Toscane.

Essai critique et philosophique sur la langue basque, par D. Pablo Pedro de Arstarloa; ouvrage d'idéologie grammaticale d'un grand mérite et d'une vaste érudition.

Atala de M. le vicomte de Châteaubriand. Le traducteur a conservé toutes les beautés de l'original, sans compromettre la langue espagnole. Je ne sais pas précisément si ce traducteur est notre élégant écrivain Tapia.

D. Joseph-Marie de Carnerero: la tragédie *Elvira et Percy.*

Digitized by Google

D. Antoine Valladares de Soto Mayor : cinquième tome de sa *Léandre*.

Dona Maria del Rio : la traduction de *Sarah*, nouvelle anglaise.

Le nombre des recueils et journaux périodiques s'accrut dans tout le royaume. A Madrid seulement, le *Jardin des sciences et des arts*, le *Tribunal de Caton; Variétés littéraires et scientifiques*, *Ephémérides de l'illustration espagnole* : ces deux derniers recueils périodiques obtinrent la faveur de circuler francs de port; je la leur fis accorder.

Le *Semanario* (journal hebdomadaire d'agriculture) arrivait au treizième volume; excellent dépôt de connaissances utiles, manuel pratique d'économie politique, sans abstractions, recueil complet de toutes les découvertes industrielles, etc., collection la meilleure et la plus ample de toutes celles qui existaient en Europe. M. Melon dirigeait cette grande entreprise qui fait honneur à l'Espagne, et si éminemment utile à l'artisan et au cultivateur.

Et pour couronner tant de succès dans les sciences et les lettres, le duc de la Roca et D. Martin Fernandez de Navarrète présentèrent à Sa Majesté la quatrième édition du *Dictionnaire de la langue castillane*, revue et augmentée par l'Académie royale.

BEAUX-ARTS.

Traité de la peinture en bâtimens (al fuero), heureusement essayée à Barcelone quand Leurs Majestés

Digitized by Google

passèrent par cette ville en 1801; ouvrage de D. Francisco Carbonell Bravo.

Mémoires, opuscules, dessins, modèles, couronnés par l'Académie en 1802.

Instruction méthodique, spéculative et pratique pour apprendre la musique ancienne et moderne, par D. Mateo Perez de Albaniz.

Histoire universelle de la musique, par D. Joseph Teixidor, organiste à la chapelle du Roi.

La musique est le plus moral ou le plus corrupteur de tous les arts, suivant la manière dont il est exercé et cultivé. Tous mes contemporains savent combien la musique gagnait journellement chez nous. Le goût se perfectionnait; l'art acquérait de la dignité, non-seulement dans les églises, mais dans la bonne société; plus de *villancicos*, plus de *farces* pieuses dans les églises, plus de chants obscènes sur nos théâtres.

Le dessin et la gravure faisaient de notables progrès; la direction en était excellente.

L'Académie de Saint-Ferdinand, outre les fréquentes réimpressions de ses recueils, donna cette année au public les *Antiquités arabes de Grenade et de Cordoue,* gravées par les premiers professeurs, tels que D. Pedro Arnal et D. Juan de Villanueva.

On dut à la calcographie royale les vues de l'Escurial et les quatre-vingts belles gravures des *Caprices* de D. François Goya, dessinées par lui-même.

Bruneti et Carnicero continuaient la collection des portraits de la famille royale.

Une société de professeurs distingués publiait les cent

Digitized by Google

dix-neuf gravures qui devaient faire suite au *Traité de l'artillerie du général D. Thomas de Morla.*

Une autre société de professeurs non moins recommandables, les ingénieuses gravures des différens âges de l'homme.

Une autre réunion d'artistes, les costumes de l'Espagne dans chacune de ses provinces.

Le jardin botanique et la direction hydrographique employaient bon nombre de professeurs, et la gravure multipliait leurs ouvrages.

Je vais finir cette longue nomenclature par l'indication des établissemens ou instituts littéraires qui furent améliorés ou créés cette même année.

A Madrid, *aux frais de l'Etat*, et malgré tous les efforts contraires du ministre Caballero, l'école *gratuite* de tachygraphie, sous la direction de D. François-de-Paul Marti.

Au palais du Buen-Retiro, un cours général, *aux frais de l'État,* pour toute sorte d'aspirans ou élèves qui voudraient embrasser la carrière d'ingénieurs des ponts, canaux et chaussées.

A Santander, une Académie de dessin, architecture et géométrie, sous la protection du Consulat (tribunal de commerce), ainsi que l'École nautique.

Alicante : cette Académie fut enrichie d'un bon cabinet ; ses élèves se distinguaient parmi ceux de toutes les autres écoles.

La Corogne : progrès remarquables ; chaque jour un plus grand nombre de disciples.

Les écoles de cadets et sous-officiers (sergens) for-

Digitized by Google

maient une académie spéciale dans chaque corps de milice, et le suivaient dans toutes ses marches.

Les villes commerçantes et industrielles avaient aussi leurs écoles d'économie politique. A Valladolid, le digne prélat, D. Juan Hernandez de Larrea, prêtait son palais épiscopal à l'école d'enseignement.

Celles d'agriculture, dans les provinces, datent généralement de 1803.

A Séville, le collége de Saint-Elme, sous la direction du capitaine de frégate D. Adrien Garcia de Castro, prospérait de jour en jour. On y enseignait les premières lettres, les langues vivantes, les mathématiques, la cosmographie, le dessin, la navigation, l'exercice de l'artillerie. Le Roi donnait de nombreuses bourses aux orphelins dont les pères avaient servi dans la marine.

Les nouveaux directeurs du séminaire royal de Bergara désiraient associer l'étude des belles-lettres aux études philosophiques. Caballero, suivant son usage, y mit la plus forte opposition pendant plus de deux ans; les professeurs s'adressèrent à moi : j'obtins de Sa Majesté qu'il serait établi des chaires d'idéologie et de philosophie morale; elles furent ouvertes au commencement de septembre 1803. Il fallut admettre une classe d'*externes*, le local du collége ne pouvant contenir un plus grand nombre d'*internes* : telle fut en peu de temps la réputation de cette école!

En mai, trois chaires établies à Cadix, avec l'approbation du Roi, enseignaient le commerce et toutes les connaissances corrélatives, sous la direction du Consulat (tribunal de commerce); Cadix posséda aussi une société spéciale des sciences et arts, avec un nombre déterminé

Digitized by Google

d'associés en titre, d'associés honoraires, et des correspondans nationaux et étrangers. Directeurs de cette société, D. François del Valle, D. François Bustamente, et D. François Pastor de Calle.

D'après le même modèle, mais sur des bases plus larges, s'établit en 1802 un institut de sciences et belles-lettres au collége de Santa Cruz de Grenade.

Cet institut, sous la présidence et protection du commandant de la province, D. Raphaël Vasco, embrassait la littérature nationale et étrangère, les sciences naturelles, l'histoire universelle, celle d'Espagne particulièrement, et les principes généraux de législation, d'économie politique, etc. Parmi ses fondateurs, on comptait D. Narcisse Éredia, aujourd'hui comte d'Éredia et d'Ofalia, récemment arrivé de l'Amérique; les ministres de la chancellerie royale (Cour royale de la province), D. Martin Léonès de Sicilia, D. Philippe Gil de Taboada de Lémos, D. Mariano-Joseph de Sicilia, D. Francisco Dalmau, D. Bernabé Portillo, D. Joseph Peraleda, D. Miguel Fresneda, D. Joseph Henriquez de Luna, D. Antero Benito Muñoz, D. François Martinez, le bailli Garciperez de Vargas, D. Manuel Terroba et d'autres gens de lettres. Après vinrent se joindre à eux, de divers points de la province, D. François Martinez de la Rosa[1], D. Antonio Gallegos, D. Pedro-Antonio Cosio de Pecha, D. Joseph Ruiz de la Vega, D. Joseph-Joachim de Mora, la mar-

[1] C'est le même Martinez *de la Rosa* qui présidait l'avant-dernier ministère espagnol; il a travaillé aussi à Paris pour les théâtres du boulevard; il a fait des mélodrames et l'*Estatuto Real*. E.

Digitized by Google

quise de Falces, D. Policarpo Morales, jeunes littérateurs très-distingués à cette époque dans cette heureuse ville de Grenade : maîtres et disciples, tous hommes marquans, mis à l'épreuve dans les temps critiques, presque tous exilés, proscrits par la faction cruelle qui venait de renverser le trône de Charles IV en 1808, et qui ressaisit le pouvoir en 1814. Ceux qui ont survécu à ces criminelles violences peuvent dire si, tant que j'eus part au pouvoir, les gens de lettres rencontrèrent des obstacles qui les empêchaient d'acquérir et de répandre les lumières !

Digitized by Google

CHAPITRE XVII.

L'AMÉRIQUE ESPAGNOLE SOUS LE RÈGNE DE CHARLES IV. — QUELLES ÉTAIENT MES VUES SUR LA MANIÈRE DE GOUVERNER LES POSSESSIONS D'OUTRE-MER. — MOYENS DE LES CONSERVER ENCORE LONG-TEMPS A LA COURONNE, ET DE CONCILIER LEURS INTÉRÊTS AVEC CEUX DE LA MÈRE-PATRIE.

La nature de ces mémoires ne permet point d'intercaler ici l'histoire détaillée de l'Amérique espagnole sous les règnes de Charles III et de Charles IV; double époque d'amélioration et de progrès dont on doit faire honneur au ministre Galvez.

Les nationaux et les étrangers ont écrit sur cette matière avec plus ou moins d'exactitude. Les uns disent que la métropole ne fit point assez; d'autres disent qu'elle fit trop, et que les moindres innovations éveillèrent des idées d'indépendance et de liberté.

Je ne croirai jamais que la révolution américaine soit la conséquence rigoureuse des bienfaits dont les colonies furent redevables à l'Espagne. Quoi qu'il en soit, le bien ou le mal était consommé lorsque Charles IV monta sur le trône.

En arrivant aux affaires, ces domaines lointains attirèrent toute mon attention. Je vis bientôt que les

Digitized by Google

Américains n'étaient plus des enfans, et qu'ils avaient assez grandi pour marcher sans lisières. Une fois arrivé là, on ne retourne point en arrière, même le voulant. Les peuples souffrent sans impatience la privation des biens qu'ils ne connaissent pas ; mais lorsque ces biens sont connus, lorsque les peuples en ont pris le goût, comment les leur ôter? c'est un droit acquis. Un seul moyen restait de s'entendre avec nos grandes colonies: il fallait y suivre doucement la marche commencée, ne pas trop tirer la bride, ne pas faire trop sentir le mors à un cheval plein de jeunesse et de vigueur ; c'était enfin devoir et justice. Un gouvernement sage n'attend pas qu'on lui force la main. Il y avait aussi des motifs politiques. Au milieu des secousses qui ébranlaient l'Europe, pouvait-on retenir ces pays éloignés, si ce n'est par des liens doux et réciproquement utiles, afin de concilier l'affection avec le respect dû à la métropole? Les peuples contens ne se cabrent pas contre leurs maîtres légitimes. Imbu de ces principes, je voulus que les Américains ne vissent en nous que des frères, sans autre différence, quant à l'administration, que celle dont ils sentaient eux-mêmes la convenance et la nécessité. Toute la différence entre les sujets d'outre-mer et ceux de la Péninsule consistait dans une sorte de tutelle indulgente et proportionnée à l'âge politique des colons; ils reconnaissaient eux-mêmes qu'ils n'étaient pas encore, qu'ils ne seraient pas de long-temps au niveau des lumières dont l'éclat commençait à pénétrer chez eux ; qu'ils avaient encore besoin d'apprendre beaucoup de vertus avant de songer à l'indépendance. Le sceptre de Charles IV ne pesait pas sur les Améri-

Digitized by Google

cains, et ces lumières venant de dehors n'étaient pas si pures qu'on pût voir clairement les biens qu'elles apportaient. Les riches, les gens aisés, craignaient de perdre les avantages dont ils étaient en possession. Que d'intérêts à ménager, à concilier! Des classes diverses peuplaient ces immenses contrées; la propriété mal répartie offrait mille difficultés à vaincre. Il fallait diviser, subdiviser, effacer les disproportions existantes, et maintenir l'ordre public. La richesse concentrée dans un petit nombre de mains excitait la jalousie, la cupidité des masses. Là où la multitude n'a rien, le moindre mouvement social peut avoir des conséquences incalculables. Les hommes de sens estimaient « qu'un siècle entier de bonne administration, de bonne éducation, suffirait à peine pour aplanir les voies d'un autre ordre de choses. Une tentative prématurée d'émancipation serait la ruine du pays. Où trouver une main ferme, capable de contenir des partis, des passions divergentes, l'ambition de tous que rien ne peut satisfaire? » Ainsi, je le répète, les hommes de sens, ne voulant que la continuation paisible d'un gouvernement si humain, si modéré, formaient l'oreille aux perfides insinuations des calomniateurs du pays. Ceux-ci demandaient à la Cour des mesures seulement favorables au monopole et à l'ignorance dont ils faisaient leur profit. Ces anciennes maximes étaient d'autant moins applicables que les lumières acquises dans le pays indiquaient l'inopportunité d'un système de prohibition.

Les justes désirs des loyaux Américains furent noblement exaucés sous le règne de Charles IV; le même

Digitized by Google

esprit de modération prévalait dans les deux empires soumis à ses lois.

Soulager autant que possible le fardeau qui pèse sur le peuple, ouvrir le champ à l'industrie, exciter la classe riche à une bienfaisance éclairée et patriotique, rapprocher par un intérêt commun et bien entendu les diverses classes de la société, répandre l'instruction à pleines mains, introduire sans violence, peu à peu, des réformes salutaires ; laisser agir le temps, la justice pour tous ; aller au-devant des prétentions légitimes sans attendre la prière qui souvent coûte à l'amour-propre, satisfaire les ambitions honorables, alimenter l'émulation et le zèle du service public, faire agir le ressort de l'honneur qui est l'âme de la monarchie, pardonner beaucoup, ne punir qu'à la dernière extrémité, conduire enfin les hommes par les *liens d'Adam*, ainsi que le disent les saintes Écritures ; tels furent les principes constans de l'administration en Espagne et en Amérique, de l'administration de Charles IV (j'en appelle au témoignage de tous ses contemporains qui vivent encore), de l'administration de ce Roi si lâchement calomnié. Ses innombrables États d'outre-mer lui restèrent fidèles, malgré toutes les séductions, toutes les promesses d'un ennemi astucieux et puissant ; il y a plus : les Américains combattirent avec énergie dans toutes les occasions pour soutenir les droits de la mère-patrie, le nom glorieux de l'Espagne. Une tranquillité aussi générale, une obéissance aussi parfaite, un dévouement aussi généreux, ne s'étaient jamais vus sous aucun des règnes antérieurs. Ce fait incontestable ne prouve-t-il rien en faveur du gouvernement de

Digitized by Google

Charles IV? L'histoire dira : Dans le siècle le plus remuant, le plus orageux, au milieu des bouleversemens continuels qui agitèrent les sociétés modernes, faisant honneur à toutes les chances d'une guerre portée à deux et trois mille lieues de distance de la demeure royale, ce Monarque conserva, tant que le sceptre ne fut point arraché de ses mains, le magnifique héritage que ses aïeux lui avaient transmis [1].

Mes vues allaient plus loin. Je voulais assurer pour long-temps la conservation de ces riches contrées. Il était facile de prévoir, dans l'état de l'Europe, d'après l'ambition chaque jour croissante du chef de la France, que la paix avec lui ne serait pas durable, et que toute la prudence humaine n'empêcherait pas tôt ou tard une rupture. L'Amérique pouvait donc être incessamment compromise; il convenait d'y créer d'avance des

[1] Elle est bien digne en effet d'être remarquée, cette tranquillité admirable de l'Amérique espagnole sous le règne de Charles IV! Il fallait que l'attachement et le respect dont ce monarque était l'objet fussent bien sincères, pour que, parmi tant de populations éparpillées dans le Nouveau-Monde espagnol, le désir de l'indépendance ne se fît sentir sur aucun point. Charles III et son ministre Florida Blanca n'eurent pas le même bonheur : on sait qu'en 1781 et 1782 peu s'en fallut que la grande vice-royauté du Pérou et une partie des provinces de la Plata ne cessassent d'appartenir à la Métropole. Le fameux Condorcamqui, plus connu sous le nom de Tupacamaro, leva l'étendard de l'insurrection, et la province de Pan s'y joignit, entraînée par le sanguinaire Tupaccatari. La secousse agita la Nouvelle-Grenade, et même s'étendit jusque dans le Mexique. Les armées des rebelles s'élevèrent à plus de cent mille hommes, naturels du pays, dont plus de vingt mille bien armés. Beaucoup de Créoles et gens de couleur prirent part à l'insurrection. Deux ans de combats suffirent à peine pour étouffer la révolte péruvienne, et même après qu'elle fut abattue, les esprits ne se calmèrent pas de long-temps.

Digitized by Google

centres, des points de réunion, pour rallier et fortifier les sentimens de fidélité, si le principe espagnol venait à s'affaiblir découragé par une longue guerre... surtout si des revers, toujours à craindre dans une lutte inégale, nous empêchaient d'assister efficacement les colonies, ou même de prévenir leurs besoins.

Je pensais donc qu'au lieu de Vice-Rois temporaires qui gouvernaient successivement l'Amérique, il serait utile et politique d'y envoyer à poste fixe nos Infans, avec le titre de *Princes Régens*. Selon moi, source immédiate de faveurs et de justice, leur présence devait flatter l'amour-propre des Créoles, ranimer le zèle et satisfaire toutes les ambitions légitimes.

Un Conseil d'État, placé auprès de chacun de nos Princes, composé moitié d'Américains et moitié d'Espagnols, formerait un sénat qui commencerait par modifier sagement la vieille législation et offrirait d'abord aux habitans du pays l'avantage de n'être soumis qu'à leurs propres tribunaux, sauf le cas d'un intérêt général et commun entre les colonies et la métropole; ces grandes questions privilégiées seraient définitivement résolues en Espagne.

Tels étaient mes projets, qui certainement auraient dû se réaliser, si mon influence à la Cour n'eût pas été moins puissante qu'on n'a toujours affecté de le croire. J'exposai mon idée au Roi: Sa Majesté la trouva bonne; mais il se mit à douter si son pouvoir légitime allait jusque là. Il demanda des conseils; pour comble de malheur, c'est au ministre Caballero qu'il s'adressa: l'opinion de celui-ci ne pouvait manquer d'être contraire à la mienne. Charles IV, néanmoins, jugeant que

Digitized by Google

l'affaire était grave et même une affaire de conscience, voulut que Caballero consultât les principaux évêques du royaume. Huit prélats donnèrent leur avis ; et, chose incroyable ! tous sans exception approuvèrent mes vues. Le Roi voulut encore consulter lui-même secrètement plusieurs membres du Conseil, et trouva la même opinion généralement professée ; mais en Espagne tout va lentement ; l'hésitation et la crainte de mal faire produisirent une foule de mémoires et de raisonnemens. Le temps s'écoula. Le projet le mieux conçu *à son à-propos ;* si on laisse passer l'instant favorable, la meilleure affaire est manquée. Ce que je craignais arriva ! l'Angleterre commença brusquement les hostilités par une insigne félonie. Le Roi n'osa plus exposer ses enfans, ni d'autres membres de sa famille, à tomber entre les mains des Anglais. Il eût fallu braver un danger auquel il était possible d'échapper ; l'Amérique nous appartiendrait encore ; je vais plus loin : mon projet une fois connu et réalisé, Napoléon n'eût probablement pas songé à s'emparer de l'Espagne, et, dans tous les cas, il n'aurait pas d'un seul coup de filet emmené toute la famille royale prisonnière. Les futurs contingens les plus difficiles à prévoir étaient remédiés d'avance ; et même, en 1808, quelques jours avant l'attentat d'Aranjuez, quand je voulais mettre la famille royale en sûreté, l'un des moyens de la sauver consistait à faire partir les Infans d'Espagne pour l'Amérique. La chose n'offrait pas de difficulté [1].

[1] Voici l'âge des Infans d'Espagne en 1808 :
D. Carlos-Marie-Isidore, vingt ans ;

Digitized by Google

La dissémination des Bourbons aurait arrêté la poursuite dont ils étaient l'objet.

On dira peut-être que mon idée n'était point neuve et que, vingt années auparavant, le comte d'Aranda fit la même proposition sous le règne de Charles III. Je me contenterais du mérite d'avoir reproduit les idées d'un autre, si ces idées m'eussent paru favorables ou utiles à la Couronne et au pays ; mais le comte d'Aranda voulut détacher entièrement l'Amérique espagnole de la mère-patrie : il voulait partager les colonies entre les Infans de Castille, créer trois royaumes distincts, l'un au Mexique, l'autre au Pérou, le troisième dans le pays de la Terre-Ferme ; faire un pacte de famille avec ces États et souscrire un traité de commerce auquel serait admise la France, à l'exclusion perpétuelle de la nation britannique. Les Infans-Rois devaient payer, comme Princes feudataires de la monarchie espagnole, un tribut convenable et irrévocablement fixé...

Ce plan, fabriqué à Versailles, fut très-mal vu à Madrid. Le Comte, blâmé de s'en être fait le porteur, encourut une disgrâce complète qui dura tout le reste du règne de Charles III.

Mon projet, à moi, différait essentiellement de celui du comte d'Aranda ; il ne s'agissait pas du tout de faire perdre à l'Espagne un pouce de terrain du glorieux empire des Indes, moins encore de détacher aucun de ces fleurons qui en étaient les plus beaux

D. François-de-Paul, quatorze ans ;
D. Pedro-Carlos-Antoine, neveu du roi, vingt-deux ans ;
D. Antoine-Pascal, frère du roi, 53 ans.

Digitized by Google

ornemens, aucun de ces États dont l'importance et la richesse donnaient à l'Espagne une si haute considération parmi les peuples européens. Le Roi même ne l'eût point osé sans le consentement formel du royaume assemblé en *cortès*. Quelle que fût l'insignifiance de son *caractère représentatif*, la nation, plus ou moins légalement autorisée à émettre un vœu quelconque, aurait eu le courage de se prononcer contre un pareil démembrement de la monarchie.

Quelle sécurité d'avenir, quelle confiance pouvaient inspirer des pactes, des conventions entre des États séparés par de telles distances? La politique étrangère aurait bientôt fait changer les affections filiales de ces jeunes monarques, soit par des offres avantageuses, soit par des moyens plus violens. Que sont les engagemens de cœur, de parenté, quand des intérêts positifs, plus pressans, commandent l'oubli des intérêts de famille? A peine assis sur le trône d'Espagne, Philippe V voulait faire la guerre à la France; le petit-fils s'armait contre son aïeul. A-t-il jamais été possible de maintenir d'accord la politique de Naples avec celle d'Espagne sous le règne de Charles III, même sous celui de Charles IV, l'un père, l'autre frère du roi Ferdinand IV? Et d'ailleurs les meilleurs souverains ont-ils toujours le pouvoir de faire ce qu'ils voudraient, ce qu'ils devraient faire?

Morceler, détacher l'Amérique à quelques conditions, sous quelques réserves que ce fût, c'était la perdre entièrement plus tôt ou plus tard... Je ne songeais qu'à fournir un aliment à la loyauté si heureusement disposée des peuples américains, les délivrer de l'into-

Digitized by Google

lérable contrainte qui les forçait de venir chercher en Europe la solution de leurs procès et de toutes leurs affaires d'intérêt. J'espérais que des lois mieux appropriées à l'état moral et physique de ces pays lointains y favoriseraient le développement de leur incalculable richesse, que la splendeur du trône plus rapprochée d'eux réchaufferait leur zèle, qu'ils se livreraient avec plus d'ardeur à des entreprises réalisables, et que, multipliant par d'heureux efforts leurs immenses ressources, ils rendraient à l'Espagne des deux mondes son ancienne prééminence sur les autres nations. Dieu ne l'a point permis! C'est ainsi que la Providence se joue des projets les mieux conçus [1],

On voit quelle était mon idée fixe d'assurer à l'Espagne les avantages qu'offrait l'Amérique bien entendue et bien gouvernée. Ce ne sont point des chimères, des utopies. Il y avait déjà beaucoup de fait,

[1] Voici une des entreprises qui occupaient ma pensée dont la génération naissante verra peut-être l'accomplissement (car cette entreprise n'a rien de chimérique). Des plans faits avec soin sur des données certaines en garantissaient l'exécution. Il s'agissait d'ouvrir un passage du golfe Mexicain à la mer du Sud. Ce projet, mis sous les yeux de la Cour depuis quatorze ans, avait d'abord fixé toute son attention. Je le fis examiner de nouveau. On proposait de réunir le lac de Nicaragua avec la mer Pacifique. On sait que ce lac communique, à l'est, par le fleuve Saint Jean, avec la mer des Antilles. Un canal allant jusqu'au golfe de Papagayo ouvrait une issue dans le Grand-Ocean, passage cherché si longtemps et devenu l'objet de tant de sollicitudes! L'élévation du lac (un peu plus de cent trente-quatre pieds) sur le niveau de la mer Pacifique ou du Sud, et la courte distance du rivage de l'isthme au golfe (à peine deux mille toises), sans aucune cordillière qui traverse l'espace à parcourir, invitent naturellement à l'exécution de ce projet. L'ouverture du passage est donc si peu

beaucoup de préparé. Le gouvernement de Charles IV poursuivait avec ardeur l'ouvrage commencé par Charles III. Je pourrais parler longuement de mes efforts pour hâter les belles destinées que le Ciel promettait à l'Amérique intimement unie à la métropole; mais tous les plans, les instructions, etc., ont disparu avec mes papiers dont on s'est emparé. Je ne veux point écrire de mémoire; il me serait difficile de citer exactement les dates, les faits et les personnes. Dans l'isolement où je me trouve, comment puis-je rendre un compte fidèle de ce que j'ai fait ou essayé de faire pour mon pays? Forcé d'appeler à mon secours le témoignage des étrangers qui ne sont point suspects quand ils parlent de nous, je demande la permission de citer le baron de Humboldt. Quelquefois cet illustre savant a pu être induit en erreur par des rapports plus ou moins dignes de confiance, plus ou moins

ticable qu'il n'y avait aucune difficulté à craindre, si ce n'est peut-être l'embarras du choix entre la facilité que présente l'isthme pour ouvrir une issue jusqu'au Papagayo, et la direction à suivre par un chemin plus allongé, mais plus égal, jusqu'au golfe de Nicoya, ou bien, aller du lac de Léon, qui communique aussi avec celui de Nicaragua, jusqu'à l'embouchure du fleuve Tosta. Cette entreprise, moins coûteuse qu'on ne le croirait d'abord et assurée par des moyens plus que suffisans, devait créer et fixer dans nos propres États le centre du plus brillant commerce de l'univers. Pour commencer, il ne fallait plus que quelques années de paix générale, telle qu'on l'a vue depuis, quand l'homme qui troublait le repos du monde fut enchaîné sur le rocher de Sainte-Hélène.

Il n'était plus possible d'entreprendre le grand ouvrage de l'ouverture de l'isthme pendant la guerre avec les Anglais dont l'attention s'y serait aussitôt portée. Le pays eût couru le danger d'une invasion de leur part. Il fallait bien se garder de les y appeler dans une circonstance aussi critique.

Digitized by Google

bien intentionnés ; mais en général il a vu et reconnu les soins du gouvernement de Charles IV et lui rend justice. (Voir HUMBOLDT, *Essai politique sur la Nouvelle-Espagne*, ci-après.)

« Vers la fin du règne de Charles III, et pendant celui de Charles IV, les sciences naturelles firent de grands progrès non-seulement au Mexique, mais dans toutes les colonies espagnoles. Aucun gouvernement européen n'a sacrifié des sommes plus considérables que le Gouvernement espagnol pour fomenter la connaissance des végétaux. Trois expéditions botaniques, savoir : celles du Pérou, de la Nouvelle-Grenade et la Nouvelle-Espagne, sous la direction de MM. Ruis, Pavou, Joseph-Célestin Mutis [1], Sesé et Mociño, ont

[1] Savant naturaliste, né à Cadix, et qui a fait tant d'honneur à sa patrie. Le célèbre Linnée, dans son supplément du genre *Mutisia*, parlant des découvertes faites par Mutis, s'exprime en ces termes : « Nomen immortale quod nulla ætas nunquam delebit. » L'admirable *Flore de Santa-Fé de Bogota*, ouvrage de ce grand botaniste, est encore ensevelie dans les archives du Jardin des Plantes à Madrid ; aucun de mes successeurs n'a songé à l'en retirer, ni à faire connaître un travail aussi honorable pour le pays. Lorsque, vers la fin de 1807, ce nouveau trésor scientifique fut apporté à Madrid, envoyé par Mutis, j'avais résolu de confier le soin de le publier au zèle du savant D. Mariano Lagasca, qui jouit d'une grande réputation parmi les botanistes européens ; mais ce savant avait contre lui tous les ennemis des lumières, ceux-là mêmes qui ont exercé le pouvoir pendant longues années. Proscrit comme tant d'autres Espagnols de mérite, Lagasca fut obligé de se réfugier en Angleterre.

Mutis cultivait aussi avec distinction les sciences physiques et les mathématiques ; il en propagea l'étude dans la Nouvelle-Grenade, où il avait d'abord occupé une chaire au collége del Rosario de Santa-Fé. Directeur de l'expédition botanique envoyée à la Nouvelle-Grenade en 1808, il fut nommé par Sa Majesté astronome du

Digitized by Google

coûté au Trésor environ 400,000 piastres, ou 2 millions de francs. Il y a des jardins botaniques à. . . . . et aux Canaries. La commission chargée de lever les plans du canal de Guines [1] le fut aussi d'examiner les productions végétales de l'île de Cuba. Toutes les investigations faites depuis vingt ans jusqu'à l'époque actuelle [2] dans les régions les plus fertiles du nouveau continent, ont enrichi la science de plus de quatre mille espèces de plantes auparavant inconnues, et contribué beaucoup à répandre le goût de l'histoire naturelle parmi les habitans du pays. La ville de Mexico possède aujourd'hui un jardin botanique remarquable, dans l'enceinte même du palais du Vice-Roi. Les leçons du professeur Cervantes y attirent de nombreux élèves : ce savant a joint à son herbier

Roi, avec la mission d'établir un observatoire dans la capitale de cette vice-royauté. Ceux qui seraient curieux de plus amples détails sur les travaux de Mutis les trouveront dans les dissertations de l'Académie royale de Stockholm, dans le supplément de Linnée, le journal périodique publié à Bogota, le *Semanario* de la Nouvelle-Espagne, etc. Humboldt et Cabanillas en ont parlé avec de grands éloges. Mutis mourut très-âgé ; il a fait honneur à trois règnes, ceux de Ferdinand VI, de Charles III et de Charles IV.

La Flore de la Nouvelle-Espagne et celle de Santa-Fé n'ont pas encore été publiées.

[1] Cette entreprise fut ordonnée par Sa Majesté en 1796 (j'étais alors premier ministre), et le nivellement exécuté et tous les plans levés, de 1797 à 1798, sous la direction des ingénieurs espagnols D. François et D. Felix Lemaur. Il s'agissait d'ouvrir un canal de navigation pour les bâtimens plats du golfe de Baracoa jusqu'à la baie de La Havane (dix-huit lieues de pays), en traversant la plaine de Guines.

[2] L'auteur (Humboldt) écrivait après son voyage à la Nouvelle-Espagne en 1804.

Digitized by Google

une riche collection de minéraux. M. Mociño, l'un des collaborateurs de M. Sesé, et qui l'avait accompagné dans ses pénibles excursions de Guatemala à la côte N.-O. et à l'île de Vancouver, et M. Echevarria, peintre de plantes et animaux, dont les ouvrages peuvent rivaliser avec ce qu'il y a de plus parfait de ce genre en Europe, sont nés l'un et l'autre dans la Nouvelle-Espagne; ils y occupaient un rang distingué parmi les savans et les artistes de leur pays.

« Les principes de la nouvelle chimie, qui, dans les colonies espagnoles, est désignée sous le nom assez équivoque de *nouvelle philosophie*, sont plus répandus au Mexique que dans plusieurs provinces de l'Espagne. Un voyageur européen serait bien étonné de trouver dans l'intérieur (du Mexique), vers les confins de la Californie, de jeunes Mexicains qui raisonnent sur la décomposition de l'eau dans l'amalgame de l'air libre. L'École des mines possède un laboratoire de chimie, une collection géologique classifiée selon le système de Werner, et un cabinet de physique dans lequel on ne trouve pas seulement les instrumens de Ramsden, Adams, Le Noir et Louis Berthoud, mais des modèles exécutés au Mexique avec la plus parfaite exactitude et en bois du pays. On a imprimé à la Nouvelle-Espagne le meilleur ouvrage de minéralogie qui existe en Espagne, le *Manuel d'Oryctognosie*, rédigé par M. del Rio, suivant les principes de l'école de Freyberg, où l'auteur a fait ses études. C'est encore au Mexique qu'a été publiée la première traduction espagnole des *Elémens de Chimie* de Lavoisier. Je cite ces faits séparément, parce qu'ils donnent une idée

Digitized by Google

des sciences exactes dans la capitale de la Nouvelle-Espagne, où elles sont cultivées avec plus de soin que les langues mortes et la littérature ancienne.

« L'étude des mathématiques est moins avancée à l'Université qu'à l'École des mines, dont les disciples vont beaucoup plus loin dans l'analyse. Quand la paix sera rétablie et les communications libres avec l'Europe, lorsque les instrumens astronomiques seront plus communs (les chronomètres, les sextans et les cercles répétiteurs de Borda), il y aura partout dans la Nouvelle-Espagne, au fond des provinces les plus reculées, des jeunes gens capables de faire des observations et de les calculer d'après les meilleures méthodes modernes. »

Humboldt continue en faisant l'éloge de nos géomètres et cosmographes mexicains, Velasquez, Gomez, Alzate. (*Essai politique*, etc., tome I^er^, livre XI, chapitre VII.)

Dans le même chapitre, un peu plus haut, il a déjà parlé des progrès qui l'ont étonné à La Havane, Lima, Quito, Popayan et Caracas. « De toutes ces grandes villes, dit-il, La Havane est celle qui ressemble le plus à une ville d'Europe par ses usages, son luxe et le ton de la société. On y connaît mieux l'état des affaires publiques et leur influence sur le commerce. La Société patriotique encourage l'étude des sciences avec plus d'ostentation qu'ailleurs, mais avec moins de succès réels, parce que la culture et le produit des denrées coloniales y absorbent presque toute l'attention des habitans. L'étude de la chimie, des mathéma-

Digitized by Google

tiques, de la botanique, est plus commune à Mexico, Santa-Fé, Lima, etc.

« Aucune ville du nouveau continent, ni même des États-Unis, ne présente des établissemens scientifiques aussi grands, aussi solides, que la capitale de la Nouvelle-Espagne. Je ne cite que l'École des mines, dirigée par le savant Elhuyar (D. Fausto), le jardin botanique et l'académie de peinture et sculpture connue sous le nom de *Nobles Arts de Mexico*.

« Cette académie fut une création du ministre Galvez. Plusieurs Mexicains y concoururent par des dons patriotiques : le Gouvernement donna une maison spacieuse ; on y trouve une collection de plâtres plus belle et plus riche qu'aucune de celles d'Allemagne. On ne revient pas de son étonnement quand on apprend que l'Apollon du Belvédère, le Laocoon, et d'autres statues plus colossales même, sont arrivés là par des chemins aussi étroits que ceux du Saint-Gothard. On n'est pas moins émerveillé de retrouver les chefs-d'œuvre de l'antiquité sous la zone torride, sur un plateau plus élevé que le couvent de Saint-Bernard. Cette collection de plâtres a coûté environ 200,000 francs au roi d'Espagne. Les revenus de l'académie sont de 120,000 francs, dont le Gouvernement paie 60,000, la corporation des mineurs mexicains, 25,000, et le Consulat, 15,000. On reconnaît d'abord l'influence exercée par cet établissement ; il a formé le goût national : on s'en aperçoit à la régularité de l'architecture civile, à la perfection avec laquelle on taille les pierres, à l'élégance des chapiteaux et des bas-reliefs en stuc. Il y a déjà beaucoup de beaux édifices à Mexico, même

Digitized by Google

dans les villes de province, à Guanaxuato, à Queretaro, etc. Ces bâtimens coûtent jusqu'à 1,500,000 francs et ne seraient pas déplacés dans les meilleures rues de Paris, de Berlin ou de Saint-Pétersbourg. M. Tolrá, sculpteur de Mexico, a fondu la statue équestre en bronze de Charles IV, laquelle, excepté le *Marc-Aurèle* de Rome, surpasse en élégance et pureté de style tout ce qui nous est resté de ce genre en Europe. L'enseignement de l'académie est gratuit et ne s'y borne point au dessin du paysage et de la figure. On a eu l'excellente idée d'employer d'autres moyens pour animer l'industrie nationale. L'académie travaille avec succès à propager l'élégance et la beauté des formes. Le soir, dans de vastes salles bien éclairées par des lampes d'Argand, des centaines de jeunes élèves se réunissent pour dessiner d'après le plâtre ou d'après nature; les autres copient des dessins de meubles, candelabres de bronze et toutes sortes d'ornemens. Cette réunion volontaire de classes, de couleurs et de castes diverses, est une chose bien digne de remarque. L'Indien et le métis sont assis à côté du blanc; le fils du simple artisan lutte d'émulation avec les enfans des premiers Créoles. Les sciences et les arts, ainsi cultivés sous toutes les zones, établissent une sorte d'égalité sociale qui fait oublier, au moins pendant quelque temps, ces misérables jalousies partout ailleurs si nuisibles à la prospérité commune. »

Humboldt dit ailleurs, en parlant des progrès de l'Amérique : « L'académie des Beaux-Arts et les écoles de dessin de Mexico et de Jalapa ont puissamment contribué à généraliser le goût des belles formes an-

Digitized by Google

tiques ; dans ces derniers temps, il a été fabriqué à Mexico même des vaisselles d'argent de 150 à 200,000 francs qui, par l'élégance et la perfection du travail, soutiendraient la comparaison avec tout ce qui se fait de mieux dans les États les plus civilisés de l'Europe.» (Tome IV, livre V, chap. XII.)

Et plus loin, il ajoute : « Au Mexique, la quantité de métaux précieux convertis en vaisselle, de 1792 à 1802, s'est élevée à 305 marcs d'or et 26,803 marcs d'argent. A l'hôtel de la monnaie, pendant ces mêmes années, il a été soumis aux droits de registre, en objets qui paient le *quint* ou cinq pour cent, 1926 marcs d'or et 134,024 marcs d'argent. » (*Id.*, chap. XII.)

L'importance et l'activité des expéditions, les travaux scientifiques de la marine royale sous le règne de Charles IV, les grands services que cette marine a rendus à la science de la navigation, la générosité du Gouvernement qui n'a cessé de la protéger, tout cela est incontestable : le baron de Humboldt rend ce noble témoignage à l'Espagne :

« Il est bien changé le temps dont parle Fleurieu ; l'Espagne jalouse interdisait alors à tout étranger l'entrée de ces régions qu'elle cachait à la vue des autres peuples. Les hommes éclairés placés aujourd'hui à la tête du gouvernement accueillent avec bienveillance les idées libérales qu'on leur communique ; la présence d'un étranger n'est plus regardée comme dangereuse pour le salut de l'Espagne.» (Tome Ier, liv. Ier, chapitre II.)

« Depuis vingt ans, le Gouvernement espagnol a fait les plus grands sacrifices, avec une libéralité extraor-

Digitized by Google

dinaire, pour le perfectionnement de l'astronomie nautique et la démarcation et reconnaissance des côtes. On doit espérer qu'il améliorera la géographie de ses vastes États d'Amérique. Cet espoir est d'autant mieux fondé que la marine possède une excellente collection d'instrumens et surtout des astronomes très-exercés dans la pratique des observations. L'École des mines de Mexico, où l'on étudie avec soin les mathématiques, répand aussi dans toute l'étendue de ce vaste empire une foule de jeunes gens animés du plus grand zèle et capables de faire usage des instrumens qui leur seront confiés. C'est ainsi que la Compagnie anglaise est parvenue à se procurer les cartes de ses vastes colonies... Il est passé le temps où les gouvernans, cherchant leur sécurité dans le mystère, craignaient de révéler aux autres nations les richesses qu'ils avaient dans les Indes. Le roi actuel d'Espagne, Charles IV, a fait publier à ses frais la reconnaissance des côtes et ports de ses États, les plans les plus détaillés de La Havane, de La Vera-Cruz, de l'embouchure de la Plata, sans craindre leur circulation parmi des peuples qui furent ou peuvent être encore ennemis de l'Espagne. L'une des belles cartes exécutées au Dépôt géographique de Madrid donne les plus minutieux renseignemens sur l'intérieur du Paraguay, renseignemens fondés sur les opérations des officiers de la marine royale chargés de régler les limites entre les Espagnols et les Portugais. A l'exception des cartes de l'Égypte et de quelques autres parties des Grandes-Indes, le travail le plus complet sur les possessions continentales des Européens hors de l'Europe est sans contredit la carte du

Digitized by Google

royaume de Quito, de Maldonado ; cela prouve bien que dans ces quinze dernières années, loin de redouter les progrès de la géographie, le Gouvernement espagnol les a favorisés, en publiant les matériaux qu'il possède, concernant ses colonies dans les deux Indes.» (*Analyse raisonnée de l'Atlas de la Nouvelle-Espagne.*)

Les preuves de la sollicitude constante de Charles IV en faveur de l'industrie dans ces pays lointains, qu'il cherchait à mettre au niveau de la civilisation moderne, se trouvent à chaque page dans ce livre du baron de Humboldt. En parlant des mines et de l'état de négligence et d'abandon où languissait, depuis près de trois siècles, cette importante branche de la richesse du pays, il s'exprime en ces termes :

« Depuis la brillante époque de Charles-Quint, l'Amérique espagnole a été séparée de l'Europe et complètement étrangère aux découvertes utiles. Les connaissances très-bornées du seizième siècle dans l'art de travailler et de fondre les métaux en Allemagne, en Biscaye et en Belgique, s'étaient d'abord étendues au Mexique et au Pérou avec les premiers colons. Mais, depuis cette époque éloignée jusqu'au règne de Charles III, les Américains, quoique toujours Mineurs, n'avaient presque rien appris de l'Europe, si ce n'est l'emploi de la poudre pour fendre les rochers. Ce Roi et son successeur Charles IV ont manifesté le louable désir de faire jouir leurs colonies de tous les avantages que l'Europe retire des machines perfectionnées et de l'application des sciences physico-chimiques à la métallurgie. La Cour de Madrid envoya pour son compte

Digitized by Google

des Mineurs allemands à Mexico, au Pérou et à la Nouvelle-Grenade. Si l'Espagne n'a pu obtenir encore tous les résultats qu'elle désirait, c'est parce que le Gouvernement, respectant le droit de propriété, a toujours laissé à chacun la faculté de suivre les méthodes d'exploitation qu'il voulait employer. » Et tel fut de tout temps mon invariable principe, de ne forcer personne, pas même à recevoir le bien; les plus forts préjugés cèdent tôt ou tard à l'intérêt personnel, quand cet intérêt devient palpable ou démontré jusqu'à l'évidence. En effet, on apprécia bientôt l'utilité des machines dont le prix avait paru si effrayant. Écoutons M. de Humboldt :

« Les mines de Moran, autrefois célèbres, étaient abandonnées depuis quarante ans à cause de l'irruption des eaux, dont il semblait impossible de se délivrer. Dans le district voisin de Real del Monte, auprès de l'embouchure du grand aqueduc ou canal d'écoulement de la Biscaïna, fut placée, en 1801, une colonne aspirante ou pompe dont le cylindre avait seize décimètres de diamètre et vingt-six de hauteur. Cette machine était la première qu'on voyait de ce genre en Amérique : elle est même très-supérieure à celles qui existent dans les mines de Hongrie; on la construisit sur les plans et d'après les calculs de M. del Rio, professeur de minéralogie à Mexico, lequel a visité les principales mines de l'Europe et possède des connaissances aussi variées que solides. L'ouvrage a été exécuté par M. Lachaussée, mécanicien du Brabant, homme très-habile : l'École des mines leur doit aussi une collection importante de modèles pour l'étude de la mécanique et

Digitized by Google

de l'hydrodynamique. La construction de la machine des mines de Moran et ses aqueducs ont coûté 80,000 piastres, ou 400,000 francs, etc., etc. M. del Rio, à son arrivée dans la Nouvelle-Espagne, s'attacha surtout à prouver aux Mexicains l'utilité de ces machines et la possibilité de les transporter dans le pays. Ce but se trouve atteint en partie. On en reconnaîtra mieux les avantages, lorsqu'une machine de même nature sera établie à la mine de Rayas, de Guanajuato, à celle du Comte de Regla et à celle de Bolaños, où M. de Sonneschmidt a vu près de quatre cents chevaux employés à mettre en mouvement les *Malacates*. » (Tome III, livre IV, chapitre II.)

On voit dans le livre de M. de Humboldt combien l'exploitation des mines a fait de progrès sous le règne de Charles IV. « Les deux années, dit cet illustre voyageur, où le produit de l'or et de l'argent s'est élevé au maximum, sont celles de 1796 et 1803. En 1796, il fut porté à l'hôtel de la monnaie 26,644,000 piastres, et en 1803, 27,165,888 piastres.

« Vingt ans auparavant ce produit n'était que de 15 à 16,000,000 de piastres; et il y a trente ans, qu'il arrivait à peine à 10 ou 12. »

L'augmentation énorme que l'on voit dans les derniers temps doit s'attribuer à plusieurs causes qui ont concouru à la fois, et parmi lesquelles il faut citer l'accroissement de la population du plateau du Mexique[1],

[1] Ce qui, faut-il dire aussi, prouve en faveur du Gouvernement, parce que la population ne s'accroît pas quand il est injuste, rapace ou tyrannique.

Digitized by Google

le progrès des lumières et de l'industrie, la liberté du commerce accordée en 1798 [1]; la facilité d'avoir, pour les mines, du fer et de l'acier à meilleur marché; l'abaissement du prix du mercure [2]; la découverte des mines de Catorce et de la Valencienne, et la création du Tribunal des mines.

Ces heureux résultats proviennent aussi des progrès de l'instruction publique et de l'École des mines, de la suppression du droit d'alcabala sur les ventes d'objets nécessaires à l'exploitation [3], de la facilité des négociations de l'or et de l'argent dans les trésoreries provinciales, enfin de l'abaissement du prix de la poudre (concession faite en 1801), réduit à 4 *réaux de plata* la livre, au lieu de six (2 francs au lieu de 3).

Dira-t-on que cette augmentation de richesses était dévorée par le fisc? Humboldt a répondu : « Les causes qui ont fait prospérer l'exploitation des mines sont la

[1] Et cependant après la cédule royale et la publication du réglement de *commerce libre*, dans les dix années qui suivirent le règne de Charles III, le maximum du produit de l'or et de l'argent n'excéda guère 23,000,000 de piastres. C'est seulement en 1803 que cette dernière somme fut légèrement dépassée.

[2] Cette diminution du prix du mercure est due aux soins du Gouvernement, qui en facilita l'acquisition, et le fit arriver aux mineurs directement, sans intermédiaire, en mettant un frein au monopole des traitans sur cet article. Humboldt fait aussi mention des mesures adoptées, en 1803, pour fournir au Mexique de larges provisions de mercure; disposition très-opportune, mais qu'un léger retard bien involontaire empêcha de réaliser. La guerre était survenue tout-à-coup.

[3] La suppression du droit d'alcabala fut ordonnée en 1783, mais non exécutée dans la plupart des provinces, sous différens prétextes. Je la fis remettre en vigueur en 1796 : elle fut rigoureusement accomplie.

Digitized by Google

diminution des impôts, la conversion du 5e en 10e pour cent, et la réduction de un et demi à un pour cent. » (Tome III, livre IV, chapitre XI.)

L'illustre voyageur parle aussi de l'étonnante prospérité du corps des mineurs, de son indépendance, du tribunal formé par une députation de ce corps et de son zèle à concourir à toutes les vues du Gouvernement pour l'utilité de la chose publique. « Le superbe édifice, dit Humboldt, que le Tribunal des mines fait construire coûtera au moins 3 millions, dont les deux tiers sont déjà dépensés depuis qu'il est commencé. Pour hâter cette construction, et surtout afin que les élèves eussent d'abord un laboratoire pour faire des expériences métallurgiques, désignées sous le nom de *beneficios del patio*, le corps des mineurs, en l'année 1803, avait assigné une somme de 50 mille francs par mois. » (T. I, livre III, chapitre VII.)

Humboldt cite encore les somptueux canaux entrepris sous la direction de M. Côme de Mier Trespalacios pour conduire les eaux des lacs de Zuampango et de San Cristoval à la coupure de Nochistango ; le premier de ces canaux commencé en 1796 et le second en 1798, l'un de 8,900 mètres, le second de 13,000, et qui ont coûté plus de 4,000,000 de francs (800,000 piastres). Humboldt parle du nouveau chemin si utile ouvert de Mexico à La Puebla en 1798, du pont projeté en 1803, pour lequel le Gouvernement avait donné d'abord 500 mille piastres, et enfin de la magnifique route de Mexico à La Vera-Cruz, commencée en 1803 sous les auspices du vice-roi D. Joseph Iturrigaray, et celle de La Vera-Cruz à Perote, faite

Digitized by Google

par le célèbre ingénieur Garcia Conde. « Cette magnifique route, dit Humboldt, rivalisera avec celles du Simplon et du mont Cenis; elle coûtera plus de 15 millions de francs, etc. Quand elle sera finie, il y aura une baisse considérable dans le prix du fer, du mercure, de l'eau-de-vie, du papier et autres denrées de l'Europe. Les farines du Mexique, jusqu'à ce jour plus chères à La Havane que celles de Philadelphie, obtiendront désormais la préférence. L'exportation du sucre et des cuirs du pays sera bien plus considérable. On donnera plus de terre à la culture du blé, et Mexico cessera d'être exposée à la disette presque périodique dont elle est parfois affligée, etc... Pendant mon séjour à Jalapa, en février 1801, je vis commencer la nouvelle route sous la direction de M. Garcia Conde; dans les endroits qui présentent les plus grandes difficultés, c'est-à-dire le ravin du *plan del Rio* et la montagne du *Soldat*, on a résolu de placer des colonnes de porphyre pour marquer les distances et l'élévation du terrain au-dessus du niveau de la mer. Ces inscriptions, qui ne se trouvent nulle part en Europe jusqu'à présent, exciteront l'intérêt du voyageur, etc. »

Telles étaient les dispositions du Gouvernement; et l'on ne dira pas qu'une aveugle soif des métaux fit négliger l'agriculture ou d'autres industries. Écoutons encore une fois le baron de Humboldt : « 1° Il ne restait plus dans toute la Nouvelle-Espagne aucune trace de la *mita*[1]. Le travail des mines était libre; nul n'y était

[1] Mita : corvée anciennement imposée aux Indiens naturels du pays, que les conquérans forçaient de travailler aux mines pour leur compte. E.

Digitized by Google

forcé. Le fait est consolant ; il est bien positif et complètement ignoré en Europe (Tome I, liv. II, chap. v.); 2° quant à l'agriculture en 1803 et 1806, ses produits s'élevaient à 29 millions de piastres ou 145 millions de francs : de telle sorte que la valeur de l'or et de l'argent tirés des mines est moindre d'un quart que les produits de la terre cultivée [1].

« Voici pour les manufactures et fabriques en 1802. La manufacture seule de Guadalajara avait produit, en tissus de laine et coton, une valeur de 1,601,200 piastres (plus de 8 millions de francs); en cuirs, 418,900 piastres; en savon, 268,400 piastres.

« Et l'intendance de La Puebla faisait entrer dans la circulation intérieure 1,500,000 piastres (ou 7 millions et demi de francs).

« A Queretaro, il se consommait annuellement 200 mille livres de coton pour les *mantas* et *rebozos* (couvertures); les toiles imprimées à Mexico et à La Puebla ne craignaient plus la concurrence de celles de Manille. Dans la province d'Oajaca, le coton en rame se teignait en pourpre. En 1803, les fabriques de Queretaro consommaient par an 63,900 *arrobas* (1,597,500 livres pesant) de laine de brebis mexicaines, et la valeur des tissus de cette espèce dépassait la somme de 600 mille piastres. La fabrique des cigares donnait à peu près

[1] Tome II, liv. IV, chap. x. « Il y a vingt ans que le sucre du « Mexique était à peine connu en Europe. Aujourd'hui il s'en « exporte plus de 120,000 quintaux par La Vera-Cruz; malgré « l'extension donnée à la culture de la canne à sucre après la ré- « volution de Saint Domingue, on ne voit pas que le nombre des « esclaves dans la Nouvelle-Espagne ait augmenté. » (Humboldt, tome I, liv. II, chap. vii.)

Digitized by Google

11 millions de francs; celles de savon de La Puebla, de Mexico et de Guadalajara produisaient immensément, celle de Guadalajara seule plus de 260 mille piastres (environ 1,300,000 francs). »

Et tout cela, sans compter d'autres produits d'arts et de métiers, quelques-uns dignes de concourir avec ceux de l'Europe; les labeurs spéciaux des Indiens, les mouchoirs de soie de Misteca et de Tistla, les ingénieuses sculptures en bois précieux, paille, plumes, etc., dont le baron de Humboldt apprécie singulièrement le mérite (Tome IV, liv. V, chap. XII).

On ne saurait demander plus à un gouvernement qui créait ou obtenait tant de richesses malgré des guerres presque continuelles, privé souvent de toute communication avec ces pays lointains, et réduit à compter sur la loyauté des fonctionnaires chargés d'y réaliser les intentions paternelles du monarque.

Ils ne manquèrent ni de talens, ni de moralité, ces employés auxquels des étrangers ont reproché, sans les connaître, une corruption effrénée. Ceux qui n'obtiennent leurs emplois qu'à prix d'argent se dédommagent ensuite aux dépens des administrés. Charles IV n'envoya point en Amérique des *Verrès*, des *vampires*, qui l'auraient sucée et pillée; il envoya des administrateurs sages, par les soins desquels fleurirent les arts et l'agriculture, hors de toute comparaison avec ce qui s'était vu dans les siècles précédens. Il en existe encore beaucoup de témoins[1].

[1] Parmi les vice-rois qui gouvernèrent le Mexique, on cite le comte de Revilla Gigedo, D. Joseph Azanza, et plusieurs autres dont le noble désintéressement est devenu proverbial. Après une

Digitized by Google

A chaque page du livre de Humboldt tant de fois cité, on trouve l'éloge des chefs, de tous les fonctionnaires publics, dont il s'est appliqué à bien connaître l'esprit et le caractère. Je n'en rapporterai plus qu'une observation; après avoir énuméré les bienfaits du règne de Charles IV en faveur des indigènes, il ajoute : « L'établissement des *intendances*, dû primitivement au ministre Galvez, fait une époque mémorable. Là commencent le soulagement réel et le bien-être des Indiens. Les vexations auxquelles étaient continuellement exposés les cultivateurs, de la part des magistrats subalternes, soit espagnols, soit créoles, cessèrent, grâce à l'active surveillance des *intendans;* les indigènes jouirent enfin des avantages que leur avaient promis des lois douces et humaines en général, mais dont une ancienne barbarie avait toujours écarté l'application. Les premiers choix d'intendans nommés par la Cour (gouverneurs de province) furent heureux. Ce bon discernement ne s'est pas démenti. Sur les douze fonctionnaires désignés en 1804, il n'en est pas un seul que le public ait pu accuser de corruption ou d'incapacité. » (Tome I, liv. II, chap. VI.)

Ce n'est donc point en mon nom, c'est au nom de la patrie, et surtout au nom de ce bon roi qui gouverna ses peuples comme un ange tutélaire, que je rends grâces à M. le baron de Humboldt d'avoir révélé tant de faits peu connus en Europe, tant de vérités garanties par son noble témoignage, d'avoir ainsi préservé de

longue administration de tant de trésors, ils retournèrent en Espagne sans fortune : Revilla Gigedo et Azanza n'en rapportaient que de l'honneur et des dettes... E.

Digitized by Google

l'oubli une foule de noms dignes d'être conservés. Tout Espagnol doit être fier de voir un étranger rendre à nos concitoyens un hommage pur et libre de jalousie. En parcourant l'Amérique au commencement du dix-neuvième siècle, il trouva une vaste région naguère si arriérée, et dont la culture ne tarda point à rivaliser avec l'Europe elle-même, une région qu'on disait encore ignorante, barbare, tyrannisée, tandis que, régie de la même manière que la métropole, sinon avec plus de douceur, on y voyait briller les sciences et les arts dans les diverses capitales, même dans l'intérieur du pays; résultat de quinze ou vingt ans d'une administration sage, et dont la plus grande part est due à Charles IV[1].

[1] On se plaignait, en ce temps-là, de ce que, comparaison faite de la population et des ressources de l'Amérique avec celles de la Péninsule espagnole, la première payait un tiers d'impôts de moins. Cela est vrai : mais ne fallait-il pas conserver, ménager les affections et le bien-être de ces colons, favoriser le développement de leur industrie, de leur prospérité naissante, non-seulement dans les îles, mais dans les deux continens arctique et antarctique? Les vice-rois et capitaines-généraux avaient, de mon temps, une autorité presque absolue pour faire le bien sans pouvoir faire le mal, dans le cas (qui certainement ne s'est pas présenté) où ils en auraient eu la tentation. Les audiences (cours de justice) étaient composées d'hommes éclairés; c'était un frein qui arrêtait les abus, c'était une égide pour les administrés. Il y avait ensuite des évêques excellens qui exerçaient une influence salutaire et donnaient l'exemple du patriotisme le plus pur. L'instruction, partout encouragée, opposait une barrière morale que l'autorité même était forcée de respecter; l'industrie avait le champ libre; les anciennes lois prohibitives, relativement à certains objets d'agriculture ou de fabrication, tombaient en désuétude, mais une désuétude calculée, consentie par le Gouvernement. Quelle justice y aurait-il eu, en effet, à priver le créole de ses ressources locales,

Digitized by Google

En Amérique, dans tous les pays que M. de Humboldt parcourut, villes, campagnes, les déserts mêmes, il trouva non-seulement des hommes qui le comprirent, mais encore des savans qui partagèrent ses utiles travaux, américains ou espagnols, la plupart ingénieurs, marins, cosmographes, professeurs des sciences naturelles, possédant une instruction variée, pleins de vertus et de talens, que le célèbre voyageur ne cesse de louer dans le cours de son ouvrage. On pourrait en former une liste de noms qui suffirait à l'illustration de tout un siècle.

Je demande pardon à mes lecteurs. Assez sur ce point. On trouvera dans les écrits de M. de Humboldt ce qui manque à cet aperçu.

tandis que la guerre l'empêchait de se pourvoir convenablement en Espagne? Par cette même raison, les vice rois avaient d'amples facultés pour ouvrir les ports au commerce des neutres, quand la chose était nécessaire. Ces tempéramens protégeaient la production du pays, augmentaient la richesse et empêchaient la contrebande. La fidélité de ces pays lointains devenait chaque jour plus assurée.

Digitized by Google

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

Digitized by Google

Digitized by Google

N° I.

DÉCRET ROYAL DU 27 FÉVRIER 1801.

Déclaration de guerre au Portugal.

Après avoir fait heureusement la paix avec la République française, mon premier soin fut de procurer le même avantage aux autres puissances, surtout aux princes qui me sont unis par les liens du sang... La République avait agréé mes bons offices en faveur de ceux-ci et la médiation de l'Espagne à l'égard des autres; je n'ai cessé d'employer les moyens les plus pressans pour faire obtenir au Portugal une paix avantageuse dans sa position, que je lui avais conservée par mon traité, et d'après le besoin qu'il me semblait avoir d'une administration tranquille : en quoi, outre son utilité particulière que j'avais en vue, je cherchais à le détacher de l'Angleterre afin d'isoler de plus en plus cette dernière puissance, en la séparant du Portugal, dont la position maritime lui est d'un grand intérêt, espérant de cette manière obliger le Cabinet de Saint-James à souscrire au vœu de la paix qu'il repousse avec obstination, tandis que toute l'Europe la désire.

Digitized by Google

Mes instances réitérées, mes vives exhortations, semblaient avoir vaincu ses répugnances et amené la Cour de Lisbonne à une réconciliation avec la République française; son plénipotentiaire avait signé en 1797 un traité plus avantageux qu'il n'était permis d'espérer, dans la situation respective des deux puissances... Mais l'Angleterre, voyant échapper de ses mains un instrument si utile à ses vues ambitieuses, a redoublé d'efforts, et, fascinant la crédulité du Cabinet de Lisbonne par des offres d'avantages chimériques, lui a fait prendre l'étrange résolution de ne pas ratifier ledit traité. Ainsi le Gouvernement portugais a frustré mes espérances, s'est manqué à lui-même et a méconnu les égards qu'il devait à ma haute médiation.

Dès ce moment sa conduite a pris un caractère encore plus décidé. Non content de prêter à l'Angleterre, mon ennemie, des moyens de me nuire, à moi et à la République, ce gouvernement a poussé le délire jusqu'à attaquer directement mes propres sujets en affectant de mépriser ou de braver mes salutaires conseils.

Ce n'est pas sans scandale que l'Europe voit les côtes de Portugal servir d'asile et de points de réunion aux escadres britanniques, les corsaires anglais s'y abriter, et de là courir sur mes bâtimens et ceux de la France, mon alliée : les bâtimens portugais servent de *transports* et fournissent des vivres à mes ennemis, agissent de concert avec eux dans leurs opérations hostiles contre moi... Des équipages de la marine portugaise ont insulté des marins français dans le port même de Carthagène... La Cour de Lisbonne autorise ces excès et refuse de donner la moindre satisfaction; les mêmes

Digitized by Google

attentats ont été commis au Ferrol contre la marine espagnole. Les ports de Portugal sont les marchés où se vendent publiquement les prises espagnoles et françaises faites sur la côte par des corsaires anglais sous le canon de ses forts ; d'un autre côté, sa cour d'amirauté déclare nulles celles faites par mes sujets en pleine mer, si on les conduit en Portugal pour les vendre. Mon pavillon n'y trouve plus qu'un asile équivoque, inhospitalier ; sur les bords du Guadiana, la soldatesque portugaise commet toute sorte de violences contre mes pacifiques sujets : plusieurs Espagnols ont reçu des blessures, des coups de fusil, comme s'il y avait une guerre déclarée entre les deux pays ; et le Gouvernement portugais ne réprime d'aucune manière ces insultes multipliées. En un mot le Cabinet de Lisbonne me fait la guerre ouvertement soit en Europe, soit dans les Indes ; et les attentats sont si nombreux qu'il serait superflu d'en citer quelques-uns isolément.

Quelle a donc été ma conduite au milieu de toutes ces offenses?

La République française justement irritée a voulu en tirer une vengeance légitime : ses armes partout victorieuses auraient déjà porté la désolation jusque dans le cœur du Portugal, si mon intérêt fraternel en faveur de la Reine Très-Fidèle et de ses augustes enfans n'eût arrêté la main prête à frapper. Les Français ont respecté la barrière que ma modération leur oppose. Mon affection pour la maison royale de Portugal m'a fait oublier chaque jour les offenses de la veille ; j'espérais que les succès mêmes des armes françaises viendraient donner plus de force à mes

Digitized by Google

exhortations pacifiques; je représentais à la Cour de Portugal les dangers qui la menaçaient; j'employais le langage d'un père, avec une tendresse, avec une effusion cordiale...

Enfin, l'obstination du gouvernement de Lisbonne me force à prendre un ton plus ferme : j'ai prodigué les semonces; j'ai menacé de ma colère, cherchant à ramener cette Cour à ses véritables devoirs.

Mais, sourde à mes admonestations, à mes prières, à mes instances, elle n'a songé qu'à gagner du temps, à m'amuser par de fausses promesses : elle m'a envoyé des plénipotentiaires sans pouvoirs ou avec des pouvoirs astucieusement limités. Elle m'a fait attendre ses réponses; elle a usé à mon égard de tous les subterfuges d'une politique versatile et perfide.

Oubliant le respect qui m'est dû, le Prince Régent a osé appeler *son allié* le roi de la Grande-Bretagne, et cela dans une lettre adressée à ma personne, au mépris des liens qui l'unissent à moi! il ose appeler *alliance* ce qui n'est que l'abus scandaleux du funeste ascendant que l'Angleterre lui fait subir.

En cet état de choses, après avoir épuisé les moyens de douceur et de persuasion, rempli tous les devoirs d'amitié et de parenté, désormais bien convaincu de l'inutilité de mes efforts, et voyant que le Prince Régent rompt des engagemens sacrés tant de fois contractés par lui relativement à la paix, et compromet la parole que je croyais pouvoir donner à la France d'après celle de Son Altesse Royale, et le tout pour complaire à l'Angleterre mon ennemie; j'ai cru qu'une plus longue tolérance de ma part serait nuisible à mon

Digitized by Google

État et à mes sujets lésés dans leurs propriétés par un injuste agresseur ; que cette tolérance prolongée serait un oubli de ma dignité méconnue par un fils que les liens les plus sacrés ne retiennent pas ; que je manquerais moi-même à ma fidèle alliée la République française, qui a suspendu sa juste vengeance uniquement par égard pour moi ; et qu'enfin ce serait aussi fouler aux pieds tous les principes de la saine politique qui m'a guidé jusqu'ici comme souverain.

Néanmoins, avant de recourir à la douloureuse extrémité de la guerre, j'ai voulu, pour la dernière fois, renouveler mes propositions à S. M. T. F. ; j'ai ordonné à mon ambassadeur, le Duc de Frias, de lui rappeler toutes les époques de cette longue négociation, de lui exposer le manque d'égards, l'injustice de ses procédés, de lui montrer l'abîme ouvert devant elle, et le seul moyen de l'éviter par un traité auquel la France veut bien encore donner son assentiment en faveur de ma fraternelle médiation.

La Cour de Lisbonne a répondu, toujours dans les mêmes termes : elle a envoyé un négociateur sans pouvoirs suffisans ; elle rejette toutes mes propositions.

Il importe au repos de l'Europe que le gouvernement portugais soit forcé à faire un traité de paix avec la France ; il faut que mes sujets obtiennent les indemnités qui leur sont dues.

J'ai ordonné à mon ambassadeur de sortir de Lisbonne, et fait en même temps délivrer des passe-ports à celui de Portugal qui était à ma Cour ; ayant définitivement résolu, bien qu'avec douleur, d'attaquer ce royaume en joignant mes troupes à celles de la

Digitized by Google

République française, mon alliée, dont la cause est identifiée avec la mienne par le mépris qu'on a affecté de montrer à l'égard de ma médiation, par l'intérêt commun, et par les offenses personnelles dont j'ai à demander la réparation.

A cet effet je déclare la guerre, etc.

Aranjuez, 27 février 1801.

Digitized by Google

N° II.

TRAITÉ DE PAIX ET AMITIÉ

ENTRE

S. M. C. LE ROI D'ESPAGNE ET S. A. R. LE PRINCE RÉGENT DE PORTUGAL ET DES ALGARVES,

Conclu à Badajoz le 6 juillet 1801.

Le but que S. M. C. se proposait pour le bien général de l'Europe, quand elle a déclaré la guerre au Portugal, est atteint; les puissances belligérantes sont mutuellement d'accord; il a été résolu de rétablir les relations d'amitié et de bonne harmonie par un traité de paix; les plénipotentiaires des trois puissances belligérantes sont convenus d'en faire *deux* distincts qui, au fond et en toute chose essentielle, ne soient qu'un seul et même traité, puisque la garantie en est réciproque et ne sera valable pour l'un des deux qu'autant qu'il n'y aura d'infraction d'aucun article de l'autre.

Pour régler cet objet important, S. M. C. le Roi d'Espagne et S. A. R. le Prince Régent de Portugal et des Algarves ont donné leurs pleins pouvoirs, savoir :

Digitized by Google

S. M. C. le Roi d'Espagne, à S. A. D. Manuel de Godoy Alvarez de Faria, Rios, Sanchez y Zarzosa, Prince de la Paix, Duc del Alcudia, etc.; et S. A. R. le Prince Régent de Portugal et des Algarves, à S. E. D. Luis Pinto de Souza Coutinho, de son conseil d'État, Grand'Croix de l'ordre d'Avis, Chevalier de l'ordre insigne de la Toison-d'Or, Commandeur et Alcade major de la ville de Cauno, Seigneur de Ferreyra, Tendaes, etc., Ministre Secrétaire d'État des affaires du Royaume, Lieutenant-Général des armées, etc.;

Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs respectifs et reconnus en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivans, d'après les ordres et conformément aux intentions de leurs souverains :

Art. I. Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre S. M. C. le Roi d'Espagne et S. A. R. le Prince Régent de Portugal et des Algarves, tant sur mer que sur terre dans toute l'étendue de leurs États, royaumes et domaines. Toutes les prises qui se feraient sur mer après la ratification du présent traité seront rendues de part et d'autre, de bonne foi, avec toutes les marchandises, effets y contenus ou la valeur équivalente.

Art. II. S. A. R. fermera les ports de tous ses États généralement aux bâtimens de la Grande-Bretagne.

Art. III. S. M. C. rendra à S. A. R. les places et lieux de Jurumenha, Arronches, Portugalette, Castel-de-Vide, Barbacena, Campo Mayor et Origuela, avec leur territoire en ce moment conquis par ses troupes ou qui pourrait l'être ultérieurement. Toute l'artillerie, armes et munitions de guerre qui se trouveraient dans lesdites places, villes et lieux, seront également

Digitized by Google

rendues dans le même état qu'au moment où lesdites places ont été prises, et S. M. C. *conserve et retient en qualité de conquête, pour être unie à perpétuité à ses États et à son peuple, la place d'Olivenza,* son territoire et lieux qui en dépendent en-deçà du Guadiana ; de telle sorte que ce fleuve serve de limite respective aux deux royaumes sur ce point, en ce qui appartient seulement au territoire d'Olivenza.

Art. IV. S. A. R. le Prince Régent de Portugal et des Algarves empêchera que désormais, sur la frontière de son royaume, il soit formé aucun dépôt d'effets prohibés ou de contrebande qui pourrait nuire aux intérêts commerciaux de la couronne d'Espagne, à l'exception des objets qui appartiennent exclusivement aux revenus royaux de la couronne de Portugal, et sont nécessaires pour la consommation des habitans du territoire respectif où ils seraient en dépôt ; et s'il était contrevenu à cet article ou d'autres du présent traité entre les deux puissances, il serait nul, en raison de la garantie mutuelle donnée à cette condition.

Art. V. S. A. R. fera payer sans délai aux sujets de S. M. C. tous les dommages et préjudices causés par les bâtimens de la Grande-Bretagne ou par des sujets de la couronne de Portugal pendant la guerre avec l'une ou l'autre de ces deux puissances ; et pareillement S. M. C. s'engage à satisfaire aux justes réclamations relativement aux prises illégales faites par les Espagnols avant la guerre actuelle, avec violation de territoire et sous le canon des forts et châteaux portugais.

Art. VI. Dans le délai de trois mois à compter de la ratification du présent traité, S. A. R. remboursera au

Digitized by Google

trésor de S. M. C. les frais que ses troupes ne payèrent point, en quittant l'armée espagnole après la guerre avec la France, suivant le compte présenté dans le temps par l'ambassadeur de S. M. C., ou qui sera présenté de nouveau, sauf erreurs ou omissions qui pourraient s'y trouver.

Art. VII. Dès que le présent traité aura été signé, toutes les hostilités cesseront précisément dans vingt heures, passé lequel terme il ne pourra plus être exigé de contribution dans les pays conquis, ni aucune autre fourniture que celles qu'il est d'usage d'accorder en temps de paix à des troupes amies et alliées.

Et aussitôt que le traité aura été ratifié, les troupes espagnoles évacueront le territoire portugais dans le terme préfixe de six jours, à commencer dans les vingt-quatre heures après la ratification, sans commettre à leur passage aucun excès ni violence dans le pays, et en payant au prix courant tout ce qui leur sera fourni pour leurs besoins.

Art. VIII. Tous les prisonniers faits sur la mer ou sur terre seront à l'instant mis en liberté et rendus dans le terme de quinze jours après la ratification du présent; les prisonniers, avant de quitter le pays, seront tenus d'acquitter les dettes contractées pendant leur séjour.

Les malades et blessés continueront à recevoir des soins dans les hôpitaux respectifs, et seront également libres aussitôt que le rétablissement de leur santé leur permettra de se mettre en marche.

Art. IX. *S. M. C. s'oblige et garantit à S. A. R. le Prince Régent de Portugal la conservation*

Digitized by Google

intégrale de ses États et domaines sans exception ni réserve aucune.

Art. X. Les deux hautes puissances s'engagent à renouveler dès à présent les traités d'alliance défensive qui existaient entre les deux monarchies avec les clauses et modifications que prescrivent les liens d'union actuellement établis entre la monarchie espagnole et la République française. Et dans le traité même seront stipulés les secours mutuels que les deux hautes puissances contractantes auront à se donner, si le cas le requiert...

Art. XI. Le présent traité sera ratifié dans le délai préfixe de dix jours, après avoir été signé, ou plus tôt, s'il est possible.

En foi de quoi, nous soussignés Ministres plénipotentiaires, en vertu des pleins pouvoirs de nos augustes souverains, avons signé de notre main et apposé le sceau de nos armes.

Fait à Badajoz, le 6 juillet 1801.

(L. S.) Le Prince de la Paix.
(L. S.) Luis Pinto de Souza.

Digitized by Google

N° III.

TRAITÉ DE PAIX

ENTRE

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE ROYAUME DE PORTUGAL,

Signé à Madrid le 29 septembre 1801.

Le Premier Consul de la République, au nom du peuple français, et Son Altesse Royale le Prince Régent du royaume de Portugal et des Algarves, désirant également rétablir les rapports de commerce et liens d'amitié qui existaient entre les deux États avant la guerre actuelle :

Ont résolu de conclure un traité de paix *par la médiationde Sa Majesté Catholique;* et, à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : le Premier Consul de la République, le citoyen Lucien Bonaparte ; et Son Altesse Royale le Prince Régent du royaume de Portugal, Son Éminence M. Cyprien Ribeyro Freyre, commandeur de l'ordre du Christ, du conseil d'État de Son Altesse Royale, et son ministre plénipotentiaire auprès de Sa Majesté Catholique, lesquels, après avoir dûment échangé leurs pouvoirs, sont convenus d'arrêter et fixer les articles suivans.

Digitized by Google

Art. I^er^. Il y aura dès à présent et pour toujours paix, amitié et bonne intelligence entre la République française et le royaume de Portugal. Dès que les présentes auront été ratifiées et échangées, toutes les hostilités, soit par mer, soit par terre, cesseront en la forme qui suit : Dans quinze jours, en Europe et les eaux qui baignent les côtes du Portugal et celles de l'Afrique en-deçà de l'équateur; quarante jours, après ledit échange, dans les régions et les mers qui baignent l'Amérique et l'Afrique, au-delà de l'équateur; et trois mois, pour les pays et les mers situées à l'ouest du cap de Horn et à l'est du cap de Bonne-Espérance.

Toutes les prises faites, à compter de chacune de ces trois époques, dans les lieux désignés, seront réciproquement rendues, ainsi que les prisonniers de guerre de part et d'autre, et les relations politiques entre les deux puissances rétablies sur le même pied qu'avant la guerre.

Art. II. Tous les ports et rades du Portugal en Europe se fermeront dès à présent et resteront fermés, jusqu'à la paix entre la France et l'Angleterre, à tous les vaisseaux anglais de guerre et de commerce; et ces ports et rades s'ouvriront franchement aux vaisseaux de guerre ou de commerce de la République et de ses alliés. Quant aux ports et rades du Portugal dans les autres parties du monde, l'article ci-dessus est obligatoire pareillement, et dans les termes et délais prescrits par le susdit article, relativement à la cessation des hostilités.

Art. III. Le Portugal, tant que durera la présente guerre, s'engage à ne fournir aux ennemis de la Répu-

Digitized by Google

blique française aucun secours en troupes, vivres ou argent, sous tel prétexte, en telle quantité que ce soit, et tout engagement ou accord antérieur, contraire au présent traité, demeure nul et sera considéré comme non avenu.

Art. IV. Les limites entre les deux Guyanes française et portugaise seront déterminées désormais par le fleuve Campanatuba, qui se jette dans celui des Amazones, au tiers, ou à peu près, d'un degré de l'équateur, latitude septentrionale, au-dessus du fort de Macaya. Ces limites suivront le cours du fleuve pris à sa source, continueront vers la grande cordillière qui divise les eaux, et y suivront la même direction que ladite cordillière jusqu'au point où elle se rapproche du Rio-Branco, vers le deuxième degré et un tiers au nord de l'équateur.

On se rendra réciproquement les Indiens des deux Guyanes pris durant la guerre, ou enlevés à leurs habitations. Les citoyens ou sujets des deux puissances compris dans la nouvelle démarcation des limites auront la faculté de se retirer dans les possessions de leurs États respectifs; ils auront aussi la faculté de disposer de leurs biens, meubles et immeubles, dans le délai de deux ans, à dater de l'échange des ratifications du présent traité.

Art. V. Il sera fait entre les deux nations un traité de commerce et navigation qui fixera définitivement les relations mercantiles entre la France et le Portugal. Dès à présent il est arrêté que : 1° les communications seront immédiatement rétablies, après l'échange des ratifications; les agens commerciaux et consulaires

Digitized by Google

jouiront réciproquement des mêmes exemptions, droits et priviléges qu'auparavant; 2° les citoyens et sujets des deux puissances jouiront aussi réciproquement et sans restriction des mêmes droits que ceux des nations les plus favorisées; 3° les produits et denrées provenant du territoire ou des fabriques des deux États auront un libre accès dans l'un et l'autre pays, et ne pourront être grevés d'aucun droit qui ne pèserait point déjà sur les produits et denrées analogues des autres nations; 4° les draps de France pourront entrer en Portugal comme les marchandises les plus favorisées; 5° quant au reste, toutes les stipulations relatives au commerce, insérées dans les traités antérieurs, et non contraires au présent, seront provisoirement observées jusqu'à la conclusion du traité de commerce définitif.

Art. VI. Les ratifications du présent seront ratifiées à Madrid dans le terme de vingt jours au plus.

Fait double à Madrid le 29 septembre 1801.

Signé, Lucien Bonaparte,
Cipriano Ribeyro Freyre.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.

Digitized by Google

Digitized by Google

TABLE

DES CHAPITRES.

CHAP. Ier. Angoisses de l'Europe sous la domination de Bonaparte. — État de l'Europe à cette époque. . . . . Page 1

CHAP. II. Événemens qui précédèrent ma rentrée en activité de service. — Mésintelligence fâcheuse avec le nonce de S. S. — J'intercède en sa faveur. — Affaire de Toscane. 13

CHAP. III. Continuation du même sujet. 28

CHAP. IV. Questions épineuses de discipline ecclésiastique pendant la vacance du Saint-Siége.—Lettre du Roi au nouveau pontife. — Disgrâce du ministre d'État *par intérim*, D. Mariano-Luis de Urquijo. — Démarches que le Roi m'ordonne de faire auprès du nonce de S. S. pour calmer la cour de Rome. — La bulle *autorem fidei* est admise. — Intrigues et menées du ministre Cavallero. — D. Pedro Cavallos est nommé ministre d'État à la place d'Urquijo. 58

CHAP. V. De la guerre de Portugal. 79

Digitized by Google

CHAP. VI. Suite du précédent. — Marche victorieuse des Espagnols. — Traité de Badajoz. — Difficultés suscitées par le Premier Consul. — Le Gouvernement soutient le traité qu'il a fait avec le Portugal, et s'oppose à de nouvelles hostilités de la part de la France. — Acquiescement de Bonaparte. — La cour de Madrid demande l'éloignement des troupes de la République. — Ces troupes sortent de l'Espagne. — Observations. Page 97

CHAP. VII. Départ des infans D. Luis et dona Marie de Bourbon pour l'Italie. — Fêtes à leur arrivée à Paris. — Motifs et vues du Premier Consul. — Installation des infans sur le trône d'Étrurie. . 134

CHAP. VIII. Le Roi me charge de la nouvelle organisation de l'armée de terre et de mer. — Persécution religieuse et politique par le ministre Caballero. — Troubles de Valence. — Prompt et heureux rétablissement de la tranquillité dans cette province. — Nouveaux efforts pour accélérer le progrès des sciences et des arts. — Finances en 1801. 149

CHAP. IX. La paix d'Amiens. — La paix générale en Europe. — Coup d'œil sur l'état de l'Espagne comparé à celui des autres nations voisines de la France. 174

CHAP. X. Intrigues au sujet de l'île de Malte. — Notre cabinet les déjoue. — Les langues et assemblées de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem sont incorporées à la couronne. — Expédition française à Saint-Domingue. — Napoléon veut nous y faire coopérer avec des vaisseaux et des troupes de débarquement. — Charles IV n'adhère point à cette demande et justifie son refus. 186

Digitized by Google

CHAP. XI. Mariage du prince des Asturies avec la princesse de Naples, Marie-Antoinette, et du prince héritier de Naples avec l'infante Marie-Isabelle. — Je conseille au roi de différer le mariage du prince des Asturies jusqu'à ce que l'éducation de S. A. R. soit achevée. — Mes idées sur les moyens de la perfectionner. — Fêtes et réjouissances publiques. . . . . Page 196

CHAP. XII. Bonaparte veut que je fasse aux princes de la maison de France la proposition de renoncer à leurs droits. — Discussion avec l'ambassadeur de la République, au sujet des nouvelles insérées dans les journaux espagnols. — Un mot de réponse anticipée au comte de Toreno. . . 207

CHAP. XIII. Commission gubernative du conseil de Castille. — Affaires du crédit public en 1802. — Finances. — Création de la direction de l'encouragement (*Fomento*). — Progrès des arts et des sciences. — Le ministre Caballero. 223

CHAP. XIV. Questions suscitées entre la France et l'Angleterre au sujet du traité d'Amiens. — Perplexité de l'Espagne. — Politique de notre cabinet. — Rupture entre l'Angleterre et la France. — Neutralité de l'Espagne. — Efforts et sacrifices pour que cette neutralité soit reconnue. 243

CHAP. XV. Vente de la Louisiane par Bonaparte. — Détails et observations sur cette vente. — Mes prétendues possessions dans la Louisiane. . . . 275

CHAP. XVI. État des finances en 1803. — Navigation, commerce, industrie. — Expéditions scientifiques et politiques. — Entreprises d'utilité publique. — Progrès des lettres, des sciences et des arts. 297

Digitized by Google

CHAP. XVI *bis*. Arts et sciences en 1802 et 1803. Page 320
CHAP. XVII. L'Amérique espagnole sous le règne de Charles IV. — Quelles étaient mes vues sur la manière de gouverner les possessions d'outre-mer. — Moyens de les conserver encore longtemps à la couronne, et de concilier leurs intérêts avec ceux de la mère-patrie. 333

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

N° I. Décret royal du 27 février 1801. — Déclaration de guerre au Portugal. 365
N° II. Traité de paix et amitié entre S. M. C. le Roi d'Espagne et S. A. R. le Prince Régent de Portugal et des Algarves. 371
N° III. Traité de paix entre la République française et le royaume de Portugal. 376

FIN DE LA TABLE DU TOME TROISIÈME.

IMPRIMERIE DE CASIMIR, RUE DE LA VIEILLE-MONNAIE, N° 12.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

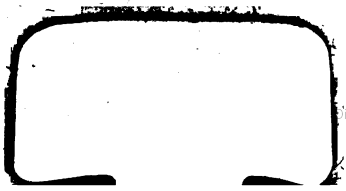
THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
REFERENCE DEPARTMENT

This book is under no circumstances to be taken from the Building

Form 419

Digitized by Google

SEP 2 0 1926



Digitized by Google

Digitized by Google